Le plan C : concevoir nous-mêmes une Constitution d'origine Citoyenne

C'est aux citoyens eux-mêmes, directement, de façonner et protéger leur démocratie. C'est folie de laisser les hommes au pouvoir écrire eux-mêmes les règles du pouvoir :

les CONSTITUANTS (les élus de l'Assemblée Constituante) doivent être TIRÉS AU SORT (pour éviter que des complices des candidats ne nous soient imposés discrètement via les commissions d'investiture des partis), et déclarés INÉLIGIBLES aux fonctions qu'ils instituent (pour qu'ils n'écrivent surtout pas des règles pour eux-mêmes débouchant sur une impuissance citoyenne et des contre-pouvoirs factices).

Wiki-Constitution

Liens et documents utiles

MAJ: 4 mai 2010

Accueil

Imprimer correctement ces 117 pages (pdf)

5415469

Relire tous les liens depuis 2005

La plus précieuse radio, radio des citoyens debout, sur France Inter à 17 h 15 h,

"Là-bas si j'y suis". Archives sonores : <u>la-bas.org</u> Répondeur : 01 56 40 37 37

La chronique d'Albert Jacquard

F.Cult à 17h50, sans archives mais podcastable (le jour-même seulement !)

Terre à Terre, par Ruth Stégassy: le sam. matin à 7 h, sur France Culture. Archives sonores : http://terreaterre.ww7.be

 $\begin{tabular}{ll} \textbf{Le Monde diplomatique}: $ \underline{monde-diplomatique.fr} \\ et son $\textbf{blog}: \underline{blog.mondediplo.net} \\ \end{tabular}$

Sites portails à consulter souvent

Forum

rezo.net Imsi.net bakchich.info

legrandsoir.info voltairenet.org risal.collectifs.net

democratie-socialisme org monde-diplomatique.fr

solidariteetprogres.org decroissance.org millebabords.org fakirpresse.info

> decapactu.com contreinfo.info dedefensa.org Vive le feu!

oulala.net politis.fr urfig

bombadabom.free.fr/economie_politique

Pour les sons et vidéos :

dsedh.free.fr/emissions_passees.htm non.au.liberalisme.tripod.com

Rlog Lieux de débat

agoravox.fr bellaciao.org/fr blog.monolecte.fr

lemondecitoyen.com lagauche.canalblog.com cafeducommerce.blogspot.com

michelonfray.blogs.nouvelobs.com solutions-politiques.over-blog.com/ drakkar-bleu-noir.over-blog.com

cettefoiscestnon.over-blog.com 20six.fr/aurelianobuendia observatoire-politique.fr

renover-maintenant.org La-pompe-a-phynance plumedepresse.info/ aixtal.blogspot.com

blog.tcrouzet.com radical-chic.com

oui-et-non.com nuesblog.com la-gauche.org que-faire.info politicshow

genereux.fr

Infos ciblées

Journal

liées aux blocages institutionnels

En vrac

MÉDIAS : acrimed.org

observatoire-medias.info etats-generaux-medias.org info-impartiale.net leplanb.org m-r.fr

La monnaie et le libre-échange :

fauxmonnayeurs.org

fragments-diffusion.chez-alice.fr ADED CADTM jegu.jean

public-debt.org bankster.tv protectionnisme.eu

sp_Protectionnisme journaldumauss.net jean bayard Louis Even Paul Jorion

LIMITES DE LA BIOSPHÈRE :

manicore.com et reporterre.net DIVERS (et pourtant PRÉCIEUX) :

UPcaen et inegalites.fr bonvote.com actuchomage.org

classiques.uqac.ca

Lieux de réflexion et d'action ciblés sur les perspectives européennes et sur les institutions :

Europe: cipunce.net wikitution.org arsindustrialis.org france.attac.org/r717 new-constitution.net touteleurope.fr/debats europa-constitution.net vanb.typepad.com/versac abel.jerome.free.fr/outils

europe-des-consciences.org bruxelles.blogs.liberation.fr/ observatoiredeleurope.com newropeans-magazine.org europe-maintenant.org ineditspourlenon.com portail-hors-agcs.org traite-simplifie.org weloveeurope.org nonnonetnon.org europelibre.com taurillon.org

France marianne2007.info 2007 : le vrai débat collectifdu29mai.org deboutlarepublique.com democratie-socialisme.org alternativeagauche2007.org changerlarepublique.over-blog.com republiqueuneetindivisible.com corinnelepage.hautetfort.com alternativeunitaire2007.org vivelefeu.blog.20minutes.fr u2r.typepad.com/weblog gaucherepublicaine.org revue-republicaine.org cequilfautdetruire.org lautrecampagne.org veronis/Presse2007 france-alter.in chevenement.fr

mfrp.fr

Évolution de la démocratie : demexp.org e-citoyens.org cyberacteurs.org xmo.blogs.com/pdld/ elandescitoyens.com ordinateurs-de-vote.org citoyens.demandeurs.net sauvonslademocratie.ras.eu.org solutions-politiques.over-blog.com nonalaguerre.com/citoyenslibres economiedistributive.free.fr ateliersdelacitoyennete.net ecoledelademocratie.org recul-democratique.org le-groupe-republique.fr concordat-citoyen.org madelequillou/ACC elysee2007.org iprd.typepad.fr enitiatives.ch

Choix institutionnels détaillés : stochocratie.free.fr neodemocracy.org clerocratie.com blanccestexprime vote-blanc.org partiblanc.fr votons.info c6r.org elire.free.fr ric-france.fr minguo.info wikisocrate.org tiki.societal.org la-democratie.fr/ laconstituante.org pouruneconstituante.fr 6eme-republique.com/ludf etienne.chouard.free.fr/forum etienne.chouard.free.fr/wikiconstitution

Affaire Clearstream : il faut aider Denis Robert : http://lesoutien.blogspot.com/

Importants documents de synthèse, une sélection de textes vraiment remarquables, à lire et à relire :

- « Quelle Europe construire ? Les termes du débat. » par R. Joumard, H. Paraton, M. Christian & JF Escuit (pdf espagnol pdf polyglotte pdf)
- « Proposition iconoclaste pour des citoyens législateurs : des députés tirés au sort » par Hervé Chaygneaud-Dupuy.
- « Récapitulatif sur le RIC, référendum d'initiative citoyenne » par Yvan Bachaud.
- L'étonnante et passionnante « Constitution du Venezuela ».
- « <u>La mondialisation capitaliste : malheur aux vaincus</u> » par Jean-Marie Harribey.
- « <u>L'Europe en crise Que faire ?</u> » un texte majeur, par Maurice Allais "Prix Nobel" d'Économie.
- « <u>Le manifeste des chômeurs heureux</u> »
- « <u>Étes-vous démocrate ou républicain?</u> » par Régis Debray (qui charge le mot démocratie de tous les maux, mais qui liste bien les points à débattre).
- « Manifeste pour la vraie démocratie » par André Tolmère. (version pdf)
- « <u>Maastricht : s'est-on trompé d'Europe ?</u> » par André Grjebine. • « <u>De la réélection des députés</u> » par Maximilien Robespierre.
- « Les chaînes de l'esclavage » par Jean-Paul Marat.
- « L'ère démocratique est-elle finie ? (Un traité anti-constitutionnel) » par Christian Darlot.
- « Conférence de Citoyens sur les OGM : une expérience enthousiasmante » par Michel Pimbert.
- « <u>Replacer l'humain au centre de l'économie</u> » par René Passet.
- « L'escroquerie monétaire mondiale » un document bouleversant écrit par Eberhard Hamer.
- « <u>Limiter le rôle de l'endettement dans la création de la monnaie</u> » proposition de loi organique de Tovy Grjebine.
- « Le vote électronique en France : opaque et invérifiable » un rapport accablant et consternant de Chantal Enguehard.
- « Contre le libre-Échange, la Charte de La Havane » par Jacques Nikonoff.
- « Pour un néo-protectionnisme, écologique et social! » par Jacques Sapir (excellent).
- « Sommes-nous en démocratie ? » par Les renseignements généreux.
- « Cornélius Castoriadis analyse notre "démocratie" » un enregistrement audio d'une richesse enthousiasmante.
- « <u>Incursion dans un domaine trop réservé : **la monnaie** » un document très intéressant rédigé par Attac 78.</u>
- « Dialoque aux enfers entre Machiavel et Montesquieu » leçons totalitaires ou comment détourner les institutions (pdf) • « <u>L'apport de Pierre **Rosanvallon** pour résister aux abus de pouvoir</u> » regroupement de textes importants, épars sur ce site
- « La crise mondiale d'aujourd'hui Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires » par Maurice Allais
- « Monnaie et souveraineté » un document littéralement passionnant sur un sujet crucial, écrit par Éric Dillies
- Analyse du projet de traité modificatif de l'Union européenne » une rigoureuse et utile réflexion de Robert Journard.
- « Reconsidérer la richesse » un rapport d'une importance capitale, de Patrick Viveret (résumé)
- Voir aussi Bibliographie 1, Bibliographie 2 et Documents de référence

Pas de liens publiés entre le 21 juin 2009 et le 4 mai 2010

Complètement découragé par la passivité de mes contemporains.

« 9 000 milliards de dollars disparus à la FED et le silence des médias » par Adenanthera :

http://www.lepost.fr/article/2009/05/27/1552985_9-000-milliards-de-dollars-a-la-fed-disparu-et-le-silence-des-medias.html

« 9 000 milliards de dollars, soit 9 billions en Francais, ou 9 trillions en norme US, ou encore 9 000 000 000 000 000 \$ (en chiffres, ça parle tout de suite plus), l'équivalent de 30 000 dollars pour chaque Américain, ou plus serieusement, 1 500 dollars pour chaque habitant de la planète (sachant que nombre d'entre eux ne gagnent pas plus de 1 dollar par jour), quatre fois ce que le trésor USA doit à la Chine. C'est aussi 100 000 euros pour chaque Français, voila le triste résultat du vol de la FED dont on vient de découvrir le pot aux roses, et étonnement : Silence dans les médias, depuis le 6 mai 2009.

Pourtant on avait fait un foin du diable concernant l'affaire Kerviel : 5 milliards,

ou dernièrement, l'affaire Madoff : 50 milliards...

Au regard de la somme faramineuse, vraiment des petits joueurs.

Pourquoi une telle omerta dans l'information ? Y a-t-il un mot d'ordre lancé pour ne pas faire de vagues sur cette histoire ?

Donc, la source est une video/débat surréaliste entre le rep Alan Grayson et une inspectrice générale de la FED au Sénat americain :

Je vous joins la vidéo pour ceux qui comprennent la langue, pour les autres un résumé traduit, et de toutes façons il suffit de voir l'air embarrassé et les incohérences de l'inspectrice de la FED pour comprendre :

http://www.youtube.com/watch?v=PXIxBeAvsB8

ON NE SAIT PAS OÙ EST PASSÉ L'ARGENT !!!!!! DANS L'HISTOIRE DE LA FINANCE AMERICAINE, IL N'Y A PAS DE PRÉCÉDENT COMME CELUI-CI.

- -Inspecteur Sherman, vous êtes bien inspecteur à la Réserve Fédérale ?
- -Absolument
- -Vous avez conduit une enquête je suppose sur le rôle de la FED dans l'aide accordée a LEHMAN BROTHERS ?

-Dans cette affaire particulière, nous n'avons pas conduit d'enquête.

- -Avez-vous diligenté une enquête sur les trillions de \$ qui ont disparu de vos livres comptables aux dire de Bloomberg ?
- -Nous avons actuellement regardé pour évaluer les risques.
- -Cela, je le comprends, mais avez-vous fait une enquête spécifique sur ce sujet précis ?
- -(hésitation) Nous sommes dans le processus de commencer quelque chose à ce sujet.
- -Vous êtes l'inspecteur général, alors connaissez vous l'identité de celui ou de ceux qui sont receveur des fonds ?
- -Concernant cette transaction nous n'avons pas encore enquêté sur ce point précis.
- -Êtes-vous au courant de la disparition de ces trillions de \$ qui ont disparu de vos livres comptables ?
- -Nous n'avons pas conduit d'enquête spéciale dans notre juridiction à ce sujet pour la clarifier, et nous n'avons pas juridiction non plus pour certains détails de l'enquête.
- -Madame, 9 trillions de \$ ce qui représente \$30,000 par chaque habitant américain, incluant toutes couches de population, vous me dites ne pas être responsable de l'enquête, alors qui l'est ?
- -(hésitant) qui est responsable concernant l'enquête..... pouvez vous reposer la question ?
- -Qu'avez-vous fait concernant la disparition de cette argent sur vos livres aux dires de Bloomberg, pour un montant de 9 trillions de \$, dans les 8 derniers mois ?
- -Je dois regarder l'article de Bloomberg, articles que je n'ai d'ailleurs pas lu.
- -Madame ce n'est pas la question! Je repose la question : où sont passés les 9 trillions de \$ disparus de vos comptes?

-À ce point, nous conduisons une enquête à haut niveau.

-Avez-vous conduit cette enquête depuis septembre dernier?

-Nous sommes en train de collecter les informations pour savoir ce qui se passe concernant ce sujet.

-Vous êtes en train de me dire que personne ne suit la trace d'une façon régulière de la disparition de cet argent

-Je ne sais pas et nous ne sommes pas en position de pouvoir dire si c'est une perte ou quoique ce soit d'autre.

-Mon temps est écoulé, Mrs Chairman, mais je suis choque que personne à la FED ou même l'inspecteur général ne puisse avoir trace de tout ceci.

Je voudrais remercier par ce present post quelques acteurs de la transmission de cette information dont vous pourrez suivre certains élements non repris ici en cliquant sur les liens suivants tel que :

Pierre JC Allard sur Agoravox qui m'a fait découvrir l'info

Liberté Internet dont j'ai recopié le texte ci dessous

Zabeau: membre du Post: à lire, ses divers articles aussi!

En espérant que La Rédaction du Post aura le courage de mettre cette information en avant sur son site par le biais de la fonction : info choisie par la rédaction (ne connaissant pas la marche à suivre, un coup de main ?).

Après Vous n'auriez pas vu mon or ?, voici une nouvelle péripétie d'une dimension inimaginable.

On s'inquiétait pour la dette US, qui vient de dépasser les 11 300 milliards de dollars US, mais on découvre avec stupéfaction que la banque centrale des USA, la "Federal Reserve", qui n'est en fait rien d'autre qu'un cartel constitué par les plus grands établissements bancaires [privés] des États-Unis d'Amérique, aurait égaré pas moins de 9 000 milliards de dollars.

Disparus, volatilisés, plus aucune trace de ce qui représente une dette supplémentaire de 30 000 dollars par citoyen des USA. Je n'ose imaginer les motivations et les mécanismes qui se cachent derrière ce qui constitue – à mon très humble avis – un détournement de fonds organisé par quelques banksters privilégiés, qui ont compris que le système qu'ils ont mis en place court à sa perte et va s'effondrer.

Pendant que la population devra trimer dur pour tenter de réparer les dégâts et rebâtir une nouvelle société sur les ruines du mercantilisme et du monétarisme mis en place par les autorités américaines à la botte de ces mêmes bangsters, ces derniers auront probablement déjà pris la poudre d'escampette après avoir accumulé des fortunes qu'ils auront précautionneusement fait sortir du pays et placés dans des actifs tangibles.

Cette fortune accumulée par les banksters constitue la plus grande escroquerie jamais mise en place, le système pyramidal d'exploitation de la population le plus monstrueux qui n'ait jamais été manigancé, et qui leur permettra de se mettre bien à l'abris en attendant que les conséquences du Tsunami s'estompent, mais plus grâve encore, leur permettra ensuite de refaire surface une fois que la crise touchera à sa fin, dans plusieurs années au minimum, pour perpétuer leur domination sur le système économique grâce aux fortunes qu'ils auront accumulées, et céder en héritage à leurs descendants un contrôle élargi du pouvoir politique.

La catastrophe se rapproche à grandes enjambées et il devient selon moi urgent et impératif de fuir les marchés d'action à toutes jambes. La baisse soudaine du dollars US la semaine dernière et la hausse simultanée des taux sur les obligations à long terme du trésor US (voir l'analyse <u>On n'ira pas plus haut !</u>) sont les signes précurseurs d'une crise monétaire et financière en voie d'accélération, dont on ose à peine imaginer les conséquences.

En 2001, le 10 septembre, c'est-à-dire la veille des funestement célèbres attentats du 11 septembre 2001, Donald Rumsfeld déclarait que le Pentagone avait égaré de manière inexpliquable la somme de 2 300 milliards de dollars US :

http://www.youtube.com/watch?v=3kpWqdPMjmo

(À titre informatif : 500 milliards de dollars US correspond environ au budget annuel de la defense : 9 000 milliards ! de quoi faire tourner la machine de guerre pendant 18 ans) »

« Le malheur est dans le prêt »

Un bon reportage d'**Arte** sur la catastrophe sociale des subprimes http://plus7.arte.tv/fr/detailPage/1697660,CmC=2672836,scheduleId=2636716.ht

Il reste deux jours seulement pour voir ce film (c'est idiot, du gâchis, mais c'est la "politique" d'Arte).

« La citoyenneté contre le marché? »

un livre exceptionnel, d'*Éric Desmons*, professeur de droit à Paris II, Paris XIII et Sciences Po: http://www.puf.com/wiki/Autres_Collections:La_citoyennet%C3%A9_contre_le_march%C3%A9_%3F

Je trouve ce livre formidable : l'auteur y articule des centaines d'idées essentielles puisées dans une bibliographie remarquable : je retrouve beaucoup de mes livres préférés (et j'en découvre bien d'autres !) à travers la foultitude de notes, et le maillage de toutes ces fortes pensées est composé avec intelligence.

Les coups de boutoirs — logiques, théoriques, historiques — contre "l'État de droit" (avec le juge hors contrôle comme seul maître de l'effectivité de la garantie des droits) comme complément logique verrouillant l'escroquerie intellectuelle "démocratie représentative" au profit d'une caste de privilégiés, ces coups de boutoir contre les infinis détournements du droit sont précieux de la part d'un grand juriste.

Je regrette cependant la minceur de la conclusion (et du livre entier, d'ailleurs) : chaque chapitre est en soi un outil de résistance très intéressant contre les abus de pouvoir, alors que, au contraire, la courte conclusion, étrangement, presque vide de propositions concrètes, ne sert quasiment à rien. Ce n'est pas grave.

Sans parler du grand absent (apparemment) de cet important petit livre qu'est le tirage au sort.

C'est précisément ce genre de livre que j'aimerais écrire un jour, en articulant les meilleures réflexions que j'ai identifiées sur mon sujet (dans de nombreuses spécialités), pour produire une démonstration et fonder un projet cohérent, original et décisif pour le bien commun. Je trouve ce livre remarquable ; de la même qualité que le dernier livre de *Jacques Généreux*, "Le socialisme néomoderne" (une merveille d'intelligence, plus riche encore mais dans d'autres disciplines) ; je vous les recommande chaleureusement tous les deux.

J'en donnerai quelques extraits sur le blog. Le chapitre 2 du livre d'Éric Desmons, "Être citoyen : exercer le pouvoir ou jouir des droits fondamentaux ?", est passionnant d'un bout à l'autre, tous les paragraphes comptent, on voudrait tout citer!

Je n'ai pas encore fini cet essai (comme avec tous mes livres, je fais durer le plaisir), et j'espère y trouver — vous le devinez, mais sans grand espoir ;-) — quelques éléments de réflexion sur la décisive (et méconnue) qualité du processus constituant — processus essentiel historiquement jamais impartial, toujours dévoyé, perverti, du fait (méconnu) de l'élection des constituants, élection parmi des candidats imposés par les partis, au lieu de leur très nécessaire tirage au sort. Si j'y trouve quelques pistes dans ce sens, je ne manquerai pas de vous en faire part, évidemment.

J'espère un jour avoir le privilège d'échanger des idées avec cet homme-là.

Un très bon livre.

À lire, vraiment.

«Microcrédit, macro-espoir »

un entretien du Nouvel Obs avec Muhammad Yunus :

http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p20080320/articles/a370134-.html

"Depuis vingt-cinq ans, il est le «banquier des pauvres» au Bangladesh. Il développe aujourd'hui des projets audacieux pour un «capitalisme social»" (...)

« À travers la Banque du Peuple de P. J. Proudhon »

une synthèse passionnante d'un des projets essentiels de Proudhon proposée par l'excellent *Janpier Dutrieux*, sur son site renové, très riche : http://prosperite-et-partage.org/spip.php?article23

À propos, vous devriez écouter cette émission de *France Culture*, *Concordance des temps*, où *Jean-Noël Jeanneney* recevait hier *Philippe Régnier*:

« Actualité de Proudhon : la gauche, le crédit et l'Europe »

http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/concordance/fiche.php?diffusion_id=73708

Ce spécialiste de Proudhon est tout simplement enthousiasmant...

Pensez à explorer la véritable corne d'abondance qu'est le site Prospérité et partage :

http://prosperite-et-partage.org

« Devinette : qui cultive la démagogie sécuritaire ? Lettre ouverte du Syndicat de la magistrature » vendredi 12 juin 2009, par Olivier Bonnet : http://www.plumedepresse.com/spip.php?article1150

« Nous publions intégralement ci-dessous une lettre ouverte signée par le bureau national du *Syndicat de la magistrature*, en date du 11 juin, qui dénonce **les poncifs et fausses évidences sécuritaires, faits et chiffres à l'appui.** Un rappel toujours salutaire, doublé d'un petit jeu : à vous de deviner à qui la missive est adressée. » (Lire la suite...)

« Histoire d'une utopie émancipatrice De l'éducation populaire à la domestication par la "culture" »

Un article très intéressant de *Franck Lepage* dans *Le Monde diplomatique* (mai 2009) : http://www.monde-diplomatique.fr/2009/05/LEPAGE/17113

À propos de cet étonnant sabotage public du projet d'éducation populaire de 1945, voici une vidéo, un peu longue mais assez amusante, du même *Franck Lepage* :

« Inculture(s) Conférence gesticulée de Franck Lepage »

http://www.alpesolidaires.org/incultures-conference-gesticulee-de-franck-lepage (ça devient dense et important à partir de la minute 75)

« Décapante, tonique et drôle, cette conférence gesticulée par Franck Lepage, nous raconte comment le mouvement d'éducation populaire qui avait l'ambition, après la deuxième guerre mondiale, d'être une "formation à la politique", a progressivement perdu son but et son sens à travers l'institutionnalisation de la CULTure, de la JEUNEsse et du SPORT. Le recul dans l'histoire amène à une redécouverte du sujet, pour un dépoussiérage salutaire.

Franck Lepage a notamment participé au "Livre noir de l'animation socio-culturelle" en 2006.

Incultures est produit par la scop d'éducation populaire Le Pavé qui édite le DVD de ce spectacle. »

« Il faut imposer les riches, estime la majorité des populations sondées par l'institut Harris »

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2603

« Argentine : les salariés redémarrent en coopérative des entreprises faillies »

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2681

En Argentine, le mouvement de reprise d'entreprises par leurs salariés, qui avait vu le jour après l'effondrement économique de 2001, connaît un renouveau depuis quelques mois. De nombreux salariés de firmes en faillite ont choisi de se battre et de sauvegarder leur emploi en relançant l'activité sous forme de coopérative ouvrière. Emblème de ce mouvement, le luxueux Hôtel Bauen de Buenos Aires, occupé par ses employés en 2003 après sa fermeture, est aujourd'hui devenu une entreprise rentable qui emploie 150 personnes. » (Lire la suite...)

l'é	xemple emblén http://w	ww.youtube.com			€ »
	(i) improving a solution (image)				
		© Stuart 1	Franklin		
	Et uno hon	ne synthèse prop	osác par Meta e	l'images :	

« La folie du libre échange dérégulé résumée par l'excellent Jacques Généreux »

« Oubliant que ce sont des lois qui ont fait le marché, d'aucuns ont cru que l'avenir du marché était dans l'abolition des lois !

Folie comparable à celle d'un gardien de zoo qui ouvrirait la cage des lions, au prétexte qu'en trente ans de carrière il n'a jamais vu un lion agresser qui que ce soit! »

Jacques Généreux, Les vraies lois de l'économie, 2005, p 295.

Une réserve (en forme de procès d'intention) : je suis sûr que les idéologues du libre échange n'oublient rien du tout, je suis sûr qu'ils savent très bien que leur idéologie va martyriser le plus grand nombre au profit de quelques privilégiés (privilégiés qui payent justement ces économistes pour soutenir théoriquement les sottises du libre échange et du saint-marché). ÉC.

« Paul Jorion est l'invité — décapant — de France Info (vidéo) » http://www.pauljorion.com/blog/?p=3299

Cet entretien est souvent passionnant. Il est même enthousiasmant de voir ainsi critiquer radicalement le système sans qu'aussitôt les chiens de garde ne mordent les jarrets du résistant.

Je ferai seulement une nuance et une réserve :

- 1) Sur la monnaie, je nuancerais : quand Paul dit qu'"une reconnaissance de dette, ce n'est pas de la monnaie", il devrait plutôt dire qu'"une reconnaissance de dette c'est une mauvaise monnaie, voire une fausse monnaie"; je ne reviens pas là-dessus ;o)
- 2) Le plus important, c'est ma réserve ; elle concerne le libre échange : j'ai l'impression que Paul n'a (encore) rien lu d'important sur la question et qu'il répond intuitivement ; nous serions alors un peu dans la même situation qu'il y a un an, à propos de la monnaie : Paul avait des positions assez tranchées sur un sujet (la création monétaire) où il avoua plus tard qu'il n'avait jamais lu un seul livre... ce qui se comprend (les employés des banques n'ont jamais conscience de la création monétaire, ils n'en voient aucun signe), et ce qui défend tout à fait car l'opinion de Candide apporte toujours un précieux sang neuf aux débats d'idées, mais ce qu'on doit garder à l'esprit pour ne pas exagérément survaloriser certains points de vue : Candide n'a pas toujours raison par le seul fait qu'il est candide.

Sur le libre échange, il y a six mois, Paul a censuré <u>un de mes commentaires qui évoquait une excellente synthèse sur le libre échange</u>, simplement parce que son auteur était d'un petit parti (*Solidarité et progrès*) que Paul suspecte (très injustement, à mon avis) d'être, sans le dire, d'extrême droite, ce qui est une sottise, un vrai procès en sorcellerie (injuste de A à Z), je crois : *Pierre Bonnefoy* avait écrit <u>une synthèse passionnante contre l'idéologie (impérialiste) du libre échange</u>, outil de domination des Anglais à l'époque, devenu aujourd'hui outil de domination des multinationales.

Pierre Bonnefoy soulignait dans ce long document, entre autres, l'importance de l'œuvre de *Friedrich List*, dont le livre "Système national d'économie politique" (excellemment préfacé par *Emmanuel Todd*) est effectivement une merveille de raisonnements et de faits articulés en faveur du protectionnisme c'est-à-dire d'un échange intelligent, régulé, garanti équitable, au lieu de la jungle libréchangiste qui ne favorise évidemment que les plus forts.

Résultat de la calomnie contre *Solidarité et progrès* (et de la crédulité de ceux qui font crédit aux calomnies sans prêter attention à la défense des calomniés) : Paul semble (pour l'instant) intellectuellement fermé à cette critique radicale de la plus dangereuse idéologie économique qui soit... c'est très dommage. C'est un exemple de plus de la redoutable efficacité de la calomnie.

C'est d'autant plus paradoxal que Paul Jorion défend (vaillamment, courageusement) quasiment toutes les thèses essentielles de *Solidarité et progrès*, et notamment la dénonciation de la finance et la banque comme parasites mortels du système. Comme prévu par les calomniateurs, la calomnie conduit les résistants à se tirer dessus mutuellement : ça marche depuis des millénaires.

Si vous n'avez pas lu cet article de Pierre Bonnefoy qui explique **les enjeux du combat idéologique entre libre échange et protectionnisme**, (l'article coupé par Paul), je vous le recommande instamment : http://etienne.chouard.free.fr/forum/viewtopic.php?pid=3031#p3031.

Contre la nuisibilité crasse du libre échange (au regard de l'intérêt général, bien sûr, car au regard des intérêts des ultrariches, c'est l'inverse, évidemment), il faut lire *Jacques Généreux* qui, à mon avis, sur ce sujet-là, est mille fois plus crédible que Paul Jorion (ou moi).

Cette réserve faite, Paul est formidable dans cet entretien : attachant, bagarreur, convainquant, décapant.

Excellente synthèse vidéo des arguments
pour le RIC, Rassemblement pour l'Initiative Citoyenne
par Jean-Michel Vernochet :

http://www.youtube.com/watch?v=Z58NFfR5iGU

Ne ratez pas cette courte et forte vidéo. Et... faites passer ;o)

PS: le site du RIC, pour imprimer vous-même vos bulletins: http://www.ric-france.fr/

« Élections au parlement européen : combien passeront au privé ? »

http://blog.agone.org/post/2009/05/09/Elections-au-parlement-europeen:-combien-passeront-ils-au-prive

Excellente question : face à l'évidente et profonde **corruption de la démocratie par les marchands**, devient plus que jamais nécessaire la **vigilance citoyenne** de tous les instants (les armes à la main, comme à Athènes ?).

« À quelques semaines des élections au parlement européen, les affiches électorales ont commencé à fleurir dans les villes d'Europe. Si on connait désormais la liste de ceux qui concourent à une (ré-)élection, on sait également quels députés ne briguent pas de nouveau mandat. Beaucoup vont retourner à la politique nationale, prendre leur retraite ou chercher un nouveau job. Mais il sera particulièrement intéressant d'observer au cours des mois et des semaines qui viennent, lesquels parmi les actuels députés vont passer de l'autre côté de la barrière et trouver un emploi de lobbyiste au service de l'industrie.

Après les dernières élections, en 2004, Elly Plooij van Gorsel, le vice-président sortant du parlement européen est devenu consultant senior pour la firme de lobbying Blueprint Partners, très peu de temps après avoir quitté ses fonctions.

Les deux anciens députés britanniques **David Bowe (travailliste) et Nick Clegg (libéral-démocrate) ont rejoint les rangs de la société de lobbying GPlus Europe** (M. Clegg est depuis retourné à la politique et est devenu le Pt du parti social-libéral.)

Pat Cox, l'ancien président du parlement européen a intégré le géant des relations publiques APCO ainsi que la firme de conseil basée à Bruxelles European Integration Solutions. Pat Cox est aussi conseiller de Microsoft, Pfizer et Michelin.

Quant à l'ex-député allemand Rolf Linkohr, il a créé le Centre for European Energy Strategy (CERES), un think tank spécialisé dans le conseil en lobbying pour les grandes firmes énergétiques, y compris l'industrie nucléaire.

(Lire la suite...) »

À propos de **prévarication** (de moins en moins secrète, de plus en plus "décomplexée", de plus en plus révoltante), écoutez l'excellente rediffusion de **Là-bas si j'y suis**, intitulée :

« Lobby planet »

http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1694

T-E line	noisis Kallinar Timopo.		

On y entend (minute 25'30) cet avertissement (terrifiant) de *Gérard de Sélys* contre les "AGENCES", ex journaliste de la radio publique belge (RTBF), un **vrai journaliste** ayant suivi pendant 35 ans tout ce qui concerne l'Europe et particulièrement les lobbies industriels : l'ERT (*European Round Table*) ne sert exclusivement qu'à rédiger la loi européenne à la place des députés européens :

« Les lobbies existent depuis toujours, depuis la création du monde industriel, ils ont commencé surtout dans le monde anglo-saxon, et ça s'explique très bien : pour légiférer en matière industrielle ou commerciale, le législateur doit essayer de comprendre au mieux ce qui se passe dans le monde industriel, donc, il doit le consulter, ce qui est tout à fait normal : on ne va pas légiférer n'importe comment, il faut que la loi soit précise, pertinente... Et donc, aux États-Unis, les lobbies (parce que les ÉU, c'est un très très grand pays, 6000km de largeur), les lobbies se sont installés à Washington, à la fin du 19^e siècle, pour être près du Congrès, et pour informer le Congrès.

Mais très vite, ça a dérapé : les industriels se sont dit "plutôt que d'informer le Congrès, on va

faire les lois nous-mêmes, et les proposer aux congressistes, qui vont les voter sans problème : ils ne comprennent rien aux lois techniques, donc, on va s'occuper de ça".

Et le même processus s'est passé en Europe au début des années 80 : on a créé la <u>Table Ronde des Industriels (TRI)</u> pour ça et uniquement pour ça, pour légiférer avec les juristes de la commission européenne. Et donc, la <u>Table Ronde Européenne des Industriels</u> existe depuis mars 1983, et depuis, elle ne fait que ça, et elle va très loin, elle va très loin parce qu'elle ne s'occupe pas seulement de rédiger la loi européenne (donc, la loi qui nous concerne, hein, tous les jours), elle donne les grandes lignes de la politique à suivre : par exemple, en 2002, la Commission européenne a publié un <u>Livre Blanc sur la bonne gouvernance européenne</u> et que trouve-t-on dans ce livre blanc ? Que les parlements sont trop lents, mettent trop longtemps à comprendre les dispositions réglementaires élaborées par la Commission européenne et donc qu'il faut se passer d'eux, y compris du Parlement européen qui n'a pratiquement rien à dire.

Donc comment s'en passer ? Oh! idée de génie qu'ils ont eue, encore une fois on a copié sur les États-Unis, on va faire des AGENCES, comme la Food and Drug Administration [FDA] aux États-Unis qui est l'agence qui réglemente tout ce qui est médicaments et alimentation : quelle est la différence entre une agence et une direction générale de la Commission européenne ? C'est que l'agence est indépendante, c'est que l'agence ne réglemente pas par directives européennes, c'est-à-dire par des lois, mais par des réglementations, et que ces réglementations ne passent plus devant les parlements nationaux, qui ne sont pas tenus informés. Il y a déjà dix agences européennes, on va créer probablement des agences pour tout ce qui concerne la politique ou les politiques de l'Union européenne : une agence pour l'agriculture, une agence pour le commerce extérieur, une agence commerce intérieur, une agence économie et finances, qui vont être installées, par exemple pour l'agence économie et développement, probablement à Montpellier en France, pour l'agence de l'agriculture, Parme (la ville italienne) est candidate, donc tout est déjà préparé.

Une fois que ces AGENCES seront créées, il n'y aura plus aucun contrôle démocratique sur la politique de l'Union européenne, plus aucun. Et tout ça est en train est en train de se préparer à notre nez et à notre barbe sans qu'on soit tenus informés. »

Commentaire de *Daniel Mermet*: « Pourtant, pourtant, c'est pas ce qui manque, les "informations" : de tous les côtés ça nous tombe, de tous les côtés, on est oppressés d'informations à longueur de temps, et effectivement, malgré tout, avez-vous souvent entendu parler de *l'ERT, European Round Table* ? Pas beaucoup, quand même... »

Mon commentaire à moi : il est urgent de sortir de ce piège à rats, en commençant par ne surtout pas s'abstenir et voter pour des résistants, n'importe qui d'AUTRE que l'UMP, le PS, le MODEM, est autres prétendus "verts" qui nous poussent dans la cage de l'UE avec de bonnes paroles.

Je vous recommande vraiment d'écouter cette émission de Là-bas si j'y suis.

PS: tiens, à propos de constitutionnalisme, je vous signale deux choses importantes :

• Je vous recommande de découvrir un grand penseur du constitutionnalisme : il s'appelle **Dominique Rousseau**, il est professeur de droit public à Montpellier et, à l'invitation de Pierre Rosanvallon, il a donné <u>une conférence littéralement passionnante au Collège de France intitulée "Constitution et démocratie".</u> C'est de haut niveau et c'est pile poil sur ce qui compte le plus pour l'humanité (à mon avis), sur la racine réelle des malheurs des hommes (qui n'arrivent nulle part à contrôler les pouvoirs) : http://www.college-de-france.fr/default/EN/all/his_pol/dominique_rousseau.jsp

Bien sûr, comme chez Rosanvallon, il manque au travail de Dominique Rousseau (à mon avis) l'analyse du processus constituant, il y manque la mise en accusation de l'appropriation du pouvoir constituant par les pouvoirs constitués et le conflit d'intérêt désastreux qui surgit de cet abus de pouvoir originel, il manque l'évaluation méthodique de la procédure du tirage au sort de l'assemblée constituante, mais, et c'est ma deuxième nouvelle importante :

• nous pourrons bientôt féliciter et interpeller de vive voix cet homme passionnant, car **Dominique** Rousseau sera à Marseille vendredi prochain, 5 juin 2009, de 19h à 21 h, 1 rue Massabo (métro Joliette) pour une conférence intitulée : "Quelle pensée constitutionnelle pour la gauche ? La Ve République contre la démocratie".

	The same and the s	
Ce n'est pas alléchar	t, ça ? └─ Au plaisir	de vous y retrouver.
Étienne		

Remarquez que les **conférences politiques au Collège de France à l'initiative de Pierre Rosanvallon** sont une mine insondable pour alimenter nos résistances :

http://www.college-de-france.fr/default/EN/all/his_pol/audio_video.jsp

« L'alarme extrême de Jacques Attali et bien sûr... l'Union européenne comme unique recours... » http://www.dailymotion.com/video/x99fq2_intervention-de-m-attali_webcam

Jacques Attali repousse l'idée (pourtant évidente) de nationalisation des banques, et il ne conçoit la soumission des banques... qu'à l'Union européenne (profondément antidémocratique)... Il fallait oser. Ça ressemble fort à la stratégie du choc (identifiée par Naomi Klein) en action.

« Au Parlement européen : La plaque des lobbys chéris »				
C'est une révélation du journal Fakir .				
À quinze mètres de l'entrée principale du Parlement européen, à Bruxelles, se trouve posée une plaque.				
Avec ce slogan : « C'est par les discours, les débats et les votes que doivent se résoudre les grandes questions, avec détermination, patience et dévouement. »				
Tout en bas : « Inaugurée le 6 décembre 2001, par Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen ».				
Et avec un logo au milieu :				
« EAP. Society of european affairs professionnals. Incorporating felpa. Fédération européenne du lobbying et public affairs. »				
Pour le journal Fakir, <i>François Ruffin</i> a mené l'enquête à Bruxelles : derrière le « SEAP », se cachent Unilever, Mac Donalds, Carrefour, Unilever. Ce « lobby des lobbys » est hébergé par un groupe proche de Coca-Cola et Pepsi-Cola.				

Cette amitié, affichée, publique, entre lobbys et parlementaires européens ne semble gêner personne. Le journal Fakir a ainsi interrogé, non seulement le président du SEAP, mais également Nicole Fontaine. Qui se montre plus qu'embarrassée par cette révélation : c'est qu'on imagine mal, à l'entrée des jardins du Luxembourg à Paris, une plaque de Total remerciant les sénateurs!

Le 22 mai prochain à 17 heures, le journal Fakir – en compagnie d'associations européennes et de syndicats belges – inaugurera sa propre plaque à Bruxelles.

Fakir, disponible dans (presque) tous les kiosques pour 2,80 €.

« Abolir les droits des personnes morales au nom des droits des individus »

Une excellente analyse de *Sam*, sur un fil du forum qu'il vient de créer pour en parler : http://etienne.chouard.free.fr/forum/viewtopic.php?pid=7198#p7198

Abolir les droits des personnes morales au nom des droits des individus

Une recette géniale pour anéantir progressivement les libertés : en créer de nouvelles !

Les régimes totalitaires vantent les libertés pour mieux les anéantir (Hannah Arendt).

Quels nouveaux droits a-t-on créés ? Ceux de personnes morales — des entreprises.

Prenez déjà tous les **principes néolibéraux gravés dans les traités fondant l'Union européenne** ; vous pouvez y voir ces caractéristiques :

- ils consistent tous en l'octroi de "droits positifs" à des entreprises, ou bien en des interdictions faites aux pouvoirs publics (dans l'esprit de la formulation des droits fondamentaux "à l'américaine" : les 10 premiers amendements de la constitution des EUA) ;
- mais ils consacrent le droit de personnes morales, des entreprises, non pas de personnes physiques. Ils établissent aussi des droits pour les personnes non ressortissantes, qui plus est souvent anonymes. En l'espèce, des investisseurs mais c'est un peu secondaire, déjà, dans la mesure où, justement, les pouvoirs des personnes morales qu'on a ainsi libérées écrasent ceux des personnes physiques. Un ressortissant étranger seul ne fait évidemment pas le poids devant les banques, les fonds de pension, les grosses entreprises. Par ailleurs, il n'y a évidemment pas d'égalité généralement assurée entre ces personnes non ressortissantes : ce n'est qu'une porte grande ouverte pour les plus puissantes.
- "Marché monétaire" cf. mon message censuré chez VGE = droit des banques et plus généralement de la haute finance de ne pas subir l'interventionnisme des États consistant à émettre une part marginale de la monnaie... Précision : la BCE, si elle ne peut pas prêter (a fortiori donner) aux pouvoirs publics dans l'UE, elle n'est pas privée et ne se prive pas d'acheter des bons du trésor des États-unis! À mon sens, c'est le premier pilier de la domination néolibérale.

Ajoutons ici, évidemment, le "droit de battre monnaie" pour les banques, qui est une vieille affaire.

- Libre circulation des capitaux, y compris en provenance ou à destination de pays tiers (hors UE). L'un des deux piliers majeurs, avec le régime monétaire actuel, de la force de frappe des fonds de pensions, de la spéculation sur les devises, du pouvoir d'influence sur les banques centrales des banques et autres fonds spécialisés dans les produits dérivés, ... « Régressions » interdites en la matière (sauf unanimité ÉM (Nice) PE impliqué « seulement en marche-avant » c.à.d si plus de libéralisation... (projet Lisbonne)
- Libéralisation des services AGCS idem, mode du "cliquet" ou "verrou" (fondement du droit OMC : sujets = entreprises ; États = instruments) ; PE impliqué pour ratifier si accords "constituants" mais ensuite, plus impliqué, notamment pour la dénonciation de tels accords... pour laquelle l'unanimité des États membres est requise !
- Liberté d'établissement cf. notamment les 4 fameux arrêts CJCE de 2008 relativisant en particulier le droit de grève
- **Principe du pays d'origine** (projets avortés AMI, directive service "Bolkestein", AGCS mode 4, nouveau projet de règlement UE "entreprise européenne)
- **Droit de « lock-out »** (droit de grève des patrons, c-à-d en fait essentiellement décisions d'entreprises non "familiales")
- Privatisations forcées même par le droit (sans parler des autres facteurs) : création, pérennisation ou développement de services publics interdit dès lors que le domaine est investi par le secteur marchand grande subtilité lecture des traités / statut SIEG
- **Propriété intellectuelle** / brevets on pense aux OGM Monsanto / lobby Europabio (traité d'Amsterdam ; dir. 2001/18 voté par... D. Voynet / transposition (2003) : Parlement français contraint d'abroger une clause qu'il avait voté à l'unanimimité interdisant de breveter des découvertes portrant sur des éléments du corps humain ou des gènes humains)
- ... et même ce fameux **droit de pétition**! Non seulement une insulte / RIC et leurre terrible, grain à moudre / ouistes, mais un amendement semblable de la constitution des EUA a été à la base du "lobbying act" = droit de lobbying)

Dans la même idée : « assemblée des lobbies » copieusement assimilée à la « société civile » dans le langage "de Bruxelles".

Ces droits-là sont carrément appelés « droits fondamentaux » (du droit européen) par la CJCE ellemême et les analystes reprennent souvent ce terme.

Certains de ces droits (ceux qui sont « positifs ») sont repris dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

- ... Je trouve que la liste se passe de plus de commentaires et de conclusions.
- En remontant plus avant, j'ajouterais :
- Liberté d'expression pour les organes de médias, sans mesure anti-concentration industrielle (et de capital, notamment). Cf. en particulier oligopole de 6 entreprises (d'armement) aux EUA possédant quasiment toute l'édition, médias numériques, presse.

Simone Weill écrivit qu'on devrait interdire la liberté d'expression aux organes de Presse au nom même de la liberté d'expression des individus, notamment les journalistes eux-mêmes.

- Des partis dotés de droits ("Les partis contribuent [...] à l'exercice de la démocratie" ; seuils de constitution des groupes parlementaires ; ...) — et monopolisant l'accès aux élections — mais n'ayant aucun devoir... d'assurer une démocratie interne.

Cette recette est géniale parce qu'on n'abolit pas frontalement des droits que pourtant on condamne. Car on sape la constitution (cf. "connaissance de nos droits..." Préambule de 1789)

Et avec ça, on trompe les juristes eux-mêmes... Comment leur faire prendre conscience de ça ? En leur rappelant ceci :

L'état de droit, la garantie des libertés (pour tous) n'est pas possible sans l'égalité. Or, ici on a précisément mis en concurrence des personnes inégales. Par leur force effective, mais aussi par la nature des "objets" apposés. Tandis qu'on entend leur accorder des droits et des libertés similaires. »

« Plus le mensonge est gros... »

Une démonstration forte (et révoltante) de *Dominique Vidal*, dans le Diplo de février, du mensonge des prétendus "représentants" politiques pour justifier la guerre : http://www.monde-diplomatique.fr/2009/02/VIDAL/16774

Je suis justement en train de lire le livre "Les saigneurs de la guerre", de Jean Bacon, qui démontre, entre autres, que, tromperies détestables, quelles qu'en soient les origines et les motifs, toutes les guerres doivent avoir l'apparence de guerres défensives.

De bonnes institutions protègeraient assurément les peuples contre les guerres.

« L'histoire navrante, mais pourtant révélatrice, d'une interview manquée pour le bulletin du PS » par Jacques Sapir :

http://www.legrandsoir.info/article8596.html

« Conférence de Jean-Marc Jancovici : Énergie et climat : la fin de l'âge d'or ? »

http://storage02.brainsonic.com/customers2/entrecom/20080227_Spie/session_1_fr_new/files/index.html

Une vidéo littéralement passionnante mais assez **effrayante** (comme d'habitude avec cet homme-là). Ce film va probablement vous transformer.

« Le scandale des notes de frais sonne le glas du modèle anglais »

par Philippe Marlière, sur Rue89.com:

http://eco.rue89.com/2009/05/20/le-scandale-des-notes-de-frais-sonne-le-glas-du-modele-anglais

« Le scandale ne cesse de prendre de l'ampleur : depuis deux semaines, The Daily Telegraph publie quotidiennement les notes de frais abusives des députés anglais. Le président de la chambre des Communes (« speaker »), Michael Martin, vient d'annoncer sa démission.

Un vent mauvais souffle sur le Royaume-Uni : celui du ras-le-bol populaire, d'une nation touchée de plein fouet par la crise du capitalisme de casino que Blair et Brown ont, depuis 1997, tant favorisé et entretenu.

Parce que plus néolibérale et moins égalitaire que le reste de l'Europe, la Grande-Bretagne est davantage touchée par la crise économique actuelle :

- taux de chômage similaire à celui des années 80
- endettement des ménages catastrophique (avec de nombreuses repossessions de maisons achetées à crédit)
- · une protection sociale minimale et inadéquate et des services publics toujours aussi inefficaces et hors de prix (avec les scandaleux « partenariats privé-public »)

La colère populaire monte devant une telle injustice : le gouvernement vilipendait encore récemment les smicards et les chômeurs, soupçonnés de « refuser le travail » ou « d'abuser du système d'aide sociale ».

Les ministres travaillistes qui hier encore reprenaient cette antienne de la droite dure, sont aujourd'hui épinglés par les révélations du Daily Telegraph.

Deux croyances fondatrices du système anglais anéanties

Coup sur coup, deux croyances totémiques du système politique britannique ont été anéanties :

D'une part, la prétendue supériorité d'une économie basée sur la dérégulation, la flexibilité et la privatisation des biens communs.

Même l'ultralibéral The Economist vient de concéder que les pays continentaux s'en sortent mieux présentement, car ils sont plus dirigistes et égalitaires que la Grande-Bretagne.

D'autre part, la prétendue supériorité morale d'une classe politique supposée plus « propre » que ses homologues européens.

Une longue série d'escroqueries politiques

Le scandale des notes de frais vient s'ajouter au long cortège d'escroqueries politiques du New Labour :

- l'escroquerie de la guerre d'Irak (une guerre totalement fabriquée pour plaire à Bush)
- l'escroquerie d'une économie « florissante » (les inégalités sont aujourd'hui plus marquées que sous Thatcher)
- l'escroquerie d'une « Troisième voie » censée représenter un modèle pour la gauche européenne (la gauche italienne qui a pris la recommandation au pied de la lettre a aujourd'hui implosé)
- l'escroquerie d'une « Cool Britannia » médiatiquement montée en épingle par Alastair Campbell, l'ex-directeur de la communication à Downing Street (à voir, « In the Loop », une comédie qui fait ici un tabac et qui montre la machine médiatique du New Labour à l'œuvre : un mélange de vulgarité et de cynisme)
- l'escroquerie du sommet du G20 à l'issue duquel le pyromane Gordon Brown a été présenté comme le pompier héroïque qui avait éteint l'incendie capitaliste.

Il serait erroné de ne voir dans cet épisode qu'un faux pas moral. Ces manquements à l'éthique parlementaire n'ont été possibles que parce qu'ils ont été politiquement justifiés.

Ainsi, Peter Mandelson déclara un jour qu'il n'avait rien contre ceux qui s'en « mettent plein les poches ». Et Tony Blair assura que l'écart croissant entre riches et pauvres ne constituait pas à ses yeux un problème. Sans oublier l'inepte Gordon Brown, qui, il y a huit mois à peine, affirmait que peu importe l'endettement des ménages, car le « succès de l'économie britannique » repose sur la consommation.

De forts courants populistes et antiparlementaires traversent aujourd'hui le pays. Avant de perdre le pouvoir, le New Labour aura anéanti la qauche britannique et favorisé la percée de l'extrême-droite (BNP) et de la droite europhobe (UKIP). Ces dernières seront les grands bénéficiaires de la crise politique. »

« Aidons Jean-François Copé à lutter contre les députés godillots! »

http://www.deputesgodillots.info/

Excellente idée. Quel outil!

« Députésgodillots info rappelle à l'ordre les députés paresseux »

http://www.20minutes.fr/article/327563/France-Deputesqodillots-info-rappelle-a-l-ordre-les-deputesparesseux.php

« Internet selon Serge Soudoplatoff »

une vidéo passionnante sur le site PARTI PIRATE (drôle de nom) qui montre un autre monde possible, non marchand, sans chef, sans programme, sans règles claires, où tout le monde participe, où les progès sont fulgurants, où quand on ne sait pas, on demande, et où quand on sait, on partage :

http://partipirate.org/blog/com.php?id=163

À voir, vous ne le regretterez pas.

« Incroyable : Jean-Luc Hees débarque en direct sur France Inter face à Edwy Plenel » Un fait signalé par Sophie Lherm sur le site de Télérama :

http://www.telerama.fr/radio/jean-luc-hees-intervient-en-direct-durant-la-matinale-de-france-inter,42821.php

Par ailleurs, ce que dit Edwy Plenel à France Inter est très intéressant.

Son dernier livre "Pour une Presse Libre. Le manifeste de Mediapart" est probablement pasionnant.

J'en reparlerai.

« Comment marche la police de la pensée »

Une analyse d'André Gunthert :

http://www.arhv.lhivic.org/index.php/2009/05/16/990-comment-marche-la-police-de-la-pensee

« La terreur fabriquée, made in USA »

(rappel) un livre vraiment passionnant, **formidable invitation au débat (ici interdit)**, de **Webster G. TARPLEY**: http://www.editionsdemilune.com/la-terreur-fabriqu%C3%A9e-made-in-usa-p-6.html

Avec une vidéo intéressante de l'auteur (qui parle fort bien français) sur cette page web

« Discussion sur l'excellente métaphore d'André-Jacques Holbecq "la Dame de Condé", chez Paul Jorion »

http://www.pauljorion.com/blog/?p=3052

Paul Jorion vient de publier ce billet :

La dimensionalité de la monnaie (Introduction)

J'ai connu l'« apologue de la Dame de Condé » à partir d'un commentaire de <u>La monnaie</u>, <u>c'est de la sueur (et du soleil) condensés</u>, posté par A-J Holbecq le 16 juin 2008. J'ignore où lui-même l'a trouvé (il nous le précisera sans doute). Je le reprends car j'y vois une excellente introduction à un nouvel éclairage qu'il me semble essentiel d'introduire quand il s'agit de la monnaie : celle qu'essaie de capturer maladroitement la notion d'agrégat monétaire M1, M2, M3. Je commence donc par rappeler cet apologue en recopiant ce qu'A-J Holbecq nous en dit, y compris son commentaire quant à la morale de l'histoire.

Nous sommes à Condé-sur-Gartempe. Son hôtel de la Gare est réputé pour ses ortolans et sa discrétion...! Un vendredi après-midi débarque une jeune femme, d'apparence convenable, bien qu'un peu trop fardée. Elle réserve une chambre pour la nuit et, comme elle n'a pas de bagage, elle laisse en acompte un billet de 100 euros, tout neuf. Puis elle s'en va visiter la vieille ville. Le pâtissier qui a vu la scène dit au patron : « Ça fait six semaines que vous me devez 100 euros pour la pièce montée que j'ai livrée à l'occasion de la communion de votre fille. » Le patron lui donne le billet de bonne grâce. Comme cette scène a été vue par d'autres, elle se reproduit cinq nouvelles fois, car le pâtissier devait aussi 100 euros au minotier... qui en devait autant au garagiste... lui-même débiteur de cette somme au boucher... qui avait à régler 100 euros au représentant de la maison Erlida... lequel devait à son tour acquitter sa chambre à l'hôtel de la Gare pour 100 euros. Il redonne donc le billet au patron de l'hôtel. Notre Dame revient de promenade. Elle annonce, qu'ayant fait une rencontre, elle annule sa réservation. Ce qui arrange bien l'hôtelier qui, entre temps, a eu une demande d'un de ses vieux clients. L'hôtelier lui rend donc son billet qu'elle brûle aussitôt. « Il était faux », dit-elle en souriant.

Moralité de cette histoire :

- Le PIB du village a augmenté puisque les commerçants, ayant été payés, ont pu inclure leurs ventes dans leur comptabilité...
- Ce faux billet a été capable de catalyser autant d'échanges parce qu'un billet est de la monnaie

fiduciaire (du latin fiducia : confiance). C'est exclusivement une « valeur de confiance » entre les membres d'une communauté. Dans un autre pays il n'aurait pas été accepté. Un billet faux perd « sa valeur » seulement au moment où il se révèle faux et n'est plus accepté par celui qui le reçoit. C'est celui qui le détient en dernier qui assume la perte. Dans cette histoire il n'y a pas eu de perte sauf pour la Dame de Condé qui savait de toute façon qu'il était faux.

- La Dame de Condé, en réservant sa chambre, a accru de 100 euros la masse monétaire du village, ce qui a permis à six personnes d'éteindre réciproquement leur dette pour un montant total de 600 euros. La « qualité » de la monnaie utilisée, bonne ou mauvaise, est indifférente, mais la quantité de monnaie en circulation dans une zone est importante.

Dans son commentaire, A-J Holbecq écrit à juste titre que « La "qualité" de la monnaie utilisée, bonne ou mauvaise, est indifférente » à la morale de l'histoire, ce qui est vrai et fait aussi qu'on se demande pourquoi celui qui l'a inventée a tenu à ajouter ce détail sans réelle pertinence. Il a dû se dire, je suppose, que la bizarrerie de l'effacement en moins de temps qu'il ne faut pour le dire d'un montant si élevé de dettes au sein d'une petite communauté à l'aide d'un seul billet de 100 €, apparaîtrait encore plus étonnant si ce billet s'avérait a posteriori avoir été faux et donc n'ayant en réalité rien valu du tout. Il y a là un raccourci certainement excusable mais inacceptable : un faux billet cesse de valoir quoi que ce soit aussitôt qu'il a été reconnu comme tel, ce qui interrompt sa circulation, mais tant que sa « dénonciation » n'a pas eu lieu, rien ne le distingue d'un vrai billet et il lui est strictement équivalent. Quand la Dame de Condé révèle que le billet de 100 € était contrefait et le brûle pour convaincre un public sans doute encore incrédule qu'elle ne ment pas, l'affaire est en fait déjà réglée : il lui a permis de réserver une chambre d'hôtel pour se dédire ensuite – usage on ne peut plus utile d'un billet de banque ! On pourrait alors s'interroger : pourquoi n'a-t-elle pas continué à l'investir dans des activités encore plus profitables ?

Ce qui intrigue dans l'histoire, ce n'est donc pas qu'une petite communauté ait pu prendre pour vrai un billet qui était faux, ce qui est banal et ne permet de tirer aucune leçon, mais c'est qu'un unique billet (vrai ou faux) ait pu avoir un tel effet : transformer un village criblé de dettes en un autre libéré de toutes obligations d'un citoyen envers un autre.

Essayons d'analyser l'apologue. Puisqu'il existe un hôtel et que l'hôtelier accepte les 100 € de la dame, on peut supposer que la petite communauté a dépassé le stade du troc et que de la monnaie y existe sous la forme de billets et de pièces. Le montant exact ne nous importe pas, appelons le A. Au moment où la dame offre son billet à l'hôtelier l'argent disponible dans le village passe de A à A + 100 €. C'est là le montant de la masse monétaire fiduciaire qui y est présente à partir du moment où la dame paie ses arrhes jusqu'au moment où elle annule sa réservation et où la masse retombe à A. La fausseté du billet, comme je l'ai dit, n'était connue que d'elle et était du coup sans impact : il n'est pas permis d'affirmer que la masse d'argent liquide ne fut jamais « en réalité » que de A : on ne parle en effet pas ici d'un produit tel que l'uranium, dont le fait qu'il soit faux empêche son action postulée, la fission, d'avoir lieu dans le réacteur : il s'agit de monnaie supposée vraie tant qu'il n'a pas été prouvé qu'elle soit fausse et qui s'acquitte fidèlement de sa tâche jusque-là.

Alors que s'est-il passé ? On nous dit que le billet de 100 € déposé comme arrhes à l'Hôtel de la Gare à permis en quelques heures d'éteindre des dettes pour un montant de 600 € et le mécanisme nous en est connu : il existait une chaîne de dettes partant de l'hôtelier et lui revenant en fin de circuit et le billet de 100 € a permis de proche en proche l'annulation de toutes les dettes existantes. Ce que j'essaie d'extraire de l'apologue est indépendant du fait de savoir si la situation qu'il décrit a la moindre de chance de se rencontrer dans la réalité : la réponse est non, mais cela n'a aucune importance, il s'agit clairement d'une expérience mentale et de rien de plus.

Pour ce qui est de l'argent, nous avons compris le circuit qu'il accomplit : le billet de 100 € passa de créancier remboursé en créancier remboursé, jusqu'à avoir opéré le circuit complet. Il demeura intact et sa valeur fut elle stable. Il en va de même pour la masse A telle qu'elle existait avant que la dame ne franchisse le seuil de l'hôtel de la Gare. C'est ce que j'ai appelé <u>en d'autres circonstances</u> le « principe de conservation des quantités » : en matière de finances, rien ne se crée, rien ne se perd. Si ce principe n'était pas universellement respecté, la finance n'aurait jamais pu exister. Il existe sans doute des individus qui enfreignent ce principe mais leur comportement est pris très au sérieux par la société, elle les traite sévèrement : pris, ils risquent la prison. Le « principe de conservation des quantités » en matière de finances n'est donc pas une norme que je postule à des fins théoriques : il s'agit d'une règle ayant valeur légale.

J'ai expliqué il y a quelques jours quelle est la meilleure manière de conceptualiser une reconnaissance de dette. J'ai dit qu'il s'agit de la trace de deux transactions : l'une, passée, étant intervenue au moment Ti, impliquant le transfert de la somme Si de l'agent X à l'agent Y, l'autre, à venir, censée intervenir au moment Ti+n, impliquant le transfert en retour de la même somme Si, cette fois de Y vers X, accompagné du transfert de Y vers X d'un « cadeau » en argent, proportionnel à la durée Ti+n — Ti, appelé « intérêts ». Une reconnaissance de dette est donc essentiellement l'annonce de transactions à venir, justifiées par une transaction passée. La transaction passée est, comme son nom l'indique, passée, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un donné irréversible : elle a eu lieu, un point c'est tout. Les transactions à venir n'ont pas encore eu lieu et sont donc contingentes : il existe un risque qu'elles n'aient jamais lieu, autrement dit, la chance qu'elles se réalisent n'est pas de 100 %. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les sommes qui ne seraient pas remboursées se soient évanouies dans la nature, contredisant le « principe de conservation des quantités », elles auront seulement trouvé leur voie vers d'autres poches que celle stipulée par la reconnaissance de dette.

Donc, lorsqu'on dit qu'il existait dans le village des reconnaissances de dette pour un montant total de $600 \in$, ce que l'on exprime ainsi, c'est qu'il existait des annonces de transactions à venir pour un montant total de $600 \in$, et celles-ci se situant dans le futur non pas nécessaire mais contingent, elles pourront avoir lieu ou pas. Le billet ayant circulé, la seconde transaction mentionnée par les reconnaissances de dette existantes, celle à venir, a eu lieu dans chacun des cas. L'annonce implicite s'est réalisée, et la reconnaissance de dette s'est éteinte. Le montant des reconnaissances est passé de $600 \in$ à $0 \in$, ce qui est une autre manière de dire qu'il n'en existe plus.

Il s'est donc passé bien passé quelque chose de significatif dans le village, que les sommes d'argent disponibles à chaque instant ne révèlent pas : l'argent disponible se montait en effet à A avant que la Dame de Condé ne franchisse la porte de l'Hôtel de la Gare et il est retombé à ce niveau lorsqu'elle repassa le seuil dans l'autre direction.

Certains – dont je ne suis pas – considèrent une reconnaissance de dette comme l'une des manifestations possibles de la monnaie. Pour eux, la monnaie présente dans le village avant la venue de la Dame se montait à $A + 600 \in et$ s'est réduite à A à son départ, en raison de l'action qu'on pourrait appeler « catalytique » du billet de $100 \in et$ de la Dame sur l'économie du village.

De mon point de vue, une reconnaissance de dette n'est pas de la monnaie, le terme tendant à suggérer qu'il y aurait une identité de nature entre la marchandise privilégiée dans la fonction d'échange qu'est l'argent et une « trace de transactions » contenant l'annonce de deux transactions à venir qu'est une reconnaissance de dette. Les deux phénomènes sont à mon sens incomparables, une reconnaissance de dette étant un objet d'une toute autre nature que les pièces et billets constituant l'argent « liquide » que l'on assimile spontanément à « la monnaie ». Bien sûr une reconnaissance de dette a un prix (reflétant son « degré de liquidité » et son risque de crédit) et peut être traitée comme une marchandise, au même titre que l'argent, mais chacun s'accordera à dire que toute chose à laquelle est associée un prix n'est pas pour autant une monnaie, sans quoi presque tout dans ce bas-monde serait de la monnaie.

Du point de vue du « principe de conservation des quantités », rien ne s'est passé sans doute, mais il faut reconnaître que, comme l'affirment ceux qui assimilent reconnaissance de dette à monnaie, il s'est bien passé quelque chose. Mais comment en rendre compte ?

La réponse que je vais apporter consiste à introduire le concept de dimensionalité de la monnaie, une notion qui éclairera, comme on le verra, la question des agrégats monétaires et ce qu'ils représentent en réalité.

(... à suivre)

Et j'ai posté hier ce commentaire :

("en cours de modération" depuis 7 heures, je ne comprends pas pourquoi tous mes commentaires, longs ou courts, mettent tant de temps à s'afficher) :

Étienne Chouard dit : Votre commentaire est en cours de modération

11 mai 2009 à 23:21

Paul,

Personne ne dit que **toute** dette est assimilable à de la monnaie.

Ce sont les dettes **des banques** (et encore : seulement les dettes **librement transmissibles**, cad les provisions des DAV) qui sont de la monnaie (le critère étant qu'elles sont acceptées par tous pour solder les échanges).

La dame de Condé et son billet pourraient être remplacés —sans rien changer aux mécanismes libératoires— par une banque privée et un crédit créant une provision de DAV — c'est-à-dire une (fausse) monnaie nouvelle et temporaire — (la même somme de (fausse) monnaie scripturale circulant ensuite et servant à solder les différents échanges par virements successifs) ; la fin du circuit se réaliserait par le remboursement du crédit à la banque par l'hôtelier et par la disparition de la (fausse) monnaie correspondante.

N	\sim	n	-
1 N			

Étienne.

"La plupart des législateurs ont été des hommes bornés, que le hasard a mis à la tête des autres, et qui n'ont presque consulté que leurs préjugés et leurs fantaisies."

Montesquieu, Lettres Persanes, lettre CXXIX.

Remarque : le "législateur", à l'époque, est l'auteur de la Constitution (pas celui des lois ordinaires).

« François Ruffin : "Si l'Europe sociale est imaginable, ce n'est pas sur les bases de l'Union Européenne." »

Un entretien passionnant avec un militant passionnant : http://www.article11.info/spip/spip.php?article403

« Raoul Marc Jennar explique à la télévision sa candidature au nom du NPA »

Excellente vidéo de Raoul sur FR3, résistant serein et crédible :

http://jt.france3.fr/regions/popup.php?id=marseille_voixlibre&video_number=0

« La carte de la Toile européenne »

Intéressante actualisation d'un outil extraordinaire, très spectaculaire :

http://www.touteleurope.fr/fr/actions/construction-europeenne/information-et-communication-sur-l-europe/presentation/la-carte-de-la-toile-europeenne.html

« La désobéissance européenne, premier pas obligé vers la sortie du capitalisme néolibéral » Un article intéressant publié par le M'PEP, Mouvement d'Éducation Populaire :

http://www.m-pep.org/spip.php?article1266

« Résumé :

Vendredi 8 mai 2009. Auteur : M'PEP

Le M'PEP a largement démontré dans plusieurs textes qu'il n'est pas possible de mener une véritable politique de gauche dans le cadre de l'Union européenne. Nous pourrions dire sans risque de nous tromper que 95% des propositions de la gauche de gauche se révèlent illégales au regard du droit européen sanctifié dans les traités et la jurisprudence, et qu'il ne figurerait dans les 5% restants que des mesures décoratives.

Les traités européens sont incompatibles avec une politique de gauche.

Dès lors, les options envisageables sont peu nombreuses :

- * se résigner à vivre dans une Europe libérale ;
- * attendre (jusqu'à quand ?) un changement radical d'orientation de l'Union européenne ;
- * ne plus obéir aux injonctions néolibérales de l'Union.

Bien évidemment, la seule solution acceptable est de s'affranchir des obligations communautaires eurolibérales, ce qui d'un point de vue juridique renvoie à l'idée de désobéissance civile, avec toutefois quelques différences importantes. C'est pourquoi un large débat public est désormais impératif autour d'un concept nouveau et nécessaire proposé par le M'PEP: la « désobéissance européenne ».

- * En quoi consisterait la désobéissance européenne ?
- * Comment la désobéissance européenne, qui est une désobéissance civile à grande échelle, peut s'appuyer sur un processus démocratique ?
 - * Comment les partis politiques et les syndicats peuvent-ils clarifier leur position ?
- * Les communes qui se sont déclarées « Hors AGCS » [2] ne sont-elles pas les premières à avoir montré le chemin ?
 - * Faut-il créer un mouvement de désobéissance européenne ?

Sommaire:

- * LES TRAITÉS EUROPÉENS SONT INCOMPATIBLES AVEC UNE POLITIQUE DE GAUCHE
- * EN QUOI CONSISTERAIT LA DÉSOBÉISSANCE EUROPÉENNE
- * LA DÉSOBÉISSANCE EUROPÉENNE : UNE DÉSOBÉISSANCE CIVILE À GRANDE ECHELLE QUI S'APPUIE SUR UN PROCESSUS DÉMOCRATIQUE
- * LA DÉSOBÉISSANCE EUROPÉENNE EST UNE ÉTAPE INCONTOURNABLE POUR SORTIR DE L'EUROLIBÉRALISME

LA DÉSOBÉISSANCE EUROPÉENNE, PREMIER PAS OBLIGÉ VERS LA SORTIE DU CAPITALISME NÉOLIBÉRAL

Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), le 8 mai 2009.

Le M'PEP a largement démontré dans plusieurs textes (disponibles sur http://www.m-pep.orq/spip.php ?rubrique76) qu'il n'est pas possible de mener une véritable politique de gauche dans le cadre de l'Union européenne. Nous pourrions dire sans risque de nous tromper que 95% des propositions de la gauche de gauche se révèlent illégales au regard du droit européen sanctifié dans les traités et la jurisprudence, et qu'il ne figurerait dans les 5% restants que des mesures décoratives.

LES TRAITÉS EUROPÉENS SONT INCOMPATIBLES AVEC UNE POLITIQUE DE GAUCHE

Ainsi par exemple, un protocole au Traité de l'Union européenne stipule que le « marché intérieur tel qu'il est défini à l'article 3 comprend un système garantissant que la concurrence est libre et non faussée ». À partir de là, peu de mesures sont possibles en matière de politique industrielle, de réorganisation du système bancaire et financier ou de mise en œuvre de protections commerciales.

Dès lors, les options envisageables sont peu nombreuses. Il en existe trois :

- * se résigner à vivre dans une Europe libérale en dissimulant ce renoncement par un verbiage du type « Une autre Europe est possible » ou « changer l'Europe » sans qu'aucune mesure concrète ne soit envisagée pour mettre en accord ces grandes déclarations et la manière de les traduire en réalités ;
- * attendre (jusqu'à quand ?) un changement radical d'orientation de l'Union européenne qui paraît absolument impossible car il faudrait que les 27 pays membres passent tous à gauche et se mettent d'accord pour modifier les traités, ce qui signifie que la demande d'un nouveau traité est parfaitement démagogique
 - * ne plus obéir aux injonctions néolibérales de l'Union.

Bien évidemment, la seule solution acceptable est de s'affranchir des obligations communautaires eurolibérales, ce qui d'un point de vue juridique renvoie à l'idée de désobéissance civile, avec toutefois quelques différences importantes. C'est pourquoi un large débat public est désormais impératif autour d'un concept nouveau et nécessaire proposé par le M'PEP: la « désobéissance européenne ».

EN QUOI CONSISTERAIT LA DÉSOBÉISSANCE EUROPÉENNE?

Obéir n'est pas se soumettre, puisqu'il s'agit d'écouter et d'agir pour « aller vers le mieux ». L'obéissance fait donc appel à la conscience. Or, la construction européenne actuelle menant les États membres vers le pire (la concurrence, le dumping social et environnemental, la destruction des solidarités...), il existe une profonde contradiction entre le droit communautaire et l'intérêt des peuples, ce qui justifie pleinement de désobéir.

Cette désobéissance pourrait prendre deux formes : l'une défensive et l'autre offensive.

La désobéissance européenne défensive

Elle correspond à la nécessité, pour chaque pays qui le souhaite, de se protéger contre les politiques néolibérales de l'Union européenne.

C'est la construction d'un droit national socialement juste et protecteur de l'environnement, de l'industrie et des régimes sociaux, quitte pour ce faire à se mettre dans l'illégalité vis-à-vis du droit communautaire. C'est aussi, par exemple, le refus d'abonder le budget communautaire lorsque ces fonds sont utilisés pour mener des politiques libérales. Bien sûr, la construction revendiquée d'un droit « illégal » implique qu'aucune astreinte ne sera payée en dépit des condamnations qui ne manqueront pas d'arriver de la part de l'Union.

Autre exemple, dans le domaine crucial de l'agriculture, il est nécessaire de ne plus abonder le budget de la Politique agricole commune (PAC) tant que celle-ci aura pour objectif le développement de l'agriculture intensive. Les fonds disponibles seront alors mobilisés pour soutenir la conversion à une agriculture respectueuse de l'environnement et à créer des emplois non-marchands en zones rurales notamment sur le territoire français et pour développer des partenariats agricoles avec d'autres pays, Etats membres ou non, souhaitant s'engager dans des voies similaires.

En matière d'OGM, il faut dénoncer la directive 2001/18 et le règlement 1829/2003 et produire une loi nationale qui interdise sans ambigüité les OGM dans les champs et dans l'alimentation, comme le souhaite une très large majorité de la population. Il en va évidemment de même pour toutes les directives européennes de libéralisation (« Bolkestein » ; postale ; ferroviaire ; électricité ; gaz...) ou en matière de fiscalité.

La désobéissance européenne offensive

Elle viserait quant à elle à passer outre aux injonctions éventuelles qui pourraient provenir de l'Union européenne contre des pays qui voudraient mener une politique de gauche.

LA DÉSOBÉISSANCE EUROPÉENNE : UNE DÉSOBÉISSANCE CIVILE À GRANDE ÉCHELLE QUI S'APPUIE SUR UN PROCESSUS DÉMOCRATIQUE

Telle que définie par des universitaires [1], la désobéissance civile comprend quatre caractéristiques :

- * l'opposition à l'ordre juridique représentant un pouvoir politique démocratiquement désigné. Contrairement aux actions de type révolutionnaire, elle se situe au sein du système juridique et vise à faire changer la loi.
- * le positionnement de l'acte de désobéissance au sein de l'espace public. A la différence de l'objection de conscience, qui est individuelle, la désobéissance civile est collective et politique.
- * le rattachement de l'acte de désobéissance à des valeurs éthiques. La désobéissance est « civile » si elle agit pour le bien de la cité.
- * la volonté de participer à une transformation des valeurs et d'influencer le contenu des décisions publiques.

La désobéissance européenne peut donc être assimilée à une forme de désobéissance civile, mais elle va bien plus loin que les exemples de désobéissance civile connus. Elle est **de la résistance!**

- * La capacité de changement de l'Union européenne qu'offre la désobéissance européenne est considérable. Elle permettra de sortir du carcan libéral et de mettre en œuvre une véritable politique de gauche interdite depuis plusieurs décennies par l'Union européenne. Chaque pays peut la pratiquer, individuellement ou en se groupant.
- * Du point de vue du législateur, la désobéissance civile remet en cause la force contraignante de la loi, au risque de remplacer l'arbitraire de la loi par l'arbitraire de la conscience. Or, la désobéissance européenne remet seulement en cause un élément de hiérarchie du droit, à savoir la soumission des lois nationales au droit communautaire. Elle est donc bien moins sujette à la critique que la désobéissance civile, puisque la force contraignante de la loi nationale demeure entière.
- * La désobéissance européenne sera mise en œuvre par un gouvernement démocratiquement élu, alors que l'Union européenne produit un droit qui ne s'appuie à aucun moment sur une quelconque souveraineté populaire. La désobéissance européenne est donc une nécessité démocratique dont la légitimité sera totale.

La désobéissance européenne résulterait de trois mécanismes démocratiques

Finalement, la désobéissance européenne, s'appuyant sur la souveraineté populaire, est parfaitement légale. Ses variantes offensive ou défensive résulteront de trois mécanismes démocratiques :

- * Le principe de la désobéissance européenne doit être intégré aux <u>programmes des partis politiques</u> de gauche, accompagné de propositions concrètes. Comme ces programmes seront soumis aux électeurs, d'une part les élus de ces partis seront engagés, et d'autre part ils disposeront de toute la légitimité populaire pour agir conformément au programme sur lequel ils se seront faire élire.
- * En cours de mandat, le Parlement peut être amené à voter <u>des lois</u> si la situation l'exige. La désobéissance européenne serait donc doublement légitimée : par le peuple au travers des programmes électoraux sur lesquels il se sera prononcé, et par les députés, représentants du peuple.
- * Enfin, en cas de crise ou de situation particulière, des <u>référendums</u> peuvent être organisés pour rejeter telle ou telle directive ou pour engager la France dans telle ou telle action. Comme la bataille avec les forces néolibérales sera permanente, la simple acceptation de la désobéissance européenne dans les programmes politique ne peut suffire. Rappelons ici que l'article 11 de la Constitution française stipule qu'il est possible de « soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la politique économique ou sociale de la nation et aux services publics qui y concourent, ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions. »

LA DÉSOBÉISSANCE EUROPÉENNE EST UNE ÉTAPE INCONTOURNABLE POUR SORTIR DE

L'EUROLIBERALISME

Le M'PEP a précédemment écrit (http://www.m-pep.org/spip.php ?article506) qu'un dispositif en trois étapes est nécessaire afin de sortir de l'eurolibéralisme :

- * trouver <u>des alliances</u> au sein de l'Union européenne pour des « coopérations renforcées » en rupture avec les politiques libérales ;
- * si ces propositions de coopération étaient rejetées, il faudrait <u>soumettre au peuple français, par référendum,</u> <u>la question de la sortie de l'Union européenne</u>, chaque pays membre pouvant faire de même selon sa constitution ;
- * réorienter la diplomatie et les alliances de la France sur la base, notamment, de la Charte de La Havane.

La désobéissance européenne est donc incontournable, et ce dès la première étape. En effet, l'article 280A du Traité de Lisbonne (qui n'est pas encore en vigueur mais qui reprend pour l'essentiel les traités antérieurs sur cette question) stipule : « Les coopérations renforcées respectent les traités et le droit de l'Union. Elles ne peuvent porter atteinte ni au marché intérieur ni à la cohésion économique, sociale et territoriale. Elles ne peuvent constituer ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les Etats membres ni provoquer de distorsions de concurrence entre ceux-ci. ». Aucune « coopération renforcée » ne peut donc être en rupture avec les politiques libérales sans que les États pratiquent la désobéissance européenne.

Les partis politiques et les syndicats doivent clarifier leur position

En dehors du M'PEP, aucun mouvement, parti politique ou syndicat de gauche ne revendique le droit à la désobéissance européenne et le devoir d'y recourir pour restaurer l'exercice de la souveraineté populaire, s'opposer à l'eurolibéralisme et promouvoir des politiques de gauche. Ce faisant, ils s'arrêtent au milieu du gué, en décrivant les mesures progressistes qu'ils veulent mettre en œuvre sans décrire les moyens d'y parvenir. Au contraire, il est indispensable de poser clairement ce débat, afin de proposer aux citoyens un ensemble d'actions cohérentes pour sortir du capitalisme néolibéral. La désobéissance européenne en fera inévitablement partie. Cette façon de poser les problèmes, cette politique de vérité, est de nature à mobiliser la population.

S'inscrire dans le sillage des communes Hors AGCS

En réalité les communes qui se sont déclarées « hors Accord général sur le commerce des services » (AGCS) ces dernières années constituent les premières institutions politiques républicaines à pratiquer une forme de désobéissance européenne. Alors qu'elles devaient se soumettre à la concurrence libre et non faussée, elles ont annoncé qu'elles renonceraient à mettre en concurrence sur le marché une série d'activités sociales et culturelles sur leur territoire. Et elles ont revendiqué leur action en se déclarant « hors AGCS ». Certaines ont même affiché le logo à l'entrée de leur commune, sur leur journal d'information. Elles ont, en quelque sorte, montré le chemin à la gauche qui pourrait se trouver en situation de gérer le pays. Un exemple parlant du principe « du local au global ».

Créer un mouvement de désobéissance européenne ?

À l'instar des objecteurs de conscience qui affirmaient la dimension politique de leur refus d'effectuer le service militaire et qui se sont constitués en mouvement, revendiquant publiquement leurs actes, et ainsi refusant le strict engagement individuel, allant au-delà de la « clause de conscience », un mouvement pourrait se créer composé de citoyen-n-es, d' « objecteurs de l'Union européenne ». Ces « désobéissants » auraient vocation à se créer dans tous les pays européens, affichant dans chaque pays, des raisons communes de vouloir désobéir à l'eurolibéralisme et à l'Union européenne. Mais, dans le respect de la réalité nationale, seraient également soulignées les dimensions particulières de leur engagement.

Ainsi les différents niveaux de la vie politique et de l'engagement citoyen seraient reliés les uns aux autres au plan européen, national et local.

Car finalement, sans le savoir, nombreux sont les citoyens qui revendiquent la désobéissance européenne en contestant par exemple la PAC, des directives sur les OGM, la libéralisation des services publics, la privatisation de la santé, etc. Nombreux aussi sont les syndicats, les partis, les associations qui refusent la directive services, la directive « de la honte », etc.

Seraient-ils déjà des désobéissants/objecteurs de l'Union européenne sans le savoir ? »

Notes:

- [1] David Hiez et Bruno Villalba, La désobéissance civile, approches politiques et juridiques, Septentrion, 2008.
- [2] voici le lien du film sur l'AGCS: http://video.google.fr/videoplay?docid=8215080427168435251

« Prochain colloque de La République des idées (*Pierre Rosanvallon*) à Grenoble : "Réinventer la démocratie" »

http://www.mc2grenoble.fr/mc2_programme_reservation/2008-2009/forum_democratie/prog_repid.php

J'aurais vraiment aimé assister à tous ces échanges, le programme est passionnant (voir ci-après).

D'après vous, tous ces gens importants vont-ils aborder, ne serait-ce qu'une seule fois, la qualité du processus constituant et la pertinence du tirage au sort pour désigner une Assemblée constituante désintéressée ?

Ayant lu les travaux de beaucoup d'entre eux, j'ai sur cet espoir les plus grands doutes.

Si certains d'entre vous sont à Grenoble et participent aux débats, s'il vous plaît, essayez de glisser la question cruciale :

"Quelle est la légitimité politique des hommes aux pouvoirs à écrire eux-mêmes la Constitution qui est censée limiter leurs propres pouvoirs ?

Que pensez-vous du tirage au sort de l'Assemblée constituante comme procédure décisive (et évidemment détestée par les élus) pour composer une assemblée désintéressée et instituer enfin une authentique démocratie ?

Est-ce que la cause de l'impuissance durable des citoyens n'est pas simplement à la source du texte qui programme cette impuissance, c'est-à-dire dans la mauvaise qualité du processus constituant, puisque, jusqu'à ce jour, les constituants ont toujours écrit des règles pour eux-mêmes ?"

Et tous les débats sur les institutions démocratiques ne sont-ils pas condamnés à rester de vaines paroles si on laisse finalement à César le droit d'écrire la Constitution ?

et soyez gentils de nous raconter les réactions. Merci :-)

Vendredi 8 mai

10h30 - 11h00

L'impératif démocratique

Introduction par **Pierre Rosanvallon** (historien et philosophe, président de la RDI)

11h30 - 13h00 Table ronde

De nouvelles utopies pour la démocratie ?

Animateur Thomas Wieder (Le Monde) Avec **Patrick Viveret** (philosophe) **Alain Caillé** (sociologue) Nathalie Dompnier (politoloque)

Controverse

La parité en question

Animateur Yvan Avril

Avec Geneviève Fraisse (philosophe, ancienne secrétaire d'État) vs. Irène Théry (philosophe)

Table ronde

Lutter contre la pauvreté

Animateur Philippe Frémeaux (Alternatives Economiques)

Avec Serge Paugam (sociologue) Julien Damon (sociologue) Philippe Warin (politologue)

Table ronde

Représenter les minorités

Animatrice Cécile Amar (journaliste) Avec Emmanuelle Cosse (journaliste, anc. pdte d'Act Up) Gwenaële Calvès (politologue) François Héran (démographe)

> 14h30 - 16h00 Table ronde

Réinventer la démocratie sociale ?

Animateur Michel Noblecourt (Le Monde)
Avec Michel Doneddu (CGT)
Alain Supiot (juriste)

Table ronde

Crise du capitalisme et avenir de la démocratie

Animateur Guillaume Duval (Alternatives Économiques) Avec **André Orléan** (économiste) **Laurence Fontaine** (historienne) Laboratoire Démocratique 2

Expérimenter de nouvelles techniques, de nouvelles formes démocratiques

Animateurs **Dominique Picard** et **Patrick Viveret**

11h30 - 13h00 Table ronde

Internet : nouvel espace démocratique ?

Animatrice Caroline Broué (France Culture)
Avec Patrice Flichy (sociologue)
Dominique Cardon (chercheur à France Télécom)
Daniel Bougnoux (spécialiste de la communication,
Grenoble)

Controverse

Citoyenneté et Intégration

Animateur Gérard Courtois (Le Monde) Avec Dominique Schnapper (membre du Conseil constitutionnel) vs. Robert Castel (sociologue)

Table ronde

Classes, générations, populations : solidarité ou concurrence ?

Animateur Sylvain Bourmeau (Médiapart) Avec **Louis Chauvel** (sociologue) Olivier Schwartz (sociologue) François Héran (démographe)

Table ronde

De la démocratie en Amérique

Animateur **Daniel Vernet**Avec Romain Huret (historien)
Sylvie Laurent (historienne)

Arthur Goldhammer (essayiste et traducteur)

14h00 - 15h30 Table ronde

Les institutions européennes

sont-elles démocratiques?

Animateur Marc Olivier Padis (Esprit) Avec **Michel Rocard** (député au parlement européen) Justine Lacroix (politologue)

> 14h30 - 16h00 Table ronde

Expériences démocratiques : dans le monde

Animateur Yves Sintomer

(Directeur du centre Marc Bloch, Berlin)

Table ronde

Les expériences démocratiques en Afrique

Animateur Philippe Bernard (Le Monde) Avec Achille Mbembe (historien) Jean-Pierre Dozon (anthropologue) Mamadou Diouf (sociologue)

Laboratoire Démocratique 1

Expérimenter de nouvelles techniques, de nouvelles formes démocratiques

Animateurs Dominique Picard et Patrick Viveret

16h30 - 18h00 Table ronde

Nation ouverte, nation fermée : quelle place pour les immigrés ?

Animateur Pierre Singaravélou Avec Danièle Lochak (juriste, ancienne présidente du GISTI) Patrick Weill (historien)

Geneviève Domenach-Chich (militante à la Cimade)

Table ronde

La démocratie peut-elle s'exporter?

Animateur Florent Guénard (philosophe, sq de la RDI) Avec Pierre Hassner (politologue) Bassma Kodmani (politologue, spécialiste du Moyen Orient)

Table ronde

Démocratiser la culture ?

Animateur Xavier de la Porte (France Culture) Avec Michel Orier (directeur de la MC2: Grenoble) Françoise Benhamou (économiste) Jean-Marie Songy (directeur artistique du festival d'Aurillac)

18h30 - 20h00

Conférence

Claude Lefort (philosophe) avec Pierre Rosanvallon (historien et philosophe, président de la république des idées)

Samedi 9 mai

9h30 - 11h00 Table ronde

Gouvernance mondiale ou démocratie mondiale

Animateur Pascal Riché (rue 89) Avec Gilles Andréani (conseiller à la cour des comptes), **Antoine Garapon** (juriste)

Table ronde

Éducation et recherche : quelle démocratisation du savoir?

Animateur Ivan Jablonka Avec Eric Maurin (économiste) Marie Duru-Bellat (sociologue)

Bertrand Monthubert (mathématicien, ancien président de Sauvons la recherche)

Roger Establet (sociologue)

Table ronde

Expériences démocratiques : France

Animateur Loïc Blondiaux (politologue) Avec Laurence Monnoyer-Smith(politologue) Pierre Mahey (association Arpenteurs)

Daniel Breuiller (maire d'Arcueil)

Table ronde

Les ressources naturelles, un bien commun?

Animatrice Jade Lindgaard (Médiapart) Avec Dominique Bourg (philosophe), Eloi Laurent (économiste) Alain Lipietz (économiste et député européen)

Marie-Hélène Bacqué (sociologue) Giovani Allegretti (urbaniste)

Avec Yves Cabannes (chercheur, Londres)

Table ronde

Le travail: nouvelles pratiques, nouvelles injustices?

Animateur Nicolas Hatzfeld Avec François Dubet (sociologue) François Chérèque (CFDT) Philippe Askenazy (économiste)

Projection

ENTREE LIBRE

Film de Pascale Henry (durée 40 min) Sur l'œuvre d'Alexis de Toqueville De la démocratie en Amérique

16h30 - 18h00

Controverse

Démocratie mondiale

et institutions internationales

Animatrice Sophie Fay

Avec **Susan George** (militante altermondialiste et écrivain) vs Pascal Lamy (directeur de l'OMC)

Table ronde

Y a-t-il une transition démocratique en Chine?

Animateur Jean-Luc Domenach (historien) Avec Mireille Delmas-Marty (juriste) Alain Roux (sinologue)

Table ronde

Territoires, répartir la démocratie?

Animateur Olivier Mongin (Esprit) Avec Cristina Conrad (urbaniste) David Mangin (architecte) Laurent Davezies (sociologue)

Laboratoire Démocratique 3 Expérimenter de nouvelles techniques, de nouvelles formes démocratiques

Animateurs Dominique Picard et Patrick Viveret

Dimanche 10 mai

9h30 - 11h00

Controverse

Le "modèle républicain" en question

Animateur Brice Couturier (France Culture) Avec Christian Baudelot (sociologue) vs. Daniel Cohen (économiste)

Conférence

Charles Taylor (philosophe) avec Cécile Laborde (philosophe)

Controverse:

Pouvoir et autorités indépendantes

Animateurs François Armanet et Gilles Anquetil Avec Louis Schweitzer (président de la HALDE) vs. Guy Carcassonne (juriste)

11h30 - 13h00

SYNTHÈSE DE CLOTURE

Animateur Pierre Rosanvallon (historien et philosophe, président de la RDI) Avec Leslie Kaplan (écrivain) Daniel Cohen (économiste)

« Réinventer la démocratie »

Forum de la République des idées - 8, 9 et 10 mai 2009, à Grenoble :

http://www.repid.com/Reinventer-la-democratie.html

« Réinventer la démocratie »

une semaine passionnante avec les **Nouveaux chemins de la connaissance**, sur *France Culture*, cinq émissions pétillantes (on y parle souvent, et bien, de **tirage au sort**) proposées par *Raphaël Enthoven*:

lundi 4 mai 2009 :

La haine de la démocratie

avec Jacques Rancière (à ne pas rater) :

http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/chemins/fiche.php?diffusion_id=73062

mardi 5 mai 2009 :

L'origine et l'histoire de la démocratie à Athènes

avec Claude Mossé et Jean Bollack :

http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/chemins/fiche.php?diffusion_id=73063

mercredi 6 mai 2009 :

Internet et la démocratie

avec Dominique Cardon & Nicolas Vanbremeersch (Versac):

http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/chemins/fiche.php?diffusion_id=73064

jeudi 7 mai 2009 :

La démocratie participative

avec Loïc Blondiaux (absolument passionnant!):

http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/chemins/fiche.php?diffusion_id=73065

Vendredi 8 mai 2009 :

Réinventer la légitimité démocratique

avec Pierre Rosanvallon:

http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/chemins/fiche.php?diffusion_id=73066

Les graines de manifestations obstinées commencent à germer :

« 2^{ème} cercle de silence samedi 9 mai 2009 de 11h30 à 12h

Place de la Rotonde (Aix en Provence) côté allées provençales » http://cercledesilence.info/

« Chers amis,

Un groupe de citoyens de tous horizons organise samedi prochain — samedi 9 mai 2009 de 11h30 à 12h sur la place de la Rotonde —, du côté des allées provençales, un nouveau **cercle de silence**, après celui qui s'est tenu le 11 avril dernier et qui a réuni près de 200 personnes.

Il s'agit d'un rassemblement pour continuer d'exprimer l'indignation que ressentent de nombreux aixois devant les atteintes à l'humanité des étrangers en situation irrégulière, enfermés dans des centres de rétention administrative puis expulsés dans des conditions indignes.

Je vous rappelle que cette manifestation reçoit les soutiens suivants : ACAT Aix, Aix-Solidarité, Amnesty International Aix, ASTI d'Aix-Marseille, Attac Pays d'Aix, CCFD Aix, Cimade Pays d'Aix, CLCV Aix, Emmaüs, Entraide de l'Eglise réformée de France, Féminin Pluriel en Pays d'Aix, LDH Aix, Maïs International, Missionnaires Oblats Aix, Pastorale des Migrants, Relais de St Donat, RESF13, Secours Catholique Aix.

Vous êtes cordialement invités à y participer ainsi qu'aux suivants qui auront lieu, je vous le rappelle, chaque 2ème samedi du mois aux mêmes heures.

Pour le cercle de silence d'Aix-en-Provence, Philippe Chouard. »

« La "ronde des obstinés", ou la liberté pas à pas »

par *Éric Lecerf* (philosophie), *Julie Perrin* (danse), *Jean-Henri Roger* (cinéma), enseignants-obstinés de l'université Paris-VIII (Vincennes-Saint-Denis), dans *Le Monde* du 3 mai 2009 : http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/05/02/la-ronde-des-obstines-ou-la-liberte-pas-a-pas_1188055_3232.html

« Crise du capitalisme ou crise de la monnaie ? »

par Jean Peyrelevade, dans Le Monde, 6 mai 2009 :

http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0@2-3232,50-1189614,0.html

« Faillite, crise, disparition, refus, refondation ou moralisation du capitalisme ? Ces qualifications, venant des diverses parties de l'échiquier politique, ont un point commun. Invectivant un coupable désigné, elles manquent la vraie cible. La facilité d'expression empêche la lucidité. Crise du capitalisme ? Non mais, ce qui est plus grave, crise de l'économie menacée dans l'une de ses fonctions essentielles : la fonction monétaire. La monnaie est un bien collectif, ciment du vivre ensemble dans l'ordre économique. C'est son acceptation indiscutée par tous les acteurs qui permet de passer de l'économie de troc à l'économie d'échanges, de la tribu néolithique à la société moderne. Elle est apparue au début des temps historiques, à la fin du VIIe siècle avant J.-C., en Asie mineure, dans le royaume de Lydie qui devint bientôt celui de Crésus. La richesse des sables aurifères du fleuve Pactole explique sans doute que des pièces d'or furent pour la première fois frappées par le souverain pour payer ses mercenaires.

Bien sûr, le crédit permit bientôt d'augmenter la flexibilité des échanges. Il engendra une nouvelle forme dématérialisée de monnaie, mais convertible en or à première demande du porteur. C'est le principe même de convertibilité qui limitait l'émission monétaire et assurait la stabilité de la construction. Ce système gouverna la circulation monétaire de chaque pays et du monde entier jusqu'à la première guerre mondiale où les belligérants furent contraints de l'abandonner. Il avait vécu plus de 2 500 ans. L'or, cette "relique barbare", disait Keynes, qui l'accusait de favoriser la déflation. Force est de constater que l'univers monétaire où nous vivons aujourd'hui, complètement dématérialisé, a un siècle d'existence (ce qui est bien court à l'échelle historique) pendant lequel il a failli exploser deux fois (1929 et 2008). Problème de régulation ? Peut-être, mais surtout défaut de conception.

Telle Aphrodite, la monnaie porte en soi la marque contradictoire de son origine. Sa création est le fait du système bancaire qui en a le monopole, en contrepartie exacte des crédits consentis à l'économie. Le crédit bancaire crée la monnaie. Celle-ci, bien public, naît de prises de risques multiples sur des emprunteurs privés. Tout crédit non remboursé, a fortiori toute défaillance bancaire, mettent en cause la confiance dans la monnaie, instrument irremplaçable de l'échange. En ce sens, la banque est un service public, qui doit être gérée comme telle. On en est loin.

Faut-il réguler les agences de notation, les hedge funds (fonds spéculatifs), ceux de private equity (fonds d'investissement)? Certes. Faut-il interdire les paradis fiscaux? Bien entendu. Faut-il intervenir sur la rémunération des traders et celle des présidents de grandes sociétés? Sans aucun doute. Faut-il imposer la transparence partout où les risques financiers peuvent s'accumuler? Oui, une fois de plus. Et exiger de toutes les institutions financières, quel que soit leur métier, le respect de normes minimales de fonds propres et de liquidité. Ce sont là des conditions nécessaires de la stabilité. **Elles ne sont pas suffisantes.**

Le système bancaire est le coeur du réacteur. C'est lui qu'il faut protéger. Souvent contre lui-même, parfois contre les demandes de l'opinion ou du pouvoir politique. La création d'une banque centrale indépendante a été un premier pas. Mais beaucoup reste à faire. Le système bancaire, dépositaire de la confiance publique, doit être en toutes circonstances invulnérable. Pour ce faire, pas d'autre solution que de le ramener dans les strictes limites de sa fonction originelle, ce qui passe par deux règles.

La première rappelle que le métier de la banque n'est pas de prendre des risques, mais au contraire de créer de la monnaie sans risque. Donc de se borner à anticiper de quelques semaines ou de quelques mois des règlements dont le caractère est certain, en un mot de financer le fonds de roulement de l'économie et rien d'autre. Le risque long, le risque entrepreneurial, le risque d'investissement ne relèvent pas de la banque mais de l'épargne déjà constituée, c'est-à-dire de fonds propres. Quant aux risques spéculatifs, découlant d'un pari sur le prix futur d'actifs existants, ils doivent lui être purement et simplement interdits. Le périmètre de la banque de dépôts doit correspondre à son appellation : ce qu'il faut vraiment réguler demain, mieux qu'aujourd'hui, c'est d'abord le risque bancaire.

À cet égard, la seconde règle devrait consister, dès la sortie de crise, à accroître fortement les exigences de fonds propres des banques et cela d'autant plus que leur taille fait peser un risque systémique plus important. Le danger naît de la convergence de deux facteurs : la concentration des structures, d'une part, l'effet d'endettement, de l'autre, qui rendent illusoire l'efficacité des amortisseurs de chocs que constituent les fonds propres (et incertaine la capacité d'intervention en dernier ressort des Etats). Sait-on que le passif total des banques françaises, qui ne sont pas les pires et de loin, mesuré au niveau de leur seul bilan représente dix-sept fois leurs fonds propres ? Comment expliquer que la puissance publique, garante ultime de la monnaie, accepte pour les banques des ratios d'endettement que les banques elles-mêmes interdisent à toute entreprise industrielle ou commerciale ? Les risques bancaires seraient-ils plus faibles ? Ou leurs conséquences moins désastreuses ? On sait bien que non.

Il est vrai que quand tout va bien, un tel effet de levier a des effets enivrants. Les rentabilités obtenues pour le capital (dixsept fois le taux de marge nette) se situent à des sommets qui simultanément font la fortune des directions générales et sont interprétées comme autant de preuves de leur excellence professionnelle. Mais comment faire atterrir l'économie réelle vers des niveaux de rentabilité de long terme moins excessifs si l'aristocratie qui occupe le coeur du système bancaire est jaugée sur sa seule capacité à entretenir l'illusion ? Ce n'est pas le capitalisme qu'il faut moraliser mais les conditions de la création monétaire (États-Unis compris, bien entendu) que l'on doit revoir de fond en comble. »

Jean Peyrelevade est économiste.

« Valéry Giscard d'Estaing censure une commentaire (passionnant) sur son blog »

http://wiki.societal.org/tiki-index.php?page=DebatVGE

La magouille des faux-monnayeurs — et leurs complices au sommet de l'État— commencent à se savoir.

Voici le commentaire censuré :

Le lundi 4 août 2008, 20:19 par samuel

Monsieur le Président,

Votre réponse à A-J Holbecq me parait pour le moins insatisfaisante.

Vous répondez à celui-ci comme si la masse de monnaie fiduciaire ne devait pas être accrue. Vous parlez de la nécessité de remboursement d'une "dette" comme d'une évidence, alors qu'en l'espèce, la notion de dette, purement comptable, renvoie à une planification qui ne suppose pas nécessairement un remboursement complet, suivant l'évolution de la croissance escomptée (du moins observée) et suivant la politique fiscale conduite ensuite, encore moins des intérêts versés par nous à des prêteurs privés.

Vous négligez de rappeler un théorème élémentaire : quand on vise une inflation nulle, la création monétaire souhaitable n'est pas nulle, mais égale à la croissance du PIB (anticipée ou supposée courante). Il faut donc que quelqu'un crée cette monnaie.

Or, le bon sens veut que ce soit le pouvoir le moins incontrôlé parmi ceux supposés être au service du peuple qui le fasse. Et que le régime monétaire soit conforme à la constitution, qui interdit les privilèges. Vous n'ignorez pas que la constitution française (art. 34), comme celle des États-unis (I sect. 8) confie (confiait) au parlement élu au suffrage universel le contrôle du régime d'émission de la monnaie. Au lendemain du 4 janvier 1973, le Parlement pouvait au moins revoir sa loi, ce pourquoi le Conseil constitutionnel a admis (en 1994) qu'un tel transfert était conforme à la constitution. Mais dans le cadre de l'Union européenne, il ne le peut plus en pratique, sauf à décider que la France sorte purement et simplement de cette entité intergouvernementale mutée en confédération qui viole les règles élémentaires de la séparation des pouvoirs (sans parler de souveraineté populaire).

En tant que membre du Conseil constitutionnel, en tant d'ancien garant de la continuité de l'État, comment pouvez vous tolérer une situation ou la "séparation des pouvoirs", qui signifie leur arrêt mutuel, soit traduite en pure indépendance politique ?

Vous ne rappelez pas non plus un fait évident que vous ne pouvez pas ignorer (et plus dénoncer, il est vrai) : de manière chronique, depuis sa création, la BCE émet environ 10% de monnaie supplémentaire par an, ce qui est assez considérable, au demeurant. Manifestement, la rigueur ne vaut que pour la politique budgétaire.

Vous savez aussi, sans doute, que la Banque de France en dit que la part superflue de l'émission gonfle les bulles spéculatives, financières et immobilière. De fait, depuis des années, le crédit bancaire et, plus généralement, le volume des titres dérivés de la monnaie, est en croissance effrénée. Or, le résultat en termes d'inflation, on le voit quand ces bulles explosent : les financiers les plus équipés courent vers les valeurs "refuge" (celles qui font manger le peuple et produire).

La partie de votre réponse qui me parait être pertinente - relative au projet de marché des titres (traduisons : des dettes) - me parait effrayante, tant elle suppose la résignation (il y a 35 ans déjà) du politique face au projet global d'un marché supposé pur réglant toute chose, économique, politique et sociale. En somme, l'État et le privé se sont accordés pour faire de la monnaie une marchandise, dont la valeur ne serait plus fixée, désormais, que par la loi de l'offre et de la demande. Une loi que ne viendrait plus perturber un "interventionnisme"... qui consistait depuis longtemps, pour l'État, a émettre une quantité marginale de la monnaie, tandis que les banques commerciales émettaient "le reste". Le record de la part d'émission d'origine publique, il me semble, a été établi par le général De Gaulle. Cette part (la seule légitime à mon sens) a été très variable, et très souvent bien faible. La Banque de France était d'ailleurs, depuis son origine et plus d'un siècle durant, une Banque privée, dont les propriétaires reçurent de la part de Napoléon le privilège inouï que confère l'exclusivité du pouvoir de battre la monnaie qui seule a cours légal et forcé

Pour finir, il semblerait que le propos de A.J. Holbecq et l'inadéquation de votre réponse trouvent une illustration frappante dans ce passage lu dans Le Monde Diplomatique, (n° 652, juillet 2008, page 7): "...l'un des plus célèbres emprunts d'État fut l'emprunt Giscard (...). Pour 6 milliards de francs empruntés en 1973, l'État a finalement remboursé au total (montant initial plus intérêts) 80 milliards de francs en 1988."

Vu la situation dramatique que nous apporte la crise financière actuelle ; vu les conséquences désastreuses qu'ont toutes formes d'impérialisme sur la démocratie et sur la paix, il n'est jamais trop tard pour reconnaître ses erreurs et constater que le temps presse.

Avec mes salutations respectueuses.

« Soutien aux inculpés du 11 novembre Un ordre à faire tomber »

http://www.soutien11novembre.org/spip.php?article433

« C'est raté. Nous n'avons pas eu peur des terroristes « anarcho-autonomes » tissant des réseaux internationaux. Cette irruption si brutale, si grossière, de la police politique nous a poussés à mettre des mots sur nos amertumes, à sortir de nos isolements.

Dès le lendemain des arrestations, les comités de soutien ont fleuri comme des crocus après le dégel. Sans concertation ni mot d'ordre, la contagion a opéré : concerts, débats, rencontres, soirées... Partout, le soutien a réuni des dizaines, des centaines de personnes.

C'est raté. C'était trop gros, peut-être. Personne n'a voulu croire que celles et ceux qu'on accusait d'avoir débranché des TGV étaient des brutes sanguinaires qui fomentaient de terribles attentats. L'affaire de Tarnac a été un déclic. (...)

On saisit mieux la nécessité pour un gouvernement, dans une époque si explosive, d'inventer la figure d'un ennemi intérieur. Et l'on devine en filigrane le cauchemar inavoué d'un système qui perd pied : celui dans lequel les citoyens d'hier arrêtent de jouer le jeu, se défient de l'ordre établi, et s'organisent en conséquence. Il y a finalement bien des légendes auxquelles, en chemin, nous avons cessé de croire. Comment, dès lors, ne pas se sentir proche d'insoumis-es qui ont pris au sérieux la nécessité de s'organiser collectivement ? Comment, dans cette époque où ce qui se partage le mieux est l'amertume et le sentiment de passer à côté de sa vie, ne pas ressentir une complicité avec celles et ceux qui ont cherché à s'extraire de la tristesse ambiante, et à lutter contre ses causes ?

Comment ne pas percevoir dans leur défiance l'écho de celle que nous éprouvons tous ? Sans les arrestations du 11 novembre, L'insurrection qui vient n'aurait peut-être jamais été aussi lu - en tout cas, pas collectivement, et sans doute pas dans une perspective si évidemment pratique - ; comme n'auraient peut-être jamais eu lieu toutes ces discussions, toutes ces actions, toutes ces rencontres. (...)

« Conférence internet de LaRouche du 28 avril »

http://www.solidariteetprogres.org/article5395.html

Une longue intervention, extrêmement pessimiste, mais très intéressante. La condamnation du plan anti CO2 y est radicale. Débat interdit ?

« TRÈS URGENT : présentez-vous aux Européennes : un parti, le RIC, propose exactement VOTRE PROGRAMME, celui des MOCRIES... Aidez-le en étant vous-même candidat sur une de ses listes. » Un appel pressant d'Yvan Bachaud :

http://etienne.chouard.free.fr/mocrie/viewtopic.php?id=112

Passez-lui un coup de fil, il vous expliquera tout : 04 72 24 65 02.

Dans la foulée de l'appel, voyez la réaction de Beo, c'est intéressant : http://etienne.chouard.free.fr/mocrie/viewtopic.php?pid=1073#p1073

En tout cas moi je me pose moins de questions, je me suis porté candidat pour le RIC dans ma circonscription IDF. Faut juste penser à demander en mairie une attestation d'inscription sur les listes électorales.

Et je pense que **niveau propagande il faudrait surtout aider Alain Terrien**, le candidat du RIC dans le sud-ouest qui finance l'impression de ses bulletins de vote.

Niveau film de campagne j'imagine un truc du style: " deux mecs (ou deux filles, ou un mélange peu importe) parlent une langue à peine compréhensible. L'un deux jette un traité de Lisbonne à la poubelle, l'autre lui dit qu'il ne fallait surtout pas faire ça, il s'est trompé de poubelle et il faut faire le tri sélectif; le traité de Lisbonne il va dans la poubelle à papier, voilà. Là dessus Alain apparait en gros plan, il dit que vous ne comprennenez plus rien à l'Europe, et les politiques professionnels non plus. Le seul moyen de s'en sortir, de redonner un sens citoyen à cette Europe, c'est qu'une assemblée citoyenne écrive une constitution pour l'Europe".

Ou une autre idée.

Plusieurs plans successifs sur des gens qui disent la même phrase, mais dans des langues étrangères. À la fin c'est :

"Europo bezonas konstitucion skribitan de _civitana_ asembleo.

L'Europe a besoin d'une constitution écrite par une assemblée citoyenne.

Faut vous le dire en combien de langues ?"

"Il est normal que, lorsqu'on licencie quelqu'un, on lui donne un an de salaire" par Gilles Raveaud:

http://alternatives-economiques.fr/blogs/raveaud/2009/04/21/il-est-normal-que-lorsquon-licencie-quelquun-on-lui-donne-un-an-de-salaire/

« Naissance d'un nouveau journal de résistance à l'Union européenne des industriels et des banquiers »

Je vous recommande ce journal (en kiosque) : il est riche en informations utiles et originales. Un tel journal a besoin d'être soutenu par des militants.

« Chers amis de Fakir,

Ca y est: notre canard a pris son envol!

Fakir existe en Picardie depuis maintenant dix ans. En dix ans, et malgré les procès, nous avons épargné 10 000 €.

Et aujourd'hui, on claque tout d'un coup : pour la première fois, notre journal sort de ses frontières naturelles et part à la conquête de la France, de la Belgique, et du Luxembourg.

En vente dans tous les kiosques!

Et en couleur, en plus!

Dans notre journal, vous trouverez des tas d'informations exclusives :

- Un **portrait de Jacques Delors** : socialistes et éditorialistes s'apprêtent à lui construire une statue ? Fakir la déboulonne par avance ! Car nous avons mené l'enquête dans les archives : ce « vieux sage » explique clairement comment il a relancé l'Union européenne, main dans la main avec les multinationales...
- Une enquête sur une plaque qui, à Bruxelles, à l'entrée du Parlement, scelle **l'amitié entre les députés européens et les lobbies** : comment les industriels ont-ils obtenu une telle reconnaissance officielle ? Nous sommes remontés jusqu'à Nicole Fontaine, l'ancienne présidente du Parlement européen.
- CO2 sans frontières : l'Union prétend montrer l'exemple, dans la lutte contre le **réchauffement climatique**. Pourtant, une autoroute et un camion pourraient lui servir de symboles...
- Un entretien avec **le seul prix Nobel français** d'économie, Maurice Allais. Partisan d'un protectionnisme européen, il est banni des médias dominants.

Autant d'articles que vous ne lirez nulle part ailleurs. Que, pour notre part, nous n'aurions pu publier nulle part. Et voilà pourquoi, alors que la presse papier se casse la figure, voilà pourquoi on fait ce pari improbable d'un nouveau canard, adossé à aucune banque, à aucun marchand de canons : parce qu'on ne va pas attendre d'avoir 80 ans pour écrire comme on veut...

Franchement, on est fiers d'avoir fait autant avec si peu.

On compte sur vous, donc, pour nous filer un coup de main et 2,80€. Eventuellement, <u>pour en acheter une dizaine</u> (22€) et les revendre avec un petit bénef à vos copains. Vu qu'on n'a pas trop confiance en Lagardère and Co pour assurer notre promo... Ou alors, vous pouvez toujours prendre <u>un abonnement héritable</u>, par exemple.

À part ça, dans notre prochain numéro, on s'attaquera aux banques. Et notamment à Natixis-l'Ecureuil. Alors, vous avez des tuyaux, des idées, des envies, vous pouvez nous écrire ici...

L'équipe de Fakir »

« Sortir de l'UE, cela pourrait-il être constructif? »

Quelques échanges particulièrement vifs sur mon forum m'ont poussé à imaginer cette fiction : http://etienne.chouard.free.fr/forum/viewtopic.php?pid=6854#p6854

Sortir de l'UE, cela pourrait-il être constructif?

Tout ce à quoi je rêve en matière de démocratie et de contrôle des pouvoirs (tout, dans les moindres détails) trouve d'abord son exact opposé dans l'Union européenne et, plus encore !, le verrou qui fait que ce que je crois bon pour l'humanité ne sera JAMAIS possible.

Alors, je me lance, au débotté, malgré le risque de ridicule sur quelques points sans doute irréalistes tels quels.

Il suffit de raisonner *a contrario*, en faisant sauter une à une toutes les interdictions et toutes les impuissances fondamentales qui nous viennent directement des institutions européennes :

Le décor : j'imagine un Président français, progressiste, honnête, élu sur un programme de rupture avec cette UE-là et qui a promis d'instituer une vraie démocratie dans le pays, avant de reconstruire une Europe nouvelle, avec l'accord préalable et sous le contrôle permanent des peuples concernés, directement.

L'assemblée nationale, élue dans la foulée de sa propre élection, le soutient dans ce programme.

Le Président de la République organise un référendum sur la sortie de l'UE pour permettre un débat national sur ce point et confirmer que le peuple est bien derrière lui sur ce projet. Les Français, convaincus par les perspectives ouvertes par la disparition du carcan (voir plus loin) et la promesse d'autres institutions plus démocratiques approuvent le projet.

Le Président dénonce alors en bloc tous les traités antidémocratiques de l'UE, ainsi que nos engagements dans le cadre de l'AGCS. Il faut imaginer un successeur de de Gaulle, ne craignant ni dieu ni diable et se faisant de son peuple (et de toute l'humanité) une haute et respectueuse idée.

La sortie de l'UE et de l'OMC permet de protéger immédiatement l'économie nationale contre la concurrence déloyale des pays qui pratiquent le dumping social, fiscal et/ou environnemental, par de fortes taxes à l'importation : les seuls échanges non taxés sont ceux qui interviennent avec des pays de niveau de développement comparable (Allemagne Angleterre, Italie, Espagne, USA, etc.). Les entreprises françaises voient là disparaître une bonne partie de la pression sur les salaires qu'elles distribuent.

La sortie de l'UE permet aussi de rétablir le contrôle des changes, de limiter (par une surveillance et un impôt conséquent) la circulation des capitaux, d'interdire aux banques françaises la moindre activité avec les paradis fiscaux (ceux de la liste grise), et de rétablir une politique fiscale souveraine (sans craindre la concurrence déloyale de pays zones franches) : les délocalisations sont simplement interdites, les revenus sont limités à 300 000 euros par an (ceux qui ne sont pas contents peuvent partir, sans indemnités, bon débarras).

Protection de l'humanité contre les entreprises (des personnes physiques contre les personnes morales): la bourse est fermée puis supprimée, les paris sur l'avenir purement spéculatifs sont interdits. Le statut de société par actions et les actionnaires disparaissent (le petits porteurs sont indemnisés, mais les gros se débrouillent : le racket général prend fin, voilà tout) : le financement des entreprises redevient normal : on emprunte, on rembourse, personne n'a plus rien à gagner à pressurer les salariés : les stock-options sont supprimées, les parachutes dorés et les retraites chapeau sont interdits, un revenu maximal est déterminé par le moyen d'un impôt confiscatoire de 100% audelà du seuil. Les participations croisées sont interdites (une entreprise ne peut pas participer au capital d'une autre entreprise) et les conseils d'administration (qui fixent les salaires des patrons et des cadres supérieurs) accueillent forcément de par la loi nationale un tiers de leurs effectifs en représentants du personnel (moitié élus, moitié tirés au sort). En fait, c'est carrément la personnalité morale et la responsabilité limitée qui sont supprimées : ne restent donc que les personnes physiques, qui assument à nouveau pleinement leurs responsabilités (sociales, économiques, environnementales, pénales...).

La sortie de l'UE et de la tutelle de la BCE permet de reprendre le contrôle de la monnaie et de la création monétaire : le mécanisme des réserves fractionnaires est aboli et les banques ne peuvent plus prêter que l'argent dont elles disposent vraiment (couverture obligatoire à 100%) ; seule la Banque de France peut créer la monnaie, en fonction des besoins réels de l'économie. La BDF est aux ordres de la puissance publique, sous la forme d'un comité, indépendant des pouvoirs législatifs et exécutifs, où règnent les mandats courts et non renouvelables, la reddition des comptes et une part de tirage au sort.

La sortie de l'UE permet à l'État français d'emprunter les sommes dont il a besoin à la BDF —sans intérêts! — ce qui diminue au moins de moitié la charge du financement des investissements publics.

La sortie de l'UE et des règles de convergence permet à l'État français de créer 600 milliards ex nihilo de monnaie permanente (vous pouvez changer le chiffre s'il vous fait peur) pour relancer l'économie en distribuant DIRECTEMENT cet argent à TOUS ménages (plutôt qu'aux banques qui garderaient ces sommes considérables pour elles sans les réinjecter dans l'économie), 10 000 € par personne (enfants compris) de monnaie permanente et gratuite distribuée sans contrepartie (pas besoin de rembourser), et répartis également par trimestre pendant un ou deux ans. Les ménages achèteront d'autant moins de produits étrangers que les nouvelles taxes sur ces produits les auront rendus fort peu compétitifs.

Nota: en quatre ou cinq ans, la plus grande partie de ces euros seront revenus dans les caisses de l'État par le jeu des différents impôts. Voir la démonstration très intéressante d'André-Jacques Holbecq dans son livre "Les 10 plus gros mensonges de l'économie", pages 72 à 75, mensonge n°3 «On ne peut pas le faire, "ça coûte" trop cher», un chapitre pa-ssio-nnant. À consulter sur ce site étonnant: http://wiki.societal.org/tiki-index.php?page=Investissement+Public

Pendant ce temps, le Président a convoqué une assemblée constituante (largement tirée au sort et totalement inéligible) et il contrôle la qualité des débats : il s'assure que les médias de masse relaient bien les échanges dans le pays et il s'assure que les initiatives et suggestions en provenance de la base soient bien collectées, synthétisées et transmises aux délégués constituants.

À l'issue des débats, l'AC propose plusieurs projets au pays, et un référendum à plusieurs tours (et à options) départage ces projets : une nouvelle constitution nationale est ainsi adoptée.

Comme les constituants n'étaient, pour la plupart, pas des professionnels de la politique, et comme par magie, on retrouve dans ces institutions les éléments fondamentaux d'une démocratie digne de ce nom et surtout de nombreux contrepouvoirs, ainsi gu'une large place à l'action des simples citoyens. On y trouve :

- une chambre élue, avec un scrutin mixte (majoritaire et proportionnel sur les restes) qui permet d'avoir une majorité à coup sûr et de donner aussi une représentation significative aux petits courants ;
- le vote blanc (protestataire) est décompté et reconnu et, s'il est majoritaire, tous les candidats rentrent chez eux et on recommence l'élection avec d'autres candidats ;
- une autre chambre est tirée au sort pour composer un échantillon représentatif de la société civile, elle est chargée de lire les lois rédigées par la chambre élue et elle est capable de les bloquer si nécessaire ;
- quatre référendums d'initiative populaire (législatif, abrogatoire, révocatoire et constituant) peuvent être déclenchés par un simple citoyen, à condition d'avoir su convaincre une Assemblée du Référendum (tirée au sort) qui décide quelles sont les meilleures questions à poser lors de la prochaine Fête du Référendum (deux jours fériés par an) ;
- une procédure de reddition des comptes des élus en cours et en fin de mandat (non cumulable et peu renouvelable) avec possibilité de révocation à tout moment ;
- des jurys citoyens et des sondages délibératifs sont prévus à tout propos, sur tous les sujets de société ;
- les biens indispensables à la vie (eau, air, semences, électricité, pétrole et autres énergies, routes et autoroutes, terre, grande distribution...) sont nationalisés et déclarés inaliénables ;
- les routes et autoroutes sont gratuites ; les transports en commun sont tous gratuits dans les villes ;
- le pouvoir réglementaire autonome (comble de la plus haïssable confusion des pouvoirs) a disparu et le mot "gouvernement" aussi : seul reste un "pouvoir exécutif", incapable de produire lui-même des règles de droit et radicalement soumis aux deux assemblées (dont les légitimités sont différentes et complémentaires : une chambre élue et une autre tirée au sort) ;
- l'exécutif n'a aucun droit d'initiative de référendum (ce qui lui donnerait un outil bonapartiste) ;
- l'Assemblée Constituante reste mobilisée à la fin de son mandat initial et devient l'Assemblée Constitutionnelle, chargée de surveiller la bonne application des institutions qu'elle a elle-même conçues : elle est renouvelée par tiers tous les deux ans, par tirage au sort ;
- les conflits irréductibles entre organes sont tranchés par le peuple lui-même qui statue par référendum ;
- le pouvoir d'information est rendu parfaitement indépendant à la fois de l'exécutif et des entreprises (aucune entreprise, française ou étrangère, ne peut être propriétaire d'un journal, d'une radio, d'une télévision, d'un institut de sondage, d'un institut statistique ou d'un autre média d'information) => comme avec les juges, l'État finance le service public de l'information sans en contrôler le contenu;
- la taille des entreprises est drastiquement limitée et la course au gigantisme est empêchée, les fusions sont lourdement pénalisées par voie fiscale ;
- les entreprises ne peuvent pas être propriétaires de locaux qu'elles n'utilisent pas pour leur activité habituelle ;
- les parlementaires, les ministres, les juges et les autres pouvoirs n'ont pas le droit de changer même une virgule à la Constitution qui fixe elle-même les règles électorales ainsi que les revenus et les avantages particuliers des acteurs publics;
- les parlementaires, qui fixent l'impôt dû par les citoyens, au lieu de payer comme aujourd'hui moitié moins d'impôts que le commun des mortels, en paient désormais le double du taux normal (ça devrait les calmer) ;
- les juges du parquet n'ont plus la possibilité de juger de l'opportunité des poursuites (le "non-lieu", qui leur permettait de protéger les copains du pouvoir de toute poursuite, leur échappe) ;
- l'adhésion des salariés à un syndicat est libre mais obligatoire ;
- un revenu citoyen est versé à chaque individu depuis le jour de sa naissance, ce qui permet à chaque enfant d'accumuler un pécule qui sera libéré le jour de sa majorité ;
- etc.

La sortie de l'UE rend au parlement national, élu directement par les citoyens, les pouvoirs qu'il n'aurait jamais dû perdre (au profit d'un parlement européen impuissant et d'autres organes hors contrôle) : il redevient capable de légiférer en toutes matières, sans être violenté par le droit européen, de source opaque et hors contrôle. Par exemple, il interdit expressément toute activité de lobbying auprès des élus. Il annule ou corrige également tous les décrets iniques que la 5ème République avait rendus possibles avec la confusion des pouvoirs contenue dans le "pouvoir réglementaire autonome" (décrets, arrêtés... la liste est longue des abus de pouvoirs imposés de cette façon).

Les nouvelles ressources de l'État (il n'est plus obligé de payer des intérêts comme le lui imposaient les institutions européennes et il peut librement créer la monnaie dont il a besoin) lui permettent désormais de lancer des grands travaux d'intérêt général (construction d'un million de logements, isolation thermique de tous les autres, immense programme de recherche sur l'exploitation des énergies renouvelables, construction d'écoles, de maisons de retraite et de crèches, etc. etc.), ce qui, associé au programme de reflation par distribution directe de pouvoir d'achat, booste l'activité du pays qui reprend confiance. Les ressources de l'État et des caisses sociales sont renforcées par effet de boule de neige.

Pour faire face à tous ces projets, une main-d'œuvre abondante est nécessaire et le chômage régresse très rapidement. L'immigration est même fortement nécessaire et le bon traitement des immigrés facilite considérablement leur intégration. Le hideux concept de "sans-papier" est jeté aux poubelles de l'histoire. L'État s'étant émancipé de l'UE et de son idéologie libérale, qui le conduisait à l'asphyxie financière et à la ruine, l'aide aux pays pauvres redevient une réalité. Avec la disparition de la pénurie monétaire imposée par le système ancien, et avec la baisse du chômage qui rend possible de nouvelles revendications salariales, les salaires augmentent.

Les prix aussi, mais la puissance publique, libérée des carcans des institutions européennes, laisse filer une gentille inflation en indexant tous les salaires et tous les loyers sur la hausse de prix, exactement comme cela a été le cas avec succès pendant les Trente Glorieuses, cette indexation générale maintenant un pouvoir d'achat constant pour le plus grand nombre : les travailleurs et les entreprises.

Seuls les rentiers voient fondre leur tas d'or et sont rapidement contraints... au travail. Bonne nouvelle.

La sortie de l'UE permet aussi à l'État d'aider les petites entreprises à grandir à l'abri des grands prédateurs. Les services publics également, ne sont plus menacés par l'idéologie ultralibérale de la Commission européenne, et peuvent refleurir.

Nos voisins, constatant qu'en un an la prospérité est revenue chez nous, demandent à se joindre à nous pour composer une société européenne politique et économique moins libre-échangiste et plus protectionniste que la prison UE, plus interventionniste et plus protectrice pour les humains que la police des salaires de l'UE, ce que nous faisons volontiers, à condition que les peuples concernés approuvent ce projet directement (par référendum) et gardent un droit d'initiative pour en sortir à tout moment s'ils le souhaitent.

Le processus constituant européen s'organise alors de la même façon qu'il l'avait été en France auparavant : Assemblée constituante désintéressée (tirée au sort et inéligible), grand débat européen, référendums puis élections et/ou tirages au sort...

Bon, je n'ai pas fini, et je suis sûr que vous pourriez m'aider à prolonger cette liste de tout ce qui redeviendrait possible si nous n'avions plus les chaînes unioneuropéennes qui nous contraignent à tout propos et stérilisent tous nos rêves.

Oh, je sais que tout cela est un rêve car les privilégiés sont très malins et surtout prêts à tout pour conserver leurs privilèges, même à faire couler beaucoup de sang : le mur de l'argent, la fuite des capitaux, la corruption des fonctionnaires et le sabordage, l'espionnage et le sabotage, l'infiltration, les manipulations, les intrigues, les provocations (fausses opérations montées par les ennemis eux-mêmes pour discréditer le pouvoir), les assassinats crapuleux des principales personnalités, les faux prétextes pour faire la guerre, la désinformation systématique, etc. etc. Il suffit de lire les livres sur la CIA et tous les services secrets du monde, bien plus scientifiques désormais que les petites conspirations des nobles émigrés après la révolution de 1789, pour savoir à quoi s'attendre. Ce sont les obstacles terrifiants contre lesquels, par exemple, Hugo Chavez lutte en ce moment au Venezuela.

Mais ne me racontez pas que ce prévisible mur de résistance acharnée des privilégiés sera moins violent et plus facile à combattre dans les institutions européennes (je pense que vous les avez lues, n'est-ce pas ?). C'est tout le contraire, évidemment, puisque les institutions européennes ne laissent aux citoyens AUCUN outil juridique pour résister, puisque MÊME NOS ÉLUS n'y ont plus aucun pouvoir décisif.

Non: les pires gouverneront.

Précisément parce que ce sont les pires.

Mais aussi parce que les bons ne font pas confiance au sort pour déjouer les intrigues des pires.

Étienne.

Ce fil du forum — Sortir de l'Union européenne? — en intéressera plus d'un, je pense. Ça saigne un peu entre des amis qui se déchirent bêtement, mais c'est intéressant : http://etienne.chouard.free.fr/forum/viewtopic.php?pid=6854#p6854

Une thèse étonnante et pas si bête ; c'est intéressant :

http://www.letransmuteur.net/open-money-bientot-chacun-creera-sa-propre-monnaie/

L'analyse passionnante d'Irving Fisher : "100% money" pour mettre "la monnaie à l'abri des prêts"

Un travail formidable de synthèse et d'explication sur un grand spécialiste de la monnaie, mené par *Sylvie Diatkine* :

http://www.pauljorion.com/blog/?p=2908#comment-24825

Chers amis,

Je vous signale ce travail de <u>Sylvie Diatkine</u>, une passionnante synthèse de l'œuvre d'un grand esprit — <u>Irving Fisher</u> était admiré des plus grands : Keynes, Friedman, Allais, Galbraith, etc. — où chacun pourra ici constater que notre débat sur la monnaie ("Faut-il continuer à autoriser les banques à nous imposer leur fausse monnaie à l'occasion du crédit ?") est non seulement une vieille affaire mais surtout le possible cœur nucléaire, toujours actif, des crises économiques.

Notre (parfois âpre) discussion est sûrement une excellente piste pour trouver une solution durable aux pires défauts du système actuel.

J'ai encore mis dix nouveaux livres sur ma pile

Amities.

Étienne.

http://etienne.chouard.free.fr/forum/viewtopic.php?id=81

« Tout pour nous-mêmes et rien pour les autres » semble avoir été à toutes les époques du monde la vile maxime des maîtres de l'humanité.

Adam Smith, « La richesse des nations », Livre III, chapitre 4.

« La monnaie à l'abri des prêts » : le plan de I. Fisher (1935) à l'origine des propositions de « narrow banking » (1)

par Sylvie Diatkine (2)

Communication aux 20èmes Journées Internationales d'Économie Monétaire et Bancaire, Birmingham, 5-6 juin 2003. Source : http://www.univ-orleans.fr/deg/GDRecomofi/Activ/diatkine_birmingham.pdf

Les débats fondateurs des XVIIIe et XIXe siècles jusqu'au début du XXe siècle portent sur le lien entre la monnaie bancaire et le crédit et son influence sur les cycles. Les conséquences de la prise de risques par les banques au niveau de l'instabilité bancaire sont mises en évidence, notamment celles du risque de liquidité. Ce dernier est lié au caractère liquide du passif de la banque qui fournit ainsi une « assurance de liquidité » alors que l'actif est illiquide. Il en résulte la possibilité de crise de liquidité et la nécessité de l'intervention du prêteur ultime.

En même temps, une question récurrente au sein de la théorie bancaire est justement celle des moyens de réduire ces risques source d'instabilité en agissant au niveau du rapport entre monnaie et crédit(3). L'étude de ce débat fait ressortir l'opposition entre deux conceptions de la banque. Soit une banque qui « transforme » des réserves préexistantes en monnaie bancaire soit une banque qui crée de la monnaie bancaire à partir du crédit. Certains auteurs choisiront une solution maximale en envisageant de séparer le crédit de la monnaie et en supprimant le risque de liquidité. Cette solution a donné lieu à diverses propositions de réformes bancaires. Nous étudierons celle de I. Fisher, présentée dans 100% Money, 1935. Les deux fonctions maintenant séparées soit de fourniture de crédit soit de gestion des paiements seront le fait de banques spécialisées afin de limiter les répercussions, sur le système de paiements, de l'instabilité introduite par le cycle du crédit. L'émission de monnaie bancaire doit être couverte à 100 % par des réserves, afin que la « monnaie ne soit plus à la merci des prêts ».

Cependant, I. Fisher, s'il se préoccupe des crises bancaires, voulant éviter les conséquences du risque de transformation et de liquidité pris par les banques sur la monnaie, n'envisage de les réguler que par le moyen de la politique monétaire et la variation de la quantité de monnaie de base et non par une régulation du crédit. Ici la politique bancaire disparaît.

On trouve aujourd'hui des propositions de réforme bancaire visant à instaurer des banques avec 100% de réserves chez M. Allais ou chez M. Friedman(4) ou des « banques étroites » (narrow banking). D'autres projets encore ont pour but de remplacer les banques par des institutions financières de type « money market funds » ou fonds mutuels investis en titres du marché monétaire(5).

L'objet de cette communication est de retracer l'origine des propositions contemporaines de « narrow banking » dans l'histoire de la pensée économique. Pour ce faire, nous nous concentrerons sur le plan de I. Fisher exposé dans 100 % Money (Adelphi, NewYork, 1935). Il est aussi à la base du plan de l'École de Chicago(6) qui s'insère dans le débat entre partisans de règles ou d'une politique discrétionnaire en matière de politique monétaire. L'importance des crises bancaires durant la Grande Dépression du début des années trente incite en effet les auteurs à s'interroger sur leurs causes. Mais certains vont proposer des solutions radicales puisqu'il s'agira de faire cesser toute création de monnaie à partir du crédit. Ils vont donc proposer d'aller plus loin (mais dans la même ligne) que l'École de la circulation et l'Act de 1844 en Angleterre.

Le plan de la communication s'organise de la façon suivante. Nous rappellerons l'origine théorique de la réforme proposée par I. Fisher qui se situe dans les arguments de l'École de la circulation puisqu'il y fait référence lui-même (Fisher, 1935, p. 18 et pp. 46-48). Puis nous exposerons, dans un deuxième temps, la conception de la monnaie présentée dans l'ouvrage et la critique portée au système de réserves fractionnaire (« la monnaie ne doit pas être à la merci des prêts »). Dans une troisième étape, nous donnerons l'essentiel du contenu du plan de réforme tant du point de vue de la théorie bancaire que des règles de politique monétaire (« banques étroites et nationalisation de la monnaie »). Enfin, nous montrerons les liens entre le plan de Fisher et les propositions contemporaines de « narrow banking ».

L'ensemble des propositions de réformes monétaires de Fisher et les recherches théoriques sur lesquelles elles s'appuient sont motivés par la volonté de stabiliser la valeur de la monnaie et par la conviction que les fluctuations de l'activité économique ont pour origine des faits monétaires. Elles débouchent sur la nécessité de la mise en œuvre d'une politique monétaire reposant sur une règle a priori et quantitative d'offre de base monétaire par la banque centrale pour réguler la valeur de la monnaie(7) et éviter tout rôle déstabilisateur de la monnaie, position qui n'a pas varié tout au long de son œuvre.

Selon H.E. Loef et H.G. Monissen(8), le développement de ses projets de réforme par Fisher s'inscrit dans deux phases de recherche de leurs fondements théoriques. La première met en évidence la nature monétaire des fluctuations économiques dans The Purchasing Power of Money (1911). Plusieurs articles tels que « The Business Cycle Largely a "Dance of The Dollar" » (1923) en sont aussi des exemples. La deuxième se situe après la Grande Dépression qui incite Fisher à modifier ses vues théoriques sur l'origine des booms et dépressions qu'il attribue à des mécanismes d'endettement et de déflation par la dette(9). Cependant, on retrouve ses conceptions antérieures quant à l'offre de monnaie puisque la déflation se manifeste par une baisse du niveau des prix et trouve son origine dans la contraction du stock de monnaie sous forme de dépôts bancaires(10). Ses propositions de politique monétaire sont alors la « reflation » afin de sortir de la déflation, ce qui est compatible avec une règle de politique monétaire de long terme, qui elle-même doit s'appuyer sur une proposition de réforme du système bancaire lui imposant un coefficient de réserves de 100 %, afin d'assurer ainsi un complet contrôle de la base monétaire.

1. l'origine du plan de réforme de 1935 de I. Fisher

L'origine du plan proposé par I. Fisher se situe dans l'analyse des limites et insuffisances de la réforme de la Banque d'Angleterre de 1844 et des théories de **l'École de la circulation** pour éviter les crises bancaires et stabiliser le système monétaire. En effet, I. Fisher tire les conclusions de l'ensemble des débats entre l'École de la circulation et l'École de la banque(11), se situant ainsi du côté des théoriciens de l'École de la circulation, tout en complétant leurs propositions. Si la monnaie est créée par les banques à partir du crédit, ce qui est cause de crises bancaires. Les fluctuations de la quantité de monnaie et les fluctuations de prix en résultent. En effet, selon I. Fisher, si les crises bancaires sont néfastes, c'est parce qu'elles aboutissent à une diminution de la quantité de monnaie. Il faut donc empêcher cette production de monnaie à partir du crédit.

Selon l'École de la Circulation, ceci est lié au fait que la Banque d'Angleterre, avant la réforme de 1844, ne respecte pas une liaison stricte entre ses émissions et l'évolution de ses réserves en métal. Ceci fonde l'argumentation essentielle de ses partisans pour justifier la nécessité de la réforme de la banque d'Angleterre en 1844. Car, selon eux, on peut même dire que, en retardant l'échéance, les directeurs de la Banque sont contraints ultérieurement à un freinage encore plus sévère qui provoque des faillites encore plus larges de banques(12) et des fluctuations amplifiées de l'activité économique. Le problème est donc d'abord celui de la proportionnalité entre réserves et émissions de monnaie bancaire(13).

Les crises bancaires sont donc en réalité le résultat de l'action publique car, en raison d'une mauvaise politique, la structure du crédit et de la monnaie risque d'être détruite. Et si la banque d'Angleterre doit ensuite intervenir comme prêteur ultime, c'est du fait même de ses propres erreurs antérieures de politique monétaire(14). Dans ce cadre, la surémission de monnaie est créée par celle de la monnaie de base (les billets) et le remède relève seulement de la politique monétaire (une règle automatique de régulation de la base monétaire en stricte proportion de la quantité de réserves métalliques dans les coffres de la Banque). Ceci permettra d'éviter tout retard d'ajustement entre les mouvements de métal et ceux de la masse monétaire et des instruments de crédit. Il est alors possible de réguler l'activité de toutes les banques à l'aide de la politique monétaire de la banque centrale car les billets de la Banque d'Angleterre servent de monnaie de réserves pour les banques locales ; le système bancaire est déjà hiérarchisé. Les billets de la banque centrale ne sont mis en circulation que par l'escompte. Ils peuvent être redéposés en compte à la banque. Celle-ci peut faire de nouvelles avances à partir de ces dépôts. Ils sont ainsi reprêtés selon le mécanisme connu du multiplicateur de crédit qui a été introduit par Torrens(15). Bien que les dépôts puissent faire office de moyens

de paiement, ils n'en constituent pas moins des instruments de crédit et non de la monnaie qui se limite aux billets et pièces. Ils ne forment que le prêt d'une monnaie préexistante et sont de la monnaie « déléguée »(16). Cette thèse caractéristique de l'École de la circulation s'écarte de l'analyse selon laquelle, à l'inverse, ce sont les instruments de crédit qui deviennent des moyens de circulation (la monnaie ne préexiste pas au crédit). Selon l'École de la circulation, si ce coefficient multiplicateur est suffisamment stable et si la création de billets est régulée, il en résulte que toute l'offre de monnaie et de crédit est contrôlée puisque la base à laquelle s'applique le multiplicateur est bloquée. Les dépôts se contractent selon un facteur multiplicateur (du fait du coefficient de réserves) en réaction à la contraction des billets. Cependant, un auteur comme Torrens se rend compte de l'instabilité du multiplicateur (Torrens, 1858).

Apparaissent donc ainsi établis les principes d'une régulation du crédit à partir de l'offre de monnaie(17). Il n'y a donc pas lieu de distinguer deux fonctions séparées de la Banque d'Angleterre : d'une part celle de réguler la valeur et la quantité de la monnaie, et d'autre part, celle de soutenir la structure du crédit national c'est-à-dire, d'une part, celle de mener la politique monétaire et, d'autre part, celle de prêteur ultime. Car pour accomplir ces deux fonctions elle doit se reposer sur le même principe et le même mécanisme qui est celui d'une stricte proportion entre ses émissions et ses réserves, principe dont elle ne doit pas s'éloigner et qui ne souffre aucune exception même en des cas particuliers. La réforme de 1844 appliquée à la Banque d'Angleterre permettra justement de mettre en œuvre de façon indéfectible ce principe.

L'Act de Peel divise la Banque d'Angleterre en deux départements : le département d'émission (issue department) et le département de banque (banking department). Le but est d'obtenir ainsi que la variation de la quantité de billets émis suive exactement la variation de l'encaisse-or de la banque c'est-à-dire les mouvements d'entrée et de sortie d'or du pays. Le mécanisme mis en place aboutit à limiter automatiquement les opérations de crédit du département de banque par le niveau de l'encaisse or du département d'émission. Seul le département d'émission émet les billets couverts à 100% par le métal et ne les remet au département de banque que contre l'or que celui-ci lui apporte. Les billets sont ensuite mis en circulation à l'occasion des escomptes par le département de banque. Les liquidités du département de banque sont donc obtenues sous forme de billets qu'il reçoit du département d'émission et dont il garde une partie en réserves. Ainsi son activité est limitée par ses possibilités d'obtenir ainsi de la liquidité. L'émission des billets à l'occasion des escomptes ne repose plus sur le comportement autonome et discrétionnaire de la banque d'Angleterre qui pourrait abuser de son pouvoir et imposer une « circulation forcée » mais sur la volonté du public de détenir des billets et sur les forces « naturelles » d'équilibre des paiements extérieurs. Il s'agit d'une première forme de ce que l'on appellera ensuite une caisse d'émission.

Cependant, les insuffisances de l'Act de 1844 ont été notées. En particulier, s'il règle l'émission de billets, il ne permet pas de réguler les autres instruments de crédit qui servent aux paiements, tels que les instruments scripturaux (comptes qui circulent par chèques ou virements) (18). Donc la surémission de monnaie peut continuer sous d'autres formes que les billets. Celle-ci résulte de l'instabilité du multiplicateur et de la substitution entre formes de monnaie. À partir d'un même niveau de billets, une proportion variable d'autres instruments de crédit peut être créée. C'est ce que note I. Fisher.

« In England the inadequacy of reserves against notes had scarcely been remedied in 1844 when it reappeared on the form of indequacy of reserves against deposits. When Sir Robert Peel applied essentially a 100% principle to part of the English note issue, checking deposits had not yet become a problem. They scarcely existed. But they speedily became a problem through the same abuse which had previously made bank notes a problem. (...)

Instinctively, checking deposits were resorted to by banks as a way of circumventing the restrictions on note issues. This modern deposit peril thus takes place of the old bank note peril. » I. Fisher (1935), p. 46.

Les erreurs de l'Act de 1844 ont été reproduites, aux États-Unis, par le Federal Reserve Board, qui se préoccupe de maintenir le niveau de réserves par rapport à ses billets et non par rapport aux dépôts (notamment les réserves en métal ; pour Fisher, le problème n'est pas le niveau des réserves métalliques, et il faut même supprimer l'étalon-or). Aux États-Unis se développe aussi la quasi monnaie par substitution aux billets. Or, il y a plus de risque de demande de remboursement par les clients des dépôts que des billets du FED.

«Or if 40% is necessary for the notes, much more than 40% ought to be required for deposits. The reason why the two reserve requirements are so inconsistent is doubtless to be found in history. Bank notes had been subject to long abuse —« wild cat banking » -the memory of which now deters the bankers from exploiting notes; but deposits have behind them no such history or memory. So deposits are exploited by the bankers of today as their forefathers exploited notes. The present depression is the logical result. » I. Fisher, 1935, p. 50

C'est pourquoi, si l'on veut rendre les principes de l'École de la circulation efficaces, afin d'imposer une proportionnalité stricte entre circulation monétaire et réserves, il faut se concentrer sur le problème de la monnaie qui circule sous forme de chèques (checking deposits) et lui imposer aussi (ce que n'a pas fait l'Act de 1844) un coefficient de réserves de 100 %. Il faut réguler les dépôts, mettre la monnaie à l'abri des prêts qui créent les dépôts. Cette réforme est nécessaire car le système actuel est responsable des crises bancaires et de la destruction de monnaie qu'elles ont entraînée dans le cadre de la Grande Dépression.

2. « la monnaie à la merci des prêts » et les cycles

Cette réduction de la masse monétaire a accentué la crise économique dans le secteur réel. En effet, I. Fisher se réfère à son analyse de la déflation par la dette, une présentation de la récession accentuée par le surendettement (Fisher, 1935, chapitre 7)(19). Il montre l'enchaînement de causes qui conduisent à la liquidation d'une situation de surendettement : les ventes de détresse, la contraction de la monnaie bancaire qui circule par chèques lorsque les prêts bancaires sont remboursés, le ralentissement de la vitesse de circulation, une baisse du niveau des prix puisque la masse monétaire et la vitesse se réduisent, une baisse encore plus grande de la valeur nette des entreprises précipitant des faillites, une baisse des profits, de la production et de l'emploi, une perte de confiance et la thésaurisation, une baisse du taux d'intérêt nominal et une hausse du taux réel conformément à la théorie du taux d'intérêt de Fisher selon laquelle le taux d'intérêt réel est le taux nominal déflaté des prix. Selon lui, ce schéma est aggravé car la monnaie bancaire est créée à partir du crédit bancaire ; il en résulte que la contrainte de remboursement des crédits pèse sur la masse monétaire et la contracte. Ce fait est la cause primordiale de la baisse des prix si l'on applique la théorie quantitative de la monnaie et que le niveau général des prix est déterminé par la quantité de monnaie.

Ainsi selon Fisher, le fait essentiel de la crise est la destruction de monnaie par les banques ; les booms et dépressions donnent lieu à des fluctuations de la monnaie émise par les banques. La monnaie est à la merci des prêts. Et ceci est dû au système de réserves fractionnaires qu'appliquent les banques car c'est dans ce système que la monnaie est créée par les crédits ; c'est donc pour éviter les crises que Fisher propose un plan de réforme de ce système.

« Thus our national circulating medium is now at the mercy of loan transactions of banks; and our thousands of checking banks are, in effect, so many irresponsible private mints.

What makes the trouble is the fact that the bank lends not money but merely a promise to furnish money on demand – money it does not possess. The banks can build upon their meager cash an inverted pyramid of such « credit », that is , cheching book money, the volume of which can be inflated and deflated. » I. Fisher (1935), p. 7.

En effet, la monnaie bancaire (sur les comptes de chèques) selon Fisher est totalement différente de la monnaie manuelle. La première représente la seconde et, pour être acceptée, nécessite la permission spéciale du créancier qui la reçoit. De plus, dans le cadre du système actuel de réserves fractionnaire, si tous les déposants demandaient en même temps leur monnaie sous forme liquide, les banques ne pourraient leur fournir à moins de pouvoir réaliser des actifs. Car, depuis le temps des « goldsmiths », les banques ne conservent pas toutes les liquidités qui sont déposées chez elles en caisse. Elles les reprêtent. Audelà de la fonction de banques de dépôt ou de simple dépositaire en consigne (qui au début était liée à un coefficient de réserves de 100 %), elles ont acquis celle de banque de prêt qui implique un coefficient de réserve fractionnaire (inférieur à 100 %). Ce fut l'évolution de la Banque d'Amsterdam (Fisher, 1935, chapitre 3).

Il est ainsi possible, par exemple, que la banque reprête ses réserves dix fois car I . Fisher parle du système actuel comme d'un système « 10 % réserves ». À partir d'un dépôt initial d'un premier client, elle fait un premier prêt sous forme d'une ouverture de découvert à un autre client (tandis que le premier, détenteur du dépôt initial, peut toujours aussi bien utiliser son dépôt pour payer), prêt qui donnera lieu à retour dans ses livres en un nouveau dépôt. À partir de ce nouveau dépôt s'opère un autre prêt à un autre client qui opère un nouveau dépôt et ainsi de suite... Le volume total des prêts et donc de la monnaie sur les comptes de chèques est donc égal à dix fois le volume des réserves initiales (la véritable monnaie manuelle) déposées chez elle(20).

Le mécanisme suppose qu'il n'existe qu'une seule banque dans la communauté. Il y a donc multiplication de la monnaie bancaire sur les comptes de chèques(21). Les banques sont des firmes qui « produisent « de la monnaie. Le problème est que si la monnaie est créée à partir des prêts, elle est aussi détruite par leurs remboursements. Quand la déflation arrive, les banques cessent de prêter et le public est privé d'une partie de la circulation monétaire. Ce mode de création de la monnaie la soumet à des fluctuations très fortes. On retrouve donc le problème déjà posé par l'École de la circulation, à savoir la multiplication des crédits qui crée une surémission de monnaie et détend le lien entre monnaie et réserves, introduisant une source de fluctuations plus grandes de l'activité économique.

« If the two parties, instead of being a bank and an individual, were an individual and an individual, they could not inflate the circulating medium by a loan transaction, for the simple reason taht the lender could not lend what he didn't have, as banks can and do. (...)

Only commercial banks and trust companies can lend money which they manufacture by lending it. The Savings Bank does not create its deposits. It lends the funds deposited in it. And by the same token, two individuals cannot deflate the circulating medium by liquidating; neither can a savings bank and an individual. » I. Fisher (1935), p. 38

De ce fait, les banques vont ainsi créer la déflation. Car elles cherchent à augmenter leurs réserves afin de diminuer leur risque de liquidité et il y aura une diminution nette de la quantité de monnaie.

- « The banks get cash from the public by calling such loans as are call loans, or by refusing to renew loans coming due, or by selling to the public some of their investments. They demand cash in order to meet demands for cash by their depositors, so that the actual cash they pay out now adds nothing at all to the public's net total volume of cash, since it must come out of the public in the first place. The bank simply robs Peter to pay Paul. But the deposits, of course, shrink with every pay-off of deposits, so that the total circulating medium in the hands of the public shrinks by the shrinkage of deposits. » Fisher (1935), pp. 64-65
- « In this contest the banks will not be content to get money from the public merely fast enough to pay back to the public. They will, in most cases, get it faster than that, so as to be in a « more liquid » position to weather the storm. (...) But the dominant motive of the banks is to save their own skins, and the net result is to increase their cash reserve at the expense of the circulating medium of the public. In effect, they, for the time, become the enemies of the public » Fisher (1935), p. 68

Il est vrai que ceci n'est possible que s'il n'existe pas de prêteur ultime. La crise selon Fisher ne se manifeste donc pas seulement au niveau microéconomique par des faillites bancaires mais aussi au niveau macroéconomique par une contraction du stock de monnaie selon la logique quantitativiste. On retrouve ce type d'explication des conséquences de la crise des années 1930 chez M. Friedman(22). D'où la nécessité d'une régulation monétaire.

Durant les crises, il se produit en effet des variations du taux d'intérêt très abruptes. On se souvient des arguments des partisans de l'École de la circulation selon lesquels les fluctuations du taux sur le marché monétaire sont plus fortes dans un système à réserves fractionnaires du fait de la succession des booms et dépressions, due aux retards de la politique monétaire en cas de sorties de métal. Selon Fisher (1935, p. 106), les facteurs déterminants du cycle sont le surendettement par crédit bancaire et la déflation(23) qui s'en suit.

Dans le cas d'un boom, qui peut démarrer s'il existe une différence positive entre le taux de profit et le taux d'intérêt, le taux nominal monte d'abord; mais le taux réel d'intérêt baisse (en dessous de zéro) du fait de l'inflation et de la dépréciation de la monnaie, ce qui favorise encore les emprunteurs et les incite au surendettement. Il se produit donc une évolution divergente du taux d'intérêt nominal et du taux réel (Fisher, 1935, p. 130). L'inflation se développe de façon cumulative tant que le taux d'intérêt n'a pas retrouvé son niveau normal. Le retournement du cycle s'opère parce que les banques relèvent leur taux nominal, du fait de la baisse de leurs réserves. Le taux réel monte au-dessus de son niveau normal et il se produit alors une déflation cumulative, pour des raisons symétriques de celles de la phase précédente.

L'effet de la hausse des taux d'intérêt réels se fait sentir sur l'ensemble de l'encours des dettes passées accumulées et non seulement sur les nouveaux prêts. Fisher décrit, certes, l'enchaînement des événements de la déflation par la dette qui inclut une baisse de la valeur nette des entreprises, précipitant les faillites (Fisher, 1935, p. 108). Mais il insiste sur un second effet, qui est lui monétaire, puisqu'il consiste en une contraction des encaisses nominales agrégées et en une baisse du multiplicateur de base monétaire (par fuite des dépôts mais aussi par augmentation des réserves des banques par rapport aux dépôts puisque les banques cherchent à contracter le volume de leurs prêts, ce qui est indépendant des paniques bancaires), qui empêche le mécanisme stabilisant de l'effet d'encaisse réelle de jouer(24). Ce dernier effet monétaire n'est pas une nouveauté par rapport aux analyses de 1911. On retrouve un cadre quantitativiste. Car on doit noter que, dans le texte de 1935 (100 % Money) que nous analysons, Fisher insiste particulièrement sur l'effet monétaire pour justifier son plan de réforme bancaire.

C'est pourquoi, en réalité, le système actuel de « 10 % réserves » ne favorise pas les emprunteurs. Il semble que le taux d'intérêt nominal soit plus bas en raison de l'accroissement de la quantité de prêts permis par l'existence des banques mais cet avantage est illusoire du fait des booms et dépressions. Car les emprunteurs y perdent en fait plus qu'ils n'y gagnent car ils perdent leur solvabilité et crédibilité et subissent la réduction de l'offre de crédit lorsque les banques ont besoin de liquidités.

Il faut bien comprendre, selon Fisher (1935, p. 124), que, si l'emprunteur quelconque (c'est à dire de petite taille et qui n'a pas de poids dans la négociation avec la banque) paiera peut être un taux nominal plus haut dans le système à « 100% réserves », sur le long terme celui sera plus stable. Alors qu'aujourd'hui il varie grandement et de plus, dans certaines circonstances comme les dépressions, d'ailleurs créées par les banques, cet emprunteur ne peut pas emprunter du tout, même à n'importe quel taux, car les banques doivent reconstituer leur liquidité et cessent de prêter.

3. le plan de réforme de I. Fisher

L'idée essentielle consiste à supprimer le lien entre crédit et monnaie. Les banques devront observer un coefficient de réserves de 100 %. Tous les comptes de chèques ne pourront faire circuler que de la monnaie déjà « en caisse ». Le but est d'aligner toutes les formes de monnaie bancaire sur les billets ; aller au-delà des principes de l'Act de 1844 en imposant la même règle aux dépôts qu'aux billets. Fisher pense même que le problème des billets n'est plus important puisque la monnaie est principalement composée de comptes chèques.

La monnaie sera émise par une commission spéciale et gouvernementale ; elle sera remise aux

banques contre la partie de leurs actifs qui correspond à leurs prêts. Elle servira donc de réserves aux banques et ne pourra pas, par elle-même, faire varier la circulation monétaire du pays. Il y aura donc substitution de cette monnaie aux titres des banques et à l'avenir, une fois ce processus terminé, un coefficient de réserves de 100 % en cette monnaie sera observé à tout moment. Les dépôts étant entièrement reliés aux réserves, tous les instruments de paiement se comporteraient comme les réserves, comme s'il s'agissait d'une circulation de monnaie manuelle uniquement. On retrouve les propositions de l'École de la circulation : une circulation de papier qui se comporte comme s'il s'agissait d'une circulation métallique (des certificats de métal), comme si les réserves métalliques circulaient. Dans le système proposé par Fisher (« 100 % money » à distinguer du système actuel de « 10 % money »), il n'y a plus de différence entre ce qui est monnaie manuelle (monnaie effective) et instruments de crédit qui circulent.

Fisher précise qu'il s'agit d'un plan de nationalisation de la monnaie mais non de l'activité de banque ou de crédit (Fisher, 1935, p. 18). L'émission de monnaie est gérée par l'État et elle est distribuée et mise en circulation (sa répartition entre les utilisateurs d'une masse prédéterminée par l'État) par les banques privées.

« Let the Government, through an especially created « Currency Commission », turn into cash enough of the assets of every commercial bank to increase the cash reserve of each bank up to 100% of its checking deposits. In other words, let the Government buy (or lend money on) some of the bonds, notes, or other assets of the bank with money(25), especially issued through the Currency Commission. Then all check-book money would have actual money – pocket-money – behind it » Fisher (1935), pp. 8-9.

Les banques sont donc divisées en deux départements : un département qui continue à faire du crédit mais sans émette de monnaie ou gérer des comptes chèques, et un département d'émission qui gère les paiements en chèques dont les dépôts sont entièrement couverts par de la monnaie manuelle (qui est de la monnaie manuelle émise par le gouvernement). On reconnaît les principes de la séparation de la Banque d'Angleterre en deux départements selon l'Act de 1844 : un département de banque et un département d'émission.

« The money subject to check would, as elsewhere stated, be kept in a separate « Check Bank » which would be a department of the original bank, or affiliated with it. Each original commercial bank would thus be split into a Check Bank or Department and a Loanand-Investment Bank or Department.

The Loan Department, could, of course, like any other depositor, deposit its own cash in the warehouse-bank or department, and draw out this cash or transfer it by check » Fisher (1935), p. 53.

Les avantages sont d'abord que le risque de liquidité ou de transformation des banques disparaît ainsi que les « runs » et faillites bancaires. Les déposants ne craindront plus que la banque ne puisse les rembourser puisque la monnaie qu'ils demanderaient est toujours dans la banque (Fisher, p. 10). Le risque bancaire est donc réduit, y compris le risque de défaut car la monnaie qui est émise est gagée sur le crédit du gouvernement des États-Unis.

Ceci constitue notamment une solution au problème du risque de liquidité tel qu'il est traité dans le cadre du modèle de Diamond et Dybvig (1983), mais alors il n'y a plus d'assurance de liquidité fournie par les banques. Wallace (1996) développe ce point. Il montre que les propositions actuelles de « narrow banking », qui sont la version contemporaine des projets de banques ayant 100% de réserves(26), visent à établir des banques n'émettant que des dépôts gagés entièrement par des actifs liquides. Cependant, ces propositions ne se basent pas sur une théorie (ou un modèle) bancaire. En particulier, elles ne montrent pas en quoi leur solution est nécessaire car elle permettrait logiquement de résoudre les effets néfastes de l'illiquidité bancaire. Car le problème que les propositions de « banques étroites »sont supposées résoudre n'existerait pas si les banques n'étaient pas illiquides. Or il existe des théories qui explicitent ce point. En particulier, le modèle de Diamond et Dybvig (1983) est utile car il montre pourquoi les banques sont illiquides et quel service elles rendent ce faisant. Wallace (1996) prolonge la version originale de ce modèle pour traiter explicitement des propositions de « narrow banking » (que ces auteurs ont cependant aussi critiqué dans Diamond et Dybvig (1986) et Dybvig (1993)) et montrer de façon fondée théoriquement comment ces propositions, en supprimant la prise de risque de liquidité par les banques, auraient des conséquences négatives sur l'économie.

Car les propositions de « narrow banking » sont interprétables dans les termes du modèle de Diamond et Dybvig (1983) si l'on introduit dans ce modèle le cas où le système bancaire est liquide au sens où il peut « accomoder » tout schéma de proportion des retraits entre agents qui sont « impatients » et ceux qui sont « patients » ; en ce sens il n'a plus d 'exigibilités fonction de celles des déposants. Cependant, puisque ce système bancaire fournit alors une allocation équivalente à celle d'autarcie aux agents, ceci aboutit à supprimer le rôle du système bancaire qui améliorait justement cette allocation ; résoudre l'illiquidité bancaire aboutit à supprimer le problème qui l'avait fait naître (27).

4. La régulation monétaire et bancaire

Revenons à I. Fisher. Selon lui, les variations de la masse des dépôts qui circulent par chèques et de toute la circulation monétaire seraient régularisées. En effet, la monnaie ne serait plus créée au rythme du crédit, c'est-à-dire de l'accroissement des prêts et de leurs remboursements ainsi que de leur ralentissement. Il en résulte une limitation des cycles économiques et une plus grande stabilité de la valeur de la monnaie.

Dans le système bancaire actuel (dit à « 10 % réserves »), les liquidités peuvent être reprêtées à l'infini. La multiplication des dépôts se fait à partir d'une base faible en liquidités. Au contraire, selon Fisher, son plan de

réforme permettra une plus grande stabilité du taux d'intérêt. Il évitera ainsi toute contraction de la circulation monétaire en cas de déflation et même il favorisera une plus grande régularité de l'offre de monnaie et donc évitera des variations de prix, si l'on suit la théorie quantitative. La variation de la quantité de monnaie n'est plus contrôlée par les banques mais par la commission gouvernementale d'émission de la monnaie qui suit une règle monétaire (Fisher, 1935, p. 15). Elle doit « diriger » la monnaie de façon à ce que l'indice des prix retenu soit stable. La monnaie n'étant plus émise en fonction du crédit, si le public rembourse ses emprunts (faits non à partir de monnaie « nouvelle »), cela ne diminue en rien la quantité de monnaie ; il y a simplement une nouvelle répartition.

« Under the 100% system, when bank loans increased or decreased, the volume of the checking deposits would not be affected any more than when any other sort of loans increased or decreased. These deposits would be part of the total actuel money of the nation, and this total could not be affected by being lent from one person to another. » Fisher (1935), p. 13

Les buts poursuivis dans la régulation d'un système bancaire sont doubles et distincts : d'une part, la stabilité du niveau des prix obtenue par la gestion de l'offre de monnaie par la commission monétaire et d'autre part, la stabilité des banques par la mise en place d'un coefficient de réserves à 100 %. Les objectifs de la politique monétaire (la monnaie) et de la politique bancaire (ou du crédit) sont séparés analytiquement mais sont en fait confondus dans leurs moyens. Cependant, la politique monétaire a un rôle primordial.

Il est nécessaire que la quantité de monnaie suive le mouvement des affaires, mais ceci ne peut s'opérer en liant monnaie et endettement. Car, ainsi que nous l'avons vu, dans le système actuel, le développement des prêts entraîne un développement des comptes de chèques (la monnaie) plus rapide que celui de l'activité économique. Il en résulte une hausse des prix et des profits durant les phases de booms. Il y a d'autre part une tendance permanente au surendettement et donc à la trop grande prise de risque de défaut par les banques. Et la liquidation de ces prêts amène normalement la quantité de comptes chèques à se contracter plus vite que l'activité économique, de telle sorte que le niveau des prix et des profits baisse habituellement lors de la dépression (Fisher, 1935, p. 160). Au contraire, si le niveau de la quantité de monnaie restait stable (ou augmentait lentement et non plus rapidement que l'activité économique) durant les phases d'expansion de l'activité économique, il ne se produirait pas de hausse des prix, et pas de baisse des prix en phase de récession. Ceci est possible dans le système « 100 % réserves » car les prêts augmentent avec l'activité économique, mais pas la monnaie.

La banque centrale n'a, dans ce cadre, qu'une seule fonction : celle d'assurer la stabilité de la valeur de la monnaie. Celle-ci est définie par un indice des prix. La stabilité de la valeur de la monnaie ne doit pas être appréciée par rapport à un étalon tel l'or, qui est instable et parce que la convertibilité en or rend le système bancaire encore plus instable, vu la faible quantité d'or disponible. On retrouverait les mêmes problèmes qu'avec le système de « réserves à 10 % ». Les banques n'auraient jamais assez de liquidités. Il faut donc gérer la monnaie à l'aide d'une règle prédéfinie (28).

La politique bancaire est très réduite. Dans le nouveau système « 100 % réserves », la banque centrale n'a pas la fonction de prêteur en dernier ressort car le risque de transformation n'existe plus pour les banques et elle n'a donc pas à leur fournir de la liquidité en urgence. Les banques sont toujours liquides. Il en résulte que, dans ce système, il suffit de petites variations de la quantité de monnaie pour assurer la stabilité des prix. Il n'est pas besoin de la faire varier fortement puisque la déflation n'existe plus. On retrouve les propositions de l'École de la circulation selon lesquelles la banque centrale n'a pas à assurer le rôle de prêteur en dernier ressort. Fisher critique les modalités d'action de la Federal Reserve Bank, depuis sa création, en tant que prêteur en dernier ressort. Ses prêts peuvent accroître les réserves des banques, mais en fait ceci leur a permis de supporter des coefficients de réserves encore plus petits et ceci n'a pas supprimé les faillites bancaires (notamment en 1920) qui ont même été de plus grande ampleur qu'avant sa création (Fisher, 1935, p. 44).

5. Les « banques étroites »

Dans le système de réserves à 100 %, les banques n'ont pas besoin de reconstituer leurs réserves ou leurs liquidités puisque ces dernières sont fixées une fois pour toutes ; il ne peut donc se produire de restriction du crédit de ce fait. Le crédit n'est pas lié à la monnaie que les banques créent mais à l'épargne (Fisher, 1935, p. 75). On retrouve donc la tradition classique puisque les investissements et les prêts bancaires ne sont possibles qu'à partir d'une épargne préalable déposée chez elles.

Les banques deviennent alors de simples intermédiaires financiers entre épargnants et investisseurs. Dans le projet de réforme de Fisher, les banques prêteraient de l'argent, soit à partir de leur propre capital, soit à partir de l'argent reçu de leurs clients et placé en épargne (Fisher, 1935, pp. 12 et 16). Les dépôts qui circulent par chèques (checking deposits) sont très différents des dépôts d'épargne (saving deposits). Ces derniers représentent un investissement tout comme un titre qui rapporte un intérêt. Cet investissement, tout comme n'importe quel titre, ne requiert pas d'être gagé sur des réserves à 100 %.

« But loans normally come out of savings, and the growth of the loans should depend on the growth of the savings, and not be either stimulated or hampered, as they are now, by a monetary system unduly expanding and contracting.

Of course the volume of loans can exceed the volume of money just as sales do. The same money can negotiate one loan after another just as it can negotiate one sale after another. It can even come back to the same savings bank and be relent. So long as the loans are made out of real money and not out of money manufactured by the lender, for the purpose, they will not violate the principle of the 100% system. » Fisher (1935), pp. 79-80

« Thus, under the 100% system, the chief function of the loan department would be that of a broker between savers and enterprising borrowers of the savings. The rate of interest would register the supply and demand of theses savings. This might mean at various times a slower or a faster increase of production and productive enterprise than now, but the net increase in the long run would be faster than now, as well as steadier, because not interrupted by so many, or so severe, depressions. » Fisher (1935), p. 82

Les banques sont alors neutres et non distinguables des marchés ou des autres agents individuels opérant sur les marchés. De plus, étant plus liquides dans le cadre du projet de réforme, elles pourront améliorer la qualité de leurs prêts. Elles pourront détenir des actifs à plus long terme et en plus grande quantité, et des actifs plus rentables que ceux qu'elles étaient obligées de détenir avant par peur des « runs » car il s'agissait d'actifs à court terme (Fisher, 1935, p. 138).

Les prêts sont donc de la monnaie déjà existante épargnée et transférée d'un individu à un autre par l'intermédiaire de la banque. Il n'y a donc pas d'augmentation du volume total de la monnaie. Un individu en reçoit si un autre s'abstient de consommer. Ceci est opéré sur le marché des prêts et non celui de la monnaie (« le soi-disant marché de la monnaie », selon Fisher, 1935, p. 166). Sur ce marché des prêts se détermine le prix des prêts ou de l'épargne, le taux d'intérêt (qui est donc fondamentalement réel) et non le prix de la monnaie, qui est le niveau général des prix. La monnaie n'est que l'intermédiaire des échanges et le véhicule en lequel se font les prêts. Les banques n'ont pas alors un comportement différent d'un autre agent prêteur. La politique monétaire de régulation de la quantité de monnaie n' a pas à se préoccuper de l'activité des banques, mais de celle de la commission gouvernementale que veut créer Fisher.

« The so-called « money market » should be simply the market for loans from Jones to Smith, not the source of the circulating medium for Jones and Smith. Intrinsically, loans have nothing to do with putting more money or less money into circulation.

The true abundance or scarcity of money is never registered in the loan market. It is registered by the index number of prices. » Fisher (1935), pp. 166-167

On peut citer des prolongements contemporains des idées introduites par Fisher.

- M. Allais ou M. Friedman(29) proposent de séparer banques de dépôt qui effectueraient les paiements en monnaie de base et banques de prêts qui feraient des crédits à partir d'emprunts de même terme (des intermédiaires financiers) afin de mieux contrôler l'émission de monnaie bancaire et d'éviter l'instabilité bancaire. La même suggestion a été faite par Tobin (1985)(30). Plus récemment, d'autres propositions tendant à réduire les banques à une activité « étroite » (ou à des prêts à court terme) (narrow banking(31)) sont apparues. D'autres encore visent à remplacer les banques par des institutions financières de type « money market funds » ou fonds mutuels investis en titres du marché monétaire. Ceux-ci utilisent les fonds qu'ils collectent pour acheter des titres financiers sans risque. Ils peuvent fournir des services de paiement aux détenteurs de leurs parts émises dans le public c'est à dire faire des opérations analogues à celles effectuées sur des comptes de dépôts bancaires (virements etc...).
- C.A. Goodhart (1990) considère que ces fonds mutuels sont aussi à même que les banques de fournir des services de paiements(32). Différents intermédiaires financiers peuvent le faire. Il propose donc que les services de paiement soient effectués par des fonds mutuels qui investiraient en titres de marché dont la valeur fluctuerait. Ils émettraient en contrepartie des parts dans le public dont la vente servirait aux paiements(33). Car, selon lui, ce n'est pas la fonction de gestion des moyens de paiement qui est caractéristique des banques et nécessite qu'elles soient soutenues par une banque centrale, mais le fait qu'elles détiennent à leur actif des titres non négociables et illiquides (du fait qu'ils « incorporent » une information privée) ; c'est du côté du rôle particulier que le crédit bancaire joue pour certains emprunteurs qu'il faut chercher leur raison d'être (ce qui détermine à son tour le caractère particulier de leur passif qui sont des dettes à valeur fixe). Il s'agit donc bien de définir le rôle des banques à partir du risque de transformation. Selon lui, la source de l'instabilité bancaire subsiste et n'est pas résolue par l'existence de fonds mutuels qui prennent en charge la gestion des paiements. Ce point le différencie donc de l'analyse de Fisher ; cependant « la monnaie est aussi à l'abri des prêts »et ne subit plus les effets de l'instabilité bancaire.

Fama (1980) décrit les banques comme ayant deux fonctions : l'une de fourniture de services de transaction et l'autre de gestion de portefeuille. Il propose que la première soit remplie par des « banques » qui deviendraient analogues à des fonds mutuels investissant en titres de marché. La monnaie est remplacée par des actifs financiers. Il est cependant possible de maintenir une « monnaie manuelle » (billets et pièces) dans le système financier qui serait émise par le gouvernement. Le problème de l'inflation est alors uniquement réduit à celui du contrôle du stock de cette monnaie.

Conclusion

Nous avons pu établir la similarité des arguments en faveur de l'existence de banques ayant un coefficient de réserves de 100% utilisés par les partisans de l'École de la Circulation (en faveur de la réforme de la Banque d'Angleterre en 1844) et par I . Fisher dans son plan de 1935. La même volonté de supprimer le risque de liquidité des banques et les conséquences sur la fluctuation de l'offre de monnaie en est l'objet. les mêmes préoccupations sont à l'origine des propositions contemporaines de « banques étroites ». Il en résulte alors une conception de la monnaie séparée du crédit et des banques comme de simples intermédiaires financiers

Notes:

- 1 Le texte de la communication sera disponible en anglais lors des 20 èmes Journées Internationales d'Économie Monétaire et Bancaire, Birmingham, 5-6 juin 2003, sous le titre « Circulating medium not at the mercy of loan transactions » : from I. Fisher's plan (1935) to present proposals of « narrow banking ».
- 2 Université de Paris XII, Faculté de sciences économiques et de gestion, et PHARE (Pôle d'histoire de l'analyse et des représentations économiques, FRE 2541)
- 3 Nous avons tenté de retracer une partie de ce débat dans Diatkine S (2002).
- 4 M. Allais, 1967; M. Friedman, 1959.
- 5 Nous reviendrons sur ce point plus loin.
- 6 H. Simons (1934). On peut aussi citer dans le même ordre d'idées L. Currie (1934). Pour une analyse de ces textes, voir les articles rassemblés par F. Capie (1993, vol. 6 et 10).
- 7 Sur ce point, voir D. Patinkin (1969).
- 8 H.E. Loef et H.G. Monissen (1999).
- 9 I. Fisher, 1932
- 10 W. Allen, « I. Fisher and the 100 percent reserve proposal », Journal of Law and Economics, 26, p. 704, cité par H-E. Loef et H. G. Monissen, op. cit, p. 87.
- 11 Schwartz A. (1989), Skaggs (1999). Nous avons présenté ces débats dans Diatkine S. (2000) et Diatkine S. (1995).
- 12 Torrens R., 1837; réédité in O'Brien, 1994, p. 34.
- 13 Contrairement à une interprétation souvent admise, les propositions de réforme du système monétaire de D. Ricardo ne sont pas identiques à celles de l'École de la Circulation car il n'envisage pas d'instaurer un coefficient de réserves de 100% mais seulement de fixer à la banque centrale un objectif en prix à respecter (et non en quantité). Elle doit faire varier la quantité de billets de façon à stabiliser le prix de la Livre en métal. Sur ce point voir Diatkine S. (1998)
- 14 Torrens R., ibidem, p. 61.
- 15 Torrens donne un exemple numérique par lequel il montre que les banquiers ne vont pas garder dans leurs coffres tout le montant de monnaie redéposée chez eux. « They would reissue the greater part of the sum , say 800000 of the 1000000 in the » discount of merchant bills, or in the purchase of government securities :... » (Torens, 1837, p. 11) Après plusieurs vagues de multiplication de crédits, qui dépendent de la partie de la circulation monétaire qui reste « in the hands of those who do not keep their cash with bankers ; while the remaining portion will be in the hands of those who do keep their cash with bankers [...] Whatever sums they may advance upon securities in the morning, the same sums will be returned to them in the evening, in the form of new deposits; and in this way the amount of their deposits must continu to increase, until they bear that proportion to the fixed amount of the returning cash, which the experience of the bankers may suggest to say and legitimate...Thus we see that, in consequence of the system of banking prevalent in this country, a fixed amount of circulating money be the basis of a fluctuating amount of credit money, even though the circulating money should be purely metallic. « (Torrens, 1837, pp. 11-16).
- 16 « He failed (Adam Smith- S.D.-) to recognise the important and generic distinction between issuing notes and making advances from deposits , in other words, between creating additional circulation and lending upon securities portions of the circulation already in existence ; ... » (Torrens R., 1858 ; réédité in O'Brien ed., 1994, p. 301 ; voir aussi, p. 318-319.)
- 17 O'Brien, 1994, IV, « Introduction », p. IX.
- 18 Ce fait a été confirmé par D.P. O'Brien (1998) qui montre, par une étude statistique et économétrique, que l'Act de 1844 a échoué dans la mise en œuvre d'une politique de régulation de l'offre de monnaie par la base monétaire (celle-ci comprend, outre les billets, les dépôts à la Banque d'Angleterre) et à stabiliser les agrégats monétaires et le niveau des prix. Il n'a, de plus, pas fait disparaître les crises bancaires.
- 19 Voir la note 23, p. 8.
- 20 Fisher, 1935, p. 30-31.
- 21 On retrouve l'analyse de Torrens (voir ci-dessus, p. 4).
- 22 M. Friedman et A. Schwartz, 1963.
- 23 I. Fisher intitule le chapitre 7 de 100% Money, « Booms and depressions », qui est le même titre que celui de son livre paru en 1932 ; il s'y réfère ainsi qu'à son article où il a développé une analyse de l'effet sur l'endettement de la déflation, « The Debt-Deflation Theory of Great Depressions », 1933, trad. 1988 (Fisher, 1935, p. 105). Sur ces ouvrages, voir R. Dimand, 1994.
- 24 Fisher, 1935, p. 108
- 25 Une note n'a pas été reproduite.
- 26 Wallace N. (1996), p. 3.
- 27 It shows that in this model narrow banking eliminates the role of banking. The proposition implies that using narrow banking to cope with the potential problems of banking illiquidity is analogous to reducing automobile accidents by limiting automobile speeds to zero. « Wallace (1996), p. 9.
- 28 Fisher, 1935, p. 169-170. On rejoint ici le débat entre règle et discrétion en matière de politique monétaire ouvert par les débats du XIXe siècle et qui continue jusqu'à nos jours.
- 29 M. Allais, 1967, p. 17-31; M. Friedman, 1959, p. 65-75.
- 30 J. Tobin (1985), p. 20.
- 31 Pour un exposé et une discussion de ces propositions, voir par exemple, N. Wallace, 1996.
- 32 C.A. Goodhart (1990), p. 86
- 33 ibidem, p. 96.
- Source: http://www.univ-orleans.fr/deg/GDRecomofi/Activ/diatkine_birmingham.pdf

« Lancement de la campagne européenne de Raoul Marc Jennar »

Vidéo filmée devant le mur des fusillés sur le plateau du Vercors : http://www.dailymotion.com/video/x94deb_npa-raoul-jennar-lancement-campagne_news

Résistance à l'AGCS

comble de l'abus de pouvoir contre les peuples :

« Ca commence à frémir »

une vidéo bien faite pour résumer le coup d'État secret de l'AGCS : http://video.google.fr/videoplay?docid=8215080427168435251

« Le Parlement européen, les services publics et l'AGCS »

Un rappel utile de *Raoul Marc Jennar* :

http://rmjennar.free.fr/?p=774

« L'AGCS: Vers la privatisation totale des services publics »

http://www.syti.net/AGCS.html

« Site d'information sur l'A.G.C.S »

http://agcs.free.fr/

« Réseau national des élus et collectivité hors AGCS »

http://www.hors-agcs.org/agcs/

« Mots pour maux ou le déni de démocratie »

Parodie de l'élaboration de l' « exposé des motifs » du TCE Un texte de 2005 encore très drôle, par Jean-Marie Harribey : http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/mots-maux.pdf

« Les langages hermétiques »

un grand classique des Inconnus :

http://www.youtube.com/watch?v=7w2VbOoXE2k
Une façon d'exercer le pouvoir et de le garder,
c'est de maîtriser langage abscons.

« 11 septembre: Présence d'explosifs au WTC »

Une nouvelle signalée par Reopen911 :

http://www.dailymotion.com/video/x93rvi_11-septembre-presence-dexplosifs-au_news

« Le réchauffement climatique (incontestable) n'aurait pas de cause humaine »

une avalanche de témoignages scientifiques tout à fait troublants : http://video.google.com/googleplayer.swf?docId=-4123082535546754758&hl=fr

Encore un **débat interdit**, comme celui sur le 11 septembre, alors qu'une bonne démocratie devrait mettre en scène toutes les opinions dissidentes.

Le site Pensée unique prend le contre-pied de l'orthodoxie du moment :

http://www.pensee-unique.fr/

Ils se trompent sûrement, comme tout le monde, mais il est bon qu'ils aient la parole.

« Analyse sévère de la crise financière, et pertinence d'une nouvelle commission Pecora »

Le journal très intéressant de *Bill Moyers* : c'est en anglais, mais avec un verbatim (une transcription) que l'on peut faire défiler pendant qu'on écoute le son, c'est un très bon exercice d'anglais ;-)

http://www.pbs.org/moyers/journal/04242009/watch2.html

Prenez le temps, c'est utile : les Américains comprennent très bien ce qui leur arrive.

« Le Sénat américain vote pour une nouvelle Commission Pecora! »

http://www.solidariteetprogres.org/article5371.html

Ne ratez pas cette bonne vidéo de synthèse sur les racines anciennes de la crise et sur l'importance vitale d'une enquête parlementaire courageuse, comme celle de **Pecora en 1933**: http://www.dailymotion.com/video/x8vhac_lindispensable-commission-pecora_news

« Obama et vous : Le péril béhavioriste » par Bertrand Buisson :

http://www.solidariteetprogres.org/article5332.html

« Time magazine vient de révéler que Barack Obama est devenu l'otage d'une clique de fondamentalistes, adeptes de l'"économie comportementaliste". Pour prendre la mesure du problème, disons qu'ils sont l'équivalent économique des néo-cons qui entouraient George W. Bush. Là où vous êtes intimement concernés, c'est que leur politique économique est bâtie sur une conception complètement tordue qui dépasse de loin le cadre de la Maison Blanche : vous seriez un rat de laboratoire sur lequel on teste la politique! » (Lire la suite...)

Julien Coupat : «l'antiterrorisme est la forme moderne du procès en sorcellerie» par *David Dufresne* sur Mediapart :

http://libertesinternets.wordpress.com/2009/04/25/julien-coupat-%c2%ablantiterrorisme-est-la-forme-moderne-du-proces-en-sorcellerie%c2%bb/scale-forme-moderne-du-proces-en-sorcelleriew-du-proces-en-sorcelleriew-du-proces-en-sorcelleriew-du-proces-en-sorcelleri

« Du côté de la police, on commence à paniquer, il faut trouver des éléments convaincants pour justifier tout cela... à mon avis il va y avoir une grosse manipulation sous peu, un truc qui va exploser dans la presse, que des zélés scribouillards comme Cornevin du Figaro se chargeront de relayer, et qui leur permettra de (tenter) de dire "Vous voyez, c'étaient des méchants, on a eu raison des les coffrer..." » (Lire la suite...)

« La vertu fanée des banques françaises »

http://www.solidariteetprogres.org/article5378.html

« Les interviews radio de Pascale Fourier :

Frédéric Lordon (6 mars 2009) »

http://jaidulouperunepisode.org/004_Lordon_2_sur_4.htm

Ne ratez pas ça.

Retranscriptions:

« Crise : la nécessaire nationalisation intégrale des banques (1/4) »

http://jaidulouperunepisode.org/TRANSCRIPTIONS/008_Frederic_Lordon_Crise_la_necessaire_nationalisation_integrale_des_banques.pdf

La video en 3 parties de 5 minutes faite grâce aux bons soins de Marianne 2:

- http://www.marianne2.fr/Crise-il-fallait-renflouer-les-menages-et-non-les-banques-!_a176937.html
- http://www.marianne2.fr/Pour-sortir-de-la-crise,-il-faut-nationaliser-toutes-les-banques! a176938.html
- http://www.marianne2.fr/Banques-les-Etats-Unis-eront-ils-obliges-de-nationaliser_a176966.html

« La crise est celle du "capitalisme de basse pression salariale" (2/4) »

http://jaidulouperunepisode.org/TRANSCRIPTIONS/009_Frederic_Lordon_la_crise_du_capitalisme_de_basse_pression_salariale.pdf

« Crise: Protectionnisme?... (3/4) »

 $http://jaidulouperunepisode.org/TRANSCRIPTIONS/010_Frederic_Lordon_crise_protectionnisme_ou_l_imputation_de_monstruosite.pdf$

« Crise: Monnaie, Union Européenne... et pommes de terre (4/4) »

 $http://jaidulouperunepisode.org/TRANSCRIPTIONS/011_Frederic_Lordon_crise_et\%20 catastrophe_a_venir.pdf$

« Appel à rassemblement devant toutes les mairies les lundis à 18h30 et le 1er mai après les manifs »

Un appel de "Spertacus" qui ressemble aux MOCRIES_:

http://www.legrandsoir.info/article8419.html

« Pour Paris, nos prochains rendez-vous : lundi 20 avril 18h30 mairie du 18° métro Jules Joffrin lundi 27 avril 18h30 mairie du 19° place Armand Carrel le 1er mai après la manif, Place de l'hôtel de ville

« Je reviendrai et je serai des millions » (Spartacus)

« Je ne veux plus... » Écrivons la suite ensemble

Rassemblons-nous devant la mairie de chaque ville, village ou arrondissement, chaque lundi à partir de 18h30. Osons affirmer ce que nous ne voulons plus avec enthousiasme, car ce qui nous donne du courage nous éloigne de la main de fer qui cherche à nous mettre à genoux. L'idée est de sortir de chez soi, de se rencontrer, d'exprimer nos peurs, nos souffrances, nos refus, nos plaintes, et de « porter plainte ». Cette « convergence » des luttes et des désirs, nous l'imaginons riche de tous, jeunes et vieux, avec ou sans emploi, avec ou sans logement, avec ou sans papiers... tous précaires dans ce monde-ci et puissants de nos capacités ignorées ou oubliées. Nous avons confiance dans l'intelligence collective du peuple qui n'a pas besoin d'experts pour s'exprimer. Ce n'est pas facile de se lever et de dire non, de sortir de chez soi, de sa solitude, de ses peurs. Comme le dit le sous-commandant Marcos, « il faut une certaine dose de tendresse pour se mettre à marcher avec tout ce qui s'y oppose... »

Apprenons à nous faire confiance et cessons de nous suspecter parce que nous sommes différents, de nous freiner avec des réflexes d'appareils qui ne servent que nos adversaires. **Soyons ouverts :** certains groupes, syndicats, partis s'associeront à notre démarche, d'autres pas, mais, si nous réussissons, nous nous retrouverons bientôt dans les rues, et ce ne sera plus un problème.

Et après...? Adoptons une perspective commune qui nous donne espoir, temps et outils pour coconstruire dans l'action un horizon : la grève générale comme premier pas, décisif, qui nous donne le temps et les moyens de nous rassembler et de nous organiser : déposer un moratoire sur le paiement des loyers, des crédits..., penser l'entraide (garde des enfants, confection de repas, etc.).

La grève générale ne se décrète pas, mais elle s'organise et se construit. Organisons-la à notre rythme!

Pour nous préserver de la tentation d'aller trop vite ou de prendre le pouvoir, nous devrons sans doute mettre en place des garde-fous (mandats impératifs, assemblées souveraines, délibérations publiques, révocation des délégués) afin de respecter le principe des zapatistes : « commander en obéissant ».

Utopique notre démarche? Le peuple qui rédigea les cahiers de doléances, les communards, les résistants avec le Conseil national de la résistance ont su inventer les formes de leur mouvement tout en luttant. Aujourd'hui même, en Amérique du Sud, des peuples inventent chaque jour un autre avenir pour eux-mêmes et leurs enfants!

En Grèce, en Guadeloupe et ailleurs, des luttes tenaces se sont construites à partir de milliers de gouttes d'eau qui ont su et voulu se rassembler ! Ne serions-nous pas capables de faire de même ? Sans oublier que le fait d'avoir essayé sincèrement sera une graine qui fleurira en son temps. Toute lutte contient le ferment de la suivante et, en cela, il n'y a pas d'échec du mouvement révolutionnaire, il n'y a que des étapes franchies.

Les grèves, pétitions, actes de désobéissance civile se multiplient depuis des mois et il faudrait rentrer chez soi avec la gueule de bois, nos revendications, nos espoirs, nos projets de société remisés jusqu'à la prochaine manif?

Le capitalisme, on en connaît les conséquences catastrophiques pour les femmes, les hommes, les corps et les esprits, l'humanité, les civilisations et la planète mais nous n'osons pas dire « NON » car tout se passe comme si nous avions besoin d'attendre un ordre, un signal venu d'on ne sait quel « en haut ».

Le changement ne peut venir que de nous, et se produire avec nous!

Le mouvement social, bien au-delà des organisations, associations, syndicats ou partis, c'est nous!

Prenons nos revendications en main et invitons chacun à nous rejoindre!

Diffusons ce message partout dans les entreprises, à la sortie des commerces, écoles, dans les associations de quartier, les PMI, les foyers de travailleurs immigrés, les transports en commun, les jardins publics... avec le lieu de rendez-vous :

« Retrouvons-nous lundi soir à 18h30 devant la mairie, on discutera de la suite à donner aux manifestations, grèves... Amenez à boire, à manger et à rêver... Signé : Je ne veux plus... »

Organisons-nous en communes autour des maisons du peuple. Désignons nos délégués pour faire le lien avec les différents lieux de lutte.

« Je reviendrai et je serai des millions » (Spartacus)

Pour le moment, donnez des nouvelles de vos réunions devant les mairies sur le site www.21mars2009.fr

Le 1er mai, après la manif : Assemblées populaires devant les mairies !»

Suite à une panne de serveur, les commentaires sur ma suggestion "Des bases juridiques pour les contre-pouvoirs"continuent ici :

« Commentaires relatifs au billet d'Étienne Chouard »

http://www.pauliorion.com/blog/?p=2809

« Espace collaboratif pour une "constitution pour l'économie" » Une intéressante suggestion de *Paul Jorion*: http://www.pauljorion.com/blog/?p=2870

> « La réforme de la juridiction administrative. Prolégomènes pour une transsubstantiation »

http://www.blogdroitadministratif.net/index.php/2009/04/01/232-parodiparodi-partners Une vraie perle... À savourer lentement...

"Le texte reproduit ci-dessous est un document qui circule au sein des Tribunaux administratifs et Cours administratives d'appel. Il est signé d'un auteur inconnu mais dont le talent est grand. Cette date du 1er avril est le moment idéal pour le diffuser plus largement".

Parodi § Parodi partners

CONFIDENTIAL DOCUMENT

DEVELOPMENT STRATEGY CONSEIL D'ÉTAT 2009-2020

La présente Note Stratégique a pour objet de fixer la Development Strategy de la holding Conseil d'État (ci-dessous groupe CE) à horizon 2020 et ses modes d'implémentation.

L'objectif est clear :

- Consolider la place de n°1 français du groupe CE en développant une politique agressive vis-à-vis des concurrents faire du groupe CE le leader européen des juridictions à horizon 2015, devant les deux leaders actuels, les groupes CJCE et CEDH
- faire du groupe CE le leader mondial des juridictions à horizon 2020, devant la US Supreme Court.

La Development Strategy a été élaborée par la Team de Strategists du cabinet Parodi&Parodi en 2 heures, pour un coût de EUR € 3.570.000.

Elle comporte 3 axes majeurs :

- 1. Rénover l'image du groupe CE et adapter ses méthodes aux « Défis de Demain™ »
- 2. Développer une Stratégie Agressive de Rayonnement et de Développement
- 3. Contribuer à un Monde Meilleur

""!!Diagnostic exclusif by Parodi&Parodi:

DES POTENTIELS ÉNORMES DE DÉVELOPPEMENT, DANS UN MONDE MODERNE EN MOUVEMENT

Forces

Fondé il y a plus 2 siècles, le groupe CE est riche de son image de savoir faire traditionnel : certains vieux produits (Blanco, Pelletier) bénéficient toujours d'une image positive chez les personnes âgées. Il bénéficie d'un réseau de filiales en expansion continue : les TA et CAA, tous membres de la holding CE

Faiblesses

However, le groupe CE souffre d'une image trop old school, inadaptée aux Défis de Demain : il faut savoir lire et écrire, le groupe fabrique des produits avec des phrases très longues, et le siège social est Vétuste et pas Pratique, loin des Centres de Décisions Stratégiques de Demain (La Défense, Londres, Pékin).

Atouts

D'après le Micro-Trottoir exclusif réalisé par les équipes de Parodi&Parodi devant le siège social du groupe CE, le groupe CE est mal connu des Consommateurs Potentiels de Justice Administrative, marque phare du groupe CE. Les correspondants locaux de Parodi&Parodi partners ont le même Retour Terrain : partout où le groupe CE a des filiales, le Potentiel de Développement est encore important.

De plus, le groupe CE est aujourd'hui dirigé par un Leader Charismatique Modernisateur capable de porter et d'implémenter le changement.

Menaces

Le groupe CE connaît une concurrence forte.

1. au niveau national:

a. avec le groupe Cour de Cass et ses nombreuses filiales présentes sur tout le territoire, axé sur une stratégie de main d'œuvre à bas prix et de produits de qualité douteuse.

b. sur la gamme prestige avec la PME Conseil Constit qui bénéficie d'un marché de niche avec son produit star : la Constitution™.

2. au niveau européen :

- a. le groupe CJCE qui bénéficie du régime fiscal avantageux du Luxembourg et profite de son positionnement de soustraitant européen des Questions de Droit Communautaire via son offre de Question Préjudicielle, vendue dans 27 pays.
- b. le groupe CEDH, société de droit alsacien qui développe une stratégie agressive de prédateur sur tout le continent et qui apparaît aujourd'hui victime de son succès (rupture des stocks fréquentes)[/b]

AXE STRATÉGIQUE 1 BY PARODI&PARODI : PROJETER LE GROUPE CE DANS L'ÈRE JUSTICEA

Pour répondre à ces défis, le groupe Parodi&Parodi a élaboré une stratégie de développement fondée sur un Lifting Conceptuel Complet du groupe CE :

LA MESURE PHARE

→ un nouveau nom, plus en phase avec les attentes du moment :

JUSTICEA: JUSTICE comme Justice et A comme Administrative, rappelant ainsi le Cœur de Métier du groupe et ses Racines, mais en les projetant vers la Modernité Contemporaine.

Une Nouvelle I mage:

- → Renaming de toutes les filiales du groupe : Justicéa Marseille, Justicéa Cergy, Justicéa Douai, etc.
- → Naming en trois catégories :
- Justicéa pour les anciens TA du groupe
- Justicéa first class pour les anciennes CAA du groupe
- Et Justicéa Premium pour le siège social.
- → Nouveau Logo, plus coloré, avec une photo d'enfant souriant
- \rightarrow Nouvelle Devise en remplacement de « Au nom du peuple français » jugé unanimement ringard : « Justicéa, pour un Monde Meilleur » $^{\text{TM}}$, à mettre sur tous les produits du groupe
- → Nouveau siège social : destruction du siège social actuel et construction de la plus haute tour du monde : 1799 mètres (en hommage à l'année de fondation du groupe), avec au sommet, un phare éclairant le monde : la JUSTICEA TOWER©, avec restaurant panoramique
- → Nouveau Naming pour tout :
- Les auditeurs deviendraient les « Junior advisors »
- Les maîtres des requêtes les « First advisors »
- Les conseillers d'État deviendraient les « Senior advisors »
- Les présidents deviendraient les « Executive directors »
- Les présidents adjoints deviendraient « Vice-Présidents »
- Le VP deviendrait le CEO
- Les rapporteurs publics deviendraient les « Public relations counselor »
- Le centre de documentation deviendrait « le Department of research », éligible aux fonds pour la recherche, avec implementation d'un laboratoire spécialisé en banlieue parisienne
- Les sous-sections deviendraient les « Départements ». Exemple : 7ème sous-section = « Départment of public markets & Military affairs »
- Les sections deviennent les Branches : ex : Section des Travaux Publics : Public Constructions Branch
- Le G14 devient le BOARD
- → Lancement d'une nouvelle gamme : Justicéa on demand©, avec choix du counselor
- → Introduction en bourse du groupe Justicéa à horizon 2013

De Nouvelles Méthodes de Travail :

- → Recours massif aux délocalisations avec organisation de téléconférences de jugement
- → Réassessement de tous les process à horizon 2010 pour implémenter le nouvel ingrédient magique inventé par les labos du groupe CEDH : le « Contradictoire™ »
- ightarrow Gates réguliers pour vérifier que les Décisions du CEO sont suivies
- → Généralisation du Power Point pour les conclusions du Public relations counselor avec projection dans des lieux publics
- → Insertion de coupures pub entre les conclusions sur chaque affaire
- → Lancement mondial de Justicéa TV et de Justicéa.com
- → Délocalisation des équipes d'aides à la décision et des secrétariats (Chine, Inde, Maghreb)
- → Élaboration d'une gamme de décisions eco-friendly, sans papier et sans motivation

- → Implémentation d'une stratégie d'intéressement pour les Counselors
- → Remplacement de la statistique par un contrat d'objectifs et de confiance personnalisé, avec évaluation hebdomadaire à 3600° par les pairs et engagement de 4 ans minimum
- → Stock-options pour les membres du BOARD
- → Parachute en or massif pour le CEO de Justicéa
- → Lancement de produits dérivés : peluche à l'image du CEO, mugs Justicéa, boules de neige « Justicéa tower© », lancement d'une Citroën Justicéa, gamme de produits de régime Juscitéa Light©.
- → Créations de compétitions sportives : la Justicea's Cup™, le Justicéa Tennis Tournament™
- → Organisation annuelle du Justicéa Forum avec présentation des nouveaux produits par le CEO, sur le modèle des shows d'Apple
- → Implémentation du plan média « Justicéa has a face (and a body)! » : le CEO tentera de battre le record du nombre de titres de CEO of the year délivrés d'affilée par le magazine Fortune via une politique d'omniprésence médiatique (points presse quotidiens, plateaux télé, clichés « volés » envoyés aux magazines people...)

AXE STRATÉGIQUE 2 BY PARODI&PARODI: IMPLÉMENTATION D'UNE STRATÉGIE AGRESSIVE DE RAYONNEMENT-DÉVELOPPEMENT (S.A.R.D.)

Au national:

- \rightarrow Lancement d'une OPA sur le groupe Cour de Cass, en pleine restructuration de sa carte de filiales restructuration des branches déficitaires, et ouverture de nouvelles filiales plus rentables : Justicéa for LoveTM, Justicéa for VictimsTM, Justicéa Business ClassTM, Justicéa for KidsTM...
- → Rachat de la PME Conseil Constit pour élargir l'offre et axer le groupe sur une image Luxe. Lancement d'une gamme Justicéa Deluxe Constit™
- → Développement d'une stratégie d'intégration verticale :
- absorption de l'ordre des avocats et la création de la filiale Justicéa Lawyers™ à horizon 2012
- création de la Justicéa Academy™, fusion des ex ENA IEP –ENM EFB que le groupe Justicéa aura racheté à bas prix en promettant au gouvernement un plan « zéro licenciement »

À l'international:

- → Dumping sur les questions préjudicielles : ruiner le groupe CJCE en proposant aux pays européens une politique agressive de réponse ultra-rapide aux questions préjudicielles via la création de la filiale : « Justicéa 234TCE™ : en 234 h maxi » ©
- ightarrow Concurrencer le groupe CEDH en organisant un Partenariat Mondial avec l'ONU via la création de :

« Justicéa Worldwide™ pour un Monde Meilleur partout »©

- → en 2018, introduction de Justicéa Worldwide™ sur le Nasdaq et lancement d'une OPE sur le groupe US Supreme court
- → EN 2020, après ces fusions, le groupe Justicéa deviendra :

JUSTICEA SUPREME WORLWIDE™: With YOU, everywhere you GO©

		_	_	_				_					_	
~	W	lo	rk	h	а	ro	. 1	пI	a١	/	ha	ro	1	>>

À propos de "consultants", ennemis de l'humanité qui se la pètent en anglais pour rançonner la planète, justement, une très bonne émission de LBSJS:

http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1670

« L'Union européenne à l'Organisation Mondiale du Commerce : le vrai visage de l'Europe »

Un chapitre important du livre bouleversant de *Raoul Marc Jennar* : "Europe, la trahison des élites" (Fayard, décembre 2004) :

« Novembre 2001. Je suis à Doha, capitale du Qatar, le pays choisi pour être le siège de la IVe conférence ministérielle de l'OMC. La conférence se termine. Devant la résistance persistante d'un grand nombre de pays du Sud qui refusent les propositions américano-européennes, elle a été prolongée d'un jour. Et surtout d'une nuit. Rompus aux marathons nocturnes, les négociateurs européens comptent sur cette épreuve physique pour achever de faire fléchir leurs interlocuteurs, déjà écrasés par les promesses et les menaces mises sur la table.

Je m'informe des résultats de cette nuit de tous les dangers quand je croise Martin Khor. C'est le directeur de Third World Network, le plus rigoureux et le plus influent des réseaux hostiles à la globalisation. Nous nous connaissons depuis une réunion de l'International Forum on Globalisation (IFG), à Sauve, dans le Gard, chez Agnès Bertrand1. L'IFG, c'est le réseau des réseaux, que le journaliste Hervé Kempf a très justement baptisé *internationale citoyenne*. Martin et moi, nous nous rencontrons régulièrement à Genève où son organisation, basée en Malaisie, dispose d'une importante antenne. L'URFIG traduit souvent ses remarquables analyses. Il me confie :

Qu'est-ce que vous pouvez être hypocrites, vous, Européens ! Vous parlez tout le temps d'humanisme, de démocratie, de solidarité, mais à la table des négociations vous pratiquez la même arrogance, la même intransigeance et surtout la même injustice que les Américains.

Quel est, aujourd'hui, le visage de l'Europe dans le monde ? Quel regard portent les autres peuples sur ce que Valéry appelait « une étroite presqu'île, qui ne figure sur le globe que comme appendice de l'Asie » ?

Je viens de passer à peu près quinze ans à voyager, à travailler et à vivre dans l'hémisphère Sud. J'ai vu ce qu'y fait l'Union européenne, les positions qu'elle adopte, les projets qu'elle porte. J'ai pu observer aussi le comportement de ceux qui nous représentent dans ces ambassades de la Commission qu'on appelle "délégations". Parfois j'en ai été fier ; souvent j'ai eu honte. J'ai eu maintes fois l'occasion de m'entretenir avec des dirigeants et des diplomates des pays en développement amenés à négocier avec la Commission européenne. J'ai pu comparer l'arrogance et la brutalité des négociateurs européens lorsqu'ils traitent avec des gouvernements de pays pauvres et faibles qui contrastent avec leur courtoisie dès qu'ils sont en face de poids lourds, comme, par exemple, la Chine.

Je peux porter témoignage de la conscience grandissante d'une Europe à deux faces, comme Janus, ce dieu des Romains. Il y a une face plaisante : celle d'une Europe porteuse de valeurs, de culture, de générosité, de partenariat et aussi d'espoir pour tous ceux qui voient en elle un contrepoids, une alternative à l'empire américain. Il y a une face sinistre, tournée vers l'Atlantique, d'une Europe qui partage la vision néolibérale, marchande, égoïste, individualiste et arrogante que nous imposent les États-Unis. Cette face sinistre, c'est particulièrement le visage de l'Europe dans les négociations à l'OMC, que ce soit pendant les sessions à Genève ou lors des conférences ministérielles.

Il importe qu'on sache comment se comportent ceux qui agissent en notre nom, mais sur lesquels nous n'avons aucun pouvoir de contrôle.

Ainsi, en juillet 2003, à Genève, un négociateur d'un pays du Sud, qui tient à garder l'anonymat, constatait :

"Les négociateurs des États-Unis et de l'Union européenne nous conduisent à l'abattoir à la fin de chaque négociation; ces derniers sont peut-être plus subtils et plus polis, néanmoins le résultat final est le même : nous sommes écrasés. Je préfère avoir affaire avec les États-Unis... Au moins vous savez exactement où vous en êtes avec eux" 2.

Aucune déclaration ne traduit mieux ce que ressentent les interlocuteurs de l'Union européenne lorsqu'ils sont confrontés à ses représentants.

Les États membres de l'Union européenne disposent d'une représentation diplomatique à Genève et donc d'un ambassadeur accrédité auprès de l'OMC. Celui-ci peut s'exprimer dans cette enceinte, mais il ne peut pas engager son pays. Seul le représentant de l'Union européenne a qualité pour engager l'Union européenne et ses États membres à l'OMC. C'est Carlos Trojan qui, aidé de dix-huit experts, assure la représentation de l'Union européenne à l'OMC. Il reçoit ses instructions de Pascal Lamy. Du fait du poids de l'Union dans le commerce mondial, M. Trojan est un des négociateurs les plus importants à l'intérieur de cette institution qui, on va le voir, n'est pas une institution internationale comme les autres.

L'OMC: LA PLUS PUISSANTE INSTITUTION AU SERVICE D'UN PROJET ÉCONOMIQUE

Les accords de Marrakech, signés en 1994 au terme de l'Uruguay Round, fournissent le cadre institutionnel et normatif de la marchandisation de la planète. Pour mesurer les risques réels de voir cette transformation du monde devenir réalité, il faut garder à l'esprit l'idéologie dominante qui inspire lesdits accords, la puissance de l'OMC et le caractère contraignant des accords qu'elle gère. L'OMC est par excellence l'instrument de l'idéologie marchande.

Avec les accords de Marrakech que gère l'OMC, on est entré dans une transformation globale des rapports en tout genre qui régissent la vie des humains. La doctrine qui s'impose est celle d'**un libre-échange sans limites**. Toutes les activités humaines - boire, manger, communiquer, apprendre, se soigner, se cultiver, se distraire, se déplacer, se chauffer, s'éclairer... - sont assimilées à des activités marchandes qui doivent être régies par les règles de la concurrence, laquelle ne peut être soumise à des entraves, à des discriminations, c'est-à-dire une concurrence qui requiert l'absence de toute prise en considération des particularités individuelles ou collectives.

À terme, si l'on n'y prend garde, plus aucun État n'aura le droit de mettre en œuvre des politiques spécifiques qui tiennent compte des particularités, des besoins et des priorités nationales ou qui expriment un mode précis de vouloir vivre ensemble. Des choix économiques et fiscaux, des préférences sanitaires, sociales, environnementales et éthiques seront assimilés à des «entraves au commerce». Cela est vrai dans les pays industrialisés comme dans ceux dits en

développement, et a été démontré à de multiples reprises par d'excellents auteurs ; je n'y reviendrai donc pas3.

Si l'on n'arrête pas cette mécanique infernale lancée à Marrakech, tous les États devront un jour renoncer à leurs législations propres et soumettre leurs ressortissants aux règles de la concurrence commerciale qui privilégient *ipso facto* les intérêts particuliers les plus puissants. C'est bien la raison pour laquelle ils nous trompent, ceux qui disent, à droite comme à gauche, que l'objectif de l'OMC est de réguler le commerce mondial et rien d'autre. C'est une véritable **mystification**, entretenue par les élites politico-technocratiques et relayée par l'immense majorité des médias.

Et pourtant, les textes sont là. Il suffit de les lire. Allez sur le site de l'OMC4. Lisez les accords qu'elle gère. Et vérifiez par vous-même : il n'y a pas une seule règle de l'OMC qui régule les entreprises commerciales. Toutes les règles de chacun des accords de l'OMC concernent les législations et les réglementations des États et de leurs collectivités territoriales. Pas les firmes privées. Pas les sociétés transnationales. Pas ces espaces de non-droit que sont les zones franches. Pas les paradis fiscaux. Pas les transactions financières internationales que nourrit l'argent du crime organisé et de la fraude. La régulation à la manière de l'OMC, c'est en fait une dérégulation imposée à chaque État membre. Comme le reconnaît l'actuel directeur général de l'OMC, M. Supachai Panitchpakdi, « l'OMC n'est pas concernée par les multinationales. Nous ne visons pas le secteur privé5 ».

À terme, si l'on n'y prend garde, tout, le solide comme le liquide, le minéral, le végétal, l'animal, l'humain, et ce que l'humain crée et produit, tout sera à vendre et à acheter. **Tout.**

Et c'est à la réalisation de ce projet de société qu'œuvre l'OMC, une organisation internationale qui se révèle être la plus puissante du monde. Pour cinq raisons, au moins :

L'OMC concentre le pouvoir de faire les règles, de les appliquer et de sanctionner les pays qui ne les respectent pas. Elle cumule ainsi les trois pouvoirs et, grâce à cette concentration et cette confusion des pouvoirs, elle dispose des moyens de l'arbitraire. Aucune autre institution internationale ne s'est vu confier une telle puissance.

L'OMC est la seule institution internationale qui dispose du pouvoir d'imposer le respect des règles qu'elle gère6. Chaque pays est en effet tenu de mettre sa propre législation en conformité avec les règles de l'OMC.

L'OMC offre aux États membres, par le biais d'un mécanisme intitulé **«Organe de règlement des différends»**, la capacité de sanctionner le pays qui, selon l'interprétation qu'en fera cet organe, sera considéré comme ne respectant pas telle ou telle règle de l'OMC. L'OMC est la seule, par rapport aux autres organisations internationales édictant des normes (UNESCO, OMS, OIT, OMPI et PNUE7), à disposer d'un tel instrument.

Les règles de l'OMC dépassent très largement les questions strictement commerciales. En passant du régime du GATT, dont les dispositions ne sortaient pas du domaine commercial, aux règles de l'OMC, on a étendu les principes du libre-échange à quasiment toutes les activités humaines.

L'OMC fonctionne dans des conditions d'opacité et d'oligarchie qui soumettent les pays qui en sont membres à la volonté des plus puissants8.

Avec l'OMC et les pouvoirs qu'elle est la seule à détenir, le droit de la concurrence commerciale l'emporte sur tous les autres droits et en particulier les droits humains fondamentaux, les droits économiques, sociaux et environnementaux reconnus aux citoyens par les dispositions constitutionnelles ou légales adoptées dans le cadre national ou par l'adhésion à des pactes internationaux. Une hiérarchie des normes internationales s'est imposée de fait. Désormais les États sont soumis à l'arbitraire d'une organisation contrôlée par les pays les plus riches et les plus puissants.

L'OMC: INSTITUTION MULTILATÉRALE OU DIRECTOIRE DES PAYS RICHES?

À l'ouverture de la IIIe conférence ministérielle de l'OMC, à Seattle, Mike Moore, alors son directeur général, déclarait : «Je peux accepter toutes les critiques, sauf celles qui consistent à nier le caractère démocratique de l'OMC. » Et de rappeler que, à l'OMC, le principe inscrit dans les textes, c'est **un État = une voix**, et que les décisions se prennent par consensus en vertu de l'article IX.

Mais ce principe est dévoyé par une précision sur ce qu'il faut entendre par consensus. Et c'est dans une note de bas de page à cet article IX qu'on apprend qu'il s'agit du consensus implicite, c'est-à-dire l'application du dicton «Qui ne dit mot consent». Ceux qui se taisent ou ne sont pas présents au moment de la décision sont considérés comme étant d'accord ! Or, une vingtaine de pays sont trop pauvres pour pouvoir disposer d'une représentation diplomatique à Genève. Ils sont donc considérés comme étant d'accord sur toutes les propositions faites. En outre, près de quatrevingts autres délégations ne disposent pas d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la représentation de leur pays à toutes les réunions. Sans compter que chaque mission diplomatique à Genève doit aussi assurer la représentation de son pays auprès des autres organisations internationales intergouvernementales dont le siège se trouve dans la cité helvétique. Il en résulte que sur les cent quarante-huit pays qui sont membres de l'OMC, moins de cinquante peuvent assurer une présence effective et une participation réelle à toutes les réunions qui se tiennent chaque semaine à l'OMC.

À cette étrange conception du consensus s'ajoutent des pratiques qui donnent la prééminence aux rapports de forces.

L'égalité dont jouissent en principe les cent quarante-huit États membres de l'OMC est donc tout à fait formelle. Selon le célèbre mot de George Orwell, certains « sont plus égaux que d'autres». En particulier les États qui constituent, dans le jargon des initiés, la «Quadrilatérale», ou «Quad», formée par les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et le Canada. Aucune décision ne peut être prise sans l'accord de ces quatre puissances. L'existence de cette « Quad», qui n'est pas prévue par le traité créant l'OMC, est pourtant reconnue comme une réalité quasi institutionnelle au sein de celle-ci9.

La «Quad» possède ses propres modes de fonctionnement. Ainsi des réunions entre États-Unis et Union européenne précèdent presque toujours les réunions à quatre, lesquelles se tiennent avec l'assistance et la présence des plus hautes

autorités de l'OMC.

La «Quad» s'est comportée jusqu'ici comme un véritable directoire mondial. C'est à son initiative que se tiennent de manière systématique des réunions informelles, qui ont généralement lieu à l'invitation du directeur général. S'y retrouvent, sans publicité aucune, les représentants des États retenus par la «Quad», auxquels s'associent des partenaires de circonstance, parmi lesquels on retrouve souvent l'Australie, la Corée, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, et quelques pays dont l'adhésion aux propositions entraînera celle d'autres États. On y arrête des décisions qui sont ensuite présentées comme étant à prendre ou à laisser par les autres États membres. L'accès à ces réunions est interdit aux représentants des États qui ne sont pas invités, en dépit du fait qu'elles ont lieu dans les locaux de l'OMC et qu'on y traite des matières en rapport avec l'OMC. Dans le jargon des initiés, on appelle cela des réunions green room, par référence à la couleur verte des murs du bureau du directeur général en 1995.

Cette pratique ramène le multilatéralisme à peu de chose puisque, chaque fois que se tient une réunion informelle, plus de cent États sont exclus de délibérations décisives. **Une telle pratique aboutit à la restauration de rapports bilatéraux entre les pays riches et les autres.** On est très loin de cette égalité de tous, États riches et États pauvres, devant des règles communes, égalité tant vantée par ceux qui, à droite comme à gauche, et en particulier le commissaire européen Pascal Lamy10, prétendent lutter contre le chaos des rapports commerciaux internationaux.

Cette pratique des réunions informelles a connu de nouveaux développements en vue de la préparation de la IVe conférence ministérielle, qui allait se tenir à Doha. Lesdites réunions se sont tenues au niveau ministériel, *extra muros*, à Mexico puis à Singapour. Et certains ministres, qui, estimant avoir le droit de participer à toute réunion de l'OMC, s'y sont présentés sans avoir été invités, se sont vu en interdire l'accès. Les mêmes pratiques se sont répétées en vue de la conférence de Cancún, avec multiplication des réunions informelles au siège de l'OMC et organisation de ce qu'on appelle désormais des « mini-ministérielles » réservées à une bonne vingtaine de pays à Sydney, Montréal et Charm el-Cheik.

Même si l'OMC nourrit son site Internet de milliers de pages de documents divers, cette institution, à la différence de toutes les autres, se caractérise par un degré élevé d'opacité qui facilite le travail de la «Quad». L'OMC est la seule organisation internationale intergouvernementale dont les travaux se déroulent à huis clos. Son instance de décision la plus importante, entre les conférences ministérielles, est le Conseil général, qui réunit, en principe, les ambassadeurs des cent quarante-huit États membres. On a vu ce qu'il en est dans les faits.

Le Conseil général siège comme organe compétent pour toutes les affaires relevant de l'OMC, mais également pour donner son acquiescement à l'analyse des politiques commerciales des États membres. Il se transforme enfin en Organe de règlement des différends pour acter les décisions prises dans le cadre du règlement des conflits. Or, les débats de cet organe se déroulent à huis clos, ce qui est contraire à ce principe universel selon lequel la justice doit être rendue en public. Ainsi, les débats de la Cour internationale de justice de La Haye - autre institution intergouvernementale qui, elle, fonctionne selon les principes de base d'une authentique juridiction - sont publics.

La manière dont se préparent et se déroulent les conférences ministérielles est très révélatrice du système oligarchique en vigueur à l'OMC. La conférence ministérielle, son organe suprême, constituée des ministres du Commerce extérieur de tous les États membres, est compétente dans toutes les matières sur lesquelles ils s'accordent et se réunit au moins tous les deux ans. Jusqu'ici, elle s'est tenue chaque fois dans des endroits différents; après Singapour en 1996, ce fut Genève en 1998, puis Seattle en 1999, Doha en 2001 et Cancún en 2003.

La préparation comme le déroulement de la conférence sont l'objet de **manipulations** où la démocratie est loin de trouver son compte. Pour chacune des cinq conférences tenues jusqu'ici, pas une seule fois les procédures ne furent les mêmes, celles-ci changeant au gré des opportunités. C'est la «Quad» qui, avec ses alliés (Australie, Corée, Hong Kong11, Nouvelle-Zélande, Suisse), convient des règles, selon les circonstances.

Après la IIIe conférence ministérielle, celle de Seattle, où aucun accord n'était intervenu, on a vu les pays industrialisés se multiplier en formules concédant qu'il fallait tirer les leçons de l'échec et accorder la priorité à la transparence des procédures et à une participation effective de tous les membres à la décision. L'Union européenne avança même, pour l'occasion, quelques propositions qui furent vite oubliées une fois que commencèrent les préparatifs de la IVe conférence. Et les représentants de l'Europe, avec leurs partenaires nord-américains et japonais, continuèrent à user et à abuser de pratiques qu'ils avaient déclaré vouloir réformer.

À l'OMC, les pays en développement, pourtant les plus nombreux, sont en permanence victimes de manipulations et de pressions très précisément décrites dans un livre récent12. Ce qu'ils subissent là est en totale contradiction avec le discours convenu dans les sphères occidentales quant à l'importance du commerce pour le développement.

Ainsi, par exemple, à l'ouverture de la conférence de Doha, M. Lamy annonçait que l'Union européenne offrait 50 millions d'euros aux pays en développement afin de leur permettre de respecter leurs engagements à l'égard de l'OMC. Pendant la conférence, il retardait la demande de dérogation requise pour que puisse être appliqué l'accord de Cotonou, passé entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), jusqu'au moment où ceux-ci eurent appuyé la demande européenne d'ouverture de négociations sur les matières dites de Singapour (voir chap. 5, "Matières de Singapour = AMI"). De même, peu avant la conférence de Cancún, l'Union européenne usait de promesses d'octroi et de **menaces de retrait du système des préférences généralisées** (SPG, voir note 60, p. 277) vis-à-vis de tel ou tel pays en développement. Lors d'une réunion à Bruxelles, six semaines avant Cancún, M. Lamy annonçait aux pays ACP le lancement d'un programme d'aide financière en leur faveur afin d'accroître leur capacité à mettre en œuvre les accords commerciaux internationaux.

Manipulations et pressions de la part des pays occidentaux se manifestent tout particulièrement à l'occasion de la préparation de chaque conférence ministérielle. Cette préparation consiste à mettre au point un texte qu'on appelle «projet de déclaration ministérielle». L'objectif de la «Quad» est que ce texte exprime le point de vue des pays industrialisés. Il est atteint grâce à une procédure qui, dans toute autre institution, serait considérée comme un véritable coup de force.

Tout d'abord, le texte est préparé de concert par le président en exercice du Conseil général et le directeur général de l'OMC qui travaillent sur instruction de la «Quad». L'essentiel des demandes exprimées par les pays en développement et formulé dans des documents officiels, en particulier leur souhait de corriger les déséquilibres les plus criants qui caractérisent les accords existants, n'est pas repris dans le projet de déclaration ministérielle. Par contre, l'essentiel des attentes des pays industrialisés fait l'objet de multiples paragraphes.

Ensuite, de sa propre autorité, avec le soutien de la «Quad» et du directeur général, au terme de réunions informelles, le président du Conseil général décide que son projet de déclaration ministérielle, bien qu'il ne réunisse pas le consensus, sera envoyé comme tel à la conférence ministérielle, sans l'accord du Conseil général et sous sa propre responsabilité. **Toutes les indications susceptibles d'informer la conférence sur les réserves ou les oppositions de certains pays qui ont pu être enregistrées pendant les débats sont supprimées.** Si d'aventure l'un ou l'autre État membre a formellement exprimé son désaccord, le document qui en fait mention n'est pas annexé. Grâce à cette violation manifeste des procédures de décision prévues par l'accord instituant l'OMC, et en dépit des protestations formulées par plusieurs États membres, la conférence, à Doha comme à Cancún, a pu commencer sur la base d'un texte qui, pour l'essentiel, convenait parfaitement aux pays les plus riches et ne traduisait nullement le consensus pourtant requis.

À Doha, la conférence ministérielle a offert un spectacle dont les hérauts occidentaux de la démocratie ne se sont guère vantés. Les participants n'ont pu délibérer de l'ordre du jour de la conférence et de son organisation. Ils ont été forcés d'en accepter la présentation faite au cours de la cérémonie officielle d'ouverture. Les groupes de travail chargés de faciliter la négociation étaient animés par des ambassadeurs acquis aux propositions américano-européennes. Sur instruction de l'Union européenne et des USA, des réunions informelles ont été organisées, d'où certains ministres, malgré leurs protestations, ont été exclus ; à d'autres, l'accès n'était autorisé qu'à la condition qu'ils ne soient pas accompagnés d'experts -même pas leur ambassadeur à Genève ! -, tandis qu'Européens et Américains disposaient de leurs équipes de juristes ; certains étaient admis à condition qu'ils se taisent. La conférence a été prolongée, sans l'accord formel des délégations, au moment où les représentants de plusieurs pays en développement étaient obligés de partir avec les vols spéciaux organisés à leur intention par le pays hôte. Des documents préparés par la «Quad» ont été soumis à la séance plénière finale sans avoir fait l'objet de consultations13.

Tirant les leçons de Doha, quinze pays14 ont proposé un ensemble de règles permanentes afin que les procédures ne relèvent plus de l'arbitraire des pays riches. Selon ces pays l'OMC devrait, comme la plupart des organisations internationales, garantir que la préparation et le déroulement de la conférence ministérielle seront transparents, non discriminatoires et prévisibles. Ils ont demandé que les décisions adoptées dans le cadre de réunions informelles soient sans valeur et ne soient en aucun cas considérées comme faisant partie du processus formel de préparation. Ils ont présenté une série de réformes techniques permettant d'associer pleinement tous les États membres à toutes les phases de préparation de la conférence ministérielle. Ils ont proposé qu'il soit impossible d'interdire au représentant d'un État membre de participer à une réunion au sein de l'OMC. Et surtout, ils ont demandé que le projet de déclaration ainsi que l'ordre du jour à soumettre à la conférence aient fait l'objet du consensus du Conseil général et que, à défaut de consensus, les différentes options formulées soient soumises à la conférence. Enfin, ils ont suggéré que la conférence ministérielle se tienne systématiquement au siège de l'OMC, à Genève, ce qui faciliterait grandement la participation de tous les pays.

Leurs propositions ont reçu l'accueil encourageant de plusieurs délégations15. Mais elles ont été combattues au nom de la flexibilité - qui profite toujours aux puissants - par l'Union européenne et les USA. Des propositions allant dans le même sens ont été déposées en août 200316. Elles ont connu le même accueil de la part des Occidentaux. Et certaines pratiques observées à Doha se sont ainsi répétées à Cancún.

Contrairement aux discours officiels et aux efforts de communication des gouvernements occidentaux et de la Commission européenne, une conférence ministérielle de l'OMC ne consacre jamais la victoire du droit sur la force. Au contraire, comme l'observe à juste titre le député Jean-Claude Lefort17 :

"Les membres de l'OMC, et les plus pauvres d'entre eux, peuvent se demander, en toute légitimité, si cette organisation est bien fondée sur la règle du droit et non sur les rapports de forces."

L'UNION EUROPÉENNE, ACTEUR DÉCISIF À L'OMC

On vient de le voir, en sa qualité de membre de la « Quad», l'Union européenne est un acteur décisif dans les négociations commerciales internationales. Et si M. Lamy a pu qualifier l'OMC d'institution «médiévale» lors de sa conférence de presse à l'issue de l'échec de Cancún, il n'est pas disposé pour autant à débattre de sa réforme. Bien au contraire.

Dans une récente communication au Conseil des ministres sur les négociations à l'OMC18, la Commission considère que «l'OMC n'est pas un système structurellement inéquitable qui a besoin d'être rééquilibré».

M. Lamy, qui connaît ses classiques, n'ignore pas cette formule célèbre de Lamennais : "Entre le riche et le pauvre, entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui protège." Et pourtant, il refuse la loi, il refuse les règles quand il s'agit du fonctionnement de l'OMC. Il est, selon ses propres termes, partisan de la flexibilité. C'est au nom de la flexibilité que son représentant à l'OMC a rejeté toutes les propositions de réforme dont il vient d'être question.

En fait, le commissaire européen entend user pleinement de la puissance que confère l'importance économique de l'Union européenne non pas au profit d'un rééquilibrage mondial des richesses et d'une plus grande solidarité entre les peuples, mais bien pour satisfaire les ambitions des milieux d'affaires européens.

Il s'agit dès lors d'user de tous les moyens de la persuasion : annoncer l'octroi ou le retrait d'aides ; de même pour l'assistance technique; faire miroiter ou non des promesses de réduction de la dette (on comprend pourquoi l'Union européenne refuse de soutenir l'abolition d'une dette des pays du Sud pourtant déjà remboursée huit fois - elle perdrait un formidable moyen de pression) ; laisser poindre la perspective d'un accord commercial bilatéral avantageux, évoquer des initiatives possibles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international...

Alors que les États-Unis exercent des pressions en signalant qu'ils peuvent placer leur interlocuteur sur une liste de pays amis ou sur une «liste noire», les méthodes de l'Union européenne sont plus subtiles ; on peut parler d'une approche où l'on manie alternativement la carotte et le bâton. Cette approche se pratique «tous azimuts». Ainsi, en vue de la conférence ministérielle de Doha, Pascal Lamy et ses collaborateurs ont déployé une stratégie à plusieurs niveaux.

La Commission européenne s'est tout d'abord assuré le soutien des pays qui souhaitent adhérer à l'Union européenne. Pour l'essentiel, il s'agit des pays d'Europe centrale qui ont été, après la chute de l'empire soviétique, reformatés à l'économie de marché par les experts du FMI et de la Banque mondiale et sont devenus aujourd'hui des adeptes des thèses néolibérales.

Par sa présence incontournable dans le noyau initial de la «Quad» et grâce aux réunions informelles, aux «mini-ministérielles » et à la méthode décrite ci-avant pour la rédaction du projet de déclaration ministérielle, la Commission a obtenu l'agenda désiré pour la conférence.

La Commission a ensuite ciblé un certain nombre de pays en développement dont l'économie émerge peu à peu, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili et le Mexique, afin d'obtenir leur soutien pour l'ouverture des négociations sur les matières dites de Singapour. Chacun de ces pays est lié à l'Union européenne par un traité bilatéral de libre-échange qui était alors déjà négocié ou en cours de négociation. À ces quatre pays Pascal Lamy a promis ce qu'ils souhaitaient le plus : une réduction des subventions aux exportations agricoles européennes. En échange de cette promesse non tenue, ces quatre pays, à Doha, ont rompu avec l'immense majorité des pays en développement opposés aux matières de Singapour et ont adopté une attitude neutre.

Une quatrième cible, dans la stratégie européenne, fut l'ensemble des pays qualifiés de PMA: les pays les moins avancés, c'est-à-dire les plus pauvres. Et donc les plus faibles. Ce sont ces pays qui ont subi avec le maximum d'intensité les pressions décrites plus haut et sur lesquels la Commission européenne a usé et de la carotte et du bâton. Lors de la IIIe conférence des PMA, à Bruxelles, en mai 2001, Pascal Lamy reçut tour à tour les délégations des vingt-neuf pays qui, parmi les quarante-neuf PMA, sont membres de l'OMC. Il ne manqua pas de rappeler, au cours de ces entretiens bilatéraux, les accords préférentiels passés avec l'Union européenne dont bénéficiaient ces pays. Le gouvernement de chacun de ceux-ci reçut ensuite de la Commission une demande explicite de soutien à ses positions. La Tanzanie, qui présidait alors le groupe des PMA à l'OMC, eut droit à un traitement spécial : une décision concernant une prise en charge d'une partie de sa dette, qui était en attente depuis plus d'un an, fut annoncée par le FMI et la Banque mondiale deux semaines avant Doha. Pur hasard, bien entendu...

Enfin, pendant la conférence ministérielle elle-même, l'Union européenne s'est employée à présenter aux médias de manière très négative ceux qui s'opposaient à elle. Ainsi, l'Inde fut qualifiée de pays pratiquant une obstruction systématique. À lire les journaux français au terme de la conférence, ce n'était pas la tâche la plus ardue.

Le fossé entre la rhétorique de l'Union européenne en faveur du développement et sa pratique à la table des négociations est tel que, après la conférence ministérielle de Doha, un ambassadeur originaire d'un des PMA m'a déclaré :

"Ce que je regrette le plus, c'est de ne pas avoir proposé à mon ministre qu'il demande la suppression de tous les termes faisant référence au développement des pays les plus pauvres dans la déclaration ministérielle. Cela n'aurait rien changé quant au fond, mais cela aurait empêché l'Union européenne d'user de ce texte auprès de ses médias, de ses opinions publiques et des responsables politiques pour faire croire à son prétendu attachement à l'amélioration de notre sort."

(...) »

(La suite (le chap. 5) s'intitule "L'Europe et les pays du sud". C'est à hurler, de rage et de honte. Vous devriez tous lire ça!)

Notes :

- 1. **Agnès Bertrand**, qui fut en France à la pointe des mobilisations contre l'Accord multilatéral sur l'investissement, anime avec **Laurence Kalafatidès** l'Institut pour la relocalisation de l'économie. Toutes deux ont signé un livre militant incontournable : *OMC, le pouvoir invisible*, Paris, Fayard, 2002.
- 2. Deux auteurs ont collectionné les témoignages d'ambassadeurs des pays en développement auprès de l'OMC: Jawara, Fatouma, et Kwa, Aileen, Behind the Scenes at the WTO. The Real World of International Trade Negotiations, Londres, Zed Books, 2003.
- 3. Outre l'ouvrage référencé en note 1, on consultera avec profit la bibliographie proposée sur le site www.urfig.org.
- 4. www.wto.org; on peut consulter les versions anglaise, espagnole et française.
- 5. Interviewé par Vincent Glenn, réalisateur du film Pas assez de volume. Notes sur l'OMC, 2004.
- 6. L'article 16.4 de l'accord créant l'OMC consacre la prééminence de cet accord et de tous les accords gérés par cette institution sur le droit national des États membres.
- 7. Unesco : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture ; OMS : Organisation mondiale de la santé ; OIT : Organisation internationale du travail ; OMPI : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ; PNUE : Programme des Nations unies pour l'environnement.
- 8. Jennar, Raoul Marc, «L'Organisation mondiale du commerce et le déclin de la démocratie», Res publica, Paris, n° 32, février 2003, p. 36-41.
- 9. OMC, Un commerce ouvert sur l'avenir, Genève, OMC, 1999 (2e éd.).
- 10. Dans un article quasi lyrique publié à la veille de la conférence de Cancún, Pascal Lamy exaltait cette égalité de tous devant les règles de l'OMC : «Mes jours et mes nuits à Cancún», Le Monde, 5 septembre 2003.
- 11. La rétrocession de Hong Kong à la Chine n'a pas mis fin à la représentation de ce territoire jouissant, à l'OMC, d'un statut analogue à celui d'un État indépendant. En fait, selon une note explicative annexée à l'accord créant l'OMC, le terme «pays» désigne «tout territoire douanier distinct, membre de l'OMC», ce qui en dit long sur la perception de la souveraineté des peuples et des États.
- 12. Jawara, Fatouma, et Kwa, Aileen, Behind the Scenes..., op. cit.
- 13. On trouvera de multiples témoignages sur la conférence de Doha émanant de diplomates de pays du Sud dans Kwa, Aileen, Power Politics in the WTO, Bangkok, Focus on the Global South, 2003 (http://www.focusweb.org).
- 14. OMC, «Preparatory Process in Geneva and Negotiating Procédure at the Ministerial Conférences», communication présentée par Cuba, Egypte, Honduras, Inde, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Maurice, Pakistan, République dominicaine, Sri Lanka, Tanzanie, Ouganda et Zimbabwe, WT/CG/W/471, 24 avril 2002.
- 15. Le Brésil, la Chine, la Malaisie, la Norvège, les Philippines, la Turquie. WT/GC/M74, 1er juillet 2002.

- 16. Document WT/CG/W/510.
- 17. Lefort, Jean-Claude, député, Assemblée nationale, Rapport sur la place des pays en développement dans le système commercial multilatéral, Paris, 23 novembre 2000.
- 18. Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Redynamiser les négociations relatives au programme de Doha pour le développement - l'optique de l'UE, Bruxelles, 26 novembre 2003, COM(2003) 734, final.

[i]Source: Raoul Marc Jennar: "Europe: la trahison des élites", Fayard 2004, page 129, Chapitre 4 - L'UE à l'OMC, le vrai visage de l'Europe.

« Let's make money »
le dernier film documentaire de l'Autrichien Erwin Wagenhofer : http://www.dailymotion.com/video/x8pb5f_letys-make-money-bande-annonce-vost_shortfilms

> On y trouve cet incroyable aveu de cynisme par un vrai gérant d'un vrai fonds d'investissement :

« Le meilleur moment pour acheter,

c'est quand il y a du sang dans les rues.

Même si c'est le vôtre. »

Alors, vous pouvez continuer à parler de "partenaires sociaux" si ça vous chante, mais moi, je n'utilise plus cette expression piège à cons.

Deux couvertures populistes qui donnent l'air du temps, en ce mois d'avril 2009 :							
(I was to be			(i) repulse calculation range.				

« Ce qui manque, c'est seulement de l'argent. Il faut rendre le contrôle de l'argent à la collectivité. C'est urgent !»

http://www.michaeljournal.org/vraics2.htm

« Manque-t-il quelque chose dans notre pays pour satisfaire les besoins temporels des citoyens ? Manque-t-il de la nourriture pour que tout le monde mange à sa faim ? Manque-t-il des chaussures ? des vêtements ? Ne peut-on pas en faire autant qu'il en faut ? Manque-t-il des chemins de fer et d'autres moyens de transport ? Manque-t-il du bois ou de la pierre pour construire de bonnes maisons pour toutes les familles ? Sont-ce les constructeurs, les fabricants et autres ouvriers qui manquent ? Sont-ce les machines qui manquent ?

Mais on a de tout cela, et de reste. Les magasins ne se plaignent jamais de ne pas trouver ce qu'il faut pour mettre en vente. Les élévateurs sont pleins à craquer. Les hommes valides qui attendent du travail sont nombreux. Nombreuses aussi les machines arrêtées.

Pourtant, que de monde souffre! Les choses n'entrent pas dans les maisons.

À quoi sert de dire aux hommes et aux femmes que leur pays est riche, qu'il exporte beaucoup de produits, qu'il est le troisième ou quatrième pays au monde pour l'exportation ?

Ce qui sort du pays n'entre pas dans les maisons des citoyens. Ce qui reste dans les magasins ne vient pas sur leur table.

La femme ne nourrit pas ses enfants, ne les chausse pas, ne les habille pas, en contemplant les vitrines, en lisant les annonces de produits dans les journaux, en entendant la description de beaux produits à la radio, en écoutant les boniments des innombrables agents de vente de toutes sortes.

C'est le droit d'avoir ces produits qui manque. On ne peut pas les voler. Pour les obtenir, il faut payer, il faut avoir de l'argent.

Il y a beaucoup de bonnes choses au pays, mais le droit à ces choses, la permission de les obtenir manque à bien des personnes et des familles qui en ont besoin.

Manque-t-il autre chose que l'argent ? Qu'est-ce qui manque, à part du pouvoir d'achat pour faire les produits passer des magasins aux maisons ?

Des entrepôts pleins, une calamité pour les producteurs Des millions d'êtres humains crèvent de faim devant ces entrepôts pleins.

Cause: un mauvais système d'argent

Les crises modernes

Argent et richesse

Cela ne veut pas dire que c'est l'argent qui est la richesse. L'argent n'est pas le bien terrestre capable de satisfaire le besoin temporel.

On ne se nourrit pas en mangeant de l'argent. Pour s'habiller, on ne coud pas ensemble des piastres pour s'en faire une robe ou des bas. On ne se repose pas en s'étendant sur de l'argent. On ne se guérit pas en plaçant de l'argent sur le siège du mal. On ne s'instruit pas en se couronnant la tête d'argent.

L'argent n'est pas la richesse. La richesse, ce sont les choses utiles qui correspondent à des besoins humains.

Le pain, la viande, le poisson, le coton, le bois, le charbon, une auto sur une bonne route, la visite d'un médecin au malade, la science du professeur — voilà des richesses.

Mais, dans notre monde moderne, chaque personne ne fait pas toutes les choses. Il faut acheter les uns des autres. L'argent est le signe qu'on reçoit en échange d'une chose qu'on vend; c'est le signe qu'il faut passer en échange d'une chose qu'on veut avoir d'un autre.

La richesse est la chose; l'argent est le signe. Le signe doit aller d'après la chose.

S'il y a beaucoup de choses à vendre dans un pays, il y faut beaucoup d'argent pour en disposer. Plus il y a de monde et de choses, plus il faut d'argent en circulation, ou bien tout arrête.

C'est cet équilibre-là qui fait défaut aujourd'hui. Les choses, on en a à peu près autant qu'on veut en faire, grâce à la science appliquée, aux découvertes, aux machines perfectionnées. On a même un tas de monde à ne rien faire, ce qui représente des choses possibles. On a un tas d'occupations inutiles, nuisibles même. On a des activités employées à la destruction.

Pourquoi l'argent, établi pour écouler les produits, ne se trouve-t-il pas dans les mains du monde en rapport avec les produits ?

(...) (Lire la suite, très intéressante).

C'est la thèse du Crédit social, souvent signalée sur ce site. Si on néglige quelques bondieuseries, je trouve l'explication pertinente, et conforme à ce que je sais de la monnaie.

Ce n'est pas une utopie, c'est un projet politique tout à fait réalisable. Il faut et il suffit de retirer les acteurs politiques de l'influence des banquiers... Une paille...

Les commentaires que j'ai faits ces jours-ci chez Paul (sur le **nécessaire tirage au sort de l'Assemblée constituante** et sur le **livre important de Sintomer**) viennent d'être promus "billet invité" par Paul Jorion :o)

« Des bases juridiques pour les contre-pouvoirs, par Étienne Chouard »

http://www.pauljorion.com/blog/?p=2797

Je vous invite à venir y commenter cette thèse révolutionnaire (ce n'est pas aux hommes au pouvoir d'écrire les règles du pouvoir).

« Démocratie nouvelle »

Pour que chaque vote compte vraiment!

Un mouvement citoyen non partisan pour une réforme en profondeur du mode de scrutin québécois : http://www.democratie-nouvelle.qc.ca/

« Entre Anarchie et République, quel gouvernement? »

http://www.wimp.com/theqovernment
Une synthèse animée, en anglais (facile),
prônant la République comme gouvernement modéré
contre tous les autres (Anarchie, Démocratie, Oligarchie, Monarchie).

« Le terrible secret de Tim Geithner : le système financier mondial est en péril Quand la solution à la crise financière en devient la cause »

par *William Engdahl*, sur Mondialisation.ca, 5 avril 2009 : http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=13066

« Le secrétaire au Trésor des États-Unis, Tim Geithner, a révélé son plan tant attendu d'assainissement du système bancaire étatsunien, mais il a refusé de divulguer le « terrible secret » de la crise financière actuelle. En agissant de la sorte, il tente de sauver des banques étatsuniennes de facto en faillite, lesquelles menacent de faire tomber le système mondial dans une nouvelle phase encore plus dévastatrice de destruction de la

Nous l'avons déjà mentionné, le plan Geithner, son soi-disant Programme d'investissement en partenariat public-privé ou PPPIP, n'est pas dédié à restaurer un système de prêt salutaire donnant du crédit aux entreprises et aux consommateurs. Il s'agit plutôt d'une autre manigance complexe servant à verser davantage de centaines de milliards de dollars directement aux banques dominantes et aux firmes de Wall Street, responsables du présent bourbier dans les marchés mondiaux du crédit, sans toutefois leur demander de changer leur modèle opérationnel. Pourtant, on pourrait se dire que ce plan, en assainissant les banques, aidera tôt ou tard à surmonter le problème.

Il ne le fera pas si l'administration Obama procède comme elle le fait en ce moment. En défendant son plan à la télévision étatsunienne récemment, M. Geihner – protégé de Henry Kissinger, autrefois PDG de la New York Federal Reserve Bank – faisait valoir que son intention « n'était pas de soutenir les banques faibles aux dépends des banques fortes ». Toutefois, c'est précisément ce que fait le PPPIP : les banques faibles sont les cinq plus grandes banques du système.

Le « terrible secret » que M. Geithner tente vigoureusement de cacher au public est très simple. À la source des actifs toxiques bouleversant le système financier mondial, il y a au plus peut-être cinq banques étatsuniennes. C'est cette réalité que M. Geithner tente désespérément de protéger. Contrairement aux crises bancaires précédentes, le problème ne consiste pas en des pertes sur prêt ordinaires. C'est plutôt une variété de dérivés financiers exotiques qui se trouvent au cœur du problème, plus spécifiquement les soi-disant swaps sur défaillance (Credit Default Swaps).

En 2000, le secrétaire au Trésor de l'administration Clinton était un dénommé Larry Summers. M. Summers venait tout juste d'être promu No. 1 de Goldman Sachs par son supérieur, le banquier de Wall Street Robert Rubin, lorsque ce dernier a quitté Washington pour occuper le poste de vice-président de Citigroup. Comme je le décris en détails dans mon nouveau livre à paraître cet été, Power of Money: The Rise and Fall of the American Century, M. Summers a convaincu le président Clinton d'approuver plusieurs projets de loi républicains, ouvrant ainsi les vannes aux banques pour qu'elles abusent de leur pouvoir. Que les grandes banques de Wall Street aient dépensé quelque 5 milliards en lobbyisme pour ces changements après 1998 a probablement eu un effet sur M. Clinton.

Une loi importante abrogeait le Glass-Steagall Act de 1933, adopté durant la Grande Dépression, interdisant la fusion entre les banques commerciales, les compagnies d'assurances et les firmes de courtage telles que Merrill Lynch ou Goldman Sachs. Une autre loi soutenue par le secrétaire au Trésor Larry Summers en 2000 était l'obscure, mais cruciale Commodity Futures Modernization Act (CFMA). Cette loi empêchait l'organisme gouvernemental de réglementation, la Commodity Futures Trading Corporation (CFTC) [Commission du commerce à terme des marchandises], de superviser le commerce des instruments financiers dérivés. La nouvelle loi CFMA stipulait que ce que l'on appelle communément les dérivés négociés hors bourse, comme les swaps sur défaillance en cause dans le désastre des assurances de AIG (que Warren Buffett a déjà qualifiés d'armes de destruction financière massive), ne soient pas réglementés par le gouvernement.

À l'époque où M. Summers s'affairait à ouvrir les vannes de l'abus financier pour les sociétés de fiducie de Wall Street, son assistant était nul autre que Tim Geithner, l'homme aujourd'hui secrétaire du Trésor. À l'heure actuelle, l'ancien patron de M. Geithner, Larry Summers, est conseiller économique en chef du président Obama puisqu'il est chef du Conseil économique de la Maison-Blanche. Mettre MM. Geithner et Summers en charge de réparer les dégâts financiers équivaut à faire du renard le gardien du poulailler.

Le « terrible secret »

richesse.

M. Geithner ne souhaite pas que le public comprenne son petit secret, soit que l'abrogation de la loi Glass-Steagall et l'adoption du CFMA en 2000 ont permis la création d'un petite poignée de banques qui allaient pratiquement monopoliser des pans importants des activités hors bilan mondiales ou l'émission des dérivés hors bourse.

Selon le récent Rapport trimestriel sur le commerce bancaire et les produits dérivés du Federal Office of

Comptroller of the Currency, cinq banques étatsuniennes possèdent actuellement 96 % des positions de dérivés de toutes les banques des États-Unis en terme de valeurs symbolique, ainsi qu'un pourcentage ahurissant, soit 81 %, d'exposition au risque de crédit net total en cas de défaillance.

Ces cinq banques sont JPMorgan Chase, qui détient la première place avec une somme étourdissante de 88 billions de dollars en dérivés (66 billions d'euros!). Morgan Chase est suivie par Bank of America et Citibank lesquelles possèdent respectivement 38 billions et 32 billions en dérivés. La quatrième place dans les sweepstakes des dérivés revient à Goldman Sachs avec ses « maigres » 30 billions, somme qui baisse de façon draconienne à 5 billions de dollars en cinquième position où se situe la banque fusionnée Wells Fargo-Wachovia. Par ailleurs, au sixième rang, la britannique HSBC Bank USA détient 3,7 billions de ces actifs toxiques.

Par la suite, l'exposition des banques des États-Unis à ces dérivés hors bilan non réglementés diminue dramatiquement. Afin d'en souligner l'ampleur, notons qu'un billion s'écrit 1 000 000 000 000. Continuer à investir d'énormes quantités d'argent des contribuables dans ces cinq banques sans modifier leur système opérationnel revient à traiter un alcoolique avec de l'alcool gratuit à volonté.

Le sauvetage gouvernemental d'AIG, dépassant à ce jour les 180 milliards, a d'abord servi à payer ses swaps sur défaillance aux contreparties, les joueurs Goldman Sachs, Citibank, JP Morgan Chase et Bank of America, des banques se croyant « trop importantes pour faire faillite ». En effet, ces cinq institutions se croient maintenant si grandes qu'elles peuvent dicter la politique du gouvernement fédéral. Certains ont appelé cette opération un coup d'État des banquiers. Elle n'a définitivement rien de salutaire.

Voilà le terrible secret que le secrétaire Geithner et Wall Street tentent désespérément de cacher car il dirigerait l'attention des électeurs vers de vraies solutions. Le gouvernement fédéral dispose depuis longtemps de lois pour faire face aux banques insolvables. La Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) met la banque sous séquestre et ses actifs et ses passifs sont triés par un audit indépendant. On évince les gestionnaires irresponsables, les actionnaires accusent des pertes et une fois épurée, la banque est finalement divisée en en plus petites unités. Lorsqu'elle est assainie, on la vend au public. Le pouvoir des cinq méga banques de faire chanter le pays en entier serait alors moins grand. Ooohh. Ouais ?

C'est ce que Wall Street et Tim Geithner cherchent frénétiquement à prévenir. Le problème est centralisé sur ces cinq grandes banques et le cancer financier doit être isolé et réfréné par une agence fédérale afin que la victime, l'économie réelle, puisse fonctionner à nouveau sainement.

Voilà ce qui doit être mis sous séquestre ou nationalisé. En retardant cela et en refusant de demander un contrôle gouvernemental des comptes totalement indépendant pour déterminer si ces cinq banques sont réellement solvables, le gouvernement Obama provoque des pertes pour les États-Unis et l'économie mondiale, lesquelles seront inévitablement exponentielles lorsque les pertes en dérivés exploseront. Il s'agit de la détérioration préprogrammée de la récession, signifiant une augmentation des faillites d'entreprises, la multiplication des manquements des débiteurs hypothécaires et la montée en flèche du chômage. Cette situation devient hors de contrôle (d'un gouvernement responsable) parce qu'elle est permise par le secrétaire Geithner, Larry Summers et ultimement le président, qu'il ait ou non eu le temps de chercher à comprendre ce qui est en jeu.

Une fois que les cinq banques problématiques isolées par la FDIC et le Trésor, le gouvernement devrait légiférer afin d'abroger immédiatement la déréglementation bancaire de Larry Summers, comprenant la remise en application de la loi Glass-Steagall et l'annulation du Commodity Futures Modernization Act de 2000 ayant permis l'actuel abus criminel des banques. L'on pourrait alors commencer à discuter de réformes financières sérieuses, en commençant par des mesures pour « fédéraliser » la Réserve fédérale et retirer le pouvoir monétaire des mains des banques privées comme JP Morgan Chase, Citibank ou Goldman Sachs. »

William Engdahl

Article original en anglais, Geithner's '<u>Dirty Little Secret': The Entire Global Financial System is at Risk, When the Solution to the Financial Crisis becomes the Cause</u>, publié le 30 mars 2009.

Traduction : Julie Lévesque pour Mondialisation.ca.

William Engdahl est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. <u>Articles de William Engdahl publiés par</u> Mondialisation.ca

« La Religion du Capital »

http://www.journaldumauss.net/spip.php?article488
Extraits d'un pamphlet savoureux et pertinent de *Paul Lafargue* en 1887.

L'original intégral est disponible sur le site prolifique des classiques UQAC de l'Université du Québec http://classiques.uqac.ca/classiques/lafarque_paul/lafarque_paul.html

à côté du merveilleux <mark>« Droit à la paresse, réfutation du 'droit au travail' proclamé en 1848 »</mark> (1883).

« Le coup d'État feutré »

par *Simon Johnson*, ancien économiste en chef du FMI, un texte littéralement passionnant, lu sur **The Atlantic**, traduit et publié sur le blog de *Paul Jorion*: http://www.pauljorion.com/blog/?p=2731

- « Voici notre traduction collective de l'entretien que Simon Johnson a accordé au magazine The Atlantic, publié dans son numéro du mois de mai. J'ai demandé à The Atlantic, ainsi qu'à Johnson lui-même, le droit de publier cette traduction. Je n'ai pas encore reçu de réponse. Je la retirerais bien entendu immédiatement si j'en recevais l'ordre. Paul Jorion. (Copyright The Atlantic).
- « La crise a mis à nu bien des **vérités déplaisantes** au sujet des États-Unis. L'une des plus inquiétantes, dit un ancien économiste en chef du Fonds Monétaire International, est que l'industrie financière a effectivement mis la main sur notre gouvernement une situation plus classique sur un marché émergent, et qui est au centre de bien des crises des marchés émergents. Si l'équipe du FMI pouvait parler librement des États-Unis, elle nous dirait ce qu'elle dit à tous les pays dans cette situation : le rétablissement ne peut réussir qu'à la condition de briser l'oligarchie financière qui bloque la réforme indispensable. Et si nous voulons éviter une vraie dépression, le temps nous manque.

par Simon Johnson, ancien économiste en chef du FMI.

Le coup d'État feutré

Une chose que l'on apprend relativement rapidement lorsque l'on travaille au Fonds Monétaire International, c'est que personne n'est jamais très heureux de vous voir. Habituellement vos "clients" vous appellent seulement après que le capital privé les a abandonnés, après que les partenaires du commerce régional ont échoué à leur jeter une bouée de sauvetage suffisante, après que les tentatives de dernier recours pour emprunter à des amis puissants comme la Chine ou l'Union européenne sont tombées à l'eau. Vous n'êtes jamais le premier invité à la danse.

La raison, bien sûr, est que le FMI s'est spécialisé dans le fait de dire à ses clients ce qu'ils n'aiment pas entendre. J'aurais du le savoir; j'ai imposé des changements pénibles à bien des dirigeants étrangers lorsque j'était économiste en chef en 2007 et 2008. Et j'ai senti les effets de la pression du FMI, au moins indirectement, lorsque j'ai travaillé aux côtés des gouvernements en Europe de l'Est alors qu'ils se débattaient après 1989, et avec le secteur privé en Asie et en Amérique latine au cours des crises de la fin des années 1990 et début des années 2000. A cette époque, depuis ces points d'observations privilégiés, j'étais aux premières loges pour voir le déroulement régulier des officiels - d'Ukraine, de Russie, de Thaïlande, de Indonésie, de Corée du Sud et d'ailleurs - arriver en traînant les pieds vers le fonds dans les pires circonstances et lorsque routes les autres tentatives avaient échoué.

Chaque crise est différente, bien sûr. L'Ukraine faisait face à une hyperinflation en 1994; la Russie avait désespérément besoin d'aide lorsque son système de rotation d'emprunts à court terme explosa durant l'été 1998; la roupie indonésienne plongea en 1997, mettant presque à plat l'économie réelle; cette même année, le miracle économique long de 30 ans de la Corée du Sud fut stoppé lorsque les banques étrangères refusèrent soudainement d'accorder de nouveaux crédits.

Mais je dois vous dire que pour les dirigeants du FMI, **toutes ces crises se ressemblaient désespérément**. Chaque pays, bien sûr, avait besoin d'un prêt, mais plus que cela, chacun avait besoin de procéder à de grands changements pour que le prêt puisse fonctionner. Presque toujours, les pays en crise doivent apprendre à vivre selon leurs moyens après une période d'excès - les exportations doivent être augmentées et les importations réduites - et le but est d'y parvenir sans générer la plus horrible des récessions. Naturellement, les économistes du fonds passent leur temps à établir les politiques - le budget, les réserves monétaires et ainsi de suite - qui font sens dans ce contexte. Mais la solution économique est rarement très difficile à trouver.

Non, la réelle préoccupation des cadres supérieurs du FMI, et l'obstacle majeur à la reprise, est presque

invariablement la politique des pays en crise.

Habituellement, ces pays sont dans une situation économique désespérée pour une simple raison - leurs puissantes élites se sont laissées emporter lors de la période des vaches grasses et prirent trop de risques. Les gouvernements des marchés émergents et leurs alliés du secteur privés forment en général une oligarchie très unie - et la plupart du temps très raffinée - dirigeant le pays à peu près comme une entreprise lucrative dans laquelle ils sont les actionnaires majoritaires. Lorsqu'un pays comme l'Indonésie, la Corée du Sud ou la Russie se développe, croissent également les ambitions de ses capitaines d'industrie. Tels les maîtres de leur univers miniature, ces personnes font des investissements qui bénéficient clairement à l'économie, mais ils commencent également à faire des paris de plus en plus gros et de plus en plus risqués. Ils considèrent - correctement la plupart du temps - que leurs connexions politiques les autoriseront à se défausser sur le gouvernement de tout problème conséquent qui se présenterait.

En Russie, par exemple, le secteur privé est confronté à des difficultés sérieuses parce que, ces 5 dernières années environ, il a emprunté au moins 490 milliards aux banques et aux investisseurs en se basant sur la croyance que le secteur de l'énergie du pays pouvait soutenir une augmentation permanente de la consommation de toute l'économie. A mesure que les oligarques russes dépensaient leur capital, en acquérant d'autres entreprises et en se lançant dans d'ambitieux projets d'investissement qui créèrent des emplois, leur poids au sein de l'élite politique s'est accru. Leur soutien politique grandissant offrait un meilleur accès à des contrats lucratifs, à des facilités fiscales et aux subventions. Et les investisseurs étrangers n'auraient pas pu être plus contents ; toutes choses étant égales par ailleurs, ils préféraient prêter de l'argent à des personnes qui avaient le support implicite de leur gouvernement national, même si cette garantie dégageait une légère odeur de corruption.

Mais inévitablement, les oligarques des marchés émergents s'emballent; ils gaspillent l'argent et bâtissent d'énormes empires commerciaux sur des montagnes de dettes. Les banques locales, parfois encouragées par le gouvernement, deviennent trop conciliantes face à une extension du crédit à l'élite et à ceux qui dépendent d'elle. Le surendettement connaît toujours une fin tragique, que ce soit le fait d'un individu, d'une entreprise ou d'un pays. Tôt ou tard, les conditions de crédit se rétrécissent et plus personne ne veut plus vous prêter à des conditions qui seraient acceptables.

La spirale infernale qui suit est particulièrement abrupte. D'énormes entreprises vacillent au bord du défaut de paiement et les banques locales qui leur ont prêté font faillite. Les partenariats "public-privé" d'hier sont renommés "capitalisme de copinage". Le crédit devenu indisponible, la paralysie de l'économie en découle, et la situation ne cesse d'empirer. Le gouvernement est obligé de réduire ses réserves en monnaie étrangère pour payer les importations, le service de la dette et pour couvrir les pertes du privé. Mais ces réserves peuvent bien sûr s'épuiser. Si le pays ne parvient pas à se ressaisir avant que cela n'arrive, il fera défaut sur sa dette souveraine et deviendra un paria économique. Le gouvernement, dans sa course pour stopper l'hémorragie, devra éliminer quelques-uns des champions économiques nationaux - subissant désormais des pertes massives de capitaux - et devra restructurer un système bancaire particulièrement déséquilibré. Dans d'autres termes, il devra se débarrasser de certains de ses oligarques.

Or, affamer les oligarques est rarement la stratégie choisie par les gouvernements de marchés émergents. Bien au contraire : au début de la crise, les oligarques sont habituellement ceux qui bénéficient en premier lieu de l'aide du gouvernement, comme un moyen d'accès privilégié aux devises étrangères, ou encore d'importants dégrèvements fiscaux, ou - c'est là une technique de sauvetage classique du Kremlin - l'achat par le gouvernement d'obligations privées. Sous la contrainte, la générosité envers les anciens amis prend une multitude de formes très innovantes. Pendant ce temps-là, comme on a besoin de ponctionner quelqu'un, la plupart des gouvernements des marchés émergents se tournent vers les salariés ordinaires - au moins jusqu'à ce que les émeutes deviennent trop importantes.

Au final, ainsi que les oligarques de la Russie de Poutine le réalisent maintenant, certains parmi l'élite doivent perdre leur situation avant que la reprise puisse démarrer. C'est un jeu de chaises musicales: il n'y a juste pas assez de réserves monétaires pour prendre soin de tout le monde, et le gouvernement ne peut pas se permettre d'éponger complètement la dette du secteur privé.

Alors, le personnel du FMI regarde dans les yeux le ministre des finances et décide si oui ou non le gouvernement est désormais sérieux. Le FMI octroiera même éventuellement un prêt à un pays comme la Russie, mais d'abord il veut être convaincu que le premier ministre Poutine est prêt, décidé, et capable d'être dur avec certains de ses amis. S'il n'est pas prêt à jeter ses anciens associés aux loups, le FMI peut attendre. Et quand il est prêt, le FMI est heureux de faire d'utiles suggestions particulièrement en prenant soin de retirer le contrôle du système bancaire des mains des "entrepreneurs" les plus incompétents et les plus avares.

Évidemment, les anciens amis de Poutine se défendront. Ils mobiliseront leurs alliés, feront jouer le système, et mettront la pression sur d'autres secteurs du gouvernement pour obtenir des subventions supplémentaires. Dans les cas extrêmes, ils tenteront même la subversion - incluant un appel à leurs contacts parmi les décideurs de la politique étrangère américaine, ainsi que le firent avec un certain succès les Ukrainiens à la fin des années 90.

Nombre de programmes du FMI "déraillent" (un euphémisme) précisément parce que le gouvernement ne parvient pas à rester suffisamment sévère envers ses anciens amis, et les conséquences en sont une inflation massive et d'autres désastres. Un programme "revient sur les rails" dès que le gouvernement reprend les rênes ou quand les puissants oligarques ont choisi parmi eux lequel gouvernera - et ainsi lequel gagnera ou perdra - à l'intérieur du plan du FMI. Le vrai combat en Thaïlande et en Indonésie en 1997 fut de déterminer quelles grandes familles perdraient leurs banques. En Thaïlande, cela a été accompli de manière relativement douce. En Indonésie, cela conduisit à la chute du président Suharto et au chaos économique.

À partir de ces longues années d'expérience, le personnel du FMI sait que ses programmes réussiront - stabiliser l'économie et permettre la croissance - si et seulement si quelques-uns des puissants oligarques qui firent tant pour créer les problèmes sous-jacents sont mis hors de combat. C'est le problème de tous les marchés émergents.

Devenir une république bananière

De par sa profondeur et sa soudaineté, la crise financière et économique US rappelle remarquablement les moments que nous avons connus sur les marchés émergents (et seulement sur les marchés émergents): la Corée du sud (1997), la Malaisie (98), la Russie, l'Argentine (à de multiples reprises). Dans chacun des cas, les investisseurs étrangers, effrayés que le pays ou son secteur financier ne puissent faire face à leur montagne de dette, stoppèrent soudainement leurs financements. Et dans chacun de ces cas, cette crainte devint auto-réalisatrice, à mesure que les banques échouaient à refinancer leur dette renouvelable et s'avéraient incapables de payer. C'est précisément ce qui a conduit Lehman Brothers à la banqueroute le 15 septembre, provoquant du jour au lendemain un tarissement de toutes les sources de financement du secteur financier. Tout comme dans les crises des marchés émergents, la faiblesse du système bancaire s'est propagée à toute l'économie, provoquant une sévère contraction de l'activité économique et des privations pour des millions de personnes.

Mais il existe une similitude plus profonde et plus dérangeante : les intérêts de l'élite des affaires - financière, dans le cas des USA - a joué un rôle central dans l'émergence de cette crise, pariant de plus en plus gros, avec l'accord implicite du gouvernement, jusqu'à l'inévitable effondrement. Plus inquiétant encore, ils utilisent maintenant leur influence pour prévenir exactement le type de réformes nécessaires, et ce, rapidement, pour sortir l'économie de son plongeon la tête la première. Le gouvernement semble impuissant, ou sans volonté, pour agir contre eux.

Les Topbankers d'investissement et les fonctionnaires du gouvernement aiment à jeter le blâme pour ce qui est de la responsabilité de la crise actuelle sur la baisse des taux d'intérêts après l'implosion de la bulle Internet ou, mieux encore - histoire de refiler la patate chaude à quelqu'un d'autre - sur le flot d'épargne provenant de Chine. Certains à droite aiment à se plaindre de Fannie et Freddie, ou même des efforts de longue durée destinés à promouvoir un plus large accès à la propriété. Et, bien sûr, c'est un axiome pour tout le monde que les régulateurs responsables "de la sécurité et de la validité" se sont endormis au volant.

Mais toutes ces politiques - régulation amaigrie, argent bon marché, l'alliance tacite US-Chine, le développement de l'accès à la propriété - avaient toutes quelque chose en commun. Même si, certaines sont traditionnellement associées aux Démocrates et d'autres aux Républicains, elles bénéficièrent toutes au secteur financier. Les changements de politique qui auraient pu endiguer la crise et limiter les profits du secteur bancaire - telle la tentative désormais fameuse de Brookley Born de réguler les CDS à la Commodity Future Trading Commission, en 98 - furent ignorées ou balayées d'un revers de main.

L'industrie financière n'a pas toujours bénéficié de tels traitements de faveur. Mais depuis 25 ans environ la finance s'est énormément développée, devenant encore plus puissante. Le décollage a commencé lors des années Reagan et n'a fait que de se renforcer avec les politiques de dérégulation des administrations Clinton et Bush. De nombreux autres facteurs ont alimenté l'ascension de l'industrie financière. La politique monétaire de Paul Volker dans les années 80 et l'accroissement de la volatilité des taux d'intérêts qui l'ont accompagnée ont rendu le commerce des obligations bien plus lucratif. L'invention de la titrisation, des swaps de taux d'intérêt, et des CDS accrût sensiblement le volume des transactions sur lesquelles les banquiers pouvaient faire de l'argent. De plus, une population vieillissante et très aisée a investi de plus en plus d'argent dans les titres, aidée en cela par l'invention de l'IRA et du plan 401(k) [programmes de retraite autogérés]. Ensemble, ces développements ont largement augmenté les opportunités de profit des services financiers.

Sans surprise, Wall Street s'est précipitée sur ces opportunités. De 1973 à 1985, le secteur financier n'a jamais représenté plus de 16% des profits des entreprises nationales. En 1986, ce chiffre atteignait 19%. Pendant les années 90 il a oscillé entre 21 et 30%, plus haut qu'il ne l'avait jamais été pendant la période d'après guerre. Au cours de la décennie actuelle il a atteint 41%. Les rémunérations se sont énormément accrues. De 1948 à 1982, les rémunérations moyennes du secteur financier se situaient entre 99 et 108 % de la moyenne pour toutes les entreprises nationales privées. Depuis 1983 elles ont décollé atteignant 181% en 2007.

L'énorme richesse que le secteur financier a créée et concentrée a donné aux banquiers un poids politique énorme - un poids jamais vu aux US depuis l'ère J. P. Morgan (l'homme). Pendant cette période, la panique bancaire de 1907 ne pût être arrêtée que par une coordination des banquiers du secteur privé : aucune entité gouvernementale n'étant apte à fournir une réponse efficace. Mais ce premier âge des

banquiers oligarques parvint à son terme avec l'application d'une régulation bancaire significative en réponse à la Grande Dépression ; le retour d'une oligarchie financière américaine est plutôt récente.

Le corridor "Wall Street - Washington"

Bien sûr, les États-Unis sont un cas unique. Et tout comme nous avons l'économie, l'armée et la technologie les plus évoluées du monde, nous avons aussi la meilleure oligarchie.

Dans un système politique primitif, le pouvoir est transmis par la violence, ou par la menace de la violence : coups d'État militaires, milices privées et ainsi de suite. Dans un système moins primitif, plus représentatif des marchés émergents, le pouvoir est transmis par l'argent : corruption, pots de vin et comptes dans des banques offshore. Bien que le lobbying et le financement des campagnes électorales jouent un rôle déterminant dans le système politique américain, la bonne vieille corruption - des enveloppes bourrées de billets de 100 \$ - est probablement reléguée au second plan, à l'exception de Jack Abramoff.

Au lieu de cela, l'industrie financière américaine a renforcé son pouvoir politique en accumulant une sorte de capital culturel - un système de croyance. Il fut un temps, peut-être, où ce qui était bon pour General Motors était bon pour le pays. Ces dernières décennies, l'attitude générale s'en tint à l'idée que ce qui était bon pour Wall Street était bon pour le pays. L'industrie des banques et des titres est devenue l'un des contributeurs principaux des campagnes politiques, mais au plus fort de son influence, elle n'avait pas besoin de s'acheter les faveurs des politiques comme ce fut le cas pour l'industrie du tabac ou pour les constructeurs militaires. Elle profitait plutôt du fait que les initiés de Washington croyaient déjà que d'importantes institutions financières et la libre circulation des capitaux étaient cruciales pour la position américaine dans le monde.

Un canal d'influence était, bien sûr, le mouvement d'individus entre Wall Street et Washington. Robert Rubin, anciennement président-adjoint de Goldman Sachs, a servi à Washington comme Secrétaire du Trésor sous Clinton, et devint plus tard président du comité exécutif de Citigroup. Henry Paulson, PDG de Goldman Sachs pendant le long boom, devint Secrétaire du Trésor sous George W. Bush. John Snow, le prédécesseur de Paulson, quitta le Trésor pour devenir président de Cerberus Capital Management, un grand private-equity qui compte également Dan Quayle parmi ses dirigeants. Alan Greenspan, en quittant la Réserve fédérale, devint consultant à Pimco, peut-être l'acteur principal sur les marchés d'obligations.

Ces connexions personnelles furent souvent multipliées à des niveaux inférieurs au cours des trois administrations présidentielles passées, renforçant les liens entre Washington et Wall Street. C'est devenu une sorte de tradition pour les employés de Goldman Sachs d'être engagés par le service public lorsqu'ils quittent l'entreprise. Le flot des anciens de Goldman - comprenant Jon Corzine, actuellement gouverneur du New Jersey, ainsi que Rubin et Paulson - n'a pas seulement installé des gens équipés de la vision du monde de Wall Street dans les corridors du pouvoir; il a aussi contribué à établir une image de Goldman (en tout cas au sein des instances fédérales) comme une institution quasiment de l'ordre du service public.

Wall Street est un lieu très attirant, parfumé de l'odeur du pouvoir. Ses dirigeants croient effectivement qu'ils manœuvrent les leviers qui font marcher le monde. Il est compréhensible qu'un fonctionnaire invité dans leurs salles de conférence, même si ce n'est que pour une rencontre, succombe à leur charme. Tout au long de mon travail au FMI, j'ai été frappé par l'aisance d'accès des principaux financiers aux dirigeants les plus élevés du gouvernement U.S. et par l'entremêlement des carrières politiques et financières. Je garde un souvenir vivace d'une rencontre au début 2008 - entre des dirigeants politiques d'un certain nombre de pays riches – au cours de laquelle l'orateur affirma, à l'approbation générale de l'assistance, que la meilleure préparation pour devenir un président de banque centrale était de travailler dans une banque d'investissement.

Une génération entière de dirigeants politiques ont été hypnotisés par Wall Street, sont toujours et complètement convaincus que tout ce que disaient les banques était vrai. Les déclarations de Greenspan en faveur des marchés financiers dérégulés sont bien connues. Mais Greenspan n'était de loin pas le seul. Voici ce que disait en 2006 Ben Bernanke, l'homme qui lui a succédé: "La gestion du risque de marché et du risque de crédit est devenue de plus en plus sophistiquée... Des organisations bancaires de toutes tailles ont fait des avancées significatives ces deux dernières décennies dans leur capacité à mesurer et à gérer les risques."

Bien sûr, tout ceci était en majeure partie **une illusion**. Les régulateurs, les législateurs et les universitaires partaient du principe que les dirigeants de ces banques savaient ce qu'ils faisaient. Avec le recul, on sait que ce n'était pas le cas. La division des produits financiers d'AIG, par exemple, fit 2,5 milliards de profits avant impôt, principalement en vendant des assurances sous-évaluées sur des titres complexes et mal-compris. Souvent décrites comme "ramasser des pièces de monnaie devant un rouleau-compresseur", cette stratégie n'est profitable que lorsque tout va bien, et est catastrophique lorsque ça va mal. Ainsi à l'automne dernier, AIG s'était engagée à assurer plus de 400 milliards de dollars de ces titres. A cette date, le gouvernement U.S., dans une tentative de sauver l'entreprise, s'est engagé à hauteur de 180 milliards de dollars en investissements et prêts pour couvrir les pertes que le modèle sophistiqué de mesure et de gestion des risques d'AIG avait déclaré virtuellement impossibles.

Le pouvoir de séduction de Wall Street s'est même (ou spécialement) étendu jusqu'aux professeurs d'économie et de finance habituellement confinés dans les bureaux étroits des universités et dans la quête d'un prix Nobel. Comme les mathématiques financières devinrent de plus en plus essentielles à la pratique de la finance, les professeurs prirent de plus en plus position comme consultants ou partenaires des institutions financières. *Myron Scholes et Robert Merton*, deux prix Nobel, en furent peut-être les exemples les plus fameux; ils occupèrent des postes de direction dans le hedge fund Long-Term Capital Management en 1994, avant que le fonds ne s'évanouisse dans un célèbre échec à la fin de la décennie. Mais bien d'autres suivirent le même chemin. Cette migration donna le brevet de la légitimité académique (et l'aura intimidante de la rigueur intellectuelle) au monde bourgeonnant de la haute finance.

À mesure que de plus en plus de riches faisaient leur argent avec la finance, le culte de celle-ci se répandit dans la culture au sens large. Des œuvres comme "Barbarians at the Gate", "Wall Street", et "Bonfire of the Vanities" - toutes présentées comme des contes initiatiques - ne servirent qu'à augmenter la mystique de Wall Street. Michael Lewis indiqua dans "Portfolio" l'année dernière que lorsqu'il écrivait "Liar's Poker", un compte-rendu d'initié de l'industrie financière, en 1989, il espérait que le livre provoque une indignation envers les horreurs et les excès de Wall Street. À l'inverse il se retrouva "submergé de lettres d'étudiants de l'État de l'Ohio qui me demandaient si j'avais d'autres secrets à partager... Ils avaient lu mon livre comme un manuel d'instruction." Même des criminels de Wall Street, comme Michael Milken et Ivan Boesky, devinrent des idoles. Pour une société qui célèbre l'idée de s'enrichir, il était facile de conclure que l'intérêt du secteur financier était équivalent aux intérêts de la nation - et que les gagnants dans le secteur financier devaient mieux savoir que d'autres ce qui était bon pour l'Amérique et devaient travailler dans le secteur public à Washington. La foi dans la liberté des marchés financiers devint la sagesse partagée - célébrée dans les pages éditoriales du Wall Street Journal et au Congrès.

De cette rencontre entre les campagnes de publicité de la finance, les relations personnelles et l'idéologie découlèrent, en se limitant aux dix dernières années, **un flot de politiques de dérégulations** qui sont, avec le recul, pour le moins surprenantes:

- l'insistance sur l'ouverture des frontières à la libre circulation des capitaux;
- la répudiation des régulations datant de l'époque de la Grande Dépression, régulations séparant la banque commerciale et la banque d'investissement;
- une interdiction de la part du Congrès de réguler les Credits-Default Swaps (CDS);
- une augmentation importante de l'effet de levier autorisé pour les banques d'investissement;
- une main légère (devais-je dire invisible ?) à la Securities and Exchange Commission dans l'application des régulations ;
- des accords internationaux qui autorisent les banques à évaluer elles-mêmes leur propre risque ;
- et un échec international d'adapter les régulations aux fantastiques développements de **l'innovation financière**.

L'état d'esprit qui accompagnait ces mesures à Washington semblait balancer entre la nonchalance et la célébration affichée : la finance libérée de tout lien, pensait-on, allait continuer à propulser l'économie de plus en plus haut.

Les oligarques américains et la crise financière

L'oligarchie et les politiques gouvernementales qui y contribuèrent ne furent pas les uniques causes de la crise financière qui éclata l'année dernière. Plusieurs **autres facteurs** y participèrent, comme **des emprunts excessifs** par les ménages et des conditions de prêts trop laxistes à l'extérieur du domaine habituel de la finance [subprime]. Mais les plus importantes des banques commerciales et d'investissement - ainsi que les hedge funds qui sont à leurs côtés - étaient les plus principaux bénéficiaires des bulles jumelles de l'immobilier et de la Bourse de cette décennie, leurs profits se nourrissant d'un volume toujours grandissant de transactions supportés par une base relativement étroite d'actifs physiques réels. À chaque fois qu'un prêt était vendu, reconditionné, titrisé et revendu, les banques prélevaient leurs frais, et les hedge funds qui achetaient ces titres récoltaient des honoraires toujours plus gros à mesure que leurs fonds augmentaient.

Parce que tout le monde s'enrichissait et parce que la santé de l'économie nationale dépendait autant de la croissance de l'immobilier et de la finance, personne à Washington n'eut l'intention de s'interroger sur ce qui se passait. Au lieu de cela, Greenspan, le directeur de la Fed et le président Bush affirmaient régulièrement que l'économie était fondamentalement saine et que la croissance fantastique des titres complexes et des Credit-Defaults Swaps étaient la preuve de la bonne santé d'une économie dans laquelle le risque était distribué de la manière la plus sûre.

En été 2007, des signes de tension commencèrent à apparaître. La bulle avait produit tellement de dette que même un obstacle économique mineur pouvait entraîner des problèmes majeurs, et l'augmentation de défaut de paiement du secteur des hypothèques subprimes fut ce hoquet fatal. Depuis lors, le secteur financier

et le gouvernement fédéral se sont comportés exactement comme on pouvait s'y attendre à la lumière des crises passées des marchés émergents.

Depuis, les princes du monde financier ont été bien sûr décrédibilisés en tant que leaders et stratèges - du moins aux yeux de la plupart des Américains. Mais alors que les mois passèrent, les élites financières ont continué à considérer que leur position de chouchous de l'économie est acquise, malgré le désastre qu'ils ont causé.

Stanley O'Neal, le PDG de Merrill Lynch, a fortement engagé son entreprise dans le marché des Mortgage—Backed Securities lors de son point culminant en 2005 et 2006 ; en octobre 2007, il reconnut : "la vérité est que nous - enfin moi - nous nous sommes trompés en nous surexposant aux subprimes, et que nous avons souffert de l'absence de liquidité de ce marché. Personne n'est plus déçu que moi de ce résultat." O'Neal emporta avec lui un bonus de 14 millions de \$ en 2006 ; en 2007 il quitta Merrill Lynch avec un parachute doré de 162 millions de \$, même si celui-ci a bien fondu depuis.

En octobre, *John Thain*, le PDG final de Merrill Lynch, a poussé son équipe de directeurs à lui accorder un bonus de 30 millions de \$ ou plus, puis a réduit sa demande à 10 millions de \$ en décembre ; il retira sa requête face à un concert de protestations, mais seulement après que l'affaire fut dévoilée dans le Wall Street Journal. Merrill Lynch dans son ensemble ne faisait pas mieux : le paiement des bonus, 4 milliards de dollars au total, fut avancé en décembre, vraisemblablement afin d'éviter la possibilité que ces bonus soient réduits par Bank of America qui devint propriétaire de Merrill dès le premier janvier. Wall Street versa 18 milliards de bonus de fin d'année l'année dernière à ses employés new-yorkais, après que le gouvernement débourse 243 milliards de \$ au titre d'aide d'urgence au secteur financier.

Lors d'une panique financière, le gouvernement doit répondre à la fois avec célérité et détermination. La racine du problème est l'incertitude - dans ce cas-ci, l'incertitude sur le fait que les banques disposent de suffisamment d'actifs pour couvrir leur passif. Des demi-mesures combinées avec le recours à la pensée magique et une attitude passive ne peut pas surmonter cette incertitude. Et plus la réaction tarde, plus cette incertitude bloque le crédit, sape la confiance des consommateurs et fige l'économie - rendant le problème de plus en plus difficile à résoudre. Et bien, les caractéristiques principales de la réaction du gouvernement à la crise financière ont été le retard, le manque de transparence, et l'absence de volonté de déranger le secteur financier.

Jusqu'ici la réponse du gouvernement peut le mieux être décrite comme "la politique du coup par coup" : lorsqu'une institution financière majeure se trouve en difficulté, le Département du Trésor et la Réserve fédérale concoctent un sauvetage pendant le week-end et annonce le lundi que tout est rentré dans l'ordre. En mars 2008, Bear Stearns a été vendu à JP Morgan Chase d'une manière qui ressemblait pour beaucoup à un cadeau offert à JP Morgan. (Jamie Dimon, le PDG de JP Morgan, fait partie de l'équipe de directeurs de la Réserve fédérale de New-York qui, avec le Département du Trésor, a arrangé la transaction). En septembre, nous avons vu Merrill Lynch être vendue à Bank of America, le premier sauvetage d'AIG, ainsi que la saisie et vente immédiate de Washington Mutual à JP Morgan - le tout arrangé par le gouvernement. En octobre, neuf grandes banques furent recapitalisées le même jour en huis-clos à Washington. Et suivirent les sauvetages supplémentaires de Citigroup, AIG, Bank of Amercia, encore Citigroup et encore AIG.

Certains de ces arrangements ont peut-être été des réponses raisonnables à la situation immédiate. Mais il n'a jamais été clair (et ce ne l'est toujours pas) quelle combinaison d'intérêts furent servis, et comment. Le Trésor et la Fed n'agirent en accord avec aucun principe énoncé publiquement, mais élaborèrent simplement la transaction et déclarèrent que c'était ce que l'on pouvait faire de mieux étant donné les circonstances. C'était des affaires de petit matin dans une arrière-salle, point à la ligne.

Tout au long de la crise, le gouvernement a fait particulièrement attention à ne pas déranger les intérêts des institutions financières, ou de ne pas mettre en question les bases du système qui nous a amenés là. En septembre 2008, Henry Paulson demanda au Congrès 700 milliards de \$ afin d'acheter des actifs toxiques aux banques, sans conditions et sans audit administratif des décisions d'achat. De nombreux observateurs suspectèrent que l'objectif était d'acheter à un prix surévalué ces actifs de débarrasser et de cette manière les banques du problème – et c'était en effet, uniquement de cette manière que ces achats d'actifs toxiques pouvaient faire une différence. Ce plan a peut-être été suspendu parce qu'il n'était pas possible de faire admettre au plan politique un subventionnement aussi patent,.

En lieu et place, l'argent a été utilisé pour recapitaliser les banques, pour acheter des actions dans des conditions qui furent favorables de manière grossière aux banques elles-mêmes. À mesure que la crise s'approfondissait et que les institutions financières eurent besoin de plus d'aide, le gouvernement s'est montré de plus en plus créatif pour trouver des moyens complexes d'apporter des subventions aux banques afin que le public lui ne parvienne pas à comprendre. Le premier sauvetage d'AIG, dont les termes étaient relativement favorables au contribuable, a été complété par trois autres sauvetages dont les conditions étaient bien plus favorables pour AIG. Le deuxième sauvetage de Citigroup et celui de Bank of America comprirent des garanties d'actifs complexes qui offraient des assurances aux banques à des taux bien inférieurs à ceux du marché. Le troisième sauvetage de Citigroup, fin février, convertit des actions privilégiées du gouvernement en actions ordinaires à un prix bien plus élevé que le prix du marché - un subventionnement que même la plupart des lecteurs du Wall Street Journal n'auraient pas noté en première lecture. Et les actions privilégiées convertibles que le Trésor achètera dans le cadre du nouveau Plan de Stabilité Financière donne l'option de conversion et donc la chance de gain aux banques, et

non pas au gouvernement.

Le dernier plan - qui a probablement pour objectif de procurer des prêts bon marchés aux hedge funds et autres afin qu'ils puissent acheter des actifs toxiques à des prix relativement élevés - a été énormément influencé par le secteur financier, et le Trésor ne l'a pas caché. Comme Neel Kashkari, un dirigeant important du Trésor à la fois sous Henry Paulson et Tim Geithner (et un ancien de Goldman), déclara au Congrès en mars, « Nous avons reçu des propositions non sollicitées de la part de personnes du secteur privé disant : "Nous avons des réserves de capital ; nous désirons acquérir des actifs de banques en difficulté." » Et le plan permet de faire exactement cela : "En mariant le capital du gouvernement - le capital du contribuable - au capital du secteur privé et en apportant le financement, vous pouvez rendre ces investisseurs capables d'acheter ces actifs à un prix intéressant pour les investisseurs et intéressant pour les banques." Kashkari n'a pas précisé si ce prix était avantageux pour le troisième groupe concerné : les contribuables.

Même si l'on ignore l'équité envers les contribuables, l'approche du gant de velours du gouvernement envers les banques est profondément inquiétant, pour une simple raison : ça ne va pas forcer le secteur financier à changer de comportement, habitué qu'il est à mener ses affaires selon ses propres critères, à une période où ce comportement doit cependant changer. Comme un important dirigeant de banque anonyme l'explique au New York Times l'automne dernier, "Peu importe combien Hank Paulson nous donne, personne ne va prêter un centime avant que l'économie ne se rétablisse." Et voilà le hic : l'économie ne se redressera pas avant que les banques ne soient à nouveau saines et désireuses de prêter.

L'issue

Si l'on se contente d'examiner la crise financière (en laissant de côté certains des problèmes de l'économie en général) nous sommes confrontés a minima à deux difficultés majeures intrinsèquement liées. La première est un secteur bancaire dans un état critique menaçant d'étouffer toute reprise naissante susceptible d'être générée par le stimulus fiscal. La seconde est un équilibre des pouvoirs politiques qui donne un droit de véto au secteur financier sur les politiques publiques, même lorsque ce secteur a perdu le soutien populaire.

Les grandes banques, semble-t-il, n'ont cessé de gagner en pouvoir politique depuis le début de la crise. Et ce n'est guère surprenant. Avec un système financier si fragile, les dégâts que pourrait causer la faillite d'une des principales banques - Lehman était de taille modeste comparé à Citigroup ou Bank of Amercia - sont bien plus importants qu'en temps normal. Les banques ont ainsi exploité cette peur alors qu'elles extorquaient de Washington des accords favorables pour elles. Bank of America a ainsi obtenu son deuxième plan de sauvetage (en janvier) après avoir averti le gouvernement qu'elle ne pourrait peut-être pas soutenir l'acquisition de Merrill Lynch, une perspective que le Trésor ne voulait même pas envisager.

Les défis que les USA relèvent sont familiers au personnel du FMI. Si vous cachiez le nom du pays et ne montriez que les chiffres, il ne fait aucun doute que les têtes chenues du FMI vous diraient : nationalisez les banques en péril et démantelez-les à la demande.

D'une certaine manière, bien sûr, le gouvernement a déjà pris le contrôle du système bancaire. Il a garanti les passifs des plus grosses banques et il reste aujourd'hui leur seule source crédible de capitaux. Pendant ce temps-là, la Réserve Fédérale a repris le rôle majeur de fournisseur de crédit à l'économie - la fonction que le secteur bancaire privé est supposé remplir mais ce n'est pas le cas. Cependant il y a des limites à ce que la Fed peut faire toute seule; consommateurs et entreprises restent dépendants des banques dont l'état des livres comptables et le manque d'encouragement ne permettent pas d'octroyer les prêts dont l'économie a besoin et le gouvernement ne contrôle pas réellement les responsables de ces banques ni leurs décisions.

À la racine du problème des banques se trouvent les pertes énormes qu'elles ont indubitablement subies sur leurs portefeuilles d'assurances et de prêts. Mais elles ne veulent pas reconnaître l'étendue complète de leurs pertes parce qu'elles seraient déclarées insolvables. Aussi, elles minimisent le problème et demandent des aides insuffisantes pour les assainir (et une fois encore elles ne peuvent révéler l'étendue de l'aide dont elles auraient besoin pour cela), mais qui leur permettent de tenir encore un peu. Ce comportement est délétère : les banques "malades" ne prêtent pas (accumulant l'argent pour reconstituer des réserves) ou elles font des paris désespérés sur des prêts à haut risque ou des investissements qui pourraient rapporter gros, mais qui, probablement ne paieront pas du tout. Dans l'un ou l'autre cas, l'économie continue à souffrir, et par là même, les actifs des banques continuent à se détériorer - générant ainsi un cercle vicieux destructeur.

Pour briser ce cercle vicieux, le gouvernement doit contraindre les banques à reconnaître l'échelle réelle de leurs problèmes. Comme le FMI le comprend (et comme le gouvernement U.S. lui-même a insisté a ce sujet pour de multiples marchés émergents dans le passé) la manière la plus directe de les forcer à le reconnaître, c'est la nationalisation. Au contraire, le Trésor essaie de négocier le sauvetage banque après banque et se comporte comme si les banques étaient maîtres du jeu - contorsionnant les termes de chaque accord pour minimiser la prise de participation étatique tout en renonçant à toute influence du gouvernement sur les orientations stratégiques des banques ou leurs opérations. Dans ces conditions, nettoyer le bilan des banques est impossible.

La nationalisation n'impliquerait nullement une propriété définitive de l'État. Le conseil du FMI serait alors, principalement : étendez la zone d'influence de la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation). Une intervention de la FDIC est fondamentalement une procédure de faillite des banques gérée par le

gouvernement. Cela autoriserait le gouvernement à écarter sans ménagement les actionnaires des banques, de remplacer les directions défaillantes, de nettoyer les bilans, et enfin de revendre les banques au secteur privé. L'avantage principal étant une reconnaissance immédiate du problème afin qu'il puisse être résolu avant qu'il ne s'aggrave.

Le gouvernement doit inspecter les bilans et déterminer quelles banques ne survivraient pas à une récession sévère. Ces banques devraient alors faire un choix : réévaluer leurs actifs à leur valeur réelle et lever des fonds privés dans les 30 jours, ou passer sous le direction du gouvernement. Le gouvernement devrait alors réévaluer à la baisse les actifs toxiques des banques sous administration judiciaire - juste reconnaissance de la réalité - et transférer ces actifs à une structure gouvernementale indépendante, qui tentera de récupérer tout ce qui pourra l'être pour le contribuable (comme le fit le RST (Resolution Trust Corporation) après la débâcle des caisses d'épargne dans les années 80). Les derniers vestiges de ces banques, nettoyés et à nouveau aptes à accorder des crédits en toute sécurité, et par là à nouveau dignes de la confiance des autres investisseurs et prêteurs - pourraient être vendus.

Nettoyer les "méga-banques" constituera une entreprise complexe. Et cela coûtera cher aux contribuables ; si on se réfère aux derniers chiffres du FMI, le nettoyage du système bancaire coûtera probablement près de 1,5 trillion de dollars (10% de notre PIB) à long terme. Mais seule une action décisive du gouvernement - mettant au jour la pleine mesure du pourrissement financier et restaurant de manière vérifiable la santé d'un "lot" de banques - pourra guérir le secteur financier dans son ensemble.

Cela peut sembler être un traitement de cheval. Mais, en fait, bien que nécessaire, c'est insuffisant. Le second problème que doivent affronter les USA - le pouvoir de l'oligarchie - est au moins aussi important que la crise actuelle du crédit. Un conseil du FMI sur ce point serait une fois encore très simple : casser les reins de l'oligarchie.

Des institutions surdimensionnées influencent les politiques publiques de manière disproportionnée ; les principales banques que nous connaissons aujourd'hui tirent l'essentiel de leur pouvoir du fait qu'elles sont "too big to fail", « trop grosses pour faillir ». La nationalisation et la reprivatisation ne changeront pas cela ; de même, le remplacement des dirigeants de banques qui nous ont conduits à la crise bien que juste et sensé, ne serait au final que le remplacement d'un groupe de gestionnaires tout-puissants par un autre : un simple changement de nom de nos oligarques.

Idéalement, les principales banques devraient être vendues en pièces détachées de taille moyenne, divisées par région ou par type d'activité. Ou, si cela s'avérait compliqué - si nous voulions vendre les banques rapidement - elles pourraient être vendues entières, mais à la condition d'être rapidement démantelées. Les banques restant aux mains du privé devant être sujettes à une limitation de leur taille.

Ceci peut apparaître comme une étape brutale et arbitraire, mais c'est la meilleure manière de limiter le pouvoir d'institutions privées dans un secteur essentiel à l'économie toute entière. Bien sûr, certains se plaindront des coûts de fonctionnement d'un système bancaire plus fragmenté, et ces coûts sont réels. Mais c'est également le cas des coûts qu'entraîne une banque est "trop grosse pour faillir" - une arme d'autodestruction massive - lorsqu'elle se désintègre. Quoi que ce soit de trop gros pour faillir est trop gros pour exister.

Pour assurer un démantèlement systématique des banques et prévenir une éventuelle résurgence de ces dangereux mastodontes, nous avons également besoin d'actualiser notre législation anti-trust. Des lois mises en place il y a plus de cent ans pour combattre des monopoles industriels ne sont plus adaptées aux problèmes qui sont les nôtres aujourd'hui. Le problème actuel du secteur financier n'est plus qu'une entreprise donnée détienne suffisamment de part de marché pour influencer les prix ; c'est qu'une seule entreprise ou un petit réseau d'entreprises interconnectées, puissent, en cas de faillite, ébranler toute l'économie. Les stimuli fiscaux de l'administration Obama rappellent Franklin Delano Roosevelt, mais ce que nous avons à imiter ici c'est le démantèlement massif des trusts de Teddy Roosevelt.

Limiter les rémunérations des dirigeants, malgré des relents de populisme, pourrait aider à restaurer l'équilibre des pouvoirs politiques et éviter l'émergence d'une nouvelle oligarchie. L'attrait principal de Wall Street - pour les gens qui y travaillent et pour les officiels du gouvernement tout simplement trop heureux de se reposer sur ses lauriers - ayant bien entendu été les montants faramineux qui pouvaient y être gagnés. Limiter ces montants permettrait évidemment de réduire la voilure du secteur financier et de la rendre plus semblable aux autres secteurs de l'industrie.

Malgré tout, plafonner forfaitairement les rémunérations est maladroit, particulièrement sur le long terme. Et la majeure partie de l'argent est de nos jours obtenue loin de toute régulation par le biais des hedge funds et des private-equity, aussi la diminution des rétributions peut être complexe à mettre en œuvre. La régulation et l'impôt pourraient constituer un élément de la solution. Au fil du temps, cependant, ce qui importe réellement serait d'accroître la transparence et la concurrence, ce qui devrait faire baisser les rémunérations dans l'industrie financière. À ceux qui diraient que cela conduira à la fuite des activités financières vers d'autres pays nous répondrions alors : tant mieux.

Deux voies

Pour paraphraser *Joseph Schumpeter*, l'économiste du début du 20e siècle, tout le monde a des élites; ce qui importe c'est d'en changer de temps à autres. Si les États-Unis étaient simplement un pays comme un autre qui viendrait au FMI le chapeau à la main, je serais passablement optimiste quant à son avenir. La plupart des crises des marchés émergents que j'ai mentionnées se sont terminées relativement rapidement et débouchèrent, dans la plupart des cas, sur des rétablissements relativement solides. Mais, hélas, c'est là que nous atteignons la limite de notre analogie entre les États-Unis et les marchés émergents.

Les pays des marchés émergents n'ont qu'une prise précaire sur la richesse, et sont globalement des nains. Lorsqu'ils sont en difficulté, ils ne disposent littéralement plus d'argent - ou au moins ne disposent plus des devises étrangères sans lesquelles ils ne peuvent survivre. Ils n'ont pas le choix et doivent, prendre des décisions difficiles et en dernière instance, une action déterminée fera partie de l'équation. Mais, bien évidemment, les États-Unis sont la nation la plus puissante du monde, démesurément riche, et jouissant du privilège exorbitant de pouvoir payer ses dettes envers l'étranger dans sa propre monnaie, monnaie qu'ils peuvent se contenter d'imprimer. En conséquence, ils pourraient bien hoqueter encore longtemps - comme le Japon l'a fait durant sa décennie perdue - sans avoir jamais le courage de faire ce qu'il est nécessaire de faire, sans jamais vraiment se rétablir. Une rupture franche avec le passé - impliquant la prise de contrôle et l'assainissement des grandes banques - ne semble pas être au programme actuellement. Et personne au FMI ne peut contraindre les États-Unis à une telle rupture.

À mon sens, les États-Unis ont devant eux deux scénarios plausibles. Le premier est constitué d'une suite de solutions ad hoc, banque après banque et d'un continuel roulement de sauvetages (répétés), comme ceux qu'on a pu voir en février pour Citigroup et AIG. L'administration tentera d'y parvenir tant bien que mal, et la confusion règnera.

Boris Fyodorov, ancien ministre des finances russe, a lutté pendant la plus grande part de ces deux dernières décennies contre les oligarques, contre la corruption et l'abus d'autorité sous toutes ses formes. Il disait volontiers que la confusion et le chaos allaient dans le sens des intérêts des puissants - leur permettant d'agir légalement ou illégalement, en tout impunité. Lorsque l'inflation est élevée, qui peut encore dire ce qu'un morceau de propriété vaut réellement? Lorsque que le système de crédit repose sur des arrangements gouvernementaux byzantins et des transactions d'arrière-salle, comment savoir si vous n'êtes pas escroqué ?

Notre avenir pourrait être celui où le chamboulement permanent alimente le pillage qu'opère le système financier, et où nous discuterons à l'infini du pourquoi et du comment les oligarques ont pu se métamorphoser en simples fripouilles et comment est-ce dieu possible que l'économie n'arrive pas à redémarrer.

Le second scénario débute d'une manière plus glauque, et pourrait malheureusement se terminer de la même manière. Mais il offre au moins un espoir minime que nous parviendrons à sortir de notre torpeur. Le voici : l'économie globale continue de se détériorer, le système bancaire de l'Europe de l'Est s'effondre et – du fait que ce sont essentiellement des banques d'Europe occidentale qui en sont les propriétaires – la crainte justifiée d'une insolvabilité généralisée des gouvernements européens s'empare de tout le continent. Les créanciers souffrent de plus en plus et la confiance sombre encore davantage. Les économies asiatiques exportatrices de biens manufacturés sont ravagées, tandis que les producteurs de matières premières en Amérique Latine et en Afrique ne s'en sortent guère mieux. L'aggravation dramatique de la situation mondiale donne le coup de grâce à une économie américaine déjà chancelante. Les taux de croissance de référence de l'administration pour le budget en cours sont de plus en plus considérés comme irréalistes, et les "scénarios de stress" optimistes que le Trésor américain utilise actuellement pour évaluer les bilans des banques deviennent la source d'une grande gêne.

Face à ce genre de pressions et confrontés à la perspective d'un effondrement à la fois national et global, un peu de jugeote infuse enfin l'esprit de nos dirigeants.

La représentation communément partagée parmi l'élite est toujours que la crise actuelle "ne peut pas être aussi grave que lors de la Grande Dépression". Cette vision est fausse. Ce à quoi nous sommes confrontés pourrait, en réalité, être pire que la Grande Dépression - parce que le monde est aujourd'hui bien plus interconnecté et parce que le secteur bancaire est devenu si énorme. Nous sommes confrontés à une récession synchronisée dans presque tous les pays, à une baisse de la confiance des individus comme des entreprises, et des problèmes majeurs pour les budgets des États. Si nos dirigeants devenaient conscients des conséquences potentielles de cette situation, alors nous assisterons peut-être à une reprise en main draconienne du système bancaire et la vieille élite brisée. Espérons qu'il ne soit pas alors trop tard. »

Source : <u>Simon Johnson</u>, ancien économiste en chef du FMI, dans le magazine <u>The Atlantic</u>, traduction et signalement par <u>Paul Jorion</u>.

À l'initiative de l'Université Populaire et Citoyenne du Pays d'Aix,

Conférence-débat d'Annie Lacroix-Riz,

professeur d'histoire contemporaine à Paris VII, le mercredi 15 avril 2009, 18 h 30, à Aix en Provence (Encagnane), Maison de la Vie Associative « Lou Ligoures », salle 309 :

Les archives des années 1930 comme éclairage utile de l'actualité 2009.

Origines oubliées de l'intégration européenne de la France.

Le travail extraordinaire de l'historienne Annie Lacroix-Riz sur les archives des années 1920 et 1930 éclaire d'une lumière vive **l'actualité 2009 de la corruption** des acteurs politiques et des institutions par les industriels et les banquiers. Les archives qu'elle nous signale patiemment par milliers **prouvent** des habitudes de délinquance que les acteurs actuels peuvent encore masquer aujourd'hui, à l'aide de lois qui tiennent les archives au secret pendant cinquante ans (le temps de passer l'éponge).

Annie Lacroix-Riz nous aide à comprendre les complicités —anciennes et durables— entre les familles d'héritiers. Elle nous explique aussi le vieux projet d'intégration européenne pour venir à bout des démocraties parlementaires nationales. Pour les innombrables preuves de collaboration qu'elle porte au débat, elle fait l'objet, bien sûr, des attaques les plus venimeuses, mais elle sait bien se défendre et ses conférences sont à la fois des trésors d'érudition et de pugnacité. Si vous ne connaissez pas Annie Lacroix-Riz, vous serez content de l'avoir découverte, c'est une résistante étonnante, une pensée dissidente forte dont la démocratie a bien besoin.

Qu'on se le dise!

张张张张

Principaux ouvrages (à ne pas rater) :

- Industriels et banquiers français sous l'Occupation : La collaboration économique avec le Reich et Vichy (1999).
- L'histoire contemporaine sous influence (2004).
- L'intégration européenne de la France : la tutelle de l'Allemagne et des États-Unis (2007).
- Le choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930 (2006).
- De Munich à Vichy: l'assassinat de la Troisième République. 1938-1940 (2008).
- Son site web: www.historiographie.info

« Le scandale des salaires et autres avantages des Commissaires européens »

un article de Gilles Raveaud, sur le site d'Alternatives économiques :

http://alternatives-economiques.fr/blogs/raveaud/2009/03/31/le-scandale-des-salaires-et-autres-avantages-des-commissaires-europeens/

« Après 1789, 2009? »

par **Sophie Wahnich**, une historienne très intéressante, dans **Le Monde** du 4 avril 2009 : http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0,50-1176699,0.html

« G20 : Les dirigeants de la planète, les multinationales, la finance ont de quoi se réjouir! » un bon article de Jean-Jacques Chavigné, ce dimanche 5 avril, sur Démocratie et socialisme : http://www.democratie-socialisme.org/spip.php?article1870

Cinq promesses non tenues

- 1. La récession ne serait plus qu'un mauvais souvenir
- 2. Cette réunion devait être un nouveau « Bretton Woods »
- 3. Cette réunion devait relancer l'économie mondiale
- 4. La manière dont les banques pourraient être amenées de nouveau à financer l'économie
- 5. Éviter le retour d'une prochaine crise financière dans 5, 10, 15 ou 20 ans

Les trois racines de la crise financière ignorées ou renforcées

- 1. Les déséquilibres internationaux
- 2. La baisse de la part des salaires
- 3. La régulation de la finance

« Totems et tabous

Le retour du protectionnisme et la fureur de ses ennemis »

Par l'excellent Jacques Sapir dans le Monde diplomatique de mars 2009 :

http://www.monde-diplomatique.fr/2009/03/SAPIR/16882

Cet article a suscité des réponses de *Pierre Khalfa* et de *Michel Husson*, ainsi que des "réponses aux réponses" de *Jacques Sapir* :

« Protectionnisme : libres échanges »

http://blog.mondediplo.net/2009-03-31-Protectionnisme-libres-echanges

(Rappel) Ne ratez pas (abonnez-vous au flux RSS de) ce site important :

« Pour un protectionnisme européen

Réflexions et propositions pour des protections commerciales pour l'Europe »

http://www.protectionnisme.eu

Voyez notamment, ces temps-ci:

« Le protectionnisme conduit-il inéluctablement au nationalisme et à la guerre ? »

Une bonne vidéo de **Daniel Todd** pour réfuter une contrevérité absolue, pourtant rabâchée dans les facs d'éco et dans les salles de rédaction.

Réquisitoire pour dénoncer **la propagande de marchands**, qui détestent évidemment le protectionnisme puisque le protectionnisme permet précisément aux hommes de se protéger... contre les marchands :

http://www.protectionnisme.eu/Le-protectionnisme-conduit-il-ineluctablement-au-nationalisme-et-a-la-guerre_a117.html

Voyez aussi ces autres vidéos de *Daniel Todd*, très intéressantes pour une synthèse historique sur le vieux duel idéologique entre les défenseurs du protectionnisme et ceux du libre échange, avec de très utiles rappels sur les connexions oubliées avec l'idéologie libérale et l'idéologie socialiste : http://www.politique-autrement.org/spip.php?article391

« Le retour du protectionnisme Belzébuth est parmi nous »

Pierre Rimbert propose une utile recension de la propagande ruminée par les éditorialistes chiens de garde de la finance et des multinationales, dans le même Diplo de mars (précieux journal!) : http://www.monde-diplomatique.fr/2009/03/RIMBERT/16889

« Appel aux anticapitalistes »

http://rmjennar.free.fr/?p=748

Raoul Marc Jennar annonce sa candidature aux prochaines européennes, avec le NPA.

Les « nonistes de gauche » ont là un vrai bon candidat pour résister à la bureaucratie et aux lobbies.

C'est une bonne nouvelle :-)

« Le capitalisme exploite les humains et la planète. Pour le profit exclusif d'un tout petit nombre. L'aménager ne met fin ni à la violence faite aux femmes et aux hommes qui ne vivent que de leur travail, ni à la violence faite à la nature et aux autres espèces vivantes. Prétendre réguler le capitalisme et inventer un soi-disant « capitalisme vert » n'apporte aucune amélioration durable à un système fondamentalement prédateur. C'est pourquoi, je suis anticapitaliste.

D'âpres luttes politiques et sociales avaient imposé des limites aux méfaits du capitalisme. Elles sont démantelées les unes après les autres. Dans un seul but : éliminer les obstacles qui empêchent que tout, le minéral, le végétal, l'animal, l'humain et ce que l'humain produit soit à vendre ou à acheter dans le cadre d'une concurrence « libre et non faussée ». La finalité de l'humanité est réduite à celle d'un marché unique soumis à la seule règle du profit. C'est pourquoi, je suis anticapitaliste.

Il n'y a pas de fatalité : je n'accepte pas la mise en concurrence des humains entre eux, le démantèlement du droit du travail, la disparition des services publics, les licenciements, la précarité de l'emploi, des conditions de travail, la soumission du politique à l'économique et au financier. C'est pourquoi, je suis anticapitaliste.

Il n'y a pas de fatalité : je refuse que les logiques du profit et du productivisme affectent notre santé, détruisent nos cadres de vie, bouleversent les équilibres écologiques, fassent disparaître la biodiversité, épuisent les ressources naturelles et menacent gravement la survie de la planète. C'est pourquoi, je suis anticapitaliste.

La crise du capitalisme aujourd'hui signe l'échec des aménagements successifs apportés au capitalisme depuis 1929. L'Union européenne partage largement la responsabilité de cette crise. Les politiques de Sarkozy et de Fillon sont des politiques européennes. Décidées par l'ensemble des gouvernements européens. Je défends le plan d'urgence proposé par le NPA pour une Europe démocratique, sociale, écologique et pacifique. C'est un plan de rupture avec le capitalisme. C'est un plan pour une Europe des peuples et pas une Europe des actionnaires.

- Si, comme moi, vous partagez ces raisons de vouloir sortir du capitalisme,
- Si, comme moi, vous pensez que cela exige de se rassembler sur une alternative réelle au contenu précis, qui aborde avec une égale intensité les questions sociales et les questions écologiques, qui réclame de se réunir durablement pour combattre le capitalisme, ceux qui le servent et ceux qui s'en accommodent,
- Si, comme moi, vous êtes convaincu(es) qu'on ne peut se satisfaire de compromissions avec ceux qui n'ont pour but que d'occuper le pouvoir,
- Si, comme moi, vous pensez que l'engagement politique ne peut dériver en carrière professionnelle,

je vous demande de soutenir ma candidature aux élections européennes en tête de la liste du NPA dans la circonscription du sud-est (Corse/PACA/Rhône-Alpes).

Je sais que je peux compter sur l'engagement des militants et des sympathisants du NPA. Mais cela ne peut suffire si on veut utiliser ma candidature pour créer une dynamique qui permette au message que je porte de briser l'indifférence encouragée par les médias et de percer. Pendant la campagne contre le traité constitutionnel européen, j'ai rencontré des femmes et des hommes désireux de s'impliquer dans le champ politique, mais réservé(e)s sur l'adhésion à un parti. J'ai aussi besoin d'elles et d'eux. Tout en respectant, bien entendu, leur souhait de demeurer indépendant(e)s.

Une candidature de combat n'est pas une démarche personnelle. C'est un engagement collectif. J'ai besoin de vous.

Si vous habitez en Corse, en PACA ou en Rhône-Alpes et si vous souhaitez soutenir ma candidature et les idées que je porte, si vous voulez les faire connaître, écrivez-moi un petit mot à l'adresse raoul [point] jennar [arobase] wanadoo [point] fr et rediffusez largement ce message. Il va de soi, si vous en exprimez le souhait, que je veillerai à ce que votre soutien ne soit connu que de moi.

Merci déjà.

Raoul M. JENNAR »

06 43 97 15 73

« Assemblée des Nations unies : le prix nobel d'économie, Joseph Stiglitz, propose la création d'une nouvelle facilité de crédit et d'un autre système mondial de réserves pour surmonter la crise »

http://www.un.org/News/fr-press/docs/2009/AG10815.doc.htm

Important et intéressant document, propositions monétaires soutenues par la foule des pays dominés, mais événement mal signalé et peu commenté par nos journalistes français.

Paul Jorion, lui, en parle sur son blog :

« Le Machin se rebiffe »

http://www.pauljorion.com/blog/?p=2523

« La débâcle fiscale des États-Unis »

par *Michel Chossudovsky*, sur Mondialisation.ca:

http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=12865

« (...) À première vue, la proposition budgétaire a toutes les apparences d'un programme expansible, d'un « Second New Deal » axé sur la demande, la création d'emploi, la restauration des programmes sociaux démolis et la relance de l'économie réelle.

La réalité est tout autre. L'espoir de M. Obama est basé sur un gigantesque programme d'austérité. Toute la structure fiscale est anéantie, sens dessus dessous.

Afin d'atteindre les objectifs en cause, une hausse significative des dépenses publiques destinées au programmes sociaux (incluant la santé, l'éducation, le logement et la sécurité sociale) ainsi que l'adoption d'un programme d'investissement public à grande échelle seraient nécessaires. Des changements considérables dans la structure des dépenses publiques seraient également requis, comme le retrait d'une économie de guerre impliquant l'abandon des dépenses liées au militarisme en faveur des programmes publiques.

En vérité, il s'agit de la réduction la plus radicale des dépenses publiques de l'histoire des États-Unis, menant à la dévastation sociale et à l'appauvrissement potentiel de millions de personnes.

L'espoir de Barack Obama sert largement les intérêts de Wall Street, des entrepreneurs oeuvrant dans la défense et des conglomérats du pétrole. En revanche, les « sauvetages » bancaires de MM. Bush et Obama conduisent les États-Unis dans une crise accélérée de la dette publique et les bouleversements économiques et sociaux qu'ils provoquent sont potentiellement dévastateurs.

Soumis au Congrès le 26 février 2009, le budget du président Obama envisage des dépenses de 3,94 billions de dollars pour l'exercice financier 2010 (débutant le 1er octobre 2009), une hausse de 32 pour cent. Selon les estimations préliminaires de l'Office of Management and Budget, les revenus totaux pour ce même exercice sont de l'ordre de 2,381 billions de dollars.

Le déficit prévu (selon le discours du président) atteint les 1,75 billions, soit presque 12 pour cent du produit intérieur brut (PIB) américain.

La guerre et Wall Street

Il s'agit d'un « budget de guerre ». Les mesures d'austérité frappent tous les principaux programmes de dépenses fédéraux à l'exception 1) de la Défense et la guerre au Moyen-Orient ; 2) du sauvetage bancaire de Wall Street ; 3) des paiements d'intérêts sur l'exorbitante dette publique.

Le budget détourne les recettes fiscales vers le financement de la guerre et légitime leur transfert frauduleux à l'élite financière par le biais des « sauvetages bancaires ».

Le caractère du budget déficitaire n'est pas expansible. Il ne s'agit pas d'un déficit de style keynésien qui stimule l'investissement ainsi que la demande des consommateurs et entraîne la croissance de la production et de l'emploi.

Les « sauvetages bancaires » (impliquant plusieurs initiatives financées par les impôts) constituent une composante des dépenses gouvernementales. Ces renflouements, à la fois ceux de MM. Bush et Obama, sont des « cadeaux » aux principales institutions financières et ne serviront pas à relancer l'économie. Au contraire : ces sauvetages contribuent à financer la restructuration du système bancaire ayant pour effet de concentrer la richesse et centraliser le pouvoir bancaire.

Une grande partie de l'argent subventionnée par le gouvernement américain et dédiée au renflouement sera transférée électroniquement dans divers comptes affiliés, y compris les fonds spéculatifs (hedge funds). Les plus grandes banques des États-Unis utiliseront aussi ces fonds inattendus pour racheter leurs compétiteurs plus faibles, consolidant ainsi leur position. Par conséquent, la tendance qui se dessine est une nouvelle vague de fusions, d'acquisitions et de rachats corporatifs dans l'industrie des services financiers.

Pour leur part, les élites financières consacreront ce volume important de liquidités (paper wealth ou richesse de papier) et les milliards de dollars amassés par le biais de transactions spéculatives au rachat de compagnies dans l'économie réelle (transport aérien, industrie automobile, télécommunications, médias, etc.) et dont la valeur boursière a dégringolé. »

(Lire la suite, c'est édifiant...)

Les acteurs politiques sont devenus les marionnettes serviles des ultrariches grâce à l'institution de l'élection comme unique mode de désignation de nos représentants.

Le seul moyen de rendre à nouveau responsables (et révocables) les acteurs politiques, c'est d'utiliser le tirage au sort au lieu de l'élection : tirage au sort de l'Assemblée constituante d'abord, et tirage au sort pour désigner une des deux chambres parlementaires.

Mais tout le monde ignore cette clef de la démocratie.

En négligeant cette issue pourtant facile, nous sommes comme des rats affolés et impuissants dans un piège politicien (dont la clef est pourtant dans la pièce, mais personne ne la voit). ÉC.

« Serge Dassault, le vrai visage de l'UMP » http://www.youtube.com/watch?v=qptkLBAWx_U

En devenant gâteux, les vieux voleurs perdent leur masque...

Ce document est consternant.

Tous les salariés devraient étudier cette vidéo, phrase par phrase :

l'expression « partenaires sociaux » est une tromperie.

« Le libéral Institut Montaigne pique une crise d'altermondialisme »

Un article intéressant de Nicolas CORI, de Libération :

http://www.liberation.fr/economie/0101558601-le-liberal-institut-montaigne-pique-une-crise-d-altermondialisme

« Le think tank français propose une régulation accrue des activités spéculatives.

(...) Dans une note intitulée «Reconstruire la finance pour relancer l'économie», l'Institut Montaigne place sa réflexion sous le haut patronage de Joseph Stiglitz, Paul Krugman et Maurice Allais, des économistes pas vraiment de droite, et plaide pour une réglementation accrue du système financier. Plusieurs maux sont pointés du doigt : les paradis fiscaux, le court-termisme des opérateurs, le manque de transparence des produits financiers et le manque de contrôle des agences de notation.

Et l'institut n'hésite pas à proposer des solutions provocatrices. Comme la «nationalisation de pans entiers de l'industrie financière mondiale», coordonnée entre Etats, tant «le niveau de pertes» du secteur «est abyssal». L'idée fait hurler les banquiers qui, depuis des mois, déploient un lobbying d'enfer, en France ou aux Etats-Unis, pour ne pas passer sous la coupe des Etats.

Mais Montaigne ne s'arrête pas là. Il demande un nouveau Glass-Steagall Act, du nom de la loi américaine qui, dans les années 30, avait séparé les activités de banque de détail et de banque d'investissement. Et surtout, il demande que les activités spéculatives des banques soient taxées à 80 %, dans la mesure où elles sont «devenues dangereuses pour nos économies et nos sociétés». À l'intérieur de cette liste infamante seraient placés les produits dérivés, la titrisation, le financement des hedge funds.. (...) »

Retournements de veste : tous ceux qui, comme l'institut Montaigne, ont, depuis 25 ans, promu le « libéralisme » et son divin marché, cette idéologie prédatrice conçue dès l'origine pour les ultrariches, qui avait déjà conduit à la crise de 1929 et qui a conduit à nouveau à la crise de 2009, tous ces voleurs devraient être honnis et déchus au lieu de pérorer dans les médias qui mentent.

« Nicolas Sarkozy, chez Alstom, à Ornans »

http://www.dailymotion.com/relevance/search/sarkozy+alstom/video/x8pexw_nicolas-sarkozy-chez-alstom-a-ornan_news

Je signale ici ce document vidéo comme une **illustration** d'un cas concret où les citoyens pourraient ressentir légitimement un impérieux besoin de révoquer un élu, un élu s'avérant, à l'expérience, manifestement indigne de sa fonction, illustration qui permet de rappeler que, dans notre prétendue « démocratie », aucune institution ne permet de révoquer un élu avant le terme de son mandat : « Tu l'as voulu, tu l'as eu, t'es foutu... » Tel est le piège voulu par nos élus.

On se demande si ce n'est pas un sketch. Quand il parle de ses « amis », c'est le comble.

Une autre vidéo consternante est présentée là : http://www.marianne2.fr/Sarkozy-a-encore-besoin-de-vacances_a177462.html

Tocqueville avait annoncé que **l'aspiration au confort** des démocraties modernes conduirait les citoyens amollis à **choisir eux-mêmes des tyrans en-dessous de tout**... Nous y sommes.

« La Gwadloup kont la pwofitasyon » Une enquête sociale passionnante de Là-bas si j'y suis (de Daniel Mermet) sur les événements de février mars 2009 en Guadeloupe : http://www.la-bas.org/
Guadeloupe : un papillon en deuil : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1621
Pointe à Pitre, Guadeloupe : un papillon en deuil (2) : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1622
Pointe à Pitre, Guadeloupe : un papillon en deuil (3) : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1623
• La Guadeloupe contre la pwofitasyon (4) : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1624
• La Guadeloupe contre la pwofitasyon (5) : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1625
• La Guadeloupe contre la pwofitasyon (6) : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1627
• La Gwadeloup contre la pwofitasyon (7) Plus le diable en a, plus le diable en veut : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1629
• La Gwadeloup contre la pwofitasyon (8) - 26 et 27 mai 1967 à Pointe à Pitre : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1630
• La Gwadloup contre la pwofitasyon (9) - 26 et 27 mai 1967 à Pointe à Pitre (2) : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1631
• La Gwadloup kont la pwofitasyon (10) Du code noir au code barre : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1632
June state to

À toutes et tous les signataires de la pétition en solidarité avec Gérard Filoche :

« De l'argent est devenu nécessaire pour les frais de justice de Gérard Filoche »

C'est incroyable mais vrai.

Le directeur général du travail (DGT) refuse d'accorder la « protection fonctionnelle » à Gérard Filoche à l'occasion de sa mise en examen dans l'exercice de ses missions.

La « protection fonctionnelle », c'est un principe, un fonctionnaire mis en cause dans l'exercice de ses fonctions, dans le cadre de sa défense juridique, est normalement pris en charge par l'administration.

Sauf dans le cas d'une « faute détachable du service ». En l'occurrence, ce n'est évidemment pas le cas, c'est totalement dans le cadre de son action comme inspecteur si le patron de l'entreprise Guinot essaie de le mettre en cause

D'ailleurs, le directeur général du travail, Jean-Denis Combrexelle le sait. Il a donné ordre de ne pas répondre à la première demande de « protection fonctionnelle » en mars 2007 lorsque Gérard Filoche fut entendu comme « témoin assisté ». Il n'a pas davantage répondu à la seconde demande après le 21 Novembre 2008 lorsque le juge a opté pour une « mise en examen ».

Le délai administratif pour répondre à la demande de Gérard Filoche était de deux mois. Au-delà, c'est ce qu'on appelle un « rejet implicite ». Un tel rejet non motivé n'est pas glorieux, ni courageux.

Sans doute est-ce ce que Jean-Denis Combrexelle redoutait car, juste avant la fin du délai, le 23 janvier à 00 h 12, il a donné l'ordre de rédiger une réponse en terme de « rejet explicite » donc motivé. La copie de cet ordre, donné par mel, nous est parvenue, car, par mégarde, Combrexelle n'a pas enlevé la liste des destinataires à l'origine de la demande (elle avait été re-faite par la CGT le 22 janvier à 16 h 20) :

Combrexelle écrit : « La réponse explicite, qui est opportune, devrait à mon sens se fonder sur le fait qu'il s'agit d'une faute personnelle (car volontaire) détachable du service et donc non couverte par la protection fonctionnelle. JDC » (envoyé à Luc Allaire, de son cabinet, qui répond le lendemain matin 23 janvier à 09 h 27 : « je fais préparer et fais viser par tes soins avant signature. Merci à toi. L »)

Mais deux mois se sont écoulés et... la réponse explicite n'est toujours pas rédigée... ils ont du avoir du mal à trouver les termes juridiques adéquats... ce qui est un aveu évident qu'il n'y a pas de motif : ils l'ont cherché et ne l'ont pas trouvé...

D'où le recours re-fait par Gérard Filoche le 18 mars avant un nouveau délai de 2 mois :

Expéditeur:

Gérard Filoche

Inspecteur du travail, section 2 A Paris

A: Jean Denis Combrexelle, Luc Allaire, S/C DDTEFP Paris

Objet : recours sur décision implicite protection fonctionnelle

Sauf mauvaise transmission de l'information, il m'apparaît que vous avez rejeté « implicitement » ma demande de "protection fonctionnelle" alors que je suis mis en cause dans l'exercice de mes fonctions par un employeur en situation délictuelle. Il s'agit de la plainte pour "chantage" (sic) déposé par le PDG de Guinot. Rien de ce qui s'est passé ce jour-là, 23 juillet 2003 n'est détachable de mon service. Et non seulement je n'ai commis aucune sorte de faute, mais je défendais l'ordre public social violé par l'employeur. Je vous rappelle que le célèbre préfet Bonnet a bénéficié de la protection fonctionnelle bien qu'il ait fait brûler une paillote en Corse. Je n'ai fait brûler aucune paillote au 1 rue de la Paix, j'ai fait seulement mon devoir, en

toute indépendance selon la convention 81 de l'OIT, mais conformément à la loi.

Je fais donc un recours auprès de vous pour que vous me donniez les raisons qui, selon vous, feraient de mon action légale, dans le cadre de mes missions, une "faute détachable". Vous devez, comme vous le savez, expliciter votre décision avant un mois sinon votre décision devient illégale pour défaut de motivation.

Gérard Filoche, le 18 mars 2009

Merci d'accuser réception, ce courrier passe également par voie interne hiérarchique

En attendant, la procédure se poursuit, des conclusions ont été déposées par l'avocat de Gérard Filoche auprès du juge d'instruction.

Un premier acompte de 2 300 euros doit être versé, mais il faut compter bien davantage à l'occasion de l'ensemble de la procédure. Ce sera très cher au total.

Beaucoup de ceux qui ont signé parmi les 34 000 signatures de soutien, ont proposé spontanément leur aide financière.

Celle-ci est donc devenue nécessaire.

Nous faisons donc appel à vous.

Tous chèques de soutien doivent être envoyés à l'ordre :

« Solidarité Gérard Filoche »

adressés à : Gérard Filoche 85 rue Rambuteau 75001 Paris

« Les punir! »

Le journal d'enquête sociale **FAKIR va bientôt produire un vrai journal sur papier, national :** http://fakirpresse.info/frontoffice/main.php?rub=editorial.php&search=43&PHPSESSID=df0a5039cbd8b851fdd0365fb37222b2

Lisez le menu : c'est appétissant. Il faut les aider en s'abonnant. Je crois que ce sera un bon journal de réponses à la propagande eurolâtre à venir.

g aguilla safatar kinaga				
Ma pouvollo bar	nderole, testée pendant la	manifestation marsoillai	so du 10 mars 2000	

« Trazibule - Réflexions politiques pour écrire une constitution »

http://trazibule.fr/

Un site d'une richesse étonnante (ne vous fiez pas au nom, c'est sérieux et passionnant)

avec une collection incroyable de constitutions (en français!) :

http://trazibule.fr/collection.php

et des réflexions avancées sur la monnaie :

(Voir les menus à gauche)

À connaître!

« Le 11 septembre 2001 : une provocation mondiale » par Général Leonid Ivashov :

http://www.voltairenet.org/article159301.html

« Entretien avec le rapporteur spécial de l'ONU contre le Terrorisme Martin Scheinin : "Al-Qaeda n'est qu'une métaphore" » par Sandro Cruz :

http://www.voltairenet.org/article149806.html

« Dépénaliser l'outrage : après les articles et le collectif, la pétition »

http://www.rue89.com/2008/12/17/depenaliser-loutrage-apres-les-articles-et-le-collectif-la-petition

La pétition est sur le site de la Ligue des droits de l'Homme :

http://www.ldh-france.org/**Petition**-outrage-offense-L-appel

« Le socialisme néomoderne, ou l'avenir de la liberté »

« Le culte de l'individu autoconstruit et la mondialisation du capitalisme libéral n'ont pas accompli la promesse moderne de l'émancipation. Elles ont juste défait les liens sociaux, sans lesquels aucune liberté ne peut grandir. L'hyper-libéralisme engendre une dissociété violente et désordonnée. Et face aux désordres, les nouveaux « libéraux » organisent le retour vers un ordre pré-moderne, mélange de répression policière, d'intégrisme religieux, de contrôle communautaire et d'abrutissement dans le travail.

Le défi politique du XXIe siècle est de penser un ordre social qui n'effacerait pas trois siècles d'émancipation. Il nous faut abandonner l'illusion d'une construction libérale de la société pour engager la construction sociale de la liberté. Or, tel a toujours été l'essence du projet socialiste, de Leroux à Blum, en passant par Marx et Jaurès. Les multiples dévoiements de ce projet ne le disqualifient pas ; ils exigent sa refondation néomoderne : une nouvelle modernité dont les principes politiques ne découlent plus du mythe moderne de l'individu autonome, mais de la réalité anthropologique de l'être social. »

L'excellent Stéphane Guillon pétille, en ce moment

La république des copains (2 mars 2009)

http://www.dailymotion.com/user/franceinter/video/x8jdwy_la-republique-des-copains_fun

Pas de Rolex à 50 ans ! (25 février 2009)

http://www.dailymotion.com/user/franceinter/video/x8hjtg_pas-de-rolex-a-50-ans_fun

Antisémite malgré lui (9 février 2009)

http://www.dailymotion.com/user/franceinter/video/x8b61q_antisemite-malgre-lui_fun

Une clé USB dans le rectum (2 déc. 2008)

http://www.dailymotion.com/user/franceinter/video/x7l5ft_une-cle-usb-dans-le-rectum_fun

La crise est passée... (15 oct. 2008)

 $http://www.dailymotion.com/playlist/xs7r9_franceinter_les-meilleurs-guillon-de-lannee/video/x72tdr_la-crise-est-passee_funceinter_les-meilleurs-guillon-de-lannee/video/x72tdr_la-crise-est-passee_funceinter_les-meilleurs-guillon-de-lannee/video/x72tdr_la-crise-est-passee_funceinter_les-meilleurs-guillon-de-lannee/video/x72tdr_la-crise-est-passee_funceinter_les-meilleurs-guillon-de-lannee/video/x72tdr_la-crise-est-passee_funceinter_les-meilleurs-guillon-de-lannee/video/x72tdr_la-crise-est-passee_funceinter_les-meilleurs-guillon-de-lannee/video/x72tdr_la-crise-est-passee_funceinter_les-meilleurs-guillon-de-lannee/video/x72tdr_la-crise-est-passee_funceinter_la-crise-est-passe$

Tout ça est en rapport avec la résistance contre les abus de pouvoir, cible de ce site.

Mensonge européiste n° 9.1 : « la vraie question est "Quelle Europe voulons-nous ?" »

Encore une excellente analyse de de *François Asselineau* pour l'UPR :

http://www.u-p-r.fr/pdf/Mensonge-9.1-quelle-Europe.pdf

« Crise financière : décodage décapant du discours médiatique » par Frédéric Lordon, invité par Acrimed :

http://www.agoravox.tv/article.php3?id_article=21961

Les **vrais responsables** ne sont pas les banquiers et les traders
Mais bien plus les **architectes** et les **propagandistes** du système créé et imposé depuis 25 ans
c'est-à-dire les **gouvernements** et les **journalistes** au service des multinationales
(même s'il n'est pas exclu que les banquiers aient corrompu les gouvernements pour arriver à leurs fins).

Une vidéo de grande qualité (à la fois drôle et passionnante). Il faut prendre 30 minutes pour visionner cela.

J'ai noté (et savouré comme un bonbon) (et retranscrit pour vous) :

Attention, chercher des responsables, s'en prendre aux individus, c'est s'abandonner aux schèmes intellectuels de la pensée libérale qui ne connaît que des individus (libres, autonomes, souverains et donc responsables).

Non : avant de punir les coupables (ce qu'on fera, sans doute, mais plus tard), il faut comprendre et changer le système qui a conduit à ces crapuleries.

« Les agents se comportent comme les structures les autorisent à se comporter.

Premier exemple: si vous opérez la **modification de structure** qui consiste à **re légaliser les bobinards**, il ne faut pas vous étonner que, si vous lâchez trente sous-mariniers qui sortent de trois mois d'immersion océanique, vous n'allez pas les retrouver en train de jouer au rami ou à la crapette, **ça ne se produira pas**. Parce que « la situation est armée » et qu'elle va fonctionner, conformément à son concept, si je puis dire.

Et ça sera pas la peine d'en appeler à un geste d'éthique, ou à un sursaut de vertu... ccc'est idiot...

Deuxième exemple, un peu plus près de notre sujet : si vous dérégulez sur une base mondiale les marchés financiers et si vous laissez libre cours, sans contrainte, à l'innovation financière, et que vous instituez les structures de la spéculation et que, ayant fait tout ceci, vous avez installé un univers avec des opportunités de profit absolument hors normes, alors il ne faut pas s'étonner que des opérateurs capitalistes, dont c'est la vocation de maximiser le profit, vont s'y ruer, vont s'y enrichir à milliards, vont prendre tous les risques, vont nourrir une bulle, qui va finir par éclater, etc. etc. et vous connaissez la suite.

Par conséquent, banquiers et traders, lâchés dans un univers <u>ainsi constitué</u>, ainsi configuré, font ce que n'importe quel agent ferait à leur place et, en toute rigueur, il n'y pas lieu de leur en faire le reproche. Si vous êtes trader, refuser un coup juteux pour une réserve vertueuse ou un scrupule moral, c'est foutre votre carrière en l'air. Et si vous êtes banquier, ne pas fouetter toute la banque, celle de marché en tête, pour qu'elle crache sa rentabilité financière qui va satisfaire l'actionnaire, c'est prendre le risque de l'avoir lui, l'actionnaire, sur le dos et d'être plus près de la porte que de l'augmentation. Et c'est toujours comme ça, partout dans le monde social : ce sont les structures qui configurent les intérêts des agents. (...) Si demain vous légalisez à nouveau le travail des enfants, il ne faudra pas venir pleurnicher que les petits ne viennent plus à l'école, ça sera pas la peine de morigéner les parents, voilà.

Donc, il s'ensuit deux conclusions tout à fait importantes :

- 1) La première, c'est que, si vous voulez faire disparaître certains comportements, ça n'est pas la peine d'en appeler à un sursaut éthique des individus : ça, c'est pisser dans un violon. Ce qu'il faut faire, c'est modifier les structures qui déterminent les agents à se comporter ainsi.
- 2) La deuxième conclusion, qui va nous ramener à la responsabilité, mais en de tout autres termes, c'est que, si incriminer la responsabilité des agents plongés dans cette structure est parfaitement vain, en revanche, autrement pertinente est la question de la responsabilité de ceux qui ont installé les structures, de ceux qui ont produit les modifications des structures anciennes et qui ont installé l'état présent des structures, et de ceux qui ont œuvré à leur pérennité.

Cette question-là, **ça n'est plus la question des agents**, c'est la question **des architectes** et **des propagandistes** de la structure. »

Et le regard critique change alors complètement de cible :

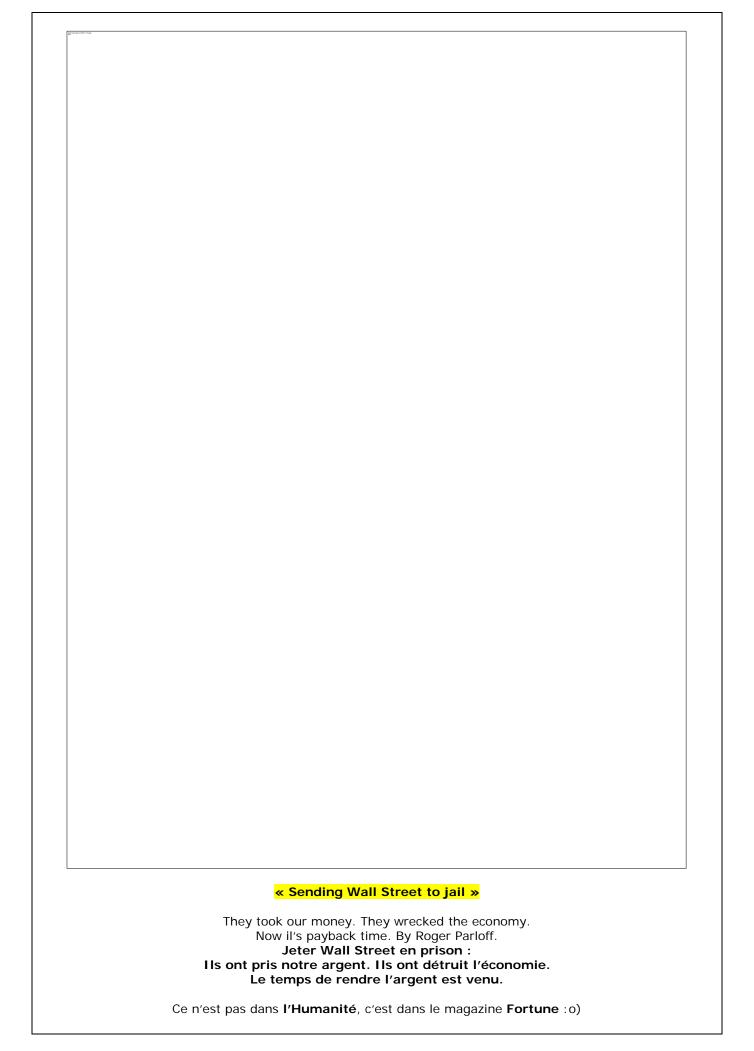
Le regard se tourne vers les gouvernements et vers les journalistes...

(d'où l'extrême pertinence d'inviter Frédéric à cette soirée d'Acrimed « Les médias et la crise » !)

Ne ratez pas la suite, c'est plein d'esprit.

« La crise du crédit en images » un document très clair (en anglais facile : the crisis of credit visualized) : http://www.crisisofcredit.com/

The property of the Comp.		



Quelles institutions pour protéger la liberté d'expression?

« Tout le monde a intérêt à transformer Internet en Minitel » une mise garde de Benjamin Bayart signalée par Astrid Girardeau : http://www.ecrans.fr/Tout-le-monde-a-interet-a,5762.html

« Héberger ses vidéos sur YouTube ou utiliser un compte Hotmail, est-ce encore Internet ?

À l'origine, le net a la particularité d'être un réseau où rien n'est centralisé, où les données ne sont pas stockées dans un seul et même endroit. Or pour *Benjamin Bayart*, président de <u>FDN (French Data Network)</u>, le plus vieux fournisseur d'accès Internet français, cette structure est en danger. Selon lui, un ensemble de décisions politiques, économiques et techniques tendent à transformer, depuis quelques années, Internet en réseau finalement proche du Minitel. Parallèlement il dénonce les atteintes à la neutralité du net. Notamment par les projets de loi de filtrage actuellement en préparation par le gouvernement français : Loi *Création et Internet*, Charte de confiance, etc.

Lors des rencontres mondiales du logiciel libre d'Amiens, en juillet 2007, **Benjamin Bayart** exposait son propos lors d'une conférence, intitulée <u>Internet libre ou Minitel 2.0</u>, dont la vidéo a depuis été très consultée. Et nous a donné envie de le rencontrer.

-		
imperato dalli for limpe		

Qui a intérêt à transformer Internet en Minitel?

Tout le monde. Car Internet représente une révolution, au même titre que l'imprimerie. Et les gens à qui Internet fait peur sont à peu près les mêmes à qui l'imprimerie faisait peur. Tout d'abord, ce sont ceux qui ont un business en place. Les éditeurs de DVD ayant remplacé les moines copistes. Ensuite les politiques, qui préfèrent que le peuple se taise. Lors du traité européen, c'était le seul lieu de contestation. Et finalement les gens ont voté non. Cela concernait 10% de la population, ça n'a donc pas eu un réel poids électoral, mais c'est un reflet. Internet est une fenêtre d'expression. Or les politiques préfèrent le modèle TF1 qui calme les esprits, comme nos rois n'avaient pas envie qu'on diffuse du Voltaire ou du Montesquieu. Enfin, ce sont les marchands de tuyaux qui ont tout un intérêt à un Internet à péage où les contenus sont contrôlés et bien rémunérés.

La faiblesse du Minitel était qu'il était un réseau centré. L'avantage d'Internet est d'être décentralisé. Et même acentré. C'est ce qui fait tout la différence entre Internet et les autres réseaux. Et ce qui permet à chacun d'innover. Là, on est à cheval entre les deux. Il y a une citation de Linus Tovalds (créateur du noyau Linux) qui disait en 1995 : « les backups c'est pour les fillettes, les vrais hommes mettent leurs données sur un serveur FTP et laissent le reste du monde créer des miroirs. » Or si vous regardez le noyau Linux, son code source est un paquet de données, au même titre qu'un film ou qu'un livre, dont toutes les versions, depuis la première en 1991-92, sont sur le net. Comme elles sont librement copiables, il y en a des centaines de milliers de copies. Chacun de ces sites peut disparaître, on ne perdra jamais son contenu.

De l'autre côté, il y a la bibliothèque numérique : je n'ai pas le droit de faire de miroir pour que les données ne se perdent pas. Tout est gardé sur un gros ordinateur central en espérant que ça ne crame pas. Comme dans la scène de *Rollerball* où un scientifique gueule contre un ordinateur : « *Cette saloperie m'a perdu tout le XIIIe siècle !* » C'est du Minitel. C'est tout le contraire d'Internet, et c'est très dangereux. On sait que la bibliothèque d'Alexandrie, ça finit toujours par brûler.

On le sait, mais on continue?

Oui. Et ça n'est pas une question neutre de savoir si, le savoir de l'humanité, on va le garder ou on va le perdre comme des cons. Par exemple, la Nasa n'est pas capable de relire les vidéos des différents alunissages. Ils n'ont plus de magnétoscope capable de lire le modèle de bande magnétique sur lequel ils les ont enregistré. Ils ont des copies, mais plus accès aux bandes originales. Et ça plaide pour deux choses. Un : des formats ouverts et standardisés. Deux : le droit de les copier. Quand je reçois un DVD de chez Amazon et en fait une copie pour mon lecteur portable, j'en fait une copie privée. Ce qu'on essaye de m'empêcher de faire. Mais je fais un boulot de conservateur à ma petite échelle puisque je fais la copie d'un savoir qui se perdra d'autant moins. Et plus on fait de copies, moins il se perdra.

« Il n'y a aucune raison que le mail soit centralisé chez Google ou Hotmail. »

Quel est le danger de cette centralisation?

Les deux modèles ont toujours cohabité, et il y a besoin des deux. Le modèle du Minitel, ça sert à faire des sites de rencontre, ou ses courses sur le net. Là où il faut un point de centralisation. **Mais ce qui faisait la spécificité d'Internet est en train de se faire vampiriser par le Minitel.** Autant il y a de très bonnes raisons pour que le site de la SNCF soit centralisé, autant il n'y a aucune raison que le mail soit centralisé chez Google ou Hotmail. Un serveur mail, c'est un ordinateur qui est moins puissant qu'un téléphone portable d'aujourd'hui. Ca coûte moins cher qu'un iPhone.

Les blogs hébergés gratuitement, ça n'est pas gratuit. C'est intéressé. Ces gens ont l'intention de vendre de la pub mais ils n'ont pas de contenus. Pour capter le temps de cerveau disponible, eux n'ont pas les séries télé, ils ont les blogs des particuliers. Et c'est pervers, car **héberger son blog chez soi ça ne coûterait pas cher.**

Tout le monde ne peut pas avoir un serveur chez lui?

C'est une fausse approche. À l'heure actuelle, ce qui empêche de le faire, ce sont des problèmes très mineurs, mais que personne ne souhaite régler.

Quel genre de problèmes ?

Le A de ADSL, qui veut dire asymétrique et fait qu'on ne peut pas émettre. Quand je le disais il y a 4 ou 5 ans à mes collègues — j'ai eu l'occasion de travailler chez quasiment tous les principaux fournisseurs d'accès Internet de France —, ils me répondaient : « peu importe les gens n'ont pas envie d'émettre ». Mais ce n'est pas vrai. Ma mère veut pouvoir envoyer des photos par mail sans que ça mette une demi-heure.

« Si on avait toujours vendu des voitures sans place à l'arrière, on n'aurait jamais considéré que c'est un mode de transport familial. »

Pourquoi ce choix de l'ADSL?

Avoir décidé que l'ADSL soit moins cher que la SDSL, et que la SDSL ne soit disponible que dans des offres professionnelles, c'est du pur choix marketing. Techniquement, un modem SDSL coûte le même prix à fabriquer qu'un modem ADSL. Mais on a simplement considéré que madame Michu avait envie de consommer, et pas de produire. Ce qui change forcement notre approche du réseau. Si on avait toujours vendu des voitures sans place à l'arrière, on n'aurait jamais considéré que c'est un mode de transport familial. Et forcément le consommateur s'adapte. Il y a une chose fausse en économie qui est de dire que c'est le client qui fait le marché, alors que c'est le marché qui fait le client. Vous n'achetez pas ce que vous voulez, mais ce qu'on vous propose.

À lier au manque de concurrence ?

On parle partout de concurrence non faussée, mais on ne la pratique pas. Par exemple, en téléphonie portable. Il y a un moment où ça ne peut plus être une coïncidence qu'on ait les tarifs les plus élevés d'Europe alors que c'est chez nous qu'il y a le moins d'opérateurs. Je veux bien qu'on dise que c'est parce qu'on a investi et qu'on a le plus beau réseau du monde, sauf que le téléphone mobile marche aussi mal à Paris qu'à Londres. Mais, à Londres, il est moitié moins cher. Et il marche aussi mal à Londres qu'à Tokyo, sauf qu'à Tokyo il est deux fois moins cher qu'à Londres. J'aimerais bien comprendre pourquoi!

Pour Internet, par contre, on n'est pas mal lotis?

C'est un des points sur lequel le marché français est encore extrêmement compétitif. Et c'est lié à un seul facteur. Au fait que Xavier Niel [patron de Free, ndlr] est un emmerdeur. Lui sait ce que ça coûte à fabriquer. Il a les bonnes méthodes permettant de fabriquer ça vite et pas cher. Et il force tout le monde à lui courir derrière avec des méthodes que le monde de l'industrie considère comme des méthodes de voyou.

Lesquelles?

En informatique, quand on a besoin de faire quelque chose, il y a deux solutions. Soit on a énormément d'argent, soit on a énormément de compétences. Pour son système d'information qui gère les abonnements, Niel a fait en sorte que ça ne lui coûte pas cher. Il a embauché quelques ingénieurs, qui sont a priori suffisamment payés pour ne pas avoir envie de partir, et à qui on a passé tous les caprices. Par exemple de dire non à « l'offre marketing avec trois mois gratuits sauf qu'après Noël, ça sera deux et demi... ». Ca veut dire qu'ils ont un système relativement rudimentaire qui ne coûte rien par rapport à celui d'un opérateur classique. Et cela représente une économie colossale. Il faut savoir que les grands groupes (Numéricable, Neuf, Vivendi, Orange, etc.) ont des systèmes d'information qui, pour les plus petits d'entre eux, se comptent en centaines de millions d'euros, et pour les plus gros, en milliards.

Dans votre conférence, vous revenez sur une affaire peu médiatisée entre Free et Dailymotion en 2006...

À l'époque, Free avait une politique très ouverte de peering. Le peering étant un échange de trafic entre deux réseaux par un point de connexion commun. Ce type d'accord est généralement gratuit. Free échangeait donc avec n'importe qui se présentait « dans la même salle » qu'eux et avait du trafic à échanger. Vers 2003-4, ils ont commencé à arrêter, officiellement pour des raisons techniques. C'est-à-dire qu'ils en avaient marre de gérer du peering avec des tout petits réseaux. Car mine de rien quand il y a le point de peering qui tombe en panne, il y a une alarme qui se déclenche et quelqu'un qui doit se lever la nuit pour regarder si c'est grave ou pas. Et puis, ils en sont venus à faire comme les autres grands opérateurs. À dire : pour échanger du trafic, il faut que tu fasses au moins telle taille.

« Il ne transporte pas à l'œil, il est payé par ses abonnés pour ça! »

Pourtant Dailymotion rentrait dans les critères ?

Oui. Mais Free n'avait pas envie d'assurer cette qualité de service pour que ses abonnés puissent aller voir ce site-là en particulier qui pompe beaucoup de débit. Et donc, il a décidé d'arrêter de transporter le trafic de Dailymotion s'ils ne payaient pas. C'est une forme de prise en otage qui jusqu'ici ne se faisait pas. Free l'a fait. Et ça c'est vu, car une partie de la négociation a été résolue au grand jour. Sur une mailing-list, le directeur technique de Free [Rani Assaf, ndlr] est venu expliquer pourquoi ils en avaient marre de transporter à l'œil une masse de données. Ce qui est un point de vue complètement faux. Il ne transporte pas à l'œil, il est payé par ses abonnés pour ça !

Tout le monde cherche à être payé par les deux bouts ?

Oui, et c'est lié à une erreur relativement grossière dans le modèle économique. Ça coûte combien un mégabit ? Certaines publicités proposent « 30 mégas à 20 euros », ça fait 1,50 euros. Numéricable a fait une offre de 100 mégas à 20 euros, ça fait vingt centimes. Donc un mégabit, ça vaut entre 20 centimes et 1,50 euros selon les marques. De mon côté, je sais que le mégabit, même acheté en très gros volumes, ça se vend environ 4-5 euros. Je ne vois pas comment on peut acheter quelque chose 4 ou 5 euros, et le vendre 20 centimes.

En fait, on a considéré que les gens n'utiliseraient pas leur connexion Internet au maximum tout le temps. Ça relève du bon sens. Et donc ils ont ponctionné mais en faisant une hypothèse de consommation qui est à peu près ce qu'on constatait en 2001-2002.

Or le prix de vente n'augmente pas car le marché est serré. Donc les opérateurs continuent à vendre au même prix, le coût de fabrication augmente, et les marges qui étaient dangereusement faibles risquent de devenir négatives. Ils doivent donc chercher des ressources ailleurs. Par exemple en vendant un anti-virus à cinq euros par mois, alors qu'il vaut 40 euros dans le commerce. Ou en allant taper dans les revenus des gens qui vivent sur la publicité.

Résultat?

Dailymotion paye! En fait, ils avaient deux solutions. Soit ils acceptaient, soit ils payaient la bande passante chez Free, ce qui aurait couté beaucoup plus que ce que leur demandait Free. Et quand France Télécom a menacé de faire pareil, Dailymotion a payé. Et quand Neuf a dit moi aussi, idem. C'est une question de rapport de force.

YouTube paye également ?

Si Free essayait de le faire avec Google, Google exploserait de rire, et dirait « c'est très simple, tu vas disparaître du réseau ». Ils ne se le permettent qu'avec ceux qui sont suffisamment gros pour consommer de la bande passante, mais suffisamment petits pour qu'on puisse marcher dessus.

« On va demander aux opérateurs de mettre en place une infrastructure qui permet de filtrer. »

Peut-on encore parler de neutralité du net ?

Pour le moment la neutralité du net existe encore un peu. Mais c'est un pied dans la porte. Et il y a des menaces beaucoup plus graves sur la neutralité. Comme Hadopi, le Paquet Télécom ou le filtrage de la pédopornographie. Premier point, et c'est une première, le législateur va imposer aux opérateurs télécom quelque chose qu'ils ne font pas naturellement. C'est tout à fait différent par exemple de la conservation des logs de connexion qui sont des données que les opérateurs ont de toute façon, pour des raisons techniques — sauf que d'habitude ils jettent—, et que la loi demandent de conserver au moins un an. Alors que là on va demander aux opérateurs de mettre en place une infrastructure qui permet de filtrer.

Pourtant aujourd'hui aucun système de filtrage n'est efficace?

Non, aucun système de filtrage ne marche. Le <u>rapport de Christophe Espern</u> pour la Quadrature du Net est très clair là-dessus. De plus, quelle que soit l'infrastructure choisie, on va compter sur les opérateurs réseau pour la mettre en avant. Or il y a une directive européenne qui dit que si on force quelqu'un, par la loi, à faire quelque chose, on se doit de le payer. C'est-à-dire que si l'Etat vient créer une distorsion du marché pour ses besoins propres, il doit le financer. Dans la discussion, il est certain que les opérateurs vont être d'accord à condition que, soit l'Etat finance cette infrastructure, soit qu'il leur laisse l'amortir. C'est-à-dire le droit de s'en servir pour ce qui veulent. Au début, ça sera pour une raison « neutre » : faire des statistiques, empêcher le téléchargement illégal, etc. **Ensuite, vous vous pouvez être sûrs que sur le réseau de Vivendi on filtrera les vidéos de Bouygues.**

Car après le rapprochement fixe-mobile-Internet, qui est quasiment fini, le rapprochement d'après, c'est entre l'industrie du loisir et l'industrie du réseau. Orange qui s'intéresse aux contenus. Chez Vivendi, ça se fait déjà depuis plus longtemps.

Et personne pour s'y opposer?

Si ça intéresse les gens, ça fera scandale, il y aura marche arrière. Mais qui va le dire? Qui va expliquer à Madame Michu que si son Internet ne marche pas bien, c'est parce que son opérateur a choisi que ça ne marche pas bien?

« On va avoir une multiplication de réseaux clandestins où on ne pourra rien repérer. »

Comment le filtrage est-il mis en place?

Il y a quelques années, un peu dans la foulée du 11 septembre, on a dit qu'on pouvait mettre en place, dans les cas d'affaires terroristes, des écoutes téléphoniques sans passer par un juge mais en passant directement par une autorité spéciale. Une personne habilitée au ministère de l'Intérieur. On a donc des lois d'exception pour traiter le terrorisme. Et c'est exactement ce qu'on est en train de transposer dans la loi Hadopi.

En septembre, des policiers et gendarmes me disaient eux-mêmes : si on fait passer le filtrage sur la pédo-pornographie, vous pouvez être certains que huit jours après, c'est transposé à la musique. On part de « terrorisme » pour dire ensuite « téléchargement illégal » pour filtrer The Pirate Bay et attraper les gamins avec. C'est-à-dire qu'on va traiter les gamins sur les mêmes textes de loi que les terroristes. Or on sait que toutes ces méthodes de filtrage sont contournables. Donc on va avoir une multiplication de réseaux clandestins où on ne pourra rien repérer, avec 99% de gamins qui téléchargent et 1% de terroristes et de pédophiles.

Pour quels résultats?

Il y a des exemples testés sur des réseaux qui structurellement ne ressemblent absolument pas au nôtre, par exemple en Norvège. Mais quel est le but recherché? Les policiers et gendarmes français qui travaillent sur ces dossiers m'ont expliqué qu'ils ne cherchent pas à attraper les pédophiles, ils ont déjà des techniques pour ça, mais à filtrer à la base pour empêcher que les gens tombent dessus, s'y habituent, et finissent pédophiles. Or si je leur demande si le nombre de cas de pédophilie a statistiquement baissé en Norvège, ils ne savent pas me répondre.

Pour résumer, les opérateurs voudront s'en servir pour faire autre chose, l'État voudra s'en servir pour faire autre chose, et pour le moment, personne n'a fourni un chiffre prouvant que cela soit efficace. C'est une situation relativement inquiétante. »

Entretien avec Benjamin Bayart. Source: http://www.ecrans.fr/Tout-le-monde-a-interet-a,5762.html

Voir aussi cette intéressante vidéo de Benjamin Bayart :
« Internet libre ou Minitel 2.0 ? »

http://www.fdn.fr/minitel.avi

	« Le B A BA de la crise des Subprimes » une excellente explication en bande dessinée : http://www.rue89.com/files/subprimesRue89.pdf				
C'est à lire					
« Sarkazy ahandanna la Eranaa à la arica économique »					

« Sarkozy abandonne la France à la crise économique » une utile mise au point économique de *Jacques Généreux* : http://jacquesgenereux.fr/news/sarkozy-abandonne-la-france-a-la-crise-economique

« La faisabilité politique de l'ajustement » un passionnant mode d'emploi des populations par les politichiens menteurs...

Cynique et retors à souhait, c'est <u>un document officiel de l'OCDE</u>, un des outils de **coordination des voleurs** qui nous gouvernent (en bandes organisées) : http://etienne.chouard.free.fr/Europe/messages_recus/OCDE_Faisabilite_politique_de_l_ajustement.pdf

Ce document est consternant... On peut y lire, par exemple (p 30) :

« Pour réduire le déficit budgétaire, une réduction très importante des investissements publics ou une diminution des dépenses de fonctionnement ne comportent pas de risque politique. Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population. (...) »

« Maurice Allais, prophète maudit » par Pierre-Antoine Delhommais, dns Le Monde du 25 janvier 2009 :

http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0@2-3232,50-1146088,0.html

« La crise se cherche ses prophètes. Les économistes qui, au milieu de l'aveuglement général, avaient prédit le pire, c'est-àdire la réalité économique et financière actuelle. La presse américaine loue la clairvoyance des universitaires <u>Nouriel Roubini</u> (New York) et <u>Robert Shiller</u> (Yale).

Bien avant eux, un économiste français avait prédit l'apocalypse. Maurice Allais. Pour preuve, ces extraits d'une longue tribune que le <u>Prix Nobel</u> avait publiée dans *Le Figaro*, en octobre 1998, en pleine <u>crise financière</u> asiatique, et qui fut reprise, un an plus tard, dans son ouvrage *La Crise mondiale d'aujourd'hui* (Editions <u>Clément Juglar</u>, 240 pages).

"De profondes similitudes apparaissent entre la crise mondiale d'aujourd'hui et la <u>Grande Dépression</u> de 1929-1934 : la création et la destruction de moyens de paiement par le système du crédit, le financement d'investissements à long terme avec des fonds empruntés à court terme, le développement d'un endettement gigantesque, une spéculation massive sur les actions et les monnaies, un système financier et monétaire fondamentalement instable (...).

Ce qui est éminemment dangereux, c'est l'amplification des déséquilibres par le mécanisme du crédit et l'instabilité du système financier et monétaire tout entier, sur le double plan national et international, qu'il suscite. Cette instabilité a été considérablement aggravée par la totale libération des mouvements de capitaux dans la plus grande partie du monde.

(...) Depuis 1974, une spéculation massive s'est développée à l'échelle mondiale. À New York, et depuis 1983, se sont développés à un rythme exponentiel de gigantesques marchés sur les "stock-index futures", les "stock-index options", les "options on stock-index futures", puis les "hedge funds" et tous "les produits dérivés" présentés comme des panacées (...).

Qu'il s'agisse de la spéculation sur les monnaies ou de la spéculation sur les actions, ou de la spéculation sur les produits dérivés, le monde est devenu un vaste casino où les tables de jeu sont réparties sur toutes les longitudes et toutes les latitudes. Le jeu et les enchères, auxquelles participent des millions de joueurs, ne s'arrêtent jamais. Aux cotations américaines se succèdent les cotations à Tokyo et à Hongkong, puis à Londres, Francfort et Paris. Sur toutes les places, cette spéculation, frénétique et fébrile, est permise, alimentée et amplifiée par le crédit. Jamais dans le passé elle n'avait atteint une telle ampleur (...).

L'économie mondiale tout entière repose aujourd'hui sur de gigantesques pyramides de dettes, prenant appui les unes sur les autres dans un équilibre fragile. Jamais dans le passé une pareille accumulation de promesses de payer ne s'était constatée. Jamais sans doute il n'est devenu plus difficile d'y faire face. Jamais sans doute une telle instabilité potentielle n'était apparue avec une telle menace d'un effondrement général." Sans commentaire.

Ou plutôt si, quelques commentaires, de l'auteur lui-même. Joint au téléphone, <u>Maurice Allais</u>, qui fêtera ses 98 ans le 31 mai, se tient toujours autant au fait de l'actualité mondiale - il a suivi à la télévision la cérémonie d'investiture de <u>Barack Obama</u>, à qui il trouve "d'extraordinaires capacités".

Toujours prêt à débattre, toujours prêt à combattre les "fausses vérités, non vérifiées par les faits". "Ce qui se passe aujourd'hui est une répétition à quelques variantes près de ce qui s'est passé en 1929." En moins grave, aussi grave, plus grave? "Il faut voir." Sa principale crainte? Que les hommes politiques ne prennent pas suffisamment conscience de la gravité de la situation: "Parce qu'eux-mêmes n'ont pas connu personnellement la misère. Même le petit facteur. Moi, si".

La crise de 1929, Maurice Allais la connaît par cœur. C'est elle qui a décidé de sa vocation d'économiste. Quand il sort major de Polytechnique, il se destine à une carrière de physicien. Mais un voyage aux Etats-Unis, en 1933, alors au creux de la Grande Dépression, lui fait prendre un autre chemin. "C'était un spectacle incroyable, les gens en étaient réduits à la mendicité, explique-t-il. C'était un phénomène profondément étonnant auquel aucune explication satisfaisante n'était donnée."

C'est à la suite de ce choc qu'il choisit de consacrer toute son énergie et son intelligence à tenter de résoudre "le problème fondamental de toute économie : promouvoir une efficacité économique aussi grande que possible tout en assurant une répartition des revenus qui soit communément acceptable". Maximiser la croissance en minimisant les inégalités. En 1943, il publie un ouvrage de mille pages, À la recherche d'une discipline économique, rédigé en trente mois, qui lui vaudra, quarante-cing ans plus tard, le prix Nobel.

Le fait que la crise financière actuelle fasse éclater les clivages idéologiques n'est pas forcément pour lui déplaire, lui qui se proclame "*libéral socialiste*." "Ce qui m'a valu beaucoup d'ennemis", confie-t-il, dans un pays où l'on aime tant étiqueter. Rejeté par les socialistes pour sa défense à tous crins du marché, repoussé par les libéraux pour ses prises de position contre "la doctrine laisser-fairiste mondialiste". Condamné par les partisans de l'Union monétaire européenne, lui le fédéraliste.

Maurice Allais, économiste maudit. Dont il était même devenu de bon ton, dans les années 1990, de moquer les longues analyses. Des propos de vieil homme aigri, expliquaient les économistes distingués, incapable de comprendre la modernité de l'économie mondiale. Ils avaient tort de le moquer. À tout point de vue. »

Thomas Piketty: « Il faut taxer fortement les très hauts revenus »

Un entretien très intéressant avec *Philippe Frémeaux* dans la revue **Alternatives économiques**:

http://www.alternatives-economiques.fr/thomas-piketty----il-faut-taxer-fortement-les-tres-hauts-revenus-_fr_art_809_41525.html

Entretien avec Thomas Piketty : directeur d'études à l'EHESS, professeur à l'Ecole d'économie de Paris

Les trente dernières années ont été marquées par une fantastique explosion des rémunérations des PDG et des acteurs de la finance. Cette évolution a joué un rôle majeur dans la crise que nous traversons actuellement. Pour l'économiste Thomas Piketty, les très hautes rémunérations sont économiquement inefficaces et socialement injustes; elles menacent la démocratie. Pour les faire reculer, il faut les imposer lourdement.

Les revenus des dirigeants des grands groupes et autres *traders* ont atteint des niveaux très élevés. N'est-on pas en droit de s'interroger sur la légitimité de telles rémunérations?

Les rémunérations observées en haut de la distribution des revenus ont effectivement atteint un niveau extravagant. C'est un gros problème, pour l'économie, pour la démocratie, et je pense malheureusement qu'on n'est pas près d'en venir à bout.

Ouelle serait la solution?

J'en suis venu à penser que la seule solution serait de revenir à des taux marginaux d'imposition quasi confiscatoires pour les très, très hauts revenus. Imposer des taux marginaux de 80%, voire 90%, sur les rémunérations annuelles de plusieurs millions d'euros me semble inévitable, incontournable. Cela prendra du temps, mais je pense qu'on finira par en arriver là. Comment en suis-je venu à ce point de vue qui pourrait sembler fruste ou simpliste? En constatant l'incroyable timidité des réactions publiques dans la situation présente: il nous faut injecter des dizaines, voire des centaines de milliards d'argent public dans les banques, alors que ces mêmes banques ont versé et continuent de verser des rémunérations colossales aux dirigeants à l'origine de cette déconfiture...

Taux marginal maximal d'imposition des revenus du travail aux États-Unis, en %

Il est tout de même inouï que ce soit le même Henry Paulson, secrétaire au Trésor de l'administration Bush, qui soit chargé de gérer les dizaines de milliards d'argent des contribuables destinés à renflouer les banques américaines alors qu'il a retiré personnellement 400 millions de dollars durant les dix ans qu'il a passés à Goldman Sachs!

Rappelons ici ce que fut la réaction publique après 1929, suite à l'accession de Franklin D. Roosevelt à la présidence des États-Unis. Quand Roosevelt est élu à la Maison Blanche, en 1932, le taux marginal est de 25%; les années 20 ont vu également une explosion des hautes rémunérations. En trois étapes, Roosevelt fait passer le taux marginal à 63% en 1932, 79% en 1936, puis 91% à partir de 1941, un niveau qui sera maintenu jusqu'en 1965, où il est ramené à 77%. Et, quand Ronald Reagan est élu président, en 1980, le taux marginal d'imposition est encore de 70%. C'est ainsi qu'entre 1932 et 1980, le taux marginal d'imposition applicable aux plus hauts revenus a été supérieur à 80%, en moyenne. Pendant un demi-siècle. Et cela ne se passe pas en Union soviétique, mais aux États-Unis d'Amérique!

La leçon de cette histoire est que **ce niveau d'imposition marginale n'a pas tué le capitalisme, ni mis au pas les droits de l'homme.** Une leçon bonne à rappeler dans un moment où l'on nous explique, pour justifier le bouclier fiscal, que c'est un droit de l'homme fondamental de ne pas payer plus de 50% d'impôts quand on perçoit des bonus de plusieurs millions d'euros. Eh bien, on a fait tout autrement durant un demi-siècle sans que le capitalisme et la démocratie s'en soient moins bien portés pour autant. Bien au contraire.

Donc, il faut revenir à Roosevelt...

Je pense effectivement que le système rooseveltien avait beaucoup de vertus au vu du cycle que nous avons connu depuis le début des années 80. Il s'est traduit par une baisse massive de la progressivité de l'impôt aux États-Unis, puis dans les pays européens, suivie d'une explosion des hautes rémunérations et des inégalités salariales. Et il se conclut aujourd'hui en apothéose par cette crise majeure dont l'origine est clairement liée aux évolutions antérieures. Tout cela devrait nous faire réfléchir et je pense qu'on ne parviendra pas à mettre fin à cette logique sans modifier l'imposition.

Les propositions de plafonnement des rémunérations dans les institutions financières financées par le contribuable me semblent totalement inadéquates. Ce n'est pas parce que dans telle ou telle banque, on interdira tout revenu supérieur à tel ou tel seuil qu'on va résoudre le problème. La solution fiscale est plus libérale et, surtout, plus efficace. Car la fixation de rémunérations maximales peut se contourner très facilement, en se faisant verser des rémunérations complémentaires par d'autres structures, des sociétés écrans, des filiales, des sociétés de conseil, etc. De même, les codes de bonne conduite ne marcheront jamais, aussi longtemps que ceux qui ont le pouvoir de prendre l'argent dans la caisse seront incités à le faire, en toute rationalité économique.

Vous ne craignez pas de casser l'incitation à créer plus de richesse?

L'enjeu n'est pas d'appliquer un taux d'imposition confiscatoire au premier cadre ou créateur d'entreprise dont les revenus sortent un peu de la moyenne. En 1932, le taux supérieur de Roosevelt s'appliquait aux revenus annuels supérieurs à 1 million de dollars de l'époque, soit 10 millions de dollars d'aujourd'hui! A partir de 1941, le taux supérieur de 91% s'est appliqué aux revenus supérieurs à 200 000 dollars de l'époque, soit 2 millions de dollars d'aujourd'hui, puis s'est stabilisé autour de ce niveau. Sans donner de seuil précis, l'idée est d'appliquer ces taux à des revenus véritablement très élevés et fixer ainsi une borne qui réduise drastiquement, à partir d'un certain niveau, l'incitation à se servir dans la caisse. On affirmerait aux yeux de tous qu'au-delà d'une certaine limite, si vous prenez un euro de plus, il y aura 90 centimes qui iront directement dans les caisses de l'État. De quoi diminuer automatiquement l'intérêt individuel à obtenir une rémunération extravagante.

La méthode est efficace: durant toute la période où les taux d'imposition ont été élevés, les managers des grands groupes ont conservé des rémunérations très confortables, mais leurs exigences ont été en quelque sorte plafonnées. Si bien qu'au final, pratiquement personne ne se trouvait assujetti aux taux marginaux les plus élevés. Antoine Zacharias, après avoir accumulé 120 millions d'euros de revenus personnels au cours des dix années passées à la tête de Vinci, a-t-il vraiment besoin de demander une prime de performance de 8 millions supplémentaires? Tout cela avec la garantie donnée par l'État qu'il en gardera quoi qu'il arrive au moins 50% dans sa poche...

Revenons à votre question. Observons tout d'abord que la justification des très hautes rémunérations par l'efficacité économique vient d'en prendre un sérieux coup, dès lors que ces rémunérations sont un des moteurs à l'origine de la crise présente. L'asymétrie totale des modes de rémunération des managers et des traders du point de vue de la prise de risque a été un puissant pousse au crime. Le système est tel que quand vous vous engagez dans des opérations à haut risque et que ça marche, vous gagnez des millions, voire des dizaines de millions d'euros. Et quand ça ne marche pas, non seulement vous ne perdez rien, mais c'est l'entreprise qui paye, à travers la masse de ses salariés, ou pire, ce sont les contribuables qui sont mis à contribution. Pas besoin d'aller plus loin pour comprendre l'origine des comportements insensés observés dans la finance ces dernières années.

L'argument massue avancé par les défenseurs d'une faible fiscalité sur les très hautes rémunérations est qu'il faut récompenser les gens qui font vraiment fortune grâce à leur travail. Or, ces working rich sont-ils plus efficaces? Aucune étude ne permet d'étayer cette idée. De nombreuses études montrent au contraire qu'au-delà d'un certain niveau, les rémunérations des dirigeants ne sont guère corrélées aux résultats de leur action. Par exemple, quand les profits des entreprises résultent de facteurs exogènes, et notamment à des mouvements des prix dans lesquels les dirigeants n'ont aucune responsabilité (variations des cours de telle ou telle matière première, variations des taux de change), cela vient tout autant justifier les gros bonus...

La justification des hautes rémunérations par la théorie des incitations est donc fort problématique, puisque si celle-ci était fondée, l'élasticité des rémunérations devrait être uniquement (ou au moins principalement) corrélée aux hausses des profits clairement imputables à leur action, et non aux autres!

De même, les études montrent <mark>une forte élasticité des rémunérations des dirigeants en fonction du degré de dispersion de l'actionnariat des entreprises: les managers les moins contrôlés parviennent plus facilement à se servir dans la caisse.</mark> Au final, toutes les études disponibles mettent sérieusement en cause l'idée que ces hautes rémunérations seraient un facteur de meilleures performances.

Enfin, quitte à me répéter, on ne peut pas faire l'impasse sur la crise actuelle: c'est tout de même la preuve patente que ces rémunérations astronomiques ont suscité des choix qui nous contraignent d'injecter des centaines de milliards d'argent public pour sauver le capitalisme. C'est une démonstration grandeur nature du caractère inefficace des bonus en tout genre et du fait que cette explosion des hautes rémunérations relève tout bêtement d'une captation pure et simple de la richesse par le groupe dirigeant.

Lorsqu'une banque au bord de la faillite (Fortis) organise un séminaire dans un hôtel de luxe de Monte-Carlo pour ses cadres, on se dit que la théorie des incitations à bon dos...

Oui. Il faut d'ailleurs revenir sur cette question des avantages en nature. Un des arguments avancés pour contester les taux marginaux d'imposition très élevés est qu'auparavant, pour contourner ses taux, les dirigeants se payaient sur la bête, en nature. Mais pour que cette théorie soit vraie, il faudrait que les avantages en nature aient été bien plus élevés dans les années 50 et 60 qu'aujourd'hui. Or, il ne semble pas que ce soit le cas. Les ventes de jets privés ainsi que les hôtels et restaurants de luxe fréquentés par les états majors des grandes entreprises ne s'étaient jamais aussi bien portées jusqu'à ces derniers mois. En pratique, rémunérations colossales et avantages en nature extravagants semblent tout à fait complémentaires et non substituables. On prend l'habitude de se servir dans la caisse et on estime normal d'avoir le train de vie quotidien qui va avec.

Que dit la théorie économique pour expliquer de tels niveaux de salaire?

Elle est peu loquace. De toute évidence, le marché n'a pas empêché cette dérive. Le marché remplit de multiples fonctions économiques avec une grande efficacité. Il permet de définir un point de référence autour duquel gravite la plupart des rémunérations. Au-delà des multiples facteurs conventionnels qui influent sur le niveau et la structure des rémunérations, les salaires perçus par la masse des salariés peuvent être mis en rapport avec leur productivité marginale - qu'il est possible d'évaluer, ne serait-ce qu'approximativement (on sait à peu près de combien varie la production d'une entreprise avec un ouvrier ou un serveur en plus).

En revanche, pour les quelques centaines de cadres dirigeants des grands groupes, dont les fonctions ne peuvent être dupliquées, les lois du marché ne nous permettent pas d'évaluer la contribution de chacun aux résultats de l'entreprise. Elles ne nous disent rien sur le bon niveau de rémunération au-delà d'un certain seuil. Et si on les laisse faire, les dirigeants se nourrissent de cette incertitude fondamentale pour se servir dans la caisse.

Comment cela se passe-t-il?

Ce sont les comités de rémunération, formés eux-mêmes d'autres dirigeants, qui fixent les rémunérations des dirigeants. Ils observent la moyenne des rémunérations dans les autres entreprises et si le dirigeant est plutôt bon - et il n'y a pas de raison qu'il ne le soit pas car cela signifierait que ceux qui l'ont recruté et qui l'évaluent ne le sont pas -, on lui accorde un revenu plutôt au-dessus de la moyenne, ce qui fait mécaniquement monter celle-ci pour le plus grand bénéfice de tous. Il n'y a donc plus de point de référence objectif, ni de force de rappel.

J'ai cru pendant un certain temps que des améliorations viendraient de réformes de la gouvernance des entreprises, avec par exemple des votes séparés des assemblées d'actionnaires sur les rémunérations des dirigeants. Actuellement, la démocratie actionnariale ressemble à un régime parlementaire avec l'article 49-3 actionné en permanence, les actionnaires étant contraints à des votes bloqués pour approuver le bilan de la direction. Mais de telles réformes, certes nécessaires, sont insuffisantes et ne changeront presque rien: les actionnaires sont pris dans le même engrenage contagieux que les comités de rémunération: ils ne peuvent stopper seuls cette spirale infernale.

Ne va-t-on par assister à un retournement de tendance, notamment avec la crise actuelle?

Aux États-Unis, l'explosion des hautes rémunérations s'est opérée à partir des années 80, et on assiste actuellement à une stabilisation. Mais cette stabilisation se fait à un niveau astronomique. Et le retournement ne se fera pas tout seul. Si Barack Obama s'est tout de même engagé à relever l'imposition au-delà de 250 000 dollars, nous sommes encore très loin d'un tournant rooseveltien.

En France, nous sommes complètement à contre-courant et à contretemps. Non seulement, nous rattrapons à vive allure les sommets atteints aux États-Unis en termes d'explosion des revenus primaires, comme l'ont démontré les recherches de Camille Landais, mais nous affirmons parallèlement, à travers les réformes fiscales introduites par Dominique de Villepin puis Nicolas Sarkozy, que la priorité absolue est de réduire la progressivité de l'impôt.

Tout cela aboutit à une situation totalement insupportable du point de vue de la justice sociale. Comment pouvezvous oser expliquer aux gens qu'il faut introduire des franchises médicales afin de faire des économies de quelques euros sur les remboursements de Sécurité sociale et, dans le même temps, dire qu'il faut absolument laisser la moitié de leurs revenus aux personnes qui gagnent des dizaines de millions d'euros? C'est évidemment totalement impossible à comprendre, et même si cela ne concerne qu'un nombre relativement réduit de personnes, c'est clairement une menace pour le fonctionnement de la démocratie.

Thomas Piketty

Propos recueillis par Philippe Frémeaux

« Démolition du 11 septembre »

http://video.google.fr/videoplay?docid=-9058644522976940152&pr=goog-sl

Très intéressant rappel.

« Le narco-blanchiment plus fort que le plan Paulson? »

http://www.solidariteetprogres.org/article5069.html

« Dans une interview publiée lundi dans un hebdomadaire autrichien, le directeur général du Bureau des Nations unies sur les drogues et la criminalité (UNODC), l'italien Antonio Mario Costa, affirmait que son agence détient les preuves que de nombreuses banques ont été sauvées par l'argent de la drogue, dont la vente au détail dans le monde rapporterait plus de 320 milliards de dollars par an.

En novembre, <u>dans un article publié sur son blog</u>, alors que le système bancaire était aspiré dans la tempête, *Mario Costa* montrait du doigt la connivence de nature entre le crime organisé et le système financier, devenant évidente avec la crise :

"Les banquiers ont non seulement créé des instruments financiers monstrueux dont la taille, la complexité et la propriété restent incompréhensibles, mais nombre d'entre eux se sont lancés dans quelque chose de stupide et de diabolique : ils ont permis à l'économie criminelle d'intégrer l'économie mondiale. Les banques d'affaires, les gestionnaires de fond et les opérateurs, associés aux auditeurs, aux comptables et aux avocats, ont aidé les mafias à blanchir les revenus du crime et à devenir des partenaires d'affaires 'réglos'. La plupart du temps, ces crimes sont de type mafieux, violentant des individus, des sociétés ou des propriétés. Dans d'autres cas, il s'agit de corruption : une violence silencieuse et pernicieuse contre les fonds gouvernementaux et les services publics qui restent sous-financés.

"Les banques avides ont pris et dissimulé cet argent entaché de sang. Les instruments financiers complexes ont délibérément rendu les marchés financiers moins transparents et plus accessibles aux malversations. Grâce aux banquiers, aux comptables et aux avocats, les groupes criminels sont devenus des sociétés multinationales : une sorte de mafia bourgeoise, de syndicat du crime en col blanc. Aujourd'hui, la crise financière est l'occasion extraordinaire d'une plus grande pénétration par la mafia des établissements financiers qui se retrouvent à court de cash : avec la crise bancaire qui a étouffé le crédit, ces groupes criminels, fortement pourvus en cash, sont devenus la seule source de crédit. Personne ne semble avoir contesté les affirmations de Roberto Saviano dans son livre et son film Gomorra, affirmant que 'ce n'est pas la Camorra qui va à la finance, mais la finance qui vient à la Camorra' ". »

(Lire la suite (en anglais) sur le blog d'Antonio Mario Costa...)

« Le médiateur de crédit, René Ricol, décoche ses flèches contre Michel Pebereau (PDG BNP Paribas) »

http://www.solidariteetprogres.org/article5075.html

« Décidément, on ne respecte plus rien dans ce bas monde... A commencer par notre banquier étoile, le prix Nobel des banquiers, *Michel Pebereau*, Président de BNP Paribas. Après avoir été accusé dans un article de Libération du 22 janvier de se trouver en **conflit d'intérêt** en tant que conseiller de l'Etat français dans le sauvetage et nationalisation d'un établissement concurrent, la banque franco-belge Dexia, voici qu'il est pris à parti par le médiateur de crédit de la République, *René Ricol*.

Nommé par Nicolas Sarkozy pour s'assurer que les banques qui ont été renflouées par l'Etat, utilisent bien ces fonds pour continuer à irriguer les entreprises et les particuliers en crédits, *René Ricol* a fait la réflexion suivante au cours d'une conférence de presse hier : « Il faut faire attention à la manière dont on parle des banques et ne pas jeter l'opprobre sur l'ensemble des collaborateurs. Si des patrons comme Michel Pebereau, de BNP Paribas se sont trompés de A à Z, les guichetiers eux ne sont en rien responsables de la crise financière. » René Ricol, dit-on, cultive le style justicier pour déstabiliser les grands banquiers. Pour l'instant c'est un jeu d'enfant, cependant. Il faudrait que René Ricol essaye le costume de Ferdinand Pecora, l'ancien procureur de New York qui animait la Commission d'enquête du Congrès américain créée par Roosevelt en 1933, sur les responsables de la grande dépression de 1929.

Peu à peu, les petites et grandes tricheries de Michel Pebereau commencent à être révélées au grand public. Les révélations de Money Week sur la réalité derrière les « profits » de 3 milliards affichés par BNP Paribas pour 2008, ont dû le rendre chèvre, sinon Chevré du nom de l'analyste de Money Week. Selon cette lettre, ces profits proviendraient essentiellement des frais de gestion des comptes, toujours en augmentation en temps de crise. Au-delà de ses profits, la réalité serait bien moins reluisante. Les autorités de régulation sauraient que les banques « ont planqué les cadavres de nombreuses victimes. Seuls quelques corps ont déjà été mis à jour mais les autres attendent encore sagement que leur odeur de décomposition les trahissent. (...) Par des artifices comptables, elles ont pu différer pour un certain temps l'annonce de leurs pertes passées. Quand aux pertes futures, tout le monde sait qu'elles existent (...) mais personne ne sait vraiment les quantifier. On sait simplement qu'elles seront bien plus importantes que les pertes déjà prises en compte. »

Pour faire face à ces pertes futures, les autorités financières ont demandé à ces banques d'améliorer leurs « fonds propres durs » (core Tiers-1). En même temps qu'elle publiait des profits, la BNP Paribas annonçait qu'elle tirerait encore 2,5 milliards d'euros du fonds de 40 milliards créé par l'Etat l'année dernière pour renflouer les banques. Sous la forme d'actions de préférence (actions sans droit de vote), ces fonds, additionnés aux 2.5 milliards que l'Etat avait avancé à BNP Paribas l'année dernière, sous la forme d'obligations à 8% dites « subordonnées à » (obligations remboursables seulement après toutes les autres en cas de faillite) et qui seront transformés elles-aussi en actions de préférence, la BNP Paribas devrait faire passer son ratio Tiers-1 de 7.5 à 8%. Car, astuce finale, les actions de préférence, bien qu'étant des titres de dette, peuvent être pris en compte dans le ratio Tiers-1.

Enfin, on ne rappellera pas assez que Michel Pebereau avait été à la tête de la Commission sur la dette publique réunie par Thierry Breton, ministre des finances, en 2006. Ce rapport, aux accents synarchistes, fouettait les pouvoirs publics pour avoir laissé filer la dette et dénonçait le trop plein d'élections qui rend les hommes politiques vulnérables à une opinion publique exigeant toujours plus de dépenses... »

« Solidarité avec Gérard Filoche »

http://www.solidarite-filoche.fr/

Signez la pétition pour soutenir cet inspecteur du travail mis en examen dans l'exercice de ses missions :

- « Tous les syndicats de l'inspection du travail en sont d'accord :
- la justice est extrêmement laxiste en matière de droit du travail,
- les employeurs qui ne respectent pas le code du travail restent largement impunis.

Trois procès-verbaux sur quatre de l'inspection du travail sont classés sans suite par le Parquet.

Patrons impunis, inspecteurs du travail poursuivis

paradoxalement, ces trois dernières années, ce sont des contrôleurs et inspecteurs du travail qui se sont vu mis en cause dans l'exercice de leurs fonctions alors que Laurence Parisot a affirmé que «la liberté de penser s'arrête là où commence le Code du travail».

Le dernier en date, c'est Gérard Filoche.

L'inspecteur du travail est mis en examen pour un prétendu « chantage » vis-à-vis d'un patron qui refusait la réintégration dans son poste antérieur d'une salariée de retour de congé maternité et qui a demandé trois fois de suite, à l'égard de cette employée, déléguée syndicale, une autorisation de licenciement.

Si c'est du « chantage » que de menacer dans ce cas un employeur d'un PV, alors toute l'inspection du travail fait du « chantage » sans le savoir !

Comment alors que le Parquet débordé, manque de moyens au point de classer la majorité des PV de l'inspection du travail, choisit-il de donner suite à une plainte patronale prétendant de façon invraisemblable que Gérard Filoche fasse « entrave à un Comité d'Entreprise » ?

Nous tenons, en de telles circonstances, à exprimer notre totale solidarité avec Gérard Filoche. »

Signer la pétition Voir les signataires

Voyez aussi l'article sur Actuchômage et la réaction de Gérard Filoche dans le fil de commentaires : http://www.actuchomage.org/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=4333

	« Noam Chomsky, r	regard critique sur	<mark>l'Amérique »</mark>	
nttp://www.lemonde.fr/a	meriques/visuel/2009/01/16	n/noam-chomsky-regard	l-critique-sur-l-amerique_	1142592_3222.hti
(2) Proposed control control				

riche	« Les révoltés du travail » Un numéro exceptionnel de Manière de voir en réflexions utiles pour la résistance aux régressions sociales :
	http://www.monde-diplomatique.fr/mav/103/
	(i) quantitative ray
	On y trouve un article remarquable de <i>Serge Halimi :</i> « Notre utopie contre la leur »
	Ce numéro de février-mars est disponible en kiosque et, à mon avis, il ne faut pas le rater.

« Appel des appels » http://www.appeldesappels.org/

« Nous, professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture, attirons l'attention des Pouvoirs Publics et de l'opinion sur les conséquences sociales désastreuses des Réformes hâtivement mises en place ces derniers temps.

À l'Université, à l'École, dans les services de soins et de travail social, dans les milieux de la justice, de l'information et de la culture, la souffrance sociale ne cesse de s'accroître. Elle compromet nos métiers et nos missions.

Au nom d'une idéologie de "l'homme économique", le Pouvoir défait et recompose nos métiers et nos missions en exposant toujours plus les professionnels et les usagers aux lois "naturelles" du Marché. Cette idéologie s'est révélée catastrophique dans le milieu même des affaires dont elle est issue.

Nous, professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture, refusons qu'une telle idéologie mette maintenant en "faillite" le soin, le travail social, l'éducation, la justice, l'information et la culture.

Nous appelons à une Coordination Nationale de tous ceux qui refusent cette fatalité à se retrouver le 31 janvier 2009 à Paris. »

Le 22 décembre 2008,

Roland Gori et Stefan Chedri

On trouve, dans <u>le dernier Manière de voir (n° 103, février 2009)</u>, cet éditorial de *Mona Collet* et *Pierre Rimbert* que je trouve bon (j'aime bien ces deux résistants) :

« Les invités-surprises »

http://www.monde-diplomatique.fr/mav/103/CHOLLET/16764

« Quand l'économie comprime la société, parfois ça explose. Mais souvent, ça écrase. Des siècles d'expérience et des monceaux de théories n'y ont rien changé : la physique de la révolte obéit à une logique insaisissable. Le piston de la crise qui propulse dans les rues des foules hier encore assoupies agira ailleurs comme un pilon. Au mouvement irrésistible du Front populaire répond le coup d'assommoir des années 1980 ; au soulèvement des Argentins en 2001 contre la politique du Fonds monétaire international réplique l'apathie des salariés japonais englués dans la grande dépression des années 1990.

Nous y revoilà. L'économie américaine détruit les emplois par millions, les entreprises européennes rejettent leurs travailleurs ; le Japon replonge. En une décennie, les peuples des pays les plus industrialisés auront acquitté par trois fois le prix du capitalisme libéral : une première, par le laminage de leurs salaires mis en concurrence internationale ; une deuxième, par le financement public de plans destinés à sauver l'édifice bancaire mondial ; une troisième, en perdant leur poste afin qu'intervienne la restructuration de l'appareil productif et le rétablissement des marges.

Contrairement aux précédentes, la récession entamée en 2008 frappe simultanément – quoique en proportion décroissante – ouvriers et employés, ingénieurs, cadres et professions intellectuelles supérieures ; hier inattentifs aux tourments des salariés, les journalistes, par exemple, se soucient à présent d'une crise qui ne les épargne plus. En France, en Italie, en Grèce, des mouvements de jeunesse ont éclaté. Des échines naguère assouplies par les promesses de la promotion sociale se redressent. Piston ou pilon, de quel côté penchera cette fois le balancier ?

« La soumission du plus grand nombre au plus petit, ce fait fondamental de presque toute organisation sociale, n'a pas fini d'étonner tous ceux qui réfléchissent un peu », notait en 1937 la philosophe Simone Weil dans sa Méditation sur l'obéissance et la liberté. « Comme si, dans la balance sociale, le gramme l'emportait sur le kilo. » Cet apparent défi à la raison se manifeste avec une brutalité particulière au sein des entreprises. Là où le travail, alternativement trop intense et trop rare – surdosé pour les uns, rationné pour les autres –, dévoile sa double vérité. Celle, objective, de l'exploitation, d'autant plus identifiable que la tâche est rude, répétitive, réductible au seul salaire qu'elle rapporte. Celle, subjective, de l'accomplissement professionnel perçu par le salarié qui « s'investit » et trouve à l'atelier ou au bureau un statut, des copains, la trame d'une existence.

Or les deux aspects coexistent, le second masquant le premier. « Les travailleurs peuvent concourir à leur propre exploitation, observait Pierre Bourdieu, par l'effort même qu'ils font pour s'approprier leur travail et qui les attache à lui par l'intermédiaire des libertés, souvent infimes et presque toujours "fonctionnelles", qui leur sont laissées (1). » Le management le sait. Il en joue. La fierté du travail exaltée par les discours politiques et patronaux n'est pas celle du mouvement ouvrier : l'une isole et fragmente ; l'autre intègre et rassemble.

Et puis il y a la force des fausses évidences. Quand le gramme paraît l'emporter depuis toujours sur le kilo, comment imaginer qu'il devrait un jour en aller autrement ? S'interrogeant sur la passivité des sidérurgistes allemands de la Ruhr qui, au début du XXe siècle, enduraient sans broncher la violence du labeur, le sociologue *Barrington Moore* notait que la plupart d'entre eux ne percevaient pas leur sort comme le produit d'une injustice. Mais comme une malédiction. Passer de l'obéissance à la possibilité même de la révolte exigeait donc, selon Moore, de « surmonter l'illusion de la fatalité (2) ». Tous les mouvements d'émancipation sont partis de là. Et, pour vaincre, tous durent affronter les marchands de sable qui font souffler partout le même sirocco : l'ordre social est imparfait mais irremplaçable ; l'améliorer passe par des solutions individuelles ; l'action collective conduit à l'uniformisation ou au goulag. Laissez-nous faire, occupez-vous de vous...

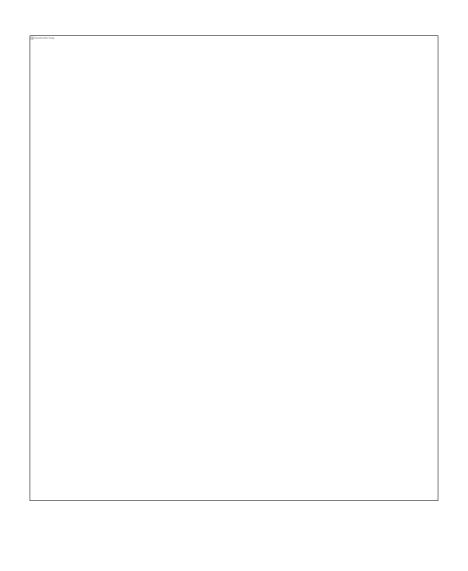
Au fond, quoi de commun entre des paysans japonais refusant d'être expropriés de leurs terres ; des cheminots entraînant dans leur sillage un pays entier contre la remise en cause de la sécurité sociale ; des syndicalistes sud-africains payant de leur vie leur engagement contre l'apartheid ; des féministes donnant autant de fil à retordre à leurs camarades grévistes qu'à leur employeur ; des chômeurs allemands passant une annonce dans le journal pour proposer à leurs semblables de s'entraider ; des ouvriers de Chicago occupant leur usine de portes et fenêtres jusqu'à faire plier patronat et banquiers ? Pas grand-chose, si ce n'est que tous ont su au cours des décennies écoulées **jouer les invités-surprises** dans une histoire qui se serait volontiers écrite sans eux.

Mona Chollet et Pierre Rimbert

- (1) Pierre Bourdieu, « La double vérité du travail », dans Méditations pascaliennes, Paris, Seuil, 1997.
- (2) Barrington Moore, Injustice: The Social Bases of Obedience and Revolt, Random House, New York, 1978.

« Appel à constituer sans délai une Commission d'enquête parlementaire sur la crise financière »

http://www.solidariteetprogres.org/petition/						
« La France et le monde se trouvent face à une crise sans précédent dans l'histoire moderne. Il faut relancer l'économie avec des injections rapides et massives de crédit là où sont les besoins et les potentiels de développement : énergie, transports à grande vitesse, ferroutage, recherche, hôpitaux, éducation et consommation des biens indispensables. Les établissements financiers, dont le comportement a conduit à la situation actuelle, s'avèrent cependant incapables de transmettre à l'économie, sous forme de crédits, les avantages que leur procure l'Etat. Dans ces conditions, nous demandons de toute urgence :						
• La constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les agissements de ces établissements financiers et l'état de leurs comptes. Le moment est en effet venu de faire comparaître devant les représentants du peuple ceux qui ont abusé de leurs pouvoirs et de déterminer comment ils ont pu procéder et avec qui, en France ou ailleurs dans le monde. Cet examen a pour objet de déterminer ce qui est viable et nécessaire à un fonctionnement légitime du système bancaire, qui doit être maintenu et aidé, et ce qui relève de l'imprudence irresponsable ou d'opérations exotiques, qui doit être soumis à des procédures de banqueroute organisée. L'Etat ne doit pas faire payer les citoyens en absorbant les créances douteuses de ceux qui se sont égarés, mais faire constater leur absence de valeur et les éliminer dans l'intérêt général.						
• La réquisition temporaire des banques afin d'assurer qu'elles alimentent réellement l'économie en faisant leur métier légitime et qu'elles donnent accès en toute transparence à leurs comptes, parallèlement aux travaux de la commission d'enquête et dans la logique de son fonctionnement.						
La raison d'être d'un pays, qui est de faire prévaloir le bien commun, prime sur tout. Nous sommes conscients que nos exigences sont exceptionnelles, mais elles sont rendues nécessaires par des circonstances exceptionnelles. Des précédents existent. La Commission Pecora, la Commission bancaire et monétaire du Sénat des Etats-Unis dans les années 1933-1934, en faisant connaître au peuple américain les pratiques de ses banquiers et l'étendue de leurs pouvoirs, créa la base politique pour les mesures de redressement et de relance de l'Administration Roosevelt. Les réquisitions, dans notre pays, découlent de l'état d'esprit du Programme du conseil national de la Résistance du 15 mars 1944 et du Préambule de notre Constitution, et ont été appliquées par l'ordonnance de 1945 en matière de logement et dans diverses entreprises à la Libération.						
Il y a urgence. Les Françaises et les Français ont le droit de savoir et d'exiger que les droits économiques et sociaux inscrits dans nos textes fondateurs soient protégés.						
Nous autres soussignés le demandons, en suggérant que Jacques Cheminade, qui a prévu les conséquences de cette crise et se bat aujourd'hui pour un Nouveau Bretton Woods, puisse être amené à conseiller la Commission et aider avec nous à faire connaître partout ses travaux. »						



« Point stratégique quotidien de Solidarité et progrès » un résumé audio intéressant (en 10 minutes) de l'actualité de la crise et des perspectives, par Christine Bierre :

http://www.solidariteetprogres.org/article5058.html

« L'histoire des choses »

passionnante explication illustrée de nos gaspillages, dans lesquelles les institutions ne sont pas hors de cause : http://video.google.com/videoplay?docid=-5195608655837933655&hl=fr

« Pour un système socialisé du crédit »
Un long article de *Frédéric Lordon* où il évoque enfin la création monétaire : http://blog.mondediplo.net/2009-01-05-Pour-un-systeme-socialise-du-credit

« L'État retors et la prétendue théorie du complot : introduction remarquable au "Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu" »

http://etienne.chouard.free.fr/Europe/forum/index.php?2009/01/05/99-I-etat-retors-et-la-pretendue-theorie-du-complot

Chers amis,

Il y a environ deux ans, je vous avais signalé <u>ici</u> un texte extraordinaire, littéralement passionnant à plusieurs titres, publié en 1864 et qui s'intitulait « <u>Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu</u> ». On le trouvait <u>sur WikiSource</u> et j'en avais fait <u>une compilation en un seul fichier pdf</u> pour une impression commode et soignée.

En 2006, un petit éditeur que j'aime bien (parce qu'il fait de très beaux livres, avec des textes souvent formidables), Allia, a réédité ce redoutable mode d'emploi de l'apprenti totalitaire.

Je vous recommande ce livre : c'est un de mes meilleurs livres, parmi les centaines que j'ai découverts et articulés depuis quatre ans. C'est un objet précieux qui aide à progresser vite : bien avant que George Orwell, inspiré par la société soviétique, ne décrive dans « 1984 » les ressorts effrayants d'un monde totalitaire, Maurice Joly en avait déjà dénoncé les plus intelligents mécanismes dans ce pamphlet, dirigé contre Napoléon III mais spectaculairement utile pour comprendre notre monde "moderne".

En plus, ce livre est un bel objet : le papier est beau, le format est élégant, l'impression est légère et précise, un beau livre. Et pas cher : 15 €.

Je remercie les éditions Allia de m'avoir permis de découvrir **Michel Bounan**, qui signe **une introduction très intéressante** au texte de Maurice Joly ; c'est elle que je vous invite à lire ci-après. Je trouve que <u>Michel Bounan</u> s'en prend correctement aux abus de pouvoir et, comme par hasard, ça me plaît :o) L'argument bidon de la prétendue « théorie du complot » (invoqué par tous les faux naïfs qui travaillent au service des privilégiés) prend un coup dans le nez. J'ai commandé quelques uns de ses livres pour mieux le connaître ; je vous en reparlerai.

Je n'en dis pas plus et je lui laisse la parole.

Étienne.

[C'est moi qui souligne. ÉC]

L'ÉTAT RETORS

Je vous avertis... de vous tenir toujours en défense ; tremblez même dans la victoire ; c'est alors qu'il fait ses plus grands efforts, et qu'il remue ses machines les plus redoutables.

BOSSUET

Dans la voie du bouleversement les meilleurs éléments sont toujours dépassés par les plus mauvais...

Derrière le révolutionnaire honnête apparaissent bientôt ces existences troubles.

MARÉCHAL DE MOLTKE

« La révolution industrielle a connu en France sa plus rapide expansion au cours du **Second Empire** en même temps qu'étaient posées les bases d'un véritable État moderne. Autoritairement établi par un coup d'État, maintenu par une police omniprésente et efficace, le nouvel instrument de gouvernement était indispensable à l'ambitieux projet de ses promoteurs. Deux cent cinquante mille fonctionnaires sont liés par serment au chef de l'État et étroitement surveillés par les préfets; les magistrats, assimilés aux fonctionnaires, sont nommés et révoqués par décret; la presse est soumise à de multiples contraintes financières et menaces judiciaires; les opposants au régime sont purement et simplement déportés en Algérie. Ce sont ces moyens et le "pacte de sang" avec l'armée qui ont permis la militarisation du travail productif et l'extraordinaire essor industriel.

Les banquiers, les hommes d'affaires et les industriels qui soutenaient ce régime se considéraient, en général, comme des philanthropes; beaucoup étaient sincèrement convaincus par les doctrines socialistes de Saint-Simon, et l'actuelle dictature ne devait être qu'une étape intermédiaire vers cette ère nouvelle et bienheureuse qu'un autre saint-simonien appellera plus tard "la grande relève de l'homme par la machine". [Ce livre est d'ailleurs, lui aussi, remarquable : il est de Jacques Duboin. ÉC]

Dès 1860, la poigne de fer se relâche en effet sans qu'apparemment aucune force réelle d'opposition ne l'y contraigne. (Les historiens expliquent ce mystère par "la sympathie" que Napoléon III avait toujours marquée à l'égard des classes dites "laborieuses".) Des pouvoirs sont donc rendus aux élus et l'État facilite lui-même la création d'un grand parti uni d'opposition. Simultanément des contacts sont pris avec des délégués ouvriers, on les encourage à rencontrer leurs camarades trade-unionistes anglais, on crée des chambres syndicales, le droit de grève est enfin reconnu.

L'Empire a terminé sa tâche, la démocratie moderne peut fonctionner. Il y aura encore le soubresaut de la Commune, et puis plus rien pendant un siècle, même entre les deux guerres mondiales, au cours des sursauts plus tardifs de l'Allemagne, de l'Italie, puis de l'Espagne. En définitive, on peut dire que le Second Empire français a accompli seul en quelques années l'œuvre des dictatures européennes et celle de leurs libérateurs, c'est-à-dire la grande relève de l'homme d'État par ce que Nietzsche appelait "le plus froid des monstres froids".

En 1864, l'année même où fut fondée à Londres l'Association internationale des travailleurs, Maurice Joly écrit et publie son Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu. Ancien enfant rebelle, familier du barreau et futur exilé, il observe avec une effrayante lucidité la mise en place des nouveaux mécanismes du pouvoir. Machiavel est ici le porte-parole du despotisme moderne. Il expose cyniquement ses buts, ses procédés et leur développement historique. Initialement la force brutale, le coup d'État militaire, le renforcement de la police et de l'armée, la prééminence des hauts fonctionnaires sur les élus, la mise au pas des magistrats, de l'université, de la presse.

Mais la force, ostensiblement déployée, suscite toujours des forces contraires. Elle n'est utilisée que pour modifier en quelques années les institutions, la Constitution, et pour créer des formes légales au nouveau despotisme. Ainsi l'emprisonnement des journalistes doit être relayé rapidement par des dispositions économiques sur la presse et par la création de journaux dévoués au gouvernement. Une telle tribune associée à d'astucieux découpages électoraux permet de maintenir une tyrannie élue au suffrage universel.

Pour en finir avec toutes ces vieilles formes d'opposition, partis, coteries, cabales, complots, qui gênaient tant les anciens despotes, **l'État moderne doit créer lui-même son opposition, l'enfermer dans des formes convenables et y attirer les mécontents.** Il doit en outre infiltrer tous les rassemblements, en prendre la direction et les dévoyer. Il doit même manipuler policièrement tous les complots clandestins, les surprendre, les égarer, les déconsidérer. **Voilà le principal ressort du pouvoir moderne : parler "tous les langages" du pays afin d'en détourner le fleuve.**

Un dernier mécanisme régulateur garantit enfin la perpétuation du nouveau régime : une telle société développe vite chez ses membres un ensemble de qualités qui travaillent pour elle : la lâcheté, la domesticité et le goût de la délation sont à la fois les fruits et les racines de cette organisation sociale. La boucle est bouclée.

La force brutale utilisée par les anciennes tyrannies n'a donc plus de raisons d'être, sauf en de rares circonstances. Au temps du machinisme on peut faire travailler les forces hostiles au moyen de dispositifs convenables. On peut même utiliser leur énergie domestique à réduire celles qui viendraient à surgir. Cette autorégulation est la base de toutes les sociétés vraiment modernes.

En face de ce nouveau pouvoir personnifié par Machiavel, que représente **Montesquieu ? Il énonce les anciens principes politiques, moraux et idéologiques** de ceux qui, un siècle auparavant, se préparaient à prendre la direction de la nouvelle société. Le génie de Machiavel consiste à citer volontiers. Montesquieu : l'actuel despotisme n'est nullement contradictoire avec ces fondements et cette idéologie.

Notre XXe siècle a richement illustré les principes énoncés par Maurice Joly. Mais on aurait tort d'évoquer ici les multiples dictatures totalitaires où l'armée et la police s'affichent partout, où les tyrans ne dissimulent pas encore leur pouvoir. Le modèle décrit par Maurice Joly est précisément au-delà de cette étape historique : c'est celui du chef de l'État élu au suffrage" universel, celui des hauts fonctionnaires inamovibles, celui des consultations électorales qui masquent la véritable cooptation du personnel politique.

Ce mode de gouvernement n'est pas celui du parti unique, mais celui des **pseudo-affrontements** entre des partis politiques parlant "tous les langages" du pays, celui des **faux complots organisés par l'État lui-même**, celui enfin où l'appareil éducatif et médiatique, aux mains du même pouvoir, entretient **un tel abaissement des esprits et des mœurs** qu'il n'y a plus aucune résistance possible.

Le système de gouvernement décrit par Maurice Joly est celui du complot permanent occulte de l'État moderne pour maintenir indéfiniment la servitude, en supprimant, pour la première fois dans l'histoire, la conscience de cette malheureuse condition.

Un tel ouvrage ne pouvait pas être toléré par un État moderne encore fragile. Il ne l'a pas été. Imprimé en Belgique en 1864 et introduit clandestinement en France, le Dialogue aux enfers est immédiatement saisi par la police et son auteur est emprisonné à Sainte-Pélagie. La même année, une traduction allemande s'efforce de diffuser ce texte ailleurs. En 1868, nouvelle impression française, toujours en Belgique. Ensuite, le livre disparaît apparemment pendant quatre-vingts ans, inconnu de tous, sauf évidemment des services de police qui l'ont saisi.

L'interdiction policière d'un tel ouvrage n'était pourtant pas une riposte digne d'un pouvoir moderne tel que Maurice Joly en avait décrit le fonctionnement ; et d'abord parce que cette réponse était insuffisante à l'égard d'un texte dont son auteur remarque qu'il n'est pas seulement une œuvre individuelle mais qu'il est déjà le fruit d'un courant de pensée quasiment impersonnel. Voilà une force dangereuse qu'on peut certes réduire brutalement dans un premier temps, mais qu'un véritable État moderne doit pouvoir manipuler et faire travailler à son profit. **Qu'est devenu ce livre et cette conscience du complot permanent occulte** pendant toutes ces années où personne n'a jugé bon de le rééditer?

Au début de notre siècle paraît à Moscou un extraordinaire pamphlet, qui allait bientôt devenir un bestseller, et être le livre le plus vendu au monde après la Bible : Les Protocoles des sages de Sion.

L'origine de ce pamphlet est aujourd'hui connue : c'est une falsification du Dialogue aux enfers de Maurice Joly, selon un procédé que les situationnistes français appelleront plus tard une "maspérisation" (du nom d'un éditeur parisien qui s'était rendu fameux dans cet art). Ce procédé qui consiste à s'emparer d'un texte important, à en changer certains mots, à supprimer quelques phrases, à en intercaler d'autres, permet de conserver la structure d'une analyse politique (dont on sait qu'elle rencontre déjà trop d'esprits disposés à la comprendre), mais d'en modifier la cible et d'entraîner ainsi un courant d'opposition qui risquerait de devenir dangereux, vers des actions inoffensives ou même utiles aux manipulateurs. Il permet de capter les esprits pour les égarer ensuite, il illustre précisément le procédé exposé dans le Dialogue aux enfers : parler toutes les langues afin d'en détourner le fleuve.

Maurice Joly a donc été victime de cette manœuvre qu'il avait dénoncée. Dans les Protocoles des sages de Sion, on conserve l'analyse du Dialogue aux enfers, le réquisitoire contre le complot totalitaire occulte, l'exposé précis de ses moyens convergents, financiers, politiques, policiers et médiatiques. Mais le complot étatique pour le maintien de l'ordre est remplacé par un prétendu complot juif visant à s'emparer du pouvoir mondial. Le texte falsifié se présente comme le procès-verbal d'une réunion ultra-secrète des chefs de la conspiration juive.

Qualifier, comme on l'a fait depuis, un tel procédé de "plagiat" laisse entendre qu'il s'agirait en quelque sorte d'une vague escroquerie littéraire aux dépens d'un malheureux auteur. Ajouter qu'il s'agit d'un "faux" et d'une "mystification" permet d'innocenter, avec soulagement ou regret, la malignité juive, et de conclure qu'en somme il n'y a pas de complot, si ce n'est, peut-être, contre les seuls Juifs. En vérité, cette falsification d'un texte effectivement important n'est que l'aspect superficiel d'une manœuvre bien plus générale qui est au cœur de la contre-révolution mondiale du xxe siècle. Les conditions de fabrication et de diffusion des Protocoles permettent ainsi de suivre les grands mouvements de cette histoire.

La première édition paraît à Moscou dans l'agitation révolutionnaire du début du siècle. Henri Rollin hésite à en attribuer les mérites à la police secrète du tzar, la trop fameuse Okhrana, ou à la principale opposition ultraréactionnaire appuyée sur la grande propriété foncière. En tout cas ses deux premiers éditeurs sont connus : Krouchevan et Boutmi sont cofondateurs des "centuries noires", organisation paramilitaire chargée d'armer des hommes de main pour assassiner des démocrates et des socialistes.

Pendant la première contre-révolution russe de 1905, l'ouvrage est diffusé massivement et le métropolite de Moscou en ordonne la lecture dans toutes les églises de la capitale. Puis sa diffusion se ralentit et le livre explose à nouveau en 1917. Les milieux de l'émigration russe l'emportent alors dans leurs bagages tandis que s'installe dans l'ancien empire des tzars un pouvoir ouvertement dictatorial.

Au cours de l'intense fermentation révolutionnaire qui succède au premier conflit mondial, les Protocoles sont traduits dans une quarantaine de langues et répandus dans toute l'Europe, aux États-Unis et au Japon. Ils y accréditent la rumeur, diffusée par d'autres émissaires, que les démocrates et les socialistes ne sont que des agents payés par une conspiration juive internationale pour s'emparer du gouvernement du monde. C'est un des instruments de la propagande nazie, d'abord en Allemagne, dans les conditions révolutionnaires qui succèdent à l'effondrement de l'Empire, puis dans sa guerre contre les pays à régime parlementaire. Si bien que Henri Rollin, agent des services secrets français, se permet de révéler en 1940 la supercherie et son origine. Son livre est presque immédiatement saisi par la police allemande et mis au pilon (1).

Après 1945, l'empire européen redevient "libéral". Il a réussi à détruire ou à intégrer les anciennes énergies révolutionnaires, grâce au travail efficace des partis staliniens et de leurs compagnons de route. Les Protocoles perdent alors leur utilité et ne survivent plus ici que dans quelques sectes de réserve. Ils ont trouvé un nouveau terrain de manœuvre dans l'agitation du tiers-monde qui suit, dès la fin de la guerre, l'effondrement des anciens empires coloniaux, et particulièrement dans les pays arabes où ils n'ont cessé d'être réédités et diffusés depuis 1951.

Récemment enfin, la disparition de l'empire soviétique — et le terrible marasme économique qui l'accompagne — a vu resurgir le pamphlet au lieu même de son accouche ment, brandi et diffusé par de curieux émissaires, devant de complaisants journalistes.

Les Protocoles des sages de Sion ont été un des ouvrages de référence du moderne antisémitisme dont la résurgence alimente encore périodiquement la problématique médiatico-universitaire. Il s'agirait, nous dit-on maintenant, d'une fausse théorie créée et diffusée par une "paranoïa collective" sortie toute armée de dizaines de millions de cervelles malades. On nous met donc sagement, mais fermement en garde contre la tentation de "diaboliser le pouvoir", d'imaginer partout un prétendu complot mondial aux mille tentacules économiques, politiques, et surtout médiatico-universitaires, toute idée relevant d'une "phobie collective de type archaïque".

On devra pourtant observer que les Protocoles n'ont pas été forgés dans la marmite diabolique de la "paranoïa collective", mais dans les coulisses policières d'un État autocratique; qu'ils n'ont pas été initialement diffusés par la rumeur publique mais par les bons soins du métropolite de Moscou et par deux policiers-éditeurs; que le parti national-socialiste allemand qui s'en est inspiré n'a pas été porté au pouvoir par de folles émeutes mais par les industriels; allemands qui l'ont financé; que l'ouvrage de Henri Rollin révélant l'origine des Protocoles n'a pas été détruit par la "paranoïa collective", mais saisi et détruit par une police d'État; que les Protocoles n'ont pas été propagés aux États-Unis par une folle rumeur mais par l'industriel Henry Ford qui savait faire travailler à son profit d'autres infirmes; qu'enfin ce livre n'est pas un "misérable faux grossier", une "névrose collective en plein XXe siècle", mais une manœuvre policière rationnelle, le fer de lance d'une guerre contre-révolutionnaire.

En vérité, l'antisémitisme est précisément à la critique sociale ce que sont les Protocoles au livre de Maurice Joly : non pas une théorie insensée, comme ne cessent de le répéter les naïfs, mais la contrefaçon policière d'une agitation révolutionnaire. Voilà la raison de son succès populaire : il parle la langue la plus dangereuse du pays afin d'en détourner le fleuve.

La propagande antisémite est diffusée partout où émerge la conscience du complot permanent de l'État moderne pour le maintien de l'ordre, conspiration incluant non seulement l'appareil étatique lui-même et les forces économiques dont il est l'instrument, mais les fausses oppositions spectaculaires, l'ensemble de la presse et des médias, le marché du travail et l'avilissement organisé de toute la vie publique.

Cette conscience, au cours de sa germination, est purement intuitive. Ainsi, dans les années soixante, une rumeur, qui n'était peut-être pas sans fondement, s'est propagée dans plusieurs villes de province : le nouveau commerce de vêtements et de sous-vêtements féminins, qui s'enrichissait du surcroît des séductions promises, n'était qu'un proxénétisme déguisé. La conscience onirique l'exprimait à sa manière : des jeunes femmes disparaissaient des salons d'essayage par des trappes et se trouvaient ensuite expédiées, pour être livrées à la prostitution, le long de canaux baudelairiens vers un voyage luxurieux. Ce n'est qu'après les graves événements de 1968 qu'une autre rumeur, dont les policiers n'ont apparemment jamais retrouvé l'origine, s'est greffée sur la première : en réalité, les magasins d'où disparaissaient les jeunes femmes étaient tous tenus par des commerçants juifs.

Un autre exemple actuel : on sait, depuis que les dictatures totalitaires du xxe siècle en ont transmis la méthode" au monde entier, qu'un pouvoir moderne a les moyens de **manipuler l'histoire à son profit**. On devine qu'il a peu de raisons de se priver d'un tel avantage et l'histoire récente elle-même est devenue suspecte. Divers propagandistes réactivent alors la rumeur que le pouvoir est aux mains des Juifs coalisés. Ils trafiquent donc l'histoire à leur profit et ils ont inventé les chambres à gaz, les camps de la mort, l'antisémitisme lui-même. La voilà bien la dernière infamie des Juifs : avoir inventé un prétendu antisémitisme!

À la source des modernes persécutions antijuives, on trouve ainsi la conscience vague du complot totalitaire, de ses ruses, de ses manipulations. Dans un second temps interviennent de drôles d'émissaires que l'histoire révèle d'origine policière, ou que la police ne retrouve jamais. Derrière tout cela, bien sûr, les intérêts du plus froid des "'monstres froids", et les finances sont sans passions ; elles se déplacent selon leurs avantages. Quand le danger révolutionnaire s'éloigne, on incrimine la folie des tortionnaires (mais non leurs commanditaires), on dénonce encore la "paranoïa collective" et toutes les tentations de "diaboliser le pouvoir". C'est le temps des tribunaux et des sociologues.

Ainsi ceux qui servent d'hommes de main ou d'hommes de troupe à de telles manœuvres doivent apprendre de l'histoire qu'ils ne sont pas à l'abri des contrecoups du monstre froid : quand leur tâche canalisatrice et destructrice est accomplie, ils sont abandonnés, financièrement d'abord, défaits à Stalingrad, à Courbevoie, ou ailleurs, abattus froidement avec ou sans procès. Mais, bien sûr, l'émancipation définitive de l'antisémite devra passer d'abord par l'émancipation de la société dont l'antisémitisme est le dernier rempart.

PASCAL avait sans doute d'excellentes raisons, au XVIIIe siècle, de croire aux histoires dont les témoins se font égorger. Nous en avons aujourd'hui d'aussi bonnes de croire à celles que la police falsifie. Notre civilisation, qui s'est construite sur la domestication des forces naturelles dangereuses, a su de même se donner une direction capable de mettre à son service, en les falsifiant, toutes les forces dangereuses qui se sont dressées contre elle. C'est un navire qui avance contre le vent et grâce à ce vent.

Ainsi, l'angoisse, le désespoir, l'ennui, nés de l'inévitable vulgarité marchande, me seraient pas a priori des forces sociales favorables si elles n'étaient adroitement détournées et utilisées à faire tourner la machine marchande. C'est pourquoi la publicité est aujourd'hui contrainte de promettre, à propos de néomarchandises ou de n'importe quoi, ce que le monde marchand interdit généralement : l'aventure individuelle, l'originalité, la vie authentique. Ces mêmes forces négatives sont encore utilisées dans de multiples néo-métiers destinés à produire les néo-marchandises. Et toute critique partielle de ce système est de même canalisée dans des partis politiques, groupuscules, néosectes, auxquels il suffit d'imprimer une légère déformation pour les mettre au service des institutions. De notre organisation sociale on peut dire qu'en somme c'est l'autogestion presque généralisée plus la police.

L'art du DÉTOURNEMENT est bien le gouvernail de nos civilisations marchandes à leur stade" actuel. Ce mot de "détournement" avait été employé jadis pour caractériser dès procédés visant à rendre leurs vérités aux falsifications marchandes. Le terme est malheureux. C'est toujours la domination marchande qui détourne. Elle crée des leurres qui ressemblent aux objets désirés mais nécessairement falsifiés puisque tous les nouveaux désirs résultent de nouvelles privations produites par le monde marchand et convergent spontanément vers sa destruction : une crème bronzante, le métier de sociologue et les Protocoles des sages de Sion sont bien les effets du même mécanisme.

Ce mode de gestion des sociétés modernes permet d'en déduire deux lois qui peuvent être d'une grande utilité :

- 1. Les falsificateurs roulent toujours pour la police.
- 2. Tout ce qui se maintient durablement dans les médias est nécessairement un leurre, souvent à double face, qu'il convient de retourner et de réunifier.

Car le mode de domination actuel n'invente quasiment rien. Il ne s'oppose même qu'exceptionnellement, et seulement dans l'urgence de la surprise, aux entreprises qui lui sont hostiles (Maurice Joly ou Henri Rollin en leur temps, Los Angeles ou Mantes-la-Jolie aujourd'hui). Dans la mesure du possible, il tente de récupérer rapidement les forces qui s'y manifestent et de les mettre à son service.

Ainsi, la falsification policière du livre de Maurice Joly, et le succès médiatique de cette mystification, suffisent à garantir la dangereuse vérité de l'original. Le Dialogue aux enfers n'avait été récemment tiré de l'oubli que pour démontrer la fausseté des Protocoles ; il nous semble qu'au contraire c'est l'opération médiatico-policière des Protocoles qui prouve la vérité de Maurice Joly.

Le machinisme a fait, certes, de grands progrès depuis un siècle, tant en ce qui concerne l'automation que les mécanismes de contrôle, l'utilisation de modèles théoriques ou les capacités d'intervention dans l'intimité de la matière ; et sans doute ses progrès ont-ils été identiques dans le gouvernement policier des hommes. Mais, en définitive, les grandes lignes sont déjà tracées à l'époque de Maurice Joly. C'est dans les mêmes années où Gramme, Lenoir et Bell s'apprêtent à breveter la dynamo, le moteur à essence et le téléphone que l'auteur du Dialogue aux enfers décrit pour la première fois les principaux mécanismes du monstre froid, la manipulation du langage, l'État-journaliste, l'omniprésence de la police, sous d'autres noms bien sûr, "si ce nom déplaît".

Les faux complots terroristes sont déjà à cette époque des moyens de gouvernement : "il faut qu'il y en ait". On les fera exécuter par des opposants au régime. Tout est dit en quelques phrases : "parler leur langage", "pénétrer dans leur rang", "il y a là des directions à donner, des forces à mouvoir", "ce sera là comme une annexe de ma police", "je suis ici le chef de leur école", "s'il s'y prépare un complot, le chef c'est moi". L'avantage est triple : découvrir d'éventuels conspirateurs, leur faire exécuter des opérations de basse police, les déconsidérer publiquement.

Notre siècle d'orthophonie médiatique et d'ilotisme généralisé, de prétendues guerres civiles et de faux terrorisme a sinistrement illustré le propos de Maurice Joly. Mais le chef-d'œuvre a été le détournement du Dialogue aux enfers lui-même et l'organisation policière du faux complot juif. Il faut remarquer toutefois que, si Hitler n'avait pas été ce rustaud moqué par Staline lui-même, il n'aurait pas fait assassiner par ses hommes de main, pour plaire à ses commanditaires, les principaux chefs des S.A.; un État moderne sait faire exécuter ces besognes par les opposants au régime. Quoi qu'il en soit, l'analyse de Maurice Joly s'en trouve aujourd'hui doublement accréditée, par les prolongements historiques qui l'ont confirmée, et par la falsification médiatico-policière qu'on a été contraint de lui faire subir.

Ce point de vue reste toutefois fragile dans un temps où tant de gens, notoirement qualifiés, prononcent des jugements autrement "autorisés" sur des problèmes du même ordre et prétendent "en finir" chaque semaine avec la question juive, le rôle de l'État, la défense des institutions dites démocratiques. Quant à nous, nous n'avons nullement l'ambition démesurée d'en finir ainsi avec d'aussi graves questions, qui se reposeront toujours, qui trouveront toujours de nouveaux interprètes et de nouveaux acteurs, bénévoles ou rémunérés, tant que nous n'en aurons pas fini avec cette civilisation elle-même.

De mauvaises nouvelles nous parviennent maintenant sur l'état de la planète et sur la survie de ses habitants. Il semblerait que d'avoir retourné, pendant si longtemps, toute activité vivante contre ellemême, ne soit pas vraiment profitable à la vie. Certains pessimistes affirment même qu'un désastre

écologique et épidémique serait inévitable. L'inébranlable ordre du monde décrit il y a cent trente ans par Maurice Joly, et qui a fait tant de progrès encore, oblige à considérer en tout cas qu'une telle fin ne sera vraisemblablement pas contrôlée par les trop rares individus qui la verront venir, mais plus généralement subie. Beaucoup plus effroyablement, certes, par ceux qui n'en auront pas pris à temps la mesure. »

Michel BOUNAN

Notes :

1. Henri Rollin, L'Apocalypse de notre temps, Paris, Éditions Allia, 2005.

Source : **introduction au <u>« Dialogue aux enfers de Machiavel et Montesquieu »</u>, de Maurice Joly, chez Allia, 2006 : un beau livre (comme tous les livres édités par Allia), un bon livre, important, un livre à offrir : un vrai cadeau.**

Je ne peux m'empêcher de relier cette thèse avec cette pensée forte, soulignée ces jours-ci par Daniel Mermet sur <u>Là-bas si j'y suis</u> (à lire lentement) :

« Structurellement,

l'équivalent politique de l'entreprise

est

ľÉtat totalitaire. »

Noam Chomsky.

Bonne nuit :o)

Étienne.

« Sommes nous déjà en décroissance? »

http://www.manicore.com/documentation/serre/decroissance.html

un article très intéressant de *Jean-Marc Jancovici*, avec toujours cette alliance d'humour grinçant et de rigueur imparable.

Je résume : quelque soit la théorie défendue, nos « experts » en « sciences économiques » n'ont jamais inclus les DESTRUCTIONS NATURELLES dans les calculs de COÛTS : la valeur des choses n'est faite (pour eux) que de capital humain et de travail humain, c'est tout, puisque la nature donne ce qu'elle offre et ne facture pas ce que nous détruisons.

Pourtant, les multiples destructions de richesses naturelles —renouvelables et non renouvelables— sont à la fois un fait et une limite. Le PIB est un indicateur minable qui ne compte que les produits sans compter les charges, ne donnant donc aucune idée du vrai BILAN de notre activité.

Si les entreprises comptabilisaient les frais de renouvellement de ce qu'elle ont volé à la nature, plus aucune ne feraient des bénéfices. Si on comptabilisait des dotations aux AMORTISSEMENTS pour les richesses détruites et si on comptabilisait des PROVISIONS pour les frais de survie à prévoir, on apercevrait ce que masque une comptabilité idiote (ou malhonnête) :

LE BILAN DE NOTRE ACTIVITÉ EST DÉSASTREUX et si nous savions compter, nous verrions que NOUS SOMMES DÉJÀ EN DÉCROISSANCE.

Mon commentaire en complément : malheureusement, le pouvoir de décider d'une autre politique a été acheté par les plus riches (via l'élection qui met nos représentants à vendre par le mécanisme des campagnes électorales à financer). Or les plus riches sont d'une cupidité qui est au-delà de toute raison. Et les autres sont d'une passivité et d'une docilité désespérantes. On peut donc se faire un sang d'encre.

« Éloge du conflit »

Un livre important de *Miguel Benasayag* et *Angélique del Rey*, *La découverte*, *2007* : http://www.editionsladecouverte.fr/cataloque/index-_loge_du_conflit-9782707152961.html

Ce livre est un bijou. Pour moi qui cherche les fondamentaux d'une vraie démocratie, avec un vrai PARLEMENT, lieu central pour une MISE EN SCÈNE DES CONFLITS (concept essentiel pour les Athéniens, en vue de la concorde), c'est un rai de lumière.

Je vous livre l'introduction, d'une pertinence enthousiasmante :

« Héritiers d'une époque qui a longtemps cru à la possibilité d'en finir un jour avec le conflit, **nous sommes aujourd'hui, pour cette même raison, effrayés face à tout ce qui menace nos vies et nos sociétés.** Nous avons souvent l'impression, tellement appréhendée des marins, de naviguer avec des cartes périmées : nous pensions aller vers des territoires pacifiés, et voilà que s'impose l'idée de vivre un retour des conflits — individuels comme sociaux — sous des formes sinistres, voire barbares.

Sans doute a-t-on trop pensé le conflit en termes de son dépassement vers la solution : les conflits étaient surtout conçus comme un moyen vers la fin, un moment difficile qu'il fallait dépasser. Et c'est la raison pour laquelle nos contemporains se retrouvent aujourd'hui désarmés face à la nécessité de repenser l'ensemble des pratiques sociales — santé, urbanisme, éducation, politique, etc. — sous la forme d'une tension irréductible dans la recherche d'une solution.

La question fondamentale qui se pose désormais à nous pourrait être formulée ainsi : comment penser les termes d'un conflit autrement que dans la recherche de son dépassement ? Comment penser la permanence du conflit ? Nous avons du mal à nous représenter la possibilité d'un engagement dans et pour une cause concrète, dès lors que perdurent guerres et violences, problèmes écologiques, injustices et oppressions, qui s'affirment comme un horizon indépassable de l'humanité.

Tout aspire en effet, dans nos cultures et notre éducation, à la disparition du conflit, ou du moins à sa diminution. C'est pourquoi la permanence de conflits de plus en plus complexes, assimilée à la persistance d'une « barbarie » qu'il faudrait éradiquer une fois pour toutes, nourrit le sentiment d'impuissance ou alors de nouvelles pratiques sociales, plus inquiétantes encore.

À l'échec de la mission civilisatrice — clairement définie comme la tentative d'éliminer la barbarie — correspond en effet l'émergence dans nos sociétés de pratiques sécuritaires, néohygiénistes et de biopouvoir, ainsi que le retour des guerres « civilisatrices » : une « nouvelle barbarie », née précisément de la volonté d'en finir avec la barbarie.

Et pourtant le constat n'est pas neuf : on ne peut en finir avec l'anthropophagie en mangeant les anthropophages. Comme l'écrit Claude Lévi-Strauss* « LE BARBARE, C'EST CELUI QUI CROIT À LA BARBARIE ». Celui-là en effet, ne voit plus l'autre comme tel, mais comme une anomalie qu'il faudrait éliminer.

Dans une civilisation qui ne tolère plus les conflits qu'à condition qu'ils entrent dans les normes, cette nouvelle barbarie vise des figures de l'autre très diverses : l'étranger qui menace nos sociétés, l'« intégriste » qui met en péril l'ordre républicain, mais aussi le salarié ou le fonctionnaire qui résistent au formatage des « directions des ressources humaines », les handicapés, les déviants de tous types, les contestataires qui refusent de se plier aux normes admises de la contestation, celui ou celle qui par leur comportement sont réputés mettre en danger leur santé ou celle de leurs proches. Bref, tous ceux qui sont perçus comme source possible d'un chaos menaçant l'ordre social acceptable.

Traditionnellement, le barbare est celui qui, depuis la frontière, menace la civilisation. Mais il est surtout celui qui lui permet de s'autodéfinir comme telle. Or, dans notre monde unifié par l'hégémonie du « même », ces frontières sont désormais moins extérieures qu'intérieures. Tout se passe comme si ce monde dominant était composé de forteresses abritant les « inclus », se dressant au cœur de no man's lands peuplés d'« exclus », cristallisant la crainte sécuritaire des premiers. La menace est devenue diffuse, insondable et donc intérieure.

Et si les pays du Nord sont les macroforteresses, à l'intérieur de chacune d'elles existent aussi des miniforteresses entourées de mini-no man's lands. Enfin, chaque homme, chaque femme, tend à se vivre comme une microforteresse entourée de micro-no man's lands inquiétants : chacun est invité à voir son propre être comme un territoire où des noyaux de rationalité et de sagesse seraient cernés de pulsions et de passions non civilisées. **C'est l'époque de la méfiance.**

Accepter ou refuser la barbarie : telle serait la seule — et rassurante, tant la réponse est évidente — alternative. Mais le vrai défi, à nos yeux, est ailleurs : comment faire avec tout ce qu'on a refoulé et rangé dans les anomalies inadmissibles. Il est de chercher comment l'être humain tel qu'il est, avec ses parties obscures, peut construire un vivre ensemble malgré et avec le conflit, de façon à en finir avec le rêve cauchemardesque d'élimination de tout ce qu'il y a en lui d'immaîtrisable.

L'immaîtrisable, en effet, est partie prenante de la réalité humaine, et toute tentative visant à le nier ou le

formater ne peut au mieux que produire un retour du refoulé, au pire la barbarie.

"Il est impossible de se cacher de ce qui ne disparaît jamais", disait Héraclite, et nos sociétés contemporaines ne font pas exception à la règle.

Le refoulement du conflit peut produire la barbarie. C'est pourquoi il est important de refuser de penser séparément le conflit et la civilisation. À la suite d'Héraclite, notre hypothèse sera que le combat (polemos) est de tous les êtres le père.

En partant d'un tout d'horizon des « conflits », vécus ou appréhendés comme tels par nos contemporains (première partie), nous avons voulu déployer cette hypothèse d'une réalité ontologique du conflit, redéfini à ce niveau (deuxième partie), puis en tirer les conséquences concernant l'engagement et l'agir dans l'époque qui est la nôtre (troisième partie). »

(Source : « Éloge du conflit », Miguel Benasayag et Angélique del Rey, La découverte 2007, page 7.)

Notes

* Claude Lévi-Strauss, « Race et Histoire », Gallimard, coll. « Folio Essais », Paris, 1987, p. 22.

Vous avez sans doute senti comme moi des connexions avec la pensée de *Jean Grenier* contre l'esprit d'orthodoxie (quand il évoque "notre monde unifié par l'hégémonie du «même»", notamment), n'est-ce pas ? »

(Commentaire rédigé **chez Paul, pour Fab**, fin décembre 2008 : http://www.pauljorion.com/blog/?p=1289#comment-13241,

après avoir insisté pour qu'il suive les liens, signalés un peu plus tôt quand je lui disais :

« À mon avis, nous ne nous émanciperons pas de <u>l'idéologie gestionnaire</u>, ni de <u>l'idéologie du travail</u> sans fin, ni de <u>la monnaie-dette</u>, ni des <u>pouvoirs sans constitution</u>, sans comprendre par quelles ruses intellectuelles — et avec quel lexique — les privilégiés nous maintiennent à leur service. »

J'ai ensuite un peu détaillé le sens de ces quatre liens, et je crois que ça devrait vous intéresser ici :

- « Le livre de Gaulejac (« La société malade de la gestion ») est une merveille d'intelligence pluridisciplinaire pour comprendre certains ressorts essentiels et très concrets de nos aliénations 'modernes' à des contraintes insensées, ce qu'il appelle "idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social". C'est un bon livre, utile, et qui montre justement certaines racines importantes de l'obsession économique délirante de l'époque moderne, cette obsession de type religieux que vous conchiez à très juste titre. Ce livre vous plaira, vous verrez : il aide à construire soi-même des propositions alternatives originales, en prenant le mal à la racine (de façon radicale, donc).
- Le tout petit livre de <u>Paul Lafarque</u> (« Le droit à la paresse ») est un pur diamant de colère enflammée contre la sottise crasse de l'idéologie du travail sans fin : c'est un grand classique, à connaître absolument, très court, du vitriol pur contre la propagande répugnante « travailler plus pour travailler plus (catéchisme de la soumission pour que les riches rentiers travaillent moins) ». Très utile pour votre résistance contre l'oppression économique.
- Le film « Zeitgeist » est un exposé passionnant (en deux longues parties de deux heures) d'une thèse complotiste bien ficelée (à mon avis, très largement fondée) qui articule les mythes religieux (la peur de l'enfer pour obtenir la docilité des hommes au travail), les mythes politiques (les faux dangers des faux complots pour obtenir, par la peur toujours, la docilité des hommes au travail) et les mythes monétaires (la fausse rareté de la monnaie pour obtenir, par peur de la misère, la docilité des hommes au travail). C'est très bien fait, ça circule beaucoup sur Internet (on le comprend) et ce serait bien que Paul en propose une lecture critique (il y a quelques détails à préciser ou à contrôler, mais l'ensemble est très intéressant), comme il l'avait fait pour le film de Paul Grignon (Money as debt), que je trouve excellent lui aussi. Très utile pour votre réflexion sur les religions, sur les mythes et sur la monnaie. (Pour les versions sous-titrées en français, il faut cliquer sur les petits liens [Subtitles Here] et [Subtitles Here] et [Subtitles Here])

 Le recommande à tous de voir ces deux films et d'en parler librement entre nous.
- Le document de votre ami marseillais (un brûlot contre l'épouvantable constitution européenne) prend les problèmes à la racine, il cherche la source : il souligne que les institutions imposées aux peuples européens —sans débat, en douce— depuis cinquante ans, ne prévoient en 2005 ni... ni... etc. (lire la suite là) »

Paul Jorion refuse de parler davantage de Paul Grignon qu'il accuse de propagande dangereuse...

N'importe quoi... Je suis en désaccord profond avec Paul sur ce point. Je ne comprends pas sa violence.

«Essai sur l'esprit d'orthodoxie»

Un livre formidable de *Jean Grenier*, professeur de philosophie de Camus (qui l'aimait beaucoup) http://www.priceminister.com/navigation/se/category/sa/kw/jean+grenier+orthodoxie

L'intelligence coule entre toutes les pages dans ce livre éclairant et utile, datant de 1938.

Voici les premières pages ; ce texte est superbe, ne le ratez pas.

« Les essais qui suivent sont une longue protestation contre les orthodoxies.

Il me faut m'expliquer sur ce mot. Je laisse de côté la définition admise par Littré : "Conformité aux doctrines de l'Église. On appelle auteur orthodoxe celui qui n'enseigne rien que de conforme à l'autorité de l'Église, etc. "
Ce qui m'intéresse plutôt c'est le sens du mot par extension : "Quiconque ne produisait pas des certificats ou des gages suffisants d'orthodoxie païenne était exclu non seulement des écoles entretenues par les cités, mais de toute espèce d'enseignement public (sous l'empereur Julien)." Cette citation donne un sens encore trop restreint au mot orthodoxie. Je l'ai pris plutôt au sens qu'a employé Émile Burnouf dans la Science des religions quand, revenant à l'étymologie du mot, il écrit : "Quand une opinion se déclare droite et vraie, cela signifie que toute opinion différente n'est ni l'un ni l'autre." "Chaque orthodoxie a pour opinion qu'elle est la seule bonne et la seule vraie."

Une orthodoxie est donc avant tout une doctrine d'exclusion.

L'orthodoxie succède à la croyance. Un croyant en appelle à tous les hommes pour qu'ils partagent sa foi ; un orthodoxe récuse tous les hommes qui ne partagent pas sa foi. C'est que la foi du premier est surtout un sentiment et la foi du second surtout un système. Le premier dit : "Laissez venir à moi..." et le second : "Qu'il soit anathème..."

C'est une loi presque fatale que ceci succède à cela.

Pourquoi ce durcissement, ce passage de l'appel au refus ? C'est que toute croyance contient en germe un élément négatif : la même idée qui est un moyen de ralliement sert aussi un moyen d'exclusion : "Qui n'est pas avec moi est contre moi."

C'est surtout qu'une croyance en s'implantant dans une société s'organise et se défend comme une plante qui étend ses racines jusqu'à ce qu'elle trouve de l'eau, recouvre sa tige d'écorce, tourne ses feuilles vers le soleil, enfin use de tous les moyens pour se développer et repousse avec intransigeance tout ce qui ne peut pas l'y aider. L'orthodoxie est donc une suite fatale de toute croyance qui réussit ; ou, en tout cas, elle est une tentation à laquelle peu de croyances résistent.

(...) [Les orthodoxies] rapprochent des hommes très différents qu'elles rendent semblables ; elles éloignent des hommes très semblables qu'elles rendent différents et même hostiles, témoins les luttes interminables, à l'époque des Croisades, entre les Latins et les Grecs.

Ces grandes forces sociales que constituent les orthodoxies risquent de faire perdre complètement le contact avec la croyance primitive.

Toute orthodoxie repose en effet sur des conventions, et la première de toutes est qu'il faut se ranger à l'avis soit d'une majorité, soit d'un chef, et, une fois que cette majorité ou ce chef se sont prononcés, se ranger à leur avis sous peine d'être bannis de la société. Une hérésie se distingue d'une orthodoxie par le fait qu'elle ne groupe qu'une minorité. Tel est au moins le caractère de l'hérésie pour celui qui voit les choses du dehors. Pour celui qui les voit du dedans, la majorité et le chef se décident d'après la tradition, ils sont animés d'un esprit qui dicte leurs décisions ; l'arbitraire du nombre ou de la dictature ne serait ainsi qu'apparent.

En tout cas, le résultat est que l'orthodoxie devient de plus en plus une convention et s'appuie de plus en plus sur des formulaires, de même qu'elle cherche un soutien dans un État ou dans une classe sociale.

Cette cristallisation et ce raidissement sont des nécessités pour l'orthodoxie. Elle ne peut se maintenir qu'en restant immobile, car la moindre fissure pourrait entraîner l'écroulement de tout l'édifice : si on laisse critiquer un point, pourquoi pas un autre point et ainsi de suite ? L'orthodoxie est donc parfaitement intransigeante.

Et le croyant se sent rassuré : dans un univers changeant il s'attache à quelque chose qui ne bouge pas, et se sent d'accord avec un grand nombre d'hommes. Or les deux causes les plus aiguës de souffrance sont incontestablement la solitude dans la Nature et la solitude dans la société. ÉCHAPPER À L'ISOLEMENT EST LE PREMIER BESOIN DE L'HOMME. ON S'EXPLIQUE, QUAND ON PENSE À CELA, L'ADHÉSION À UNE ORTHODOXIE DE NOMBREUX INTELLECTUELS, exigeants pour leur propre pensée, mais PRÊTS À ACCEPTER N'IMPORTE QUEL SYSTÈME AFIN DE N'ÊTRE PLUS SEULS, et aussi parfois afin de rejoindre la communion humaine.

De telles conversions quand elles sont désintéressées sont très respectables. Elles n'en sont pas moins

suspectes du point de vue de l'intégrité intellectuelle, car on ne doit admettre aucune idée, même bienfaisante, que l'on ne croie vraie. Le «pieux mensonge» est chose haïssable. C'est l'honneur de l'homme de se soumettre à des choses qui le dépassent. (...)

2° À peine née, la foi agit ; à peine agit-elle qu'elle cherche à se nommer. Elle rassemble autour d'elle un nombre d'hommes qu'elle sépare des autres : ce partage forme les partis. Déjà l'idéal se trouble et s'obscurcit en passant dans la pratique. Il existait pour unifier ; voici qu'il divise. Le croyant s'étonne qu'on ne participe pas à sa croyance. Mais il ne nie que parce qu'il affirme ; il ne déteste que parce qu'il aime. Un moment vient où il finit par oublier le but pour ne plus voir que le moyen.

(Commentaire [de Jean Grenier]): Nous n'examinons ni le fascisme ni le social-nationalisme. La Nation et la Race peuvent être efficaces mais c'est, nous semble-t-il, plutôt comme mythes que comme idéaux. Un mythe divise dès le début; un idéal peut se dégrader en mythe, mais commence toujours par unir. Nous sommes contre les mythes.

DU PARTI.

Il peut être intéressant de voir maintenant **comment se fait l'adhésion à un parti** une fois que nous avons circonscrit le champ dans lequel peut se faire cette adhésion. Nous laissons le cas de ceux qui ont souffert et n'ont pas eu à choisir, pour nous tourner du côté de ceux qui n'ont pas souffert et dont le choix doit être déterminé par l'intelligence. Nous ne parlons plus ici des mêmes hommes ; et nous allons signaler quelques difficultés qui se présentent aux intellectuels.

- 3° Un intellectuel qui s'est montré dilettante et n'a envisagé dans la vie que sa part de rêve et de jeu, dès qu'il est converti à l'action sociale, se précipite vers la conception la plus rigide de l'art populaire : il ne veut plus écrire une ligne qui ne serve à la société ; et surtout il ne verra aucune difficulté à adhérer au Credo le plus catégorique. Plus on a pris de libertés autrefois, plus on doit se montrer sévère envers soi-même et aussi envers les autres. La psychologie de saint Augustin est celle de tous les convertis.
- 4° Comme l'intellectuel a d'habitude (et rien n'est plus malheureux) peu de contact avec les autres hommes, en tout cas en a moins que l'ouvrier, le technicien ou l'homme politique, comme par suite il ne peut agir directement autour de lui, il se croit obligé d'adopter des opinions extrêmes afin de compenser le peu d'étendue de son action. Il sera d'autant plus tenté de le faire, s'il a le sentiment de la justice, que sa situation sociale paraîtra aux autres plus avantageuse.
- 5° Quand on doit traiter une affaire qui vous concerne personnellement on réfléchit avant de s'y engager, car si l'affaire tourne mal vous en supportez les conséquences. Un pilote, un chirurgien, un mécanicien, n'ont pas le droit de se tromper. Si vous adoptez une théorie politique vous n'aurez pas ces scrupules... Et même... Laissons parler **Descartes**: "II me semblait que je pourrais rencontrer plus de vérité dans les raisonnements que chacun fait touchant les affaires qui lui importent, et dont l'événement le doit punir bientôt après s'il a mal jugé, que dans ceux que fait un homme de lettres dans son cabinet touchant des spéculations qui ne produisent aucun effet, et qui ne lui sont d'autre conséquence sinon que peut-être il en tirera d'autant plus de vanité qu'elles seront plus éloignées du sens commun, à cause qu'il aura dû employer d'autant plus d'esprit et d'artifice à tâcher de les rendre vraisemblables."
- 6° Il faut tenir compte du **désir de simplification** naturel à tout homme. Autrefois il y avait dans les villages les "blancs" et les "rouges" et il ne fallait pas sortir de là. Maintenant si l'on n'est pas "marxiste" ou susceptible de le devenir, on vous tient pour "fasciste". Ce n'est pas une mauvaise tactique étant donné la peur des mots ; et l'on voit des gens résignés à tout dire et à tout faire "pour ne pas passer pour...". Mais un pareil procédé n'est preuve ni de bon sens ni de bonne foi.

Peut-on être convaincu de la nécessité et de la bienfaisance de ce qu'on appelle en gros «le socialisme» ? Oui. Est-on forcé pour cela d'être marxiste? Non. — Peut-on admettre une politique d'extrême gauche? Oui. Est-on forcé pour cela d'admettre la métaphysique de l'extrême gauche ? Non.

Transformer la propriété, renoncer à toute conquête et à toute colonisation, faire du travail un droit et un devoir, pourquoi pas? Mais comme cela m'ennuie si vous exigez pour cela que je croie au progrès, à la raison et à la science, au sens où les hommes du siècle dernier ont pris ces mots-là!

Il convient de dissocier les idées, avant et afin d'associer les cœurs. Voici quelques dissociations :

7° L'extension de l'instruction ne va pas toujours de pair avec le progrès de la culture. Les masses sont de plus en plus éclairées, mais les lumières sont de plus en plus basses. Les idées courtes et simplistes ont plus de succès que les autres. Un homme cultivé a de moins en moins de contemporains. Pour peu qu'il mette en doute certaines idées générales et optimistes, un peu trop générales et un peu trop optimistes, **il passe pour un buveur de sang.** Mais cette marche inverse de l'instruction et de la culture n'était pas fatale. (...)»

Jean Grenier, «Essai sur l'esprit d'orthodoxie» (1938).

« Faut-il avoir si peur de la planche à billets? » Je vous recommande chaleureusement la lecture du livre « Écoute la France qui gronde » de Jean-Marcel Jeanneney (1996)

Dans un échange un peu houleux avec 'Nadine' sur le blog de Paul, je reproduis quelques passages essentiels pour nous.

Il faut lire ça, mes amis, il faut le lire et le faire lire.

http://etienne.chouard.free.fr/forum/viewtopic.php?pid=5875#p5875

Proposition très argumentée de REFLATION, où la Banque Centrale injecterait empiriquement (par touches successives) des quantités importantes mais raisonnables de monnaie permanente : 300 € par personne sans condition et puis on verrait ce que ça donne en termes d'inflation : si tout reste calme, on recommence ; si l'inflation devient un peu trop forte, on arrête un moment, etc. À lire !

« L'argument de la CONCURRENCE entre les banques commerciales est-il PERTINENT (et RASSURANT) vis-à-vis de la création monétaire privée ? »

http://www.pauliorion.com/blog/?p=1353#comment-13236

Je pose la question chez Paul Jorion (sans réponse) parque que j'ai l'impression que ce prétendu rempart contre les excès des banques dans leur activité de création monétaire privée est facilement contournable.

Étienne Chouard dit :

28 décembre 2008 à 16:49

L'argument de la CONCURRENCE entre les banques commerciales est-il PERTINENT (et RASSURANT)?

« Cher Oppossum,

(Est-ce que le mot oppossum a un sens, avec deux p?)

Vous dites :

- "B) Effectivement les banques commerciales ont un pouvoir exorbitant, en théorie, mais il est BORDÉ par :
 - la concurrence (on aura beau blablater, elle existe bien réellement)
 - les fuites
 - la nécessité de se provisionner en monnaie Banque centrale."

J'ai lu ça cent fois dans les manuels, effectivement.

Pourtant, depuis quelque temps, je formule en moi-même une **objection**, à laquelle je n'ai pour l'instant pas de réponse, mais vous m'aiderez peut-être...

Je vous invite donc à blablater un peu avec moi

Pour justifier le privilège de création monétaire consenti aux banques commerciales, on met souvent en avant le fait que ce privilège n'est pas sans limite.

Première analogie qui me vient à l'esprit : c'est un peu comme si une prétendue « loi » autorisait d'abominables Rapetous à venir — très légalement — piquer de l'argent dans votre poche tous les soirs, OUI MAIS PAS TOUT, donc vous voyez bien que ce n'est pas si grave...

Pas très convaincante, la justification de « la limite », je trouve. Passons.

La limite — j'ai failli dire la prétendue « limite » — serait, selon les manuels, l'existence d'une concurrence entre les banques, concurrence qui les empêcherait de faire n'importe quoi et de prêter à gogo, par exemple à des clochards (à quoi pensez-vous, espèce de séditieux ?).

Comment fonctionne cette « limite » ?

Si je suis une banque (disons que je suis la BNP) qui détient en gros une **part de marché des DAV** (les dépôts à vue, c'est la monnaie) de 10% (autrement dit, sur 100 € déposés, bon an mal an, 10 € sont déposés chez moi BNP), alors (dans cette situation de parts de marchés), quand je prête 100 € à un client, je crée 100 "€ BNP" et ce client va utiliser ces € pour régler ses achats et, au final, <u>il y a 90 € qui vont quitter mes comptes BNP</u> (le passif de mon bilan) <u>pour échouer sur les comptes de mes concurrents</u> (le passif du bilan des autres banques, la monnaie circule).

De la même façon mais en sens inverse, chaque fois que les autres banques prêtent (créent) des euros à leurs clients, bon an mal an, il y en a 10% qui font finir sur mes propres comptes (au passif de mon bilan).

Donc, si nous respectons tous (nous autres les banques) nos parts de marché (si nous prêtons en respectant ces proportions), c'est-à-dire si moi BNP je prête (crée) aujourd'hui 10% (et pas plus) de tout ce qui a été prêté (créé) aujourd'hui, alors, le soir, après la compensation, les comptes des banques entre elles seront en équilibre, personne ne devra rien à personne et donc personne n'aura besoin de monnaie banque centrale pour éponger un déséquilibre.

Au contraire, si moi BNP, alléchée par quelques demandeurs de crédit très séduisants, j'ai exagéré aujourd'hui et si j'ai beaucoup trop prêté (beaucoup trop créé), si j'ai par exemple prêté (créé) aujourd'hui 30% de ce qui a été prêté (créé) par toutes les banques dans la journée, une grande partie de cet argent nouveau (90% de ces 30%) va fuir mes comptes alors qu'une moindre partie (10% seulement de l'ensemble des prêts de la journée, comme d'habitude) va revenir dans mes comptes, ce qui va me rendre débiteur envers les autres banques, le soir à la compensation.

Or, quand une banque est débitrice envers une autre banque, elle ne peut pas payer sa collègue banque en « monnaie de singe » : moi BNP, je ne peux pas payer la Société générale en « monnaie BNP », de la monnaie que je créerais ex nihilo comme d'habitude (je ne peux pas parce que je n'ai pas de contrepartie à mettre en face, dans ce cas de figure)...

Donc, la Société générale veut de la monnaie banque centrale en paiement de ses créances. Or, moi BNP, —heureusement !—, je ne peux naturellement pas créer cette monnaie banque centrale (celle qui me manque parce que j'ai « exagéré » en prêtant (créant) plus que ce que ma part de marché me permettait de faire). Alors, il faut que moi BNP j'emprunte cette monnaie banque centrale (soit à la banque centrale elle-même, soit à une autre banque, la Société Générale si elle veut bien me la prêter, ce qui ne va pas de soi ces temps-ci), et ça va me coûter les yeux de la tête.

D'où	la	«	limite	» .		

Mon objection:

Que se passe-t-il SI, INSENSIBLEMENT, PETIT À PETIT, TOUTES LES BANQUES PRÊTENT DE PLUS EN PLUS **TOUT EN RESPECTANT GROSSO MODO LEURS PARTS DE MARCHÉ RESPECTIVES** (un jour plus, mais l'autre jour moins) ?

Dans ce cas-là, la compensation annule toutes les dettes tous les soirs, et le besoin en monnaie banque centrale reste nul pour tout le monde.

Et la « planche à billets commerciale » peut ainsi — progressivement et impunément — tourner de plus en plus vite.

Non?

À mon avis, c'est ce qui se passe depuis des années et (c'est mon objection) cette évolution-là (« tout le monde prête-crée de plus en plus sans que l'un des prêteurs-créateurs ne dépasse — ni significativement ni durablement — les autres ») annule complètement l'argument (déjà passablement frelaté comme je l'ai signalé d'abord) de la concurrence entre banques comme « garde-fou » salutaire, véritable « garant de la vertu » des banques commerciales créatrices de la monnaie (tu parles).

Fait important : la masse monétaire augmente de plus de 10% par an depuis plus de 6 ans sur la zone euro (sans inflation, notez-le au passage).

Que pensez-vous de cette objection?

Au plaisir de vous lire.

Étienne. »

Je vous conseille la lecture d'un échange assez rare, entre un défenseur assumé du libéralisme, de l'intérêt, de la rente et de la spéculation, et un contradicteur déterminé (moi-même)

sur un espace public à peu près neutre, le blog de *Paul Jorion* :

http://www.pauljorion.com/blog/?p=1353#comment-13276

Étienne Chouard dit:

29 décembre 2008 à 12:57

Cauchemar socialiste supposé et cauchemar capitaliste avéré... combien de poids pour deux mesures? « Loïc,

Je reprends votre message point par point, pour ne pas être trop long.

Je mets ce que vous me dites « entre guillemets et en italiques », et je vous réponds [entre crochets].

Étienne dit « "LES ÉPARGNANTS N'ÉPARGNENT PAS POUR GAGNER UN TAUX D'INTÉRÊT" : C'est sans doute vrai que l'épargne est peu sensible aux taux (et beaucoup plus à la confiance des ménages en l'avenir à long terme), mais quel rapport avec la question des banques ou du crédit ? »

[Pour moi, ce sont deux questions distinctes, mais c'est Paul, dans son billet, qui suppose que les deux questions sont liées, non ?]

« Nous épargnons par exemple pour nous protéger de l'avenir quand il nous semble menaçant, ou bien pour préparer des projets futurs. »

[Nous sommes d'accord : une motivation importante de l'épargne, tels des écureuils, est de **mettre de** côté du pouvoir d'achat, en prévision des mauvaises périodes, toujours à craindre.

MAIS,

cette légitime précaution n'emporte PAS DU TOUT avec elle LE DROIT À "RÉCOLTER" PLUS (SANS TRAVAILLER) QUE CE QU'ON A ÉPARGNÉ, ce surplus étant forcément réalisé sur le dos de ceux qui travaillent, jusqu'à démonstration du contraire.

Et c'est bien là que nous divergeons, je pense.

Je sais bien que ce revenu facile (sans travail) vous semble une évidence, parce que les épargnants ont pris L'HABITUDE de gagner plus que ce qu'ils ont économisé, en attendant simplement que **le temps qui passe fasse grossir leur tas d'or, tout seul, sans travail**, mais toutes les habitudes ne sont pas forcément bonnes, ni légitimes.

Essayez de trouver le fondement moral, la justification de ce gain sans travail, ce n'est pas si simple.

Et si vous repoussez l'argument moral, comme si la morale n'avait pas sa place en économie (on entend ça souvent, je ne sais pas ce que vous en pensez), pouvez-vous donner une justification à ce cynisme (la philosophie égoïste par excellence) ? Paix et morale sont-elles dissociables ? (Le renoncement à la morale ne nous conduit-il pas à l'affrontement ?)

De mon point de vue, le seul intérêt défendable pour l'épargne, c'est celui qui protège l'épargne de l'injustice de l'érosion monétaire, c'est donc un intérêt dont le taux ÉGALE celui de l'inflation, sans le dépasser, ce qui donne un taux RÉEL NUL.]

« Si il n'y a plus de taux d'intérêt sur les prêts, j'épargnerai encore, évidemment : je pourrai placer mon capital dans de l'immobilier pour avoir un loyer, ou dans des actions qui rapportent un rendement (et éventuellement une perspective de plus-value) »

[Votre habitude de gagner de l'argent sans travailler vous fait chercher d'autres combines présentant les même propriétés, on peut le comprendre, mais s'il n'y avait plus AUCUN moyen de gagner de l'argent sans travailler soi-même (sous-entendu, en faisant travailler les autres à sa place), vous feriez, je pense, contre mauvaise fortune bon cœur et vous vous contenteriez —très normalement— du juste fruit de votre PROPRE travail (une épargne protégée de l'érosion monétaire, et pas plus), et si vous aviez besoin de plus d'argent, vous feriez —enfin— comme tout le monde : vous vous mettriez au travail (un vrai travail qui crée de la richesse)...

Et ce ne serait que JUSTICE.

Pour montrer qu'on peut dire tout ça sans être un « extrême gauchiste » au couteau entre les dents,

j'insisterai sur la formulation de **Keynes lui-même** (grand bourgeois libéral, grand spéculateur et profondément anticommuniste), formulation que j'aime bien, à la fin de sa théorie ; je vous la signale à nouveau parce je ne suis pas sûr que vous l'ayez bien lue :

[C'est Keynes qui parle, mais c'est moi qui souligne. ÉC]

« La généralisation de **la rente** nous paraît constituer une **phase intermédiaire** dans l'évolution du capitalisme ; **elle prendra fin** lorsqu'elle aura rempli son objet.

Et la disparition de la rente du capital entraînera bien d'autres changements radicaux dans ce régime. Le grand avantage du programme que nous préconisons, c'est que la disparition du rentier ou du CAPITALISTE SANS PROFESSION n'aura rien de soudain, qu'elle n'exigera aucun bouleversement, qu'elle résultera de la simple persistance pendant un certain temps de l'évolution graduelle que la Grande-Bretagne a connue récemment.

Pratiquement on pourrait se proposer (tout ceci n'a rien d'irréalisable) d'abord d'augmenter l'équipement jusqu'à ce que le capital cesse d'être rare, de manière à supprimer la prime attribuée au capitaliste sans profession ; ensuite de créer un système de taxation directe OBLIGEANT LES FINANCIERS, LES ENTREPRENEURS ET LES AUTRES HOMMES D'AFFAIRES À METTRE AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ À DES CONDITIONS RAISONNABLES LEUR INTELLIGENCE, LEUR CARACTÈRE ET LEURS CAPACITÉS PROFESSIONNELLES (ces hommes d'affaires aimant certainement assez leur métier pour consentir à travailler à bien meilleur compte qu'à présent). »

(Source : John Maynard Keynes, 1883-1946 , « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » (1936), « Notes finales sur la philosophie sociale à laquelle la théorie générale peut conduire » <u>Université du Québec À Chicoutimi</u> et Édition Payot 2005.)

Façon élégante, pour ce génie, de dire que les rentiers sont oisifs, que ce sont des parasites qui vivent sans travailler aux crochets de ceux qui travaillent, que leur rente, contrairement à ce que vous prétendez, ne les encourage pas du tout à travailler mais au contraire, précisément, les DISSUADE de « mettre leur intelligence et leurs capacités au service de la communauté », aux dépens de tous ceux qui, eux, sont condamnés aux travaux forcés (à leur service).

« Par contre je refuserai de prêter à qui que ce soit mon argent, vu que cela ne me rapportera plus rien. Tout le monde (ou quasiment) fera comme moi et plus aucune entreprise, plus aucun ménage ne trouvera alors de quoi emprunter. »

[Vous refuserez de prêter votre bel argent et on s'en passera sans problème puisqu'on sait désormais —depuis que la monnaie est totalement dématérialisée— créer ex nihilo l'argent dont on a besoin pour financer les investissements productifs.

Vous garderez votre argent et il ne manquera à personne.]

« Si on interdit le rendement (loyers ou actions), cela revient à rendre inutile la possession d'un capital. C'est un cauchemar socialiste (ou une utopie 68-arde, ce qui revient au même), dans lequel toute inégalité serait supprimée. Certains utopistes rêvent d'un monde sans inégalité, mais il faut bien en voir les conséquences pratiques : »

[Est-ce que ce serait si grave que la possession d'un capital devienne inutile?

Imaginez que le « cauchemar socialiste » (supposé) qui vous fait si peur —à vous qui vivez du travail des autres— est un « rêve de libération » pour ceux qui, aujourd'hui, travaillent à votre place.

Je vous signale, au cas où vous viviez dans une bulle, que notre réel quotidien — à tous ceux qui travaillent et ont peur précisément de perdre ce travail qui est leur seul moyen de survivre—, ce réel est bien le « cauchemar capitaliste » avéré (pas supposé).

Mais il faut être du côté des damnés de la terre (dans la famille des licenciés boursiers, par exemple), semble-t-il, pour s'en apercevoir.]

« Dans ce cas de figure, je m'adapterai simplement à ce système en en faisant le moins possible : je

choisirai simplement le travail demandant le moins de responsabilité, que je ferai sans aucune motivation (ou que je ne ferai pas si c'est possible)...et la majorité des opérateurs agiront comme moi (il y aura toujours 1 ou 2% d'idéalistes purs et durs), se comportant en "boulets inertes". »

[Je vais me dispenser de commenter ces projets personnels qui parlent d'eux-mêmes.]

« Une société de ce type péricliterait rapidement (ou dériverait vers une dictature parce qu'il faudra une hiérarchie féroce pour obliger les gens totalement démotivés à travailler quand même, avant de péricliter). »

[Je connais un bon moyen d'éviter toute dictature (ça s'appelle une Constitution, une vraie), mais j'en ai largement parlé ces temps-ci, je n'y reviens pas. Les « constitutions » « communistes » n'en sont pas, pas plus que les « constitutions » « démocratiques » : aucune n'a été écrite avec le minimum de précautions pour éviter les tricheries éhontées des « représentants » contre l'intérêt des citoyens. Par exemple, la Constitution soviétique de 1918, que j'ai sous les lunettes, a été écrite par... le parti... (après avoir dissous l'assemblée constituante dès qu'elle a résisté à Lénine...) Je ne vois aucune fatalité inévitable dans ces abus de pouvoir immémoriaux : nous devons surtout bien repérer LA VRAIE SOURCE des dysfonctionnements, l'origine véritable de notre difficulté à contrôler les hommes au pouvoir.]

« Bien entendu, j'aurai fui bien avant cela vers un pays n'ayant pas adopté de telles mesures, qui lui progressera bien plus vite (ses citoyens étant plus motivés) et qui sera bien vite en mesure de dicter ses conditions aux pays ayant choisi l'impasse égalitaire et une solution aussi extrémiste que la suppression de la rente. »

[Fuyez donc... Personne ne vous regrettera, si vous ne travaillez pas comme tout le monde.

Je n'ai pas parlé d'égalité, sauf peut-être d'égalité devant le travail, effectivement : il s'agit de traiter en PARASITES ceux qui font travailler les autres sans travailler eux-mêmes.

Pour le reste, je suis profondément méritocratique : ceux qui se donnent du mal et qui sont utiles — ce qui n'exclut évidemment pas les petits patrons— doivent être largement mieux traités que ceux qui font le minimum. Ce n'est pas si difficile à organiser et cela n'impose pas nécessairement un système d'extorsion injuste comme le système actuel.

La suppression de la rente n'est une solution « extrémiste » qu'aux yeux des seuls rentiers.]

Étienne.

PS: si vous avez un vrai travail, si vous n'êtes donc pas un rentier, tous ces reproches et toutes ces remarques ne vous concernent pas, cela va sans dire: vous voyant défendre ouvertement la rente et la spéculation, je vous ai interpellé COMME SI vous étiez un rentier pur et dur, un spéculateur professionnel, ceux qu'on appelait naguère les « profiteurs ».

Mais c'est un statut social, une posture économique, que j'interpelle, plus qu'une personne désignée, bien évidemment ; je n'ai rien contre vous. »

Les commentaires précédents et suivants sont consultables librement sur le billet de Paul : **« Les bons et les mauvais coupables »** (27/12/2008)

http://www.pauljorion.com/blog/?p=1353

« L'Équateur met la finance sur le banc des accusés et répudie sa "dette illégitime" » http://risal.collectifs.net/spip.php?article2435

« De passage à Genève, le vice-président Lenin Moreno confirme la volonté de Quito de ne pas rembourser un tiers de ses créances internationales. (...) »

« L'Argent »

Un très bon éditorial de **Serge Halimi**, dans le *Diplo* de janvier, sur la corruption généralisée qui règne au plus haut niveau en Europe, au sommet des États : http://www.monde-diplomatique.fr/2009/01/HALIMI/16646

« Au moment où la question du « retour à l'État » est presque partout posée, comment ne pas se demander quels intérêts il sert ? La corruption politique prend aussi des formes que la loi ne sanctionne pas.

Il y a un an, en janvier 2008, l'ancien premier ministre britannique *Anthony Blair* a été recruté par la banque américaine JPMorgan Chase comme conseiller à temps partiel. Un temps partiel correctement rémunéré : 1 million de livres sterling par an (1,06 million d'euros). Imagine-t-on que JPMorgan eût concédé une telle sinécure à M. Blair si, lorsqu'il résidait au 10 Downing Street, ce dernier avait pris des mesures honnies par les banques, en vue, par exemple, de prévenir un effondrement financier ? Et est-ce tout à fait un hasard si M. *Gerhard Schröder* devint en mars 2006, moyennant 250 000 euros par an, conseiller d'une entreprise de pipe-lines, filiale de *Gazprom*, qu'il avait lui-même portée sur les fonts baptismaux du temps où il était chancelier d'Allemagne ? Un de ses camarades sociaux-démocrates jugea avec acidité : « Je ne peux m'empêcher de trouver un peu indigne qu'un homme d'État soit à ce point obsédé par l'argent. »

C'est au tour de M. **George W. Bush** de préparer sa prochaine carrière. On a une petite idée de ce qu'elle sera : « Je donnerai quelques discours, rien que pour remplir mes vieux coffres. Je ne sais pas combien mon père réclame — c'est de 50 000 à 75 000 [dollars par « conférence »] —, et **Clinton** gagne lui aussi beaucoup d'argent (1). » Au point d'ailleurs que l'ancien président démocrate devra soumettre à un comité d'éthique du département d'État la liste de ceux qui rétribuent ses discours. Ainsi, nul ne pourra soupçonner Mme Hillary Clinton de conduire la politique étrangère des États-Unis de manière à enrichir subrepticement les clients de son mari...

En juillet dernier, Le Point, un magazine dont l'hostilité à *M. Nicolas Sarkozy* ne constitue pas la marque de fabrique, a rendu publics un certain nombre de ses propos hauts en couleur. Le président français aurait détaillé ses projets comme suit : « Alors moi, en 2012, j'aurai 57 ans, je me représente pas. Et quand je vois les milliards que gagne Clinton, moi, j'm'en mets plein les poches! Je fais ça pendant cinq ans et ensuite je pars faire du fric comme Clinton. Cent cinquante mille euros la conférence (2)! » Après la case « présidence », la case « conférences ».

Vendre des conseils, monnayer des discours ? On peut aussi devenir patron d'une très grande entreprise. Avoir été ministre des finances n'est pas le pire moyen d'y parvenir. Et de téter ensuite le sein de la « mamma étatique » quand celui-ci abreuve d'argent public les banques privées en faillite. Conseiller économique influent de M. Barack Obama, *M. Robert Rubin* le sait bien, lui qui est passé de la présidence de Goldman Sachs au ministère des finances, puis du ministère des finances à la direction de Citigroup.

Ministre français de l'économie, des finances et de l'industrie de 2005 à 2007, *M. Thierry Breton* se démena alors pour que la fiscalité sur les hauts revenus devienne plus « attractive ». Il en appréciera directement les avantages puisque, dorénavant président de la société de services informatiques Atos, après un an passé au service de la banque Rothschild — où il retrouva *M. Schröder...* —, il va recevoir selon son propre aveu « un salaire annuel fixe de 1,2 million d'euros, une part variable pouvant aller à 120 % du fixe à objectifs atteints, que j'ai souhaité en fait plafonner à 100 %. À cela s'ajoute l'attribution de deux cent trente-trois mille stock-options fin 2009, fin 2010 et fin 2011 ». M. Breton précise : « J'ai demandé à ne pas bénéficier de parachute doré en cas de cessation de mes fonctions (3). » À tous, la crise impose ses sacrifices.

Quand le pouvoir constitue tantôt l'étape nécessaire d'une carrière lucrative dans les affaires, tantôt le refuge d'hommes d'argent en quête d'un second souffle, peut-on encore espérer que les premiers responsables de la crise pendront la part qu'il leur revient dans le règlement de ses dégâts? »

Serge Halimi.

- 1) Jim Rutenberg, « In book, Bush peeks ahead to his legacy », The New York Times, 2 septembre 2007.
- (2) « Sarko off », Le Point, Paris, 3 juillet 2008. Selon un journaliste du Monde, M. Sarkozy avait annoncé trois ans plus tôt : « Je peux faire avocat, je peux gagner de l'argent. (...) D'abord je fais président, puis je fais avocat. » (Philippe Ridet, Le Président et moi, Albin Michel, Paris, 2008, p. 149.)
- (3) Les Echos, Paris, 16 décembre 2008.

« Comment sortir de la crise »

une analyse et des propositions passionnantes de *Jean Bayard* : http://www.bayard-macroeconomie.com/sortiedecrise.htm

Où l'on retrouve encore **l'ennemi imaginaire**, dans la guerre économique cette fois, ce barbare féroce, ennemi extérieur, qui impose la docilité aux sujets apeurés, le mythe, l'ogre : **l'inflation**.

COMMENT SORTIR DE LA CRISE

Après la tempête financière, la tempête économique gagne du terrain et menace en profondeur le monde entier.

Nous venons tous d'assister, muets d'étonnement, à la faillite des systèmes monétaires nationaux et à l'incapacité des banquiers centraux à la contenir. Les conséquences de ces défaillances sur l'économie réelle sont extrêmement graves et proprement inimaginables. En ce mois de décembre 2008, nous n'en sommes qu'au tout début et le pire est à venir.

Les plans de relance annoncés en novembre 2008 à la suite du G 20, auront certes des retombées bénéfiques pour nos économies, mais risquent fort d'être limitées dans le temps et dans l'espace économique pour une raison essentielle liée au diagnostic. Et, comme il s'agit de dépenses comptées en milliards, avec pour conséquence de nouveaux intérêts (impôts) à payer, cela devrait donner à réfléchir.

Pour chaque pays, la vraie question est la suivante :

On est sûr que le pays va mal, mais a-t-on bien examiné le malade ? Une erreur de diagnostic entraîne nécessairement une erreur de prescription médicale.

La cause profonde du mal qui nous envahit est d'ordre monétaire, précipité par la crise bancaire.

J'ai fait un constat terrible et alarmant : la sphère réelle de l'activité de production manque cruellement de monnaie tandis que la sphère monétaire et financière en regorge.

Et, les banques centrales luttent contre un mal imaginaire qu'elles entretiennent délibérément dans l'opinion, car il est leur seule raison d'être : l'inflation.

Il est assez facile de démontrer que la quantité de monnaie n'a pas les effets qu'on lui prête sur les prix, dès lors que l'appareil de production est apte à fournir la demande instantanément ou dans de courts délais, ce qui est le cas dans la plupart des pays industrialisés. La hausse des prix dépend avant tout de ceux qui les fixent, dans l'intention partout présente de faire des profits : voilà la véritable cause de l'inflation des prix.

Plus grave encore, la monnaie émise ne circule pas du tout comme on le croit et fait cruellement défaut dans la sphère réelle de production. Lorsque j'avance ici-même que l'épargne ralentit l'allure de marche de l'activité de production et que le crédit l'accélère, ce n'est pas une affirmation gratuite ; elle s'appuie sur une analyse que je crois originale faite en 1980, ce qui fait qu'elle a 28 ans de maturité, et elle est mathématique.

Des études que j'ai menées, que l'on me permette d'avancer que la conjoncture n'est rien d'autre qu'une économie libérale livrée à l'influence désordonnée, parce que non régulée, des facteurs endogènes opposés que sont l'épargne et le crédit.

Vous savez maintenant pourquoi avec la crise du crédit on s'enfonce dans la dépression : le crédit ne couvre plus du tout l'épargne. Sachez aussi que l'épargne forcée (celle qui est réservée aux remboursements des emprunts antérieurs) amplifie le phénomène de la récession.

Si l'on veut conduire l'allure de marche de l'activité nationale vers la croissance et l'amélioration du pouvoir d'achat, la régulation monétaire est l'unique moyen d'y parvenir et seul l'État est capable d'en assumer la fonction.

Voici à présent, tout d'abord résumées et ensuite détaillées, les solutions politiques et techniques d'urgence absolue que je préconise :

- replacement de la Banque Centrale sous l'autorité de l'État et dénonciation des accords de Maastricht exclusivement bâtis sur le spectre de l'inflation,
- moyens financiers de la **relance de l'économie nationale à partir de concours monétaires attribués** à **l'État, sans intérêt ni échéance de remboursement**, sur décision de l'Assemblée Nationale,

- relance ciblée privilégiant, dans l'ordre, le pouvoir d'achat des ménages, les dépenses de fonctionnement et d'investissement dans tous les secteurs de l'État chaque fois qu'elles font défaut (et il n'y a que l'embarras du choix),
- organisation impérative des échanges commerciaux avec l'étranger, afin d'obtenir l'équilibre monétaire : import = export, exception faite cependant pour les produits pétroliers en attendant qu'aboutissent la recherche et la mise au point de nouvelles énergies dopées par un financement illimité,
- dispositions spéciales pour éviter les dérives inflationnistes,

et en même temps, les solutions techniques de 2ème urgence et d'ordre public :

- réforme du système monétaire national : réforme du ratio de solvabilité des banques, couverture du risque d'insolvabilité par le pouvoir monétaire, taux fixe d'intérêt en attendant l'indexation des prêts et emprunts sur un indice d'érosion monétaire approprié, toutes mesures destinées à consolider le système bancaire et à favoriser la distribution du crédit,
- assainissement des relations interbancaires,
- proposition de réforme du système de change international,
- dispositions générales contre la spéculation.

De nouvelles règles du jeu doivent être fixées, pour que l'État puisse :

- non seulement faire face à ses dépenses courantes et d'investissements,
- mais aussi et surtout pratiquer la régulation monétaire afin d'atteindre l'objectif de croissance qu'il aura préalablement fixé, car la croissance peut se décréter, mais oui ! je puis vous l'assurer.

La gouvernance d'un pays ne doit plus être affaire de fiscalité, mais d'abord de finance et de monnaie.

* * * * *

SOLUTIONS POLITIQUES ET TECHNIQUES D'URGENCE ABSOLUE

1 - Libération de la monnaie et attribution du pouvoir monétaire au peuple

La première démarche qui sous-tend toutes les autres est de **crever l'abcès monétaire**. Le moment est venu de libérer la monnaie de ses dogmes, de ses tabous et de ses carcans. Le moment est venu de **rendre le pouvoir monétaire au peuple, c'est-à-dire à ses élus.** La monnaie peut et doit être le moyen démocratique d'accès au bien-être pour tous.

Cela signifie clairement qu'en Europe les accords de Maastricht, exclusivement bâtis sur le spectre de l'inflation, doivent être purement et simplement dénoncés et que dans tous les pays la Banque Centrale doit être replacée sous la dépendance de l'État qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Les banques centrales viennent de nous administrer la preuve de leur incapacité à maîtriser le système qu'elles ont elles-mêmes construit. Elles ont gravement failli à leur mission et manqué à leurs responsabilités.

Cette mesure est en outre destinée à mettre un terme définitif aux agissements des puissances monétaires qui nous gouvernent, lesquelles pour masquer leur incompétence ont réussi à inoculer dans le corps économique tout entier la maladie du syndrome de l'inflation. Il est urgent de soigner et de guérir ce syndrome ; il a fait assez de ravages dans le monde entier.

Dès lors, L'État prend en charge la politique monétaire du pays, avec tout ce que cela comporte, et notamment en matière de maîtrise de l'inflation monétaire et de la hausse des prix.

2 - Relance de l'économie nationale

C'est la deuxième démarche. À mon avis, les besoins les plus immédiats pour faire repartir l'économie française peuvent être estimés (à la louche) entre 200 et 500 milliards d'euros, graduellement cela va de soi sur 1 an ou 2. Il appartient à chaque pays de fixer les sommes considérables dont il a besoin. Non pas au moyen de nouveaux emprunts, car il faut en finir avec la cavalerie des emprunts d'État, mais à l'aide de concours à l'économie mis à la disposition du gouvernement par la Banque Centrale sur décision de l'Assemblée Nationale. Sur la base d'un plan de redressement dûment motivé, bien sûr. Ces concours à l'économie seraient accordés sans intérêt ni échéance de remboursement. Cela s'appelle de la monnaie permanente, par opposition à la monnaie d'endettement. Les avantages d'une telle mesure tombent sous le sens : terminés les intérêts d'emprunts d'État qui n'en finissent pas de grever le budget de la Nation et le portefeuille des contribuables.

a) cible de la relance

La relance keynésienne s'opère ordinairement en injectant des fonds dans de grands travaux. Cette mesure me semble non seulement lente, mais aussi inappropriée. Il faut donner en priorité du pouvoir d'achat aux petits revenus pour relancer la machine.

Voici ce que l'on peut entreprendre de toute urgence, pour sauver l'économie nationale. Et, j'invite tous les pays à faire de même en adaptant les mesures au cas par cas :

- relever sensiblement le salaire des fonctionnaires, surtout les plus bas, sachant que ce sont les petits revenus qui ont la plus grande propension à consommer et la plus faible à épargner,
- engager les dépenses les plus urgentes en matière de services publics (recherche, enseignement, santé, justice, sécurité, etc.) tant en ce qui concerne les frais de fonctionnement et les investissements que l'entretien (trop longtemps négligé) des bâtiments, matériels et installations; le champ d'application de la mesure est immense et on n'a que l'embarras du choix,
- relever le salaire minimum (Smic en France), au fur et à mesure mais pas avant que l'activité du secteur privé, dopé par les dispositions prises au-dessus, alimente le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population et que l'on assiste enfin à la décrue effective du chômage.

Ainsi, la monnaie déversée au départ dans le secteur public va doper l'activité privée de production, c'est-àdire la consommation et l'investissement, amorçant ainsi le processus de croissance (positive, évidemment) jusqu'à retrouver la spirale expansionniste que la France a connue pendant les trente glorieuses, comme le Japon des années 60 à 90.

b) maîtrise de l'inflation

Il est bien évident qu'avec la relance les risques d'inflation des prix augmentent et des mesures devront être prises pour les limiter (engagement par les entreprises de modération des prix, par exemple) avec pour ultime recours le blocage général ou partiel des prix.

Je le dis et le répète : ce sont ceux qui fixent les prix, qui les augmentent pour en tirer profit, c'està-dire pour améliorer leur pouvoir d'achat au détriment de la classe laborieuse qui n'en peut mais. La quantité de monnaie n'est pas la cause des hausses de prix, excepté en période de pénurie généralisée quand les moyens de production sont incapables de satisfaire une demande dotée de moyens financiers trop conséquents.

Si par le passé, les expériences faites dans le domaine de la relance ont pour la plupart échoué, c'est que le blocage des prix s'est toujours accompagné de sévères restrictions monétaires, tellement persuadés que nous étions de la trop grande quantité de monnaie en circulation (ce qui est faux).

Ici, la différence est capitale qui privilégie l'abondance monétaire à destination exclusive de la sphère réelle.

c) organisation des échanges internationaux

La relance doit être impérativement accompagnée d'une maîtrise parfaite des échanges extérieurs, car on ne saurait tolérer que le pouvoir d'achat ainsi avancé, file à l'étranger.

Tous les pays étant logés à la même enseigne, les solutions qui suivent me paraissent s'imposer à tous. Je tiens à rappeler qu'en matière d'échanges internationaux, il existe une règle fondamentale :

Quand il y a un exportateur dans un pays, il y a un importateur dans un autre pays, et comme la valeur de l'échange est la même pour les deux parties, on peut avancer qu'à l'échelle de la planète, les exportations sont égales par définition aux importations.

Ce qui signifie qu'il n'existe d'autre croissance qu'intérieure. La croissance d'un pays repose donc essentiellement sur son activité domestique : consommation et investissement. Cette règle est universelle. Elle est la même pour tous les pays.

Il est vain de croire que tout le monde peut exporter sans limite, ce qui n'empêche pas les gouvernements de tous les pays d'encourager leurs entreprises à exporter. Et celles-ci de se précipiter à l'assaut de parts de marché à l'étranger, non sans succès, il faut bien le dire. Mais il apparaît de plus en plus clairement que les multinationales font leurs profits sur le dos des populations nationales, dans un environnement de guerre économicide.

Si l'on veut mettre un terme au chômage et à la misère humaine, chaque pays doit se consacrer au développement de son économie nationale, pas à celle de ses voisins, et enfin priorité des priorités donner du travail à ses salariés. Chaque pays dispose avec sa monnaie des moyens amplement suffisants pour développer sa propre économie.

Deux alternatives s'offrent à chacun de nous : les pays avec lesquels nous pratiquons des échanges (qui ont intérêt eux aussi à développer leurs activités domestiques, comme nous le ferions),

- acceptent de passer des accords bi ou multilatéraux afin que l'équilibre des échanges commerciaux entre pays soit garanti, éventuellement sous l'égide d'un organisme tel que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), tout indiqué pour cela,
- n'acceptent pas (ce qui paraît bien improbable) et des quotas leur sont fixés d'autorité.

Des échanges équilibrés, cela signifie aussi et surtout le **retour à l'indépendance financière vis-à-vis de l'extérieur. Aucun pays n'a besoin de concours étrangers**, excepté s'il a une balance commerciale déficitaire. Et, si tout le monde s'accorde sur ces dispositions, il n'y a plus de balance commerciale déficitaire! et son cortège de problèmes spécifiques.

Il existe toutefois une **exception de taille** à ces dispositions : ce sont les **produits pétroliers** et ils doivent faire l'objet d'un **traitement particulier**, vital pour l'économie de chaque pays. Aussi, est-il vivement conseillé que tous les pays importateurs subventionnent et financent sans aucune limite : la recherche, la mise au point et la production de nouvelles énergies, en contrôlant naturellement l'utilisation des fonds alloués.

Tous les moyens humains et financiers doivent être employés pour se libérer de la dépendance pétrolière.

SOLUTIONS TECHNIQUES PARALLÈLES DE 2^{ème} URGENCE

1 - Système monétaire national

Pour être complètement efficaces, les dispositions énoncées au-dessus doivent s'accompagner en priorité d'une profonde **réforme du système monétaire national** tout en réservant une place privilégiée à la **distribution du crédit par les banques**. Des réformes techniques concernant les relations interbancaires viendraient compléter ce dispositif comme il est dit au §2 ci-dessous.

On peut tout d'abord répartir la distribution des concours à l'économie selon les règles suivantes :

- la banque centrale fournit exclusivement les besoins de l'État ainsi que les moyens dont celui-ci doit disposer pour opérer la régulation monétaire de l'économie, sans intérêt ni échéance de remboursement comme il est dit plus haut,
- les banques de dépôts, créatrices de monnaie, fournissent les besoins financiers des entreprises privées et des établissements de crédit non créateurs de monnaie, les risques d'insolvabilité étant couverts dans des conditions examinées au-dessous.

L'État doit commencer par réviser la réglementation bancaire en donnant la priorité à la réforme du ratio de solvabilité des banques et autres établissements de crédit, appelé aussi ratio Cooke (USA) qui est à mon sens à l'origine des défaillances du système.

Les paramètres de ce ratio, doivent être profondément remaniés. Les concours à l'économie doivent être éliminés de ces paramètres, pour ne viser que les seules opérations pour propre compte. Et les engagements des banques, y compris et surtout des banques d'affaires, ne doivent plus excéder que 2 à 3 fois maximum leurs fonds propres, contre aujourd'hui 12,5 fois, tout mélangé! On pourrait dire que la réglementation a été faite à la mesure de leurs activités débordantes!

Les concours à l'économie sont encadrés par la couverture du risque d'insolvabilité, à partager entre la Banque Centrale d'une part, et les banques et autres établissements de crédit d'autre part, dans le rapport de 90/10 par exemple, les obligeant ainsi toutes et tous à prendre leurs responsabilités, contre rémunération naturellement. Etant précisé que la Banque Centrale donne son accord préalable à l'attribution des crédits, puisque c'est elle qui prend la plus grande part des risques.

Sauf erreur de ma part, elle dispose déjà des informations les plus courantes, sûrement en ce qui concerne les établissements de crédit et les entreprises. La couverture du risque d'insolvabilité peut s'opérer individuellement en ce qui concerne les établissements de crédit et les grandes entreprises et par une évaluation globale des risques pour les autres comme le font toutes les compagnies d'assurances.

Le gouvernement, en charge de la politique monétaire, détermine **provisoirement un taux d'intérêt fixe pour une période de 6 mois minimum**, par exemple. Dans le même temps, les banques et établissements de crédit font payer leurs services, tous leurs services, ceci afin de **préparer la réforme monétaire et la disparition progressive des taux d'intérêt.**

Afin de faciliter le recours au crédit, je propose que l'intérêt des prêts et emprunts soit supprimé et

remplacé par l'indexation à un indice approprié : celui de l'érosion monétaire, indice calculé par un institut de statistiques indépendant. En définitive, l'emprunteur a à sa charge le coût de la couverture du risque d'insolvabilité, d'une part, et la rémunération effective des services rendus (gestion des dossiers et autres), d'autre part, au bénéfice de l'établissement prêteur. L'avantage d'un tel système réside dans le fait que l'emprunteur est autorisé à suspendre, à faible coût, les échéances de remboursement en cas de difficultés passagères.

Les ménages trouvent là le moyen démocratique d'accession à la propriété, avec éventuellement l'aide de l'État dans certaines circonstances. Celui-ci peut en effet piloter ou faire piloter de vastes programmes de logements, en procédant par exemple à des expropriations de vastes terrains en zone périphérique de grandes villes ou ailleurs, afin de donner en location par bail emphytéotique les terrains une fois construits. Tous les terrains constructibles sur le territoire national devraient appartenir à l'État au terme d'un très lent processus de ré-appropriation.

Ces conditions devraient favoriser ainsi l'accès au logement pour tous.

N'ayant plus matière à s'exercer, la spéculation sur les variations de taux d'intérêt disparaît. **Pas de taux** d'intérêt variables = pas de spéculation.

2 - Relations interbancaires

Les recommandations d'ordre technique qui suivent, s'appliquent à chaque banque centrale nationale dans l'exercice de ses responsabilités, pleines et entières, du système bancaire.

La première mesure consiste à obliger la banque centrale à exercer son rôle de super-banque à la sortie de la compensation et de ne plus se borner à servir de simple chambre d'enregistrement comptable des opérations. Elle doit se substituer aux marchés de gré à gré et interbancaires, suspendus pour la circonstance, et doit imposer sa monnaie, la monnaie centrale, comme monnaie de règlement (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, contrairement à ce qu'elle a toujours prétendu).

Il faut savoir d'abord qu'à la sortie de la compensation les positions débitrices sont égales aux positions créditrices, en l'occurrence l'offre est égale à la demande, mais oui ! Les banques ne règleraient plus leurs positions les unes vis-à-vis des autres comme c'est le cas actuellement, mais vis-à-vis de l'autorité monétaire. L'Institut d'émission porterait les positions des unes et des autres à un compte spécifique indisponible ouvert au nom de chacune d'elles, et fixerait un taux d'intérêt au jour le jour, en attendant la suppression des taux et son remplacement par une commission d'intervention. Les positions journalières s'accumulant, ces comptes spécifiques varient quotidiennement dans l'équilibre comptable : débit = crédit. La super banque fixerait les découverts maxima autorisés jusqu'à la mise en place de la couverture du risque d'insolvabilité visé au-dessus.

Les banques doivent avoir pour interdiction absolue de "faire passer" par la compensation leurs opérations pour propre compte. Les banques ne doivent plus tirer sur elles-mêmes, mais utiliser un compte de dépôt à vue ouvert à la Banque centrale pour encaisser ou payer, soumis aux mêmes règles que tout un chacun, c'est-à-dire approvisionné ou sur la base de lignes de crédit dûment autorisées par elle. Avec toutefois une exception, pour des raisons pratiques : le règlement des charges de leur personnel et l'encaissement des intérêts et agios de leurs clients.

- mesure d'ordre : la banque centrale ne fait que son travail et la monnaie dite centrale sert enfin aux échanges interbancaires, et
- mesure d'assainissement : les échanges de titres du Trésor contre des titres pourris (notamment aux USA) n'ont plus lieu d'exister, d'une part, et les banques sont mieux encadrées, d'autre part.

Cela nous donnerait en substance, deux courants monétaires traversant les banques de dépôts (créatrices de monnaie) : les concours aux agents non bancaires, contrôlés par le pouvoir monétaire et garantis par l'assurance du risque d'insolvabilité, d'une part, et les opérations pour propre compte, doublement encadrées : une première fois par le ratio de solvabilité et une deuxième fois par le contrôle de l'utilisation des crédits consentis aux banques par la Banque centrale, d'autre part. Le système serait ainsi verrouillé.

Le dispositif des réserves obligatoires est aboli. La monnaie scripturale centrale ne sert qu'aux échanges entre les titulaires d'un compte à la Banque Centrale.

3 - Relations monétaires internationales

Je suggère que les pays en présence s'entendent pour mettre en place un système de **changes flexibles**. Les cours des monnaies ne sont plus fixées par les marchés, mais par les parités de pouvoir d'achat (PPA), calculées chaque mois ou chaque trimestre par des Instituts de Statistiques Internationaux indépendants.

N'ayant plus matière à s'exercer, la spéculation sur les variations de cours disparaît. Pas de cours variables =

pas de spéculation.

En Europe se pose la question de savoir si l'on doit remettre en service ou non les monnaies nationales. **Une consultation référendaire** serait le moyen démocratique le moins discutable pour mettre un terme net et rapide aux débats. Toutefois, l'euro pourrait rester en service dans les pays dont les parités de pouvoir d'achat sont contenues dans une fourchette d'écarts maximum de 5%, ceci afin d'éviter que des distorsions apparaissent dans les échanges entre pays de l'Union. Les pays exclus de l'Euroland seraient autorisés à y venir ou revenir dès que leur PPA s'inscrirait dans cette fourchette d'écarts.

5 - Autres dispositions

On peut supposer que les autorités sauront comment supprimer toutes les tentatives de spéculations financières et monétaires qui ont ravagé nos économies. D'une manière générale, je préconise l'interdiction absolue de la vente à découvert.

Jean Bayard 13 décembre 2008

J'ai beaucoup travaillé ce mois de décembre sur la monnaie.

Je récapitule sur le forum mes principales interventions de décembre chez *Paul Jorion* sur le scandale de la création monétaire monopolisé par les banques commerciales :

http://etienne.chouard.free.fr/forum/viewtopic.php?pid=5874#p5874

Vous pourrez y lire plusieurs longs messages, avec de précieuses citations de <u>Money Modern Mechanics (MMM)</u>, de <u>Keynes</u>, de <u>Galbraith</u>, de <u>Jean-Marcel Jeanneney</u>, de <u>Dominique Plihon</u>, d'<u>André Chaîneau</u>, de <u>Robespierre</u>...

À ne pas manguer (si la monnaie vous intéresse).

« Des "barbares" bombardés à Gaza : CONSTRUIRE L'ENNEMI »

Un texte fort, de *Mona Chollet*, ce 1^{er} janvier 2009 : http://peripheries.net/article321.html

Où l'on retrouve, encore, cet État retors qui fabrique lui-même ses propres terroristes pour imposer la peur à ceux qu'il prétend défendre.

J'ai mis dans ma précieuse page En vrac cette excellente formule d'un auteur que je découvre ces jours-ci, *Michel Bounan*, et dont je vous reparlerai sans doute : http://etienne.chouard.free.fr/Europe/En_Vrac.pdf

« Tout État moderne contraint de défendre son existence contre des populations qui mettent en doute sa légitimité est amené à utiliser à leur encontre les méthodes les plus éprouvées de la mafia historique, et à leur imposer ce choix : terrorisme ou protection de l'État. » Michel Bounan

« Playing For Change, Song Around the World: Stand By Me »

Frissons de communion assez sympa pour donner de l'espoir :o)

(17 jours sans publier de liens, c'est du jamais vu ici. Pardon. Signe de vrai blues... Signe aussi d'activité intense sur la monnaie et la rente chez Paul Jorion.)

« Le protectionnisme et le contrôle des changes conduisent-ils à la guerre ? » Passionnante réflexion de *Jacques Sapir*, directeur d'études à l'EHESS : http://www.utopie-critique.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=120&Itemid=33

Éric Hazan :

« Regardez ce qui se passe en Grèce : c'est ça dont ils ont peur. »

http://www.article11.info/spip/spip.php?article226

« (...) Je ne souhaite pas la guerre civile, mais j'en dresse le constat : elle se déroule sous nos yeux. S'il pouvait y avoir la paix loin des flashballs et des paniers à salade, dans l'égalité et l'harmonie, je serais le premier ravi. Je ne suis pas un violent de tempérament, mais la violence est là.

Quand on parle de violence aujourd'hui, on pense aux mecs en fin de manifestations qui cassent des vitrines. Mais la violence qui s'exerce contre la population, contre les SDF, contre les sans-papiers et contre les exclus est incomparablement pire que celle qui touche trois vitrines et deux bagnoles... Quand on évoque la violence, il faut savoir de quoi on parle.

Je crois que le sarkozysme a fait péter quelques digues et a fait grandement progresser la guerre civile. C'est un phénomène qui est très bien analysé dans le livre d'Alain Badiou, De quoi Sarkozy est-il le nom ? : il montre parfaitement cette fin du système parlementaire avec alternance gauche-droite qui nous a bercé depuis la Libération. Le sarkozysme a fait voler en éclat cette prétendue alternance, tirant au fond toujours à droite. Cette illusion n'est plus. Et l'actuelle déréliction socialiste en est une des conséquences.

(Lire la suite, ce médecin résistant est passionnant...)

Parlons Net avec Jacques Généreux :

"Ce plan de relance oublie le pouvoir d'achat"

http://www.france-info.com/spip.php?article221688&theme=81&sous_theme=264

Passionnant personnage, vraiment. **Une vidéo tonique**, c'est bon pour le moral.

« Appel de Marianne

pour l'indépendance et le pluralisme des médias »

http://www.marianne2.fr/L-appel-de-Marianne-pour-l-independance-et-le-pluralisme-des-medias_a93992.html

Bientôt, le président de la République pourra nommer et révoquer les présidents de France télévisions et de Radio France.

Internautes, réagissez!

Rejoignez les premiers signataires de l'appel de Marianne pour l'indépendance et le pluralisme des médias.

Au nom des principes de la démocratie et des valeurs républicaines, les soussignés demandent au Parlement de renoncer à la loi qui permettrait au président de la République de nommer et de révoquer les présidents de France Télévisions et de Radio France.

Ils rappellent que la télévision et la radio publiques n'appartiennent pas au pouvoir politique, quel qu'il soit, mais à tous les citoyens.

Ils réitèrent leur engagement à défendre l'indépendance de la presse et le pluralisme de l'information.

Martine Aubry (première secrétaire du Parti socialiste), Ségolène Royal (présidente de la région Poitou-Charentes), François Bayrou (député, président du MoDem), François Léotard (ancien ministre de la Culture et de la Communication), Jean-Pierre Chevènement (sénateur), Nicolas Dupont-Aignan (député), Jack Lang (député), Noël Mamère (député), Jean-Luc Mélenchon (sénateur), Marielle de Sarnez (députée européenne).

Annick Coupé (porte-parole du syndicat SUD), Jean-Claude Mailly (secrétaire général de Force ouvrière), Bernard Van Craeynest (président de la CFE-CGC), Jacques Voisin (président de la CFTC), Anousheh Karvar (secrétaire nationale de la CFDT).

Hervé Bourges (ex-PDG de TF1, de France Télévisions et du Conseil supérieur de l'audiovisuel), Michèle Cotta (ex-présidente de la Haute Autorité audiovisuel), Jean-Claude Guillebaud (écrivain, journaliste), Laurent Joffrin (président de Libération), Jean-François Kahn (écrivain, journaliste, cofondateur de Marianne), Edwy Plenel (directeur de Médiapart), Philippe Val (directeur de Charlie Hebdo), Bernard Stiegler (philosophe).

Vous aussi, signez l'appel de Marianne pour le pluralisme des médias, cliquez ici.

Frédéric Lordon a produit un papier très intéressant sur son blog :

Cette Europe-là est irréparable

http://blog.mondediplo.net/2008-11-30-Cette-Europe-la-est-irreparable

Jean Quatremer a réagi (de triste façon, comme d'habitude quand on ose critiquer son dieu UE) :

Europe et concurrence: l'imposture Frédéric Lordon

http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2008/11/limposture-frdr.html

Et Frédéric Lordon a rédigé une réponse que je trouve absolument délicieuse :

RQPJQ (Rien Que Pour Jean Quatremer)

http://blog.mondediplo.net/2008-12-01-RQPJQ-Rien-Que-Pour-Jean-Quatremer

« Emmanuel Todd dénonce brillamment le libre échange et la sottise crasse du G20 »

N°6 http://www.dailymotion.com/video/x7iasb_emmanuel-todd-parle-daprs-la-dmocra_news **N°7** http://www.dailymotion.com/video/x7iavx_emmanuel-todd-parle-daprs-la-dmocra_news **N°8** http://www.dailymotion.com/video/x7iay0_emmanuel-todd-parle-daprs-la-dmocra_news

Trois parties d'une **excellente vidéo** de l'excellent **Emmanuel Todd**, parue ce matin, 27 nov. 2008, expliquant à **Mediapart la folie du libre échange pour les salariés** qui sont les dindons d'une farce et l'outil puissant que pourrait, que devrait, constituer l'Union européenne pour organiser à la fois la relance (keynésienne) de l'économie et la protection de la zone européenne.

Il conchie avec force la « pensée zéro » (expression qu'il préfère à « pensée unique ») et la maladie mentale de nos gouvernants qui "comprennent" vraiment tout de travers, nos "élites" gouvernantes qui refusent de voir l'évidence et continuent au G20 à demander plus de libre échange!

Son dernier livre « Après la démocratie » est simplement passionnant, délicieux à lire, je vous le conseille comme un médicament radical contre la pensée zéro : o)

Il faut voir ces vidéos et lire ce livre : ce type pétille d'intelligence.

« END THE FED!»

http://www.prisonplanet.com/us-protestors-end-the-federal-reserve.html

Ce dimanche, des manifestations ont eu lieu dans 38 grandes villes américaines, pour en finir avec la Réserve Fédérale:

Le contrôle de la politique monétaire doit être rendu au Congrès, et ne plus dépendre de gens non-élus, et d'organisations privées qui sont inconstitutionnelles.

Parmi les commentaires sur Prison Planet, l'évidence fait son chemin :

"En finir avec la Fed, voilà un objectif concret. Cessons de leur payer des milliards d'intérêts. C'est le rôle du Trésor public d'émettre la monnaie."

« Argentine: le Congrès vote la nationalisation des caisses de retraite »

http://www.boursorama.com/infos/actualites/detail_actu_marches.phtml?news=6114627

- « Le Parlement argentin a voté jeudi la **nationalisation des fonds de pension privés**, ouvrant la voie au transfert d'environ 26 milliards de dollars à un système unique de retraites de l'Etat, en dépit des critiques de l'opposition et des inquiétudes des milieux économiques.
- (...) La présidente argentine *Cristina Kirchner* avait ainsi assuré samedi devant ses pairs, rassemblés à l'occasion du sommet du G-20, que la privatisation des fonds de retraite en 1994 était responsable "de 42% de la dette extérieure et d'une bonne partie du défaut de paiement (de cette dette) intervenu en 2001". »

Le meilleur **laboratoire de démocratie**, en lutte pour sa survie, contre le "libéralisme" déchaîné des barons voleurs **est bien en Amérique du sud.**

« Voyage au pays merveilleux de la finance »

Une synthèse riche et amusante signalée par *Paul Jorion* concotée par *Jean-Jacques Chiquelin* pour le Nouvel'Obs :

http://tempsreel.nouvelobs.com/speciales/economie/20081119.0BS1723/voyage au pays merveilleux de la finance.htm

Lire la suite dans les achives :

(archives déplacées dans des fichiers séparés pour diminuer le poids du téléchargement quotidien de cette page de Liens)

Vous pouvez aussi consulter l'archive <u>Liens de 2005</u> (59 pages) http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Liens_2005.pdf)

Vous pouvez aussi consulter l'archive
<u>Liens de 2006</u> (158 pages)
http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Liens_2006.pdf

Vous pouvez aussi consulter l'archive
<u>Liens de 2007</u> (215 pages)
http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Liens_2007.pdf)

Vous pouvez aussi consulter l'archive
<u>Liens de 2008</u> (231 pages)
http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Liens_2008.pdf)

Archive complète :

http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Liens_en_totalite.pdf

5415469